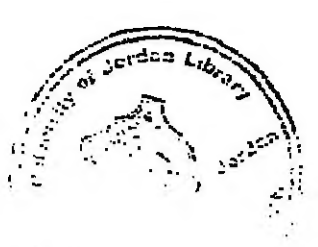


150



Le Monde



QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12411 4 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens - SAMEDI 22 DÉCEMBRE 1984

Sur le rif
Chères têtes blondes

M. Arkhipov à Pékin

L'arrivée à Pékin, ce vendredi 21 décembre, de M. Arkhipov marque une nouvelle étape dans le processus de normalisation entrepris depuis près de cinq ans entre la Chine et l'URSS. Si l'on excepte le bref passage sur l'aérodrome de la capitale chinoise d'Alexis Kosyguine en septembre 1969, le premier vice-président du conseil des ministres d'URSS est en effet la personnalité soviétique du plus haut rang à se rendre en République populaire depuis la brève intervention dans les années 60 entre les deux grands pays communistes.

Responsable des affaires économiques, M. Arkhipov vient d'abord pour parler affaires. C'est bien ainsi en tout cas que l'entendent ses hôtes, qui ont souligné, à la veille de son arrivée, le caractère complémentaire des économies soviétique et chinoise, la seconde apportant les produits de son agriculture, de son industrie légère, en échange de l'acier, du bois, des machines que lui fournira la première. Déjà les échanges commerciaux sino-soviétiques se sont multipliés par six entre 1981 et 1984. La visite de M. Arkhipov devrait permettre de leur faire prendre la forme d'une véritable coopération entre deux économies planifiées, l'URSS envisageant notamment d'apporter son aide à la modernisation d'installations industrielles qu'elle a elle-même implantées en Chine dans les années 50.

Le dialogue peut-il s'étendre au domaine politique? Les diplomates chinois ne veulent pas se faire d'illusions à ce sujet. Trois obstacles, rappellent-ils, se dressent sur la voie d'un véritable rapprochement entre les deux pays : la pression militaire exercée par les forces soviétiques le long de la frontière chinoise, l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS, le soutien accordé par celle-ci à l'occupation du Cambodge par le Vietnam. Or aucun signe de progrès n'est apparu jusqu'ici sur ces différents sujets, les positions ayant plutôt tendance à se durcir sur les deux derniers. Moscou a en effet pris soin de rappeler, cette semaine encore, que la « normalisation » avec Pékin ne saurait se faire « au détriment de pays tiers ».

Reste que M. Arkhipov est, comme on le rappelle à Pékin, « un vieil ami de la Chine », où il a dirigé les activités des experts soviétiques il y a trente ans. Il connaît personnellement plusieurs des dirigeants chinois actuellement chargés des plus hautes responsabilités, et les conversations qu'il va avoir avec eux permettront peut-être, par-delà les échanges protocolaires, de dissiper certains malentendus. Le facteur humain peut ainsi exercer une influence sur le climat politique.

En toute hypothèse, le voyage de M. Arkhipov apporte une nouvelle illustration de la volonté d'équilibre de la diplomatie chinoise. Initialement prévu au mois de mai dernier, ce voyage avait été ajourné à la dernière minute, les Soviétiques ne voulant pas, apparemment, que leur vice-premier ministre arrive à Pékin littéralement sur les talons du président Reagan. La Chine ne s'est pas offusquée de ce retard. L'accueil qu'elle réserve aujourd'hui à son hôte est présent, par ses propres diplomates, comme la preuve de l'indépendance dans laquelle elle entend conduire sa politique extérieure.

La résistance afghane diplomatiquement isolée
LIRE PAGE 4 L'ARTICLE D'OLIVIER ROY

Les syndicats ouvriers refusent de signer l'accord sur la flexibilité

L'opposition de la base a conduit les confédérations à rejeter le protocole conclu avec le CNPF sur l'adaptation des conditions de travail

La politique contractuelle, en cette fin d'année 1984, ne marque pas des points sur la flexibilité de l'emploi. Elle vient de subir un grave échec. Contre l'attente même des négociateurs, FO, la CFTC et la CFDT ont annoncé, le 21 décembre, qu'elles ne signeront pas le protocole sur « l'adaptation des conditions d'emploi » avec le CNPF. Ce dernier s'attendait à obtenir trois signatures.

Il n'aura que celle de la CGC, qui se trouve dans une situation fort embarrassante. Son secrétaire national, M. Jean-Louis Mandinaud, vient en effet de justifier la signature en écrivant : « Être un syndicat capable de prendre ses responsabilités ou pas. Être un syndicat sachant s'adapter à son époque ou non. Tel était le choix qui nous était offert... ».

M. Henri Krasucki aura, en apparence, toutes les raisons de se réjouir de la décision de trois de ses partenaires puisque, le 20 décembre encore, dans une longue déclaration, il les adjurait de ne pas accepter ce « marché de dupes » et ce « mauvais coup », en ajoutant : « Nous ne désirons pas être la seule centrale qui aurait dit non à l'inacceptable. Nous souhaitons que d'autres fassent de même. » Le secrétaire général de la CGT a été entendu, même si les raisons du refus de ses collègues en syndicalisme sont très différentes. Elles résultent, pour FO et la CFDT, de bien des tourments internes et d'une véritable valorisation.

non. Tel était le choix qui nous était offert... ».

M. Henri Krasucki aura, en apparence, toutes les raisons de se réjouir de la décision de trois de ses partenaires puisque, le 20 décembre encore, dans une longue déclaration, il les adjurait de ne pas accepter ce « marché de dupes » et ce « mauvais coup », en ajoutant : « Nous ne désirons pas être la seule centrale qui aurait dit non à l'inacceptable. Nous souhaitons que d'autres fassent de même. » Le secrétaire général de la CGT a été entendu, même si les raisons du refus de ses collègues en syndicalisme sont très différentes. Elles résultent, pour FO et la CFDT, de bien des tourments internes et d'une véritable valorisation.

Au départ, FO avait refusé de donner un avis, mais M. André Bergeron paraissait plutôt favorable à un texte qui permettrait de nourrir la politique contractuelle. En tout état de cause, il estimait qu'il n'était pas « aussi dangereux » qu'on le prétendait et voulait s'opposer aux pressions de la CGT. Le principal négociateur, M. Antoine Faesch, avait même affirmé qu'avec ce protocole « les intérêts des salariés y étaient bien défendus ». M. Bergeron avait alors choisi, après consultation de ses organisations, de prendre position le 21 décembre. Mais, devant la montée des oppositions, jusqu'au sein du bureau confédéral, la décision était renvoyée au 11 janvier après réunion d'une commission exécutive.

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 21.)

LE MONDE CONCENTRATIONNAIRE

Marcel Paul à Buchenwald

« Cette bataille que nous menons dans la merde, il faut un jour l'expliquer devant des gens qui n'ont jamais vu, même de loin, un camp de concentration. » En écrivant cette phrase deux ans après son retour de Buchenwald, dans son livre *Les Jours de notre mort*, David Rousset ne pouvait mieux, sans le savoir, situer l'étrange climat du procès qui vient d'occuper, mardi 18 et jeudi 20 décembre, la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Versailles. On y a épluché, à longuement débattu de ce que fut à ce même camp de Buchenwald l'attitude de Marcel Paul, militant communiste résistant, devenu ministre du général de Gaulle dans le gouvernement provisoire de 1945 et délégué le 11 novembre 1982. A l'origine de ce débat pénible autant que difficile, quelques lignes d'un article de M. Laurent Witzel, conseiller municipal CGS de Suresne, pour expliquer pourquoi il refusait de s'associer à l'inauguration d'une rue Marcel-Paul, décidée par la municipalité de gauche.

Dans son journal local, le *Courrier des Yvelines*, M. Witzel, jeune professeur agrégé d'histoire, écrivait le 27 octobre 1983 : « Déporté à Buchenwald, Marcel Paul entra à la direction interne du camp. Il disposa alors du sort - c'est-à-dire de la vie et de la mort - de nombreux cama-

rades. Dans ses fonctions, il tint compte essentiellement de l'intérêt de son parti. » Ces lignes, l'association Buchenwald-Dora, à laquelle devait se joindre la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (FNDIRP), ne les a pas supportées. Elle y a répondu par une citation directe pour diffamation.

C'est de cela, quarante ans après, qu'il fallait donc débattre devant ce tribunal de Versailles dont le président, M. Jacqueline Quarey-Jacquemart, apparaît plein de bonne volonté, mais manifestement désemparé. Qui ne le serait, n'ayant pas connu l'indécible univers concentrationnaire nazi? Comment le faire sans revenir, d'abord, sur l'histoire de ce camp de Buchenwald ouvert en Thuringe peu après l'avènement du national-socialisme? Il fallait expliquer qu'en ce lieu arrivèrent d'abord des condamnés de droit commun qui y firent la loi, que les « politiques », essentiellement des communistes allemands jusqu'à la guerre de 1940, parvinrent à supplanter dans les postes d'administration interne, tels que chefs de block, kapos et autres contremaîtres ou policiers internes à qui les SS s'en remettaient finalement pour faire fonctionner leur système.

J.-M. THEOLLEVEY.
(Lire la suite page 9.)

25^{ème} ANNIVERSAIRE
Remy
-40%
MEILLEURS PRIX
COPES D'ANCIEN
SALONS
Remy Paris
3950

Aldebert
LIRE PAGE 4 L'ARTICLE D'OLIVIER ROY

AU JOUR LE JOUR

Alternance

« Unir en travaillant » : c'est ainsi que M. Giscard d'Estaing a résumé, jeudi, la rencontre qu'il venait d'avoir avec M. Chirac. L'union et le travail des opposants n'ont évidemment qu'un but : l'alternance.

Leur pouvoir d'hier ayant buté, en 1981, sur son bilan et sur l'union de la gauche, il est naturel qu'ils escomptent, à leur profit cette fois, le même phénomène.

On peut imaginer un scénario : l'un d'eux deviendrait un jour le premier ministre de l'autre jusqu'au moment où - deux ans après par exemple - un troisième homme, M. Barre, serait nommé à Matignon pour rectifier le tir.

Le mot d'alternance pourrait alors se définir comme le passage du pouvoir au même ou, plus simplement : on prend les mêmes et on recommence.

BRUNO FRAPPAT.

LE DÉBAT SUR L'INDÉPENDANCE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Un nouveau pari L'esprit de revanche

par JEAN-MARIE COLOMBANI

L'analyse de M. Edgard Pisani sur les moyens de trouver une issue au casse-tête calédonien telle que le délégué du gouvernement dans le territoire l'a exposée, jeudi, au président de la République et au premier ministre confirme la conclusion à laquelle MM. François Mitterrand et Laurent Fabius étaient déjà parvenus à la fin du mois de novembre : aucune solution durable n'est désormais concevable en dehors de l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance, étant entendu que cette indépendance ne pourrait être acceptée que dans la mesure où elle aurait été préparée conjointement et démocratiquement par toutes les parties concernées.

Officiellement, l'ancien ministre du général de Gaulle ne retient pas que ce scénario. Il parle aussi de la possibilité d'interroger la population du territoire sur une révision éventuelle de l'actuel statut d'autonomie interne. Mais il est clair, après les déclarations qu'il a faites jeudi soir sur Antenne 2, que sa conviction personnelle le pousse à privilégier la recherche d'un consensus sur la voie d'une indépendance multiraciale, dans le cadre d'un Etat canaque qui resterait étroitement associé à la France.

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 7.)

M. Pisani estime que ce consensus est réalisable au carrefour de trois exigences fondamentales, qu'il faudrait concilier : la sauvegarde des intérêts géopolitiques de la France dans le Pacifique sud, la préservation des intérêts de la communauté calédonienne, dont la légitimité ne saurait être niée, et la satisfaction de la revendication primordiale du mouvement canaque indépendantiste, à savoir la reconnaissance de la souveraineté du peuple canaque sur sa terre natale.

Le délégué du gouvernement a bien compris quelle était la profondeur de l'attachement que les dirigeants du FLNKS portent à cette troisième exigence, qui constitue pour eux le préalable absolu, ainsi que leur député, M. Roch Pidjot, le soulignait, mardi soir à Paris (le *Monde* du 20 décembre). Il a compris qu'il s'agit pour les chefs canaques d'obtenir en priorité de la puissance colonisatrice la reconnaissance solennelle de ce droit à la « naissance » politique du futur Etat de Kanaky.

Le coup d'Etat larvé : tel est, si l'on s'en tient à l'attitude de certains de ses responsables, l'esprit du RPR à l'égard d'un pouvoir qu'il juge à bout de souffle, à la merci d'un dernier coup d'épée. Ce que ni la grève des routiers ni la grande manifestation du 24 juin pour la défense de l'école privée ne lui avaient permis d'obtenir, nul doute que les événements de Nouvelle-Calédonie, pense-t-il, le lui donneront. Four peu, bien sûr, que la situation sur place pourrisse et que, comme le souhaite M. Toubon, une grande manifestation contre l'indépendance de ce territoire puisse être organisée à Paris.

La Nouvelle-Calédonie n'est que le prétexte à la violence d'une politique orchestrée à coups d'arguments biaisés, de citations tronquées, déformées. La mauvaise foi, utilisée comme une technique mystérieuse du débat politique, est mise massivement au service d'une stratégie en deux temps : précipiter les échéances ou, si l'on n'y parvient pas, créer un tel climat qu'il contribuera à l'échec de la gauche en 1986.

Il s'agit aussi de tracer, des lendemains de victoire, une éclatante fresque de la revanche. Où iront M. François Mitterrand et ses ministres? En Haute-Cour de justice? Le chef d'accusation : la trahison! Cela révèle seul le degré de haine, d'intolérance et de sectarisme dont font preuve certains leaders de l'opposition. Voilà un beau programme électoral pour 1986! « Depuis ce soir, a déclaré M. Pasqua, nous sommes fiers : le mouvement de libération de l'indépendance malgré la volonté des populations. » Qu'a dit M. Pisani? Il ne peut y avoir d'indépendance sans consultation des populations locales. « Nul, fit-il, président de la République, n'est au-dessus de la Constitution », a poursuivi M. Pasqua. C'est dit le premier ministre? « Les choix qui seront faits devront respecter la Constitution. »

L'usage que certains font des Canaques et des calédoches laisse rêver. Comme aux plus beaux jours de l'Algérie française, les « gauchistes » retrouvent le langage d'avant l'autodétermination.

(Lire la suite page 8.)

Secret d'un cœur par Fred.

Un cœur sert de diamant s'enroule sur un cœur d'or gris pour y graver le message à la dame de votre cœur.

FRED
PARIS

6, rue Royale, Paris. Tél. 360.30.65 - Le Candeil, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mandarine, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Louis, Monte-Carlo - Aéroport d'Orly. 20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.

Le patrimoine au Yémen

L'UNESCO appelle à la sauvegarde des cités de Sanaa et de Shibam

Sanaa. - M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, a lancé le 19 décembre, au Centre culturel de Sanaa, un appel solennel en vue de la sauvegarde de la partie ancienne de la ville. Fondée selon la légende par Cham, fils de Noé, base militaire du royaume de Saba au II^e siècle avant Jésus-Christ, forteresse des envahisseurs hémérites au début de notre ère, Sanaa, qui signifie « place fortifiée », a été pendant les premiers siècles de l'islam un important centre caravanier. Son architecture unique au monde est d'une étrange beauté avec ses façades si caractéristiques rehaussées de frises blanches à la chaux et de fenêtres aux arcades finement sculptées.

Depuis le renversement, en 1962, de la monarchie qui avait fermé les pays au monde extérieur, la popula-

n'en sont pas moins prestigieuses ou inestimables dans l'histoire d'un peuple. Aujourd'hui, c'est le tour de Sanaa et de Shibam dans le Hadramout, au Sud-Yémen.

« J'invite tous les Etats membres de l'UNESCO et tous les peuples, leur gouvernement et leur communauté nationale, les institutions publiques et privées, les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que les fondations et les institutions financières, à participer, par des contributions volontaires en espèces, en équipements ou en services, à l'immense effort entrepris par le gouvernement de la République arabe du Yémen », a déclaré M. M'Bow.

PAUL BALTA.
(Lire la suite page 15.)

Le Monde

commentaires

Les conditions d'un référendum en Nouvelle-Calédonie

Selon dix-neuf spécialistes de droit constitutionnel, la loi devrait prévoir une seule consultation, ouverte à tous les électeurs inscrits dans le territoire

Est-il possible, conformément à la Constitution, d'organiser un référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ? Est-il concevable de consulter séparément les deux communautés ? Quelles pourraient être les limites du corps électoral ? A ces questions, des juristes répondent dans les deux textes que nous publions.

Quelles conditions un référendum territorial d'autodétermination pourrait-il être organisé en Nouvelle-Calédonie dans le respect des principes et des règles établis par la Constitution de la République ? Les soussignés pensent qu'il est utile que soit rendue publique la réponse qui, selon eux, doit être donnée à cette question.

1. - Le premier aspect du problème tient à la disposition de l'article 2 de la Constitution selon laquelle « la France est une République indivisible... ».

Ce principe permet-il l'autodétermination d'un territoire d'outre-mer, ayant éventuellement pour conséquence, moyennant l'accord du Parlement français, de faire sortir ce territoire de la République ?

Certainement oui : cette question a déjà été tranchée dans un sens positif.

En effet, dans sa décision du 30 décembre 1975 concernant la loi relative aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores, le Conseil constitutionnel, après avoir rappelé que, aux termes du dernier alinéa de l'article 53 de la Constitution, « nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées », a déclaré que « les dispositions de cet article doivent être considérées comme applicables, non seulement dans l'hypothèse où la France céderait à un État étranger, ou bien acquerrait de lui, un territoire, mais aussi dans l'hypothèse où un territoire cesserait d'appartenir à la République pour constituer un État indépendant ou y être rattaché ».

En conséquence, le Conseil a décidé que n'était pas contraire à la

Constitution une loi dont l'article 8 disposait : « Les îles de la Grande-Comore, d'Anjouan et de Mohéli (dont les populations s'étaient prononcées, à la majorité des suffrages exprimés, en faveur de l'indépendance) cessent, à partir de la promulgation de la présente loi, de faire partie de la République française ».

Il ne serait donc pas contraire à la Constitution de faire procéder, dans le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie, en vertu d'une loi, à un référendum d'autodétermination par lequel la population du territoire ferait connaître, à la majorité des suffrages exprimés, si elle entend demeurer dans la République française ou accéder à l'indépendance.

2. - Le problème qui se pose alors est celui de savoir si serait conforme à la Constitution une loi organisant en Nouvelle-Calédonie un référendum auquel ne seraient admises à participer que certaines catégories d'électeurs, par exemple ceux qui justifieraient dans le territoire d'une durée de résidence supérieure aux six mois qui, en application de l'article L. 11 du code électoral, permettent d'être inscrit sur la liste électorale ; ou, selon une idée qui a été avancée, une loi organisant dans ce territoire deux consultations distinctes, ouvertes respectivement aux membres de la « communauté canaque » et aux autres électeurs.

De tels problèmes n'ont pas été tranchés par le Conseil constitutionnel, auquel n'avait été soumise, en 1976, la loi qui avait été instituée, pour la participation au référendum d'autodétermination du territoire français des Afars-et-des-Issas, l'exigence d'une résidence minimale de trois ans dans ce territoire.

Mais, en dépit de ce précédent, la solution que ces problèmes comportent en droit ne peut faire aucun doute.

Aux termes de l'article 3, dernier alinéa, de la Constitution, « sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs, des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques ». Le membre de phrase « dans les conditions déterminées par la loi » prive de toute compétence, en la matière, le pouvoir réglementaire. Mais il ne dispense pas pour autant le pouvoir législatif, sous le contrôle éventuel du Conseil constitutionnel, de respecter le principe inscrit à l'article 2 de la Constitution : « La France assure l'égalité devant la loi à tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race ou de religion », ainsi que celui figurant à l'article 3 : « Le suffrage est toujours universel ».

Ces principes de valeur constitutionnelle seraient méconnus par une loi qui subordonnerait le droit de participer à un référendum territorial d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie à une durée de résidence dans ce territoire supérieure aux six mois mentionnés à l'article L. 11 du code électoral, car une telle loi instituerait entre citoyens une inégalité fondée sur une « distinction d'origine ».

De toute évidence, il en irait de même pour une loi qui organiserait des votes distincts des électeurs inscrits sur les listes électorales de Nouvelle-Calédonie, en fonction de la « communauté » dont ils relèveraient, car il y aurait là une « distinction... de race », prohibée par l'article 2 de la Constitution.

3. - De ces considérations, il nous paraît résulter que, pour être conforme à la Constitution, une loi

organisant en Nouvelle-Calédonie un référendum d'autodétermination devrait impérativement prévoir une seule consultation, à laquelle auraient le droit de participer tous les électeurs inscrits sur les listes électorales du territoire, sans que fut opérée entre eux la moindre discrimination.

Les signataires

Léon Noël, conseiller d'État honoraire, ancien président du Conseil constitutionnel ; Roger Frey, ancien ministre d'État, ancien président du Conseil constitutionnel ; Pierre Chastenet, ancien ministre, ancien membre du Conseil constitutionnel ; François Goguel, secrétaire général honoraire du Sénat, ancien membre du Conseil constitutionnel ; Pierre Avril, professeur à l'université de Paris (Nanterre) ; Jacques Cadras, professeur à l'université de Paris-II ; Gérard Conac, professeur à l'université de Paris-I ; Pierre Delvolvé, professeur à l'université de Paris-II ; Roland Drago, professeur à l'université de Paris-II ; Louis Favoreu, professeur à l'université d'Aix-Marseille-III, ancien président de cette université ; Yves Gaudemet, professeur à l'université de Paris-II ; Léo Hamon, professeur émérite à l'université de Paris-I ; Dimitri Lavroff, président de l'université de Bordeaux-I ; Denis Lévy, professeur à l'université de Paris-II ; André Mathiot, professeur émérite à l'université de Paris-II ; Loti Philip, professeur à l'université d'Aix-Marseille-III ; Jean Rivero, professeur émérite à l'université de Paris-II ; Jacques Robert, professeur à l'université de Paris-II, ancien président de cette université ; Jean Walline, professeur à l'université de Strasbourg-III, ancien président de cette université.

Quelques remarques complémentaires

Plusieurs anciens membres du Conseil constitutionnel sont associés à d'éminents professeurs de droit dans une consultation qui définit le cadre imposé par la Constitution à toute réforme du statut de la Nouvelle-Calédonie. Ce texte confirme les « limites infranchissables » déterminées dans ces colonnes mêmes voici quelques jours (1). Il précise qu'un vote séparé des Canaques et des caldoches serait contraire à l'article 2 proclamant que « la France (...) assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ». Ajoutons que les indépendantistes commentent une erreur analogue en invoquant l'article 75 qui autorise certains citoyens à disposer d'un statut particulier. Cela ne concerne que le « statut civil », relatif aux droits de la famille, des contrats et des biens, mais non le statut politique.

par MAURICE DUVERGER

Par ailleurs, la consultation collective omet d'indiquer que l'égalité des citoyens prescrite par l'article 2 s'accommoderait de dispositions tendant à une plus juste représentation des deux communautés essentielles qui peuplent la Nouvelle-Calédonie. Chacune domine largement un secteur du territoire, ce qui conduirait sans doute à une partition s'il n'y avait pas une entente préalable sur un statut commun. En l'état actuel des esprits, la circonscription sud de la grande île et une partie de sa circonscription ouest voteraient certainement contre l'indépendance, qui serait choisie à l'est, dans le nord et aux îles Loyauté. Alors, la Constitution interdirait de refuser aux caldoches ce qui a été accordé aux gens de Mayotte, c'est-à-dire le maintien sous notre drapeau.

d'une civilisation moderne. Rien n'empêcherait que les uns et les autres soient comptabilisés séparément lors du référendum d'autodétermination, à condition que les électeurs soient absolument libres de choisir la catégorie qui correspond à leurs préférences, aucun rattachement d'office n'étant admis. S'il y avait contradiction entre les résultats, elle obligerait les deux communautés à négocier un statut commun permettant leur coexistence. Sans lui, la partition deviendrait inévitable. Bien entendu, on peut imaginer beaucoup d'autres solutions que celles ici suggérées à titre d'exemple.

(1) « Les limites infranchissables » (Le Monde du 5 décembre).

Mais des solutions plus conformes à une collaboration des communautés et à des ethnies correspondraient mieux à l'esprit de la République et au texte de sa loi fondamentale. Au lieu de couper la Nouvelle-Calédonie en deux tronçons séparés, dont chacun vivrait mal sans l'autre, pourquoi ne pas imaginer une entité fédérale associée à la France, unissant un État canaque et un État caldoche ? L'un et l'autre éliraient la moitié des députés au Parlement commun et participeraient au gouvernement et à l'administration par un nombre égal de ministres et de hauts fonctionnaires. Cela transposerait un peu la fameuse « proporz » autrichienne, qui partageait également le pouvoir entre démocrates et socialistes avant 1966.

Un vote séparé pour les Canaques deviendrait d'ailleurs possible s'il n'était pas fondé sur la race ou l'origine, mais seulement sur l'appartenance à une communauté culturelle reposant sur une adhésion volontaire. Entre les indépendantistes et leurs adversaires, la différence véritable ne tient pas au lieu de naissance ou à la couleur de la peau, puisque beaucoup de Mélanésiens, de métis et de Wallisiens soutiennent les caldoches. Le conflit essentiel oppose les défenseurs d'une civilisation traditionnelle et les partisans

de l'État. Pour faire face aux demandes de plus en plus nombreuses qui s'adressent à lui à cause de la crise, au lieu de s'empêcher entièrement de ces demandes et de grossir encore, au lieu de les rejeter au nom de l'État minimal, qui reste pour longtemps une utopie, examine avec les citoyens une nouvelle manière de régler leurs problèmes : non pas celle de la puissance publique, qui fait appel à la force, non pas seulement celle des services publics, qui fait appel à la vertu, mais aussi, celle du contrat, qui fait appel au respect de la pluralité des acteurs et permet de délimiter les tâches nouvelles de l'État en partageant la résolution des problèmes avec les principaux intéressés ? Conception moins noble, diront certains, et qui préfère la confrontation des intérêts réels au strict respect des principes républicains... Mais parmi les principes républicains, n'y a-t-il pas celui selon lequel l'État appuie l'exercice actif des libertés des citoyens ?

D'ailleurs si, à propos du futur, l'État paraît « en prendre à son aise avec le droit », c'est bien parce que le droit ne dit rien de l'avenir qui soit différent du passé : quelle est la fonction du Plan, sinon de proposer une réflexion commune et une négociation publique sur le partage de l'avenir, négociation fondée sur l'exposé explicite des anticipations de chacun ? Ici, l'État de droit a besoin de l'État expert pour s'assurer que ce partage de l'avenir sera démocratique. S'il n'existait pas, d'une manière ou d'une autre, des institutions de ce type, où chacun peut venir évaluer l'importance de ses mises, il n'y aurait pas de brassage des cartes : l'appropriation du futur ne serait que le reflet de celle du passé.

Un Plan, ce n'est pas, ce ne peut plus être, aujourd'hui, un coup de force de l'État central au profit du bien public, ce qui d'ailleurs n'a jamais été le cas en France. C'est une anticipation collective raisonnée qui, publiée, devient propriété de tous. Dans la société de communica-

tion où nous sommes déjà entrés, la richesse tend à s'identifier à l'information détenue : pour le coup, un « service public du futur », sans monopole, devient de plus en plus nécessaire.

Le Plan et le droit

Dans le Monde du jeudi 6 décembre 1984, Paul Favre estime, nous citons - que, « d'une certaine façon, l'idée même de Plan repose sur l'idée que l'État, pour le bien public, peut en prendre à son aise avec le droit. Cette idée ne serait-elle pas, dans un monde où l'on voit partout les citoyens réclamer des garanties accrues contre la bureaucratie, quelque peu « archaïque » ? »

Serait-ce une idée archaïque que l'État, pour faire face aux demandes de plus en plus nombreuses qui s'adressent à lui à cause de la crise, au lieu de s'empêcher entièrement de ces demandes et de grossir encore, au lieu de les rejeter au nom de l'État minimal, qui reste pour longtemps une utopie, examine avec les citoyens une nouvelle manière de régler leurs problèmes : non pas celle de la puissance publique, qui fait appel à la force, non pas seulement celle des services publics, qui fait appel à la vertu, mais aussi, celle du contrat, qui fait appel au respect de la pluralité des acteurs et permet de délimiter les tâches nouvelles de l'État en partageant la résolution des problèmes avec les principaux intéressés ? Conception moins noble, diront certains, et qui préfère la confrontation des intérêts réels au strict respect des principes républicains... Mais parmi les principes républicains, n'y a-t-il pas celui selon lequel l'État appuie l'exercice actif des libertés des citoyens ?

D'ailleurs si, à propos du futur, l'État paraît « en prendre à son aise avec le droit », c'est bien parce que le droit ne dit rien de l'avenir qui soit différent du passé : quelle est la fonction du Plan, sinon de proposer une réflexion commune et une négociation publique sur le partage de l'avenir, négociation fondée sur l'exposé explicite des anticipations de chacun ? Ici, l'État de droit a besoin de l'État expert pour s'assurer que ce partage de l'avenir sera démocratique. S'il n'existait pas, d'une manière ou d'une autre, des institutions de ce type, où chacun peut venir évaluer l'importance de ses mises, il n'y aurait pas de brassage des cartes : l'appropriation du futur ne serait que le reflet de celle du passé.

COURRIER

Il s'en va après le temps...

A votre constat sans ménagement de « brouillard des idées » (Le Monde du 13 novembre), il y a, à mon avis, plusieurs causes qui se confortent les unes les autres sans pouvoir se hiérarchiser. Je ne citerai que celles qui me paraissent déterminantes :

L'accélération du temps de l'information et de la pensée, dans tous les domaines, fait que les idées politiques se pratiquent maintenant « en temps réel ». Nos penseurs et hommes politiques n'y sont pas encore adaptés. Ils se bornent à courir après le temps.

Les schémas, anciens et sécurisants, continuent de prévaloir bien qu'adaptés : capitalisme-socialisme, droite-gauche, libéralisme-dirigisme, etc. Ils rassurent mais stérilisent, aussi bien ceux

qui réfléchissent que ceux qui agissent.

La pression dévorante des médias, des sondages et des élections partielles stérilise ou nivelle toute velléité de pensée originale.

La médiocrité des leaders pourrait être aussi bien une cause ou une conséquence de ce qui précède. Exemples : M. F. Mitterrand, devant la vieille dame assassinée, ne dit rien de plus que ce que tout le monde pense : MM. Chirac et Jospin n'émettent que les idées résolvant à l'évidence, soit vagues et redondantes ; M. Barre frappe ceux que l'on croit du bon sens. Et après ?

Lire, dans le même numéro du Monde, onze lettres de « désenchantement » de jeunes, montre pourtant bien qu'il y a un grand vide à remplir avec des idées modernes et généreuses. Quelle opportunité ! Mais quel danger !

BERNARD SALVAIRE (Boulogne)

La pression dévorante des médias, des sondages et des élections partielles stérilise ou nivelle toute velléité de pensée originale.

La médiocrité des leaders pourrait être aussi bien une cause ou une conséquence de ce qui précède. Exemples : M. F. Mitterrand, devant la vieille dame assassinée, ne dit rien de plus que ce que tout le monde pense : MM. Chirac et Jospin n'émettent que les idées résolvant à l'évidence, soit vagues et redondantes ; M. Barre frappe ceux que l'on croit du bon sens. Et après ?

Lire, dans le même numéro du Monde, onze lettres de « désenchantement » de jeunes, montre pourtant bien qu'il y a un grand vide à remplir avec des idées modernes et généreuses. Quelle opportunité ! Mais quel danger !

BERNARD SALVAIRE (Boulogne)

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Selon de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30

Henri Saby, président de la délégation socialiste française au Parlement européen.

(1) Lire également l'article d'André Girard sur le même sujet dans le Monde du 22 novembre (NDLR).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDOPAR 650572 F

Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1934.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Benoit-Méty, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Fereux

Imprimé en France par S.A. des Indes 1983

Réproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57-437 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 088 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F	
ÉTRANGER (par mandat)	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
IL - SUISSE - TUNISIE	454 F	836 F	1 197 F	1 536 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (dans septaine ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèques d'abonnement.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,20 \$; États-Unis, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 170 pes. ; E.U. 1 \$; Grèce, 65 p. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie, 3 000 Lt. ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 ml.

Le Monde

DIPLOMATIE

M. Genscher s'est rendu à Prague

Prague, 21 décembre. - M. Hans-Dietrich Genscher, ministre fédéral des Affaires étrangères, s'est rendu à Prague pour une mission de travail. Il a été reçu par le ministre tchèque des Affaires étrangères, M. Jan Plesch, et a eu une longue conversation avec lui. M. Genscher a également rencontré le président tchèque, M. Václav Havel, et le premier ministre, M. Karel Štrobil. Il a également eu des entretiens avec des membres du gouvernement tchèque et des représentants de la communauté internationale. M. Genscher a souligné l'importance de la coopération entre la République fédérale d'Allemagne et la République tchèque, et a exprimé son espoir que ces relations continueront de se développer dans le futur.

Les États-Unis maintiennent auprès de l'ONU

Genève, 21 décembre. - Les États-Unis maintiennent leur position en faveur d'une réforme de l'Organisation des Nations Unies. Le secrétaire d'État, M. George Shultz, a déclaré que les États-Unis soutiennent les propositions de réforme présentées par le Comité de l'Assemblée générale de l'ONU. Il a souligné l'importance de renforcer l'efficacité de l'Organisation et de garantir que tous les États membres aient une voix égale. M. Shultz a également souligné l'importance de maintenir la paix et la stabilité dans le monde, et a exprimé son espoir que la réforme de l'ONU contribuera à ces objectifs.

Le Plan et le droit

Dans le Monde du jeudi 6 décembre 1984, Paul Favre estime, nous citons - que, « d'une certaine façon, l'idée même de Plan repose sur l'idée que l'État, pour le bien public, peut en prendre à son aise avec le droit. Cette idée ne serait-elle pas, dans un monde où l'on voit partout les citoyens réclamer des garanties accrues contre la bureaucratie, quelque peu « archaïque » ? »

Serait-ce une idée archaïque que l'État, pour faire face aux demandes de plus en plus nombreuses qui s'adressent à lui à cause de la crise, au lieu de s'empêcher entièrement de ces demandes et de grossir encore, au lieu de les rejeter au nom de l'État minimal, qui reste pour longtemps une utopie, examine avec les citoyens une nouvelle manière de régler leurs problèmes : non pas celle de la puissance publique, qui fait appel à la force, non pas seulement celle des services publics, qui fait appel à la vertu, mais aussi, celle du contrat, qui fait appel au respect de la pluralité des acteurs et permet de délimiter les tâches nouvelles de l'État en partageant la résolution des problèmes avec les principaux intéressés ? Conception moins noble, diront certains, et qui préfère la confrontation des intérêts réels au strict respect des principes républicains... Mais parmi les principes républicains, n'y a-t-il pas celui selon lequel l'État appuie l'exercice actif des libertés des citoyens ?

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDOPAR 650572 F

Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1934.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Benoit-Méty, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Fereux

Imprimé en France par S.A. des Indes 1983

Réproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57-437 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 088 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F	
ÉTRANGER (par mandat)	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
IL - SUISSE - TUNISIE	454 F	836 F	1 197 F	1 536 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (dans septaine ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèques d'abonnement.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,20 \$; États-Unis, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 170 pes. ; E.U. 1 \$; Grèce, 65 p. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie, 3 000 Lt. ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 ml.

1501

res
velle-Calédonie

Le Monde

DIPLOMATIE

étranger

... LE MONDE - Samedi 22 décembre 1984 - Page 3

EN VISITE A PRAGUE

M. Genscher s'est rendu auprès des citoyens est-allemands réfugiés à l'ambassade de RFA

Avant de quitter Prague à l'issue d'une visite officielle de trois jours, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a rendu visite à une soixantaine d'Allemands de l'Est, réfugiés depuis le mois de septembre dans les locaux de l'ambassade de la République fédérale dans la capitale tchécoslovaque. Cette rencontre, qui a duré environ une heure était sans doute le moment le plus délicat de son séjour à Prague.

Ces réfugiés, contrairement à plusieurs dizaines d'autres qui ont quitté les locaux de l'ambassade ces dernières semaines, refusent toujours de regagner la RDA, où les autorités leur garantissent l'impunité mais rien de plus, c'est-à-dire ne leur promettent pas une autorisation de sortie pour aller s'installer en Occident. Ils font valoir que la Loi fondamentale, c'est-à-dire la Constitution ouest-allemande, les considère - de même que tous les citoyens de RDA - comme des Allemands, ce qui leur donne droit à un passeport délivré par les autorités fédérales. L'opinion ouest-allemande, ces derniers semaines, s'est passionnée pour le cas de ces réfugiés, et certains estiment même que le ministre des Affaires étrangères, dans les circonstances présentes, aurait dû renoncer à son voyage à Prague.

Dans une atmosphère, semble-t-il, assez détendue, M. Genscher a assuré les réfugiés de l'intérêt que leur portent les autorités de Bonn. Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Reihing, qui accompagnait le ministre, a cependant rappelé la position de Bonn, à savoir que la délivrance d'un visa de sortie est du ressort des autorités est-allemandes et que l'expérience avait montré que la seule chance de l'obtenir était de regagner d'abord la RDA. M. Reihing avait précédemment fait parvenir un message à ceux des réfugiés de l'ambassade qui ont entamé une grève de la faim. Il leur indiquait que, si leur état de santé se dégradait, ils seraient transférés dans des hôpitaux de Prague et échapperaient ainsi à toute protection ouest-allemande.

Avant de quitter Prague pour Halle en RDA, d'où il est originaire, M. Genscher a déclaré que ses entretiens avec les autorités tchécoslovaques avaient été « très intéressés et fructueux ». Certains problèmes qui s'élevaient à la conclusion entre les

Les incohérences de l'Estpolitik

L'offensive diplomatique de Bonn en direction des pays de l'Est a cependant du mal à s'imposer. Comme nous l'indiquent nos correspondants à Bonn, Henri de Bresson, au moment même où M. Genscher se trouvait à Prague, une nouvelle polémique s'est ouverte en République fédérale à propos de l'éventuelle participation du chancelier Kohl à l'assemblée annuelle des réfugiés de Silésie, en juin prochain. La présence du chancelier à cette même réunion l'été dernier avait été critiquée en RFA, notamment par les sociaux-démocrates, et elle avait incité les organes de presse polonaise à se lancer dans la campagne contre le « revanchisme » allemand.

L'association des réfugiés des anciens territoires allemands de Pologne a de surcroît décidé de placer sa prochaine assemblée sous le thème « Quarante ans d'exil - la Silésie reste à nous ». Le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Boenisch, a indiqué, avec un certain embarras, que M. Kohl avait accepté de parler à cette réunion, mais il a en même temps laissé entendre que le chancelier pourrait renoncer, étant donné l'émotion que le mot d'ordre choisi par les réfugiés pourrait susciter dans les pays d'Europe de l'Est, et notamment en Pologne. M. Boenisch a toutefois affirmé que la campagne menée en URSS contre le « revanchisme » allemand n'avait qu'une importance secondaire, qu'il fallait s'attendre à la voir se poursuivre jusqu'au quarantième anniversaire de la capitulation allemande en mai prochain, et que, par ailleurs, les relations avec Moscou, « en matière de coopération économique et de l'environnement », suivent leur cours.

A Prague, M. Genscher a tenté de convaincre ses interlocuteurs qu'il n'y avait pas de crainte à avoir, que la RFA a accepté les frontières de

l'après-guerre, et que les réfugiés étaient, somme toute, de « braves gens » dont la contribution à l'établissement d'une démocratie stable en RFA avait été importante.

Les responsables tchécoslovaques, qui ont participé depuis le printemps dernier à la campagne contre le « revanchisme » allemand, se sont bornés à faire comprendre qu'il y avait quand même une certaine contradiction entre le fait de prendre les associations de réfugiés pour des groupes folkloriques et celui d'envoyer, à chacune de leurs réunions, les plus hauts responsables de l'Etat.

LE VOYAGE DE M. ANDREOTTI EN POLOGNE

Varsovie (AFP). - Le ministre italien des Affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, est arrivé, jeudi 20 décembre, à Varsovie, pour une visite officielle de trois jours. Outre son collègue polonais, M. Sienko, M. Andreotti doit également rencontrer le général Jaruzelski, ainsi que le primat de Pologne, Mgr Glemp.

Le chef de la diplomatie italienne est le premier ministre des Affaires étrangères d'un pays membre de l'OTAN à venir à Varsovie depuis le coup de force contre Solidarnosc du 13 décembre 1981. Une visite de M. Hans-Dietrich Genscher, initialement prévue pour le 21 novembre dernier, avait été annulée au dernier moment par Bonn, les autorités polonaises ne voulant pas que le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères se rende sur la tombe du Père Popieluszko, assassiné par trois membres de la police politique. Selon des sources informées à Rome, M. Andreotti n'aurait pas manifesté son intention d'accomplir le même geste que le Père Popieluszko, après une messe dite à la mémoire de l'aumônier de Solidarnosc.

Les médias officiels polonais se félicitent depuis plusieurs jours de la visite du ministre italien des Affaires étrangères qui, estiment-ils, contribue à « renforcer la position internationale de la Pologne dans les rapports Est-Ouest », écrit Trybuna Ludu, le journal du parti.

AVANT L'ARRIVÉE DE M^{me} THATCHER A WASHINGTON

M. Weinberger affirme que les armes spatiales américaines défendront aussi l'Europe

Correspondance

avec emphase que ce projet devait permettre d'arrêter aussi bien les engins soviétiques de portée intermédiaire pointés vers l'Europe, que les missiles balistiques intercontinentaux. « Notre sécurité et celle de nos alliés ne peut reposer seulement sur la terreur réciproque et la menace de représailles nucléaires », a dit M. Weinberger.

Pour le secrétaire à la Défense, seul le président Mitterrand a été « relativement négatif » à l'égard du SDI. M. Thatcher et le chancelier Kohl désiraient, pour leur part, obtenir des informations complémentaires.

Bien que M. Weinberger ait souligné que le président Reagan n'excluait pas que le SDI puisse être discuté, et même « négocié » avec les Soviétiques comme monnaie d'échange dans un marchandage global, il est évident que le Pentagone ne veut pas courir le risque d'être distancé dans la course aux armements spatiaux, dont les Soviétiques, affirme-t-on, veulent clairement exclure les Américains par un moratoire sur les essais.

Les pressions des militaires

Sur ce dossier, le président Reagan aura sûrement à trancher entre les positions différentes du département d'Etat, dont les services repoussent tous les points sur lesquels « marchander », et le Pentagone pratiquement opposé à toute concession. Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a, certes, renforcé sa position avec la nomination de M. Nitze à la tête de

ses conseillers, mais il a quelque mal à résister aux pressions des militaires. Epaulés par les éléments de droite républicains, ces derniers insistent pour que les violations par les Soviétiques du traité sur les engins antibalistiques de 1972 soient dénoncées. Ce traité imposait aux deux Super-Grands un système de protections limitées.

M. Weinberger s'est gardé de dire si les Etats-Unis songeaient à se retirer de l'accord, comme le réclament publiquement les groupes de la droite républicaine, mais il a répété que les Soviétiques l'avaient presque certainement violé. Depuis 1972, a-t-il dit, ils ont dépensé davantage pour leur défense stratégique que pour leur système offensif.

Le discours de M. Weinberger ne s'adressait pas seulement aux Européens. Il visait aussi à répondre aux adversaires du SDI à l'intérieur. Ceux-ci sont assez nombreux au Congrès pour s'opposer avec succès à l'appropriation de crédits d'un montant de 3 milliards 800 millions de dollars (soit le double de cette année) demandés pour le programme de recherche dans le domaine spatial. Des personnalités comme MM. Bundy, Kennan, McNamara et O'Donnell Smith, les mêmes qui, il y a deux ans, avaient fait scandale en demandant à l'OTAN de s'engager à ne pas utiliser en premier l'arme nucléaire, viennent d'exposer leur hostilité au SDI dans la revue *Foreign Affairs*. M. Weinberger, quant à lui, juge impossible de déterminer, aujourd'hui, si une défense stratégique contre une arme nucléaire est réalisable, mais ce n'est pas là, selon lui, une raison pour éliminer le SDI.

HENRI PIERRE.

Les Etats-Unis maintiendront six observateurs auprès de l'UNESCO

Commentant au cours d'une conférence de presse, jeudi 20 décembre, à Paris, le retrait, confirmé le même jour, des Etats-Unis de l'UNESCO, M. Gérard, délégué américain, a indiqué que son pays maintiendrait auprès de son ambassade en France un groupe de six observateurs des activités de l'organisation. Cette mission d'observation sera dirigée par M. Richard Abernethy, actuel numéro deux de la délégation américaine à l'UNESCO.

La lettre adressée par M. Shultz, secrétaire d'Etat, à M. M'bow, directeur général de l'UNESCO, pour signifier le retrait des Etats-Unis, affirme notamment : « Si des réformes suffisantes intervenaient dans l'avenir, nous pourrions nous associer de nouveau à l'important travail que poursuit l'UNESCO. Comme M. Gérard l'a rappelé jeudi, ces réformes portent essentiellement sur la gestion financière, le choix des programmes et la « défense des points de vue de la minorité », c'est-à-dire des pays occidentaux. En revanche, a-t-il précisé, « la personnalité du directeur général n'est pas en cause ».

A Senaa (Yémen du Nord), où il suit les travaux de la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays islamiques, M. M'bow a vivement critiqué la décision américaine. « Ceux qui parlent de politisation de l'UNESCO, a-t-il dit devant les journalistes, sont ceux qui politisent l'organisation. Les Etats-Unis ne quittent pas l'UNESCO pour des raisons techniques, mais pour des raisons politiques. » Relevant qu'il était « le seul Africain et musulman à la tête d'une organisation internationale », le système de l'ONU, M. M'bow a affirmé que l'on « cachait sur l'UNESCO et sur [sa] personne comme jamais auparavant dans l'histoire de l'UNESCO ».

A propos des retombées financières de la décision américaine (les Etats-Unis contribuent au budget de l'organisation pour un quart du total, soit 374,4 millions de dollars), le secrétaire général a estimé que celle-ci ne devrait pas avoir « un quelconque effet adverse » sur son organisation. Il a rappelé que, en 1975-1976, les Etats-Unis avaient déjà refusé de payer leur contribution, mais que « cela n'avait pas empêché l'UNESCO de vivre et de continuer ses activités », grâce notamment à un prêt de 45 millions de dollars des pays arabes.

A Paris, toutefois, M. Gérard Bolla, directeur général adjoint de l'Organisation, a précisé que les deux cents postes qui deviendront vacants l'an prochain ne seront vraisemblablement pas renouvelés. Mais, il n'est pas question de payer les salaires des employés de l'UNESCO, fonctionnaires internationaux dont les rémunérations sont fixées par les Nations unies à New York. M. Bolla a encore indiqué que les Etats-Unis doivent encore 316 000 dollars à l'UNESCO au titre de leur contribution pour 1984, ce que l'on dément de source américaine.

Un porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré jeudi que la France, en tant que pays hôte de l'UNESCO, espère que l'absence des Etats-Unis « sera une brève interruption de la coopération », l'agence Tass a vu dans la décision américaine une « nouvelle manifestation de la politique impériale » de Washington et de « l'indifférence flagrante de l'administration Reagan envers les intérêts de la communauté internationale ». Enfin, la conséquence d'une « longue et malveillante campagne » visant à « changer ou influencer les activités de cette prestigieuse Organisation ».

EUROPE

URSS UN NOUVEAU MINISTRE DE L'EDUCATION POUR APPLIQUER LA REFORME

Moscou (AFP). - M. Sergueï Tchitcherbakov, cinquante-neuf ans, a été nommé ministre soviétique de l'éducation en remplacement de M. Mikhaïl Prokofiev, a annoncé jeudi 20 décembre l'agence Tass. Il assumait depuis 1974 les fonctions de premier adjoint au chef du Département de la science et des établissements scolaires du comité central du PC.

M. Prokofiev, soixante-quatre ans, en poste depuis 1966, a été « libéré de ses fonctions » et « demandé pour raisons de santé », indique l'agence officielle soviétique, précisant que le bureau politique lui a exprimé « sa gratitude pour son travail consciencieux ».

Ce changement intervient alors que l'URSS s'apprête à appliquer une vaste réforme scolaire.

AMERIQUES

Etats-Unis

POUR LA PREMIERE FOIS Washington va expulser vers l'URSS un ancien criminel de guerre nazi

Washington (AFP, UPI). Un Ukrainien, âgé de soixante-dix-sept ans, M. Fedorenko, ancien gardien au camp de concentration de Treblinka pendant la Seconde Guerre mondiale, va être expulsé vers l'Union soviétique, a indiqué jeudi 20 décembre le département américain de la justice.

Bien que les autorités américaines aient engagé des procédures similaires depuis un an et demi contre d'autres anciens nazis réfugiés aux Etats-Unis - cinq criminels de guerre vivant sur le territoire américain ont été expulsés vers la République fédérale, le Portugal ou le Venezuela depuis avril 1983 - c'est la première fois qu'un collaborateur de l'Allemagne hitlérienne sera remis au gouvernement soviétique depuis la fin de la guerre.

Refugié aux Etats-Unis depuis 1949, Fedorenko avait été déchu de sa citoyenneté américaine en 1981, la Cour suprême ayant jugé que celle-ci avait été obtenue illégalement. Une procédure visant à l'expulser avait alors été engagée par le département de la justice. Mercredi, la Cour suprême avait rejeté un dernier recours demandant le report de son expulsion.

M. Fedorenko avait, selon le département de la justice, été contraint de s'engager dans l'armée rouge lors de l'entrée en guerre de l'URSS en 1941, après la rupture du pacte germano-soviétique. Capturé par les allemands, il avait suivi un « entraînement spécial » pour devenir gardien de camp de concentration. Il a servi pendant deux ans dans le camp de Treblinka, en Pologne, où environ huit cent mille personnes ont été mises à mort.

Après son arrivée aux Etats-Unis, M. Fedorenko a travaillé pendant des années comme ouvrier dans une usine de Waterbury (Connecticut) avant de prendre sa retraite en Floride en 1976. Son passé avait été découvert par hasard bien après son entrée aux Etats-Unis.

Le défenseur de M. Fedorenko a vigoureusement protesté contre le secret entourant le sort de son client. « Le gouvernement est ennuagé par ce dossier, et il veut simplement se débarrasser de cet homme qui n'a jamais été reconnu coupable d'avoir commis quelque crime que ce soit. Cette procédure est absolument contraire aux habitudes américaines, et elle rappelle beaucoup celles qui sont en vigueur dans les pays totalitaires », a-t-il dit.

Bolivie

DEMISSION DU GOUVERNEMENT D'UNITÉ DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

La Paz (AFP). - Le gouvernement bolivien a donné sa démission, jeudi 20 décembre, à annoncé à La Paz le ministre bolivien de l'Information, M. Mario Rufo Pena. Le président Hernan Siles Zuazo, a précisé M. Rufo, a engagé des consultations afin de désigner une nouvelle équipe gouvernementale pour une période dite de transition, qui durera jusqu'aux élections prévues en juin 1985.

Trois ministres membres du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), MM. Guillermo Capobianco (finances), Alfonso Camacho (éducation) et Marcelo Urioste (ministre secrétaire de la défense) ainsi que le vice-président, M. Jaime Paz Zamora, avaient donné leur démission au cours des dernières semaines.

Le nouveau gouvernement, selon les milieux officiels, devrait être composé de membres du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR) et d'« indépendants », marquant ainsi la fin de l'Unité démocratique et populaire (UDP), qui, constituée en 1979 et regroupant le MIR, le MNR et le Parti communiste (pro-soviétique), était arrivée au pouvoir en octobre 1982.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Daniel Dessert
Argent,
pouvoir et société
au Grand Siècle

Le meilleur livre
qui ait été écrit sur
l'époque Louis XIV
depuis plus d'une
décennie.
Pierre Goubert

832 pages
170F

ASIE

L'ACCORD SINO-BRITANNIQUE SUR HONGKONG DEVRAIT SERVIR D'EXEMPLE A UN RÈGLEMENT DE LA QUESTION DE TAIWAN, DÉCLARE M. DENG XIAOPING

Les Etats-Unis devraient prendre exemple sur le règlement réussi de la question de Hongkong pour régler le problème de Taiwan qui continue de jeter une ombre sur les relations sino-américaines, a déclaré M. Deng Xiaoping, jeudi 20 décembre, à Pékin.

« De la même manière que la déclaration conjointe sino-britannique sur Hongkong a dissipé l'ombre que jetait la question de Hongkong sur les relations entre la Chine et la Grande-Bretagne, un règlement de la question de Taiwan dissiperait l'ombre qui existe dans les relations entre la Chine et les Etats-Unis », a-t-il déclaré.

A Hongkong, le premier ministre britannique, M. Margaret Thatcher, a, jeudi, exprimé l'engagement de la plus ferme de la Grande-Bretagne de faire appliquer l'accord sino-britannique signé mercredi à Pékin. Dans un discours prononcé devant les conseils exécutif et législatif de Hongkong réunis en session commune, M. Thatcher a tenté de rassurer les cinq millions et demi d'habitants du territoire, qui, aux termes de l'accord, reviendra à la Chine en 1997, mais gardera pendant au moins cinquante ans son propre système social.

Pour M. Thatcher, il s'agit d'un « bon » accord, qui apporte des garanties « détaillées et contraignantes ». « En conséquence, si elle déclarait à un auditoire peu enthousiaste, le peuple de Hongkong peut (...) avoir confiance dans son avenir, je vous apporte l'engagement le plus ferme du gouvernement de Sa Majesté : nous ferons de notre mieux pour assurer une bonne application de l'accord. » - (AFP).

Afghanistan EN RAISON DE SES DIVISIONS

La résistance demeure diplomatiquement isolée

par OLIVIER ROY (*)

La résistance afghane n'a toujours pas réussi sa percée diplomatique, malgré l'admission d'un de ses représentants (M. Rabbani) au sommet islamique de Casablanca en janvier 1984. Une première condition à cette percée serait une unification, même partielle, des mouvements qui la composent. Une deuxième condition serait l'existence d'une volonté politique des pays qui soutiennent la résistance de la voir s'unifier. Or ni l'une ni l'autre de ces deux conditions ne sont réalisées.

Le Pakistan, qui est le principal soutien de la résistance afghane, est dans une situation trop délicate pour prendre une initiative. La hantise du gouvernement pakistanais a toujours été de voir les exilés afghans se « pa-léstiniser », c'est-à-dire installer sur son territoire un gouvernement provisoire doté d'une armée recrutée dans les camps de réfugiés. Le meilleur moyen d'éviter l'avènement d'une telle situation est de maintenir la division entre les différentes organisations, et c'est pourquoi les Pakistanais insistent pour le maintien en l'état des alliances actuelles.

En même temps, le Pakistan ne peut pas laisser s'installer l'armée soviétique à sa frontière sans mettre en danger sa propre existence. De là, deux possibilités : soit on négocie pendant qu'il est encore temps, dans l'espoir de voir le régime de Kaboul prendre une couleur plus acceptable et, une fois stabilisé, tolérer une sorte de zone démilitarisée à la frontière pakistanaise ; soit on pense que les Soviétiques ne feront jamais de concession sans une pression de l'armée, et on soutient, de manière purement militaire, les résistants, surtout ceux qui tiennent les zones frontalières. La première thèse a de plus en plus de partisans dans les milieux civils, même au gouvernement, alors que n'apparaît pas l'ombre d'une volonté soviétique de négocier quoi que ce soit ; la deuxième thèse

domine dans l'état-major. Jusqu'ici, le général Zia, personnellement très engagé dans le soutien à la résistance, fait pencher la balance en faveur d'une aide discrète mais indispensable.

Soviétiques et Indiens

Les Pakistanais sont bien conscients que l'intérêt soudain qu'ils éveillent dans les milieux occidentaux vient de leur rôle de première ligne face à l'invasion de l'Afghanistan. A tort ou à raison, l'Inde n'en demeure pas moins pour eux le danger immédiat. L'invasion soviétique leur apparaît plus comme un élément d'une stratégie d'encerclement que comme une simple poussée d'expansionnisme. Or, sur ce plan, ils se sentent incompris. L'armée pakistanaise a un matériel vétuste, et si l'on veut encourager les pays à être fermes contre les Soviétiques, il faut la renforcer. D'où la volonté du gouvernement américain de lui livrer des appareils de combat modernes. Mais il est évident que, pour le Pakistan, sa défense est tout azimut, conception à laquelle s'oppose un fort lobby au Congrès américain, groupant les pro-Indiens et ceux qui inquiètent la « bombe islamique » (c'est-à-dire la capacité d'Islamabad de se doter de l'arme nucléaire). Les Pakistanais ne peuvent donc jamais savoir jusqu'à quel point ils seront soutenus en cas de crise grave. C'est pourquoi ils s'appliquent à maintenir toutes les portes ouvertes. Ne pas laisser émerger sur la scène internationale une résistance afghane unifiée est une manière d'éviter que ne se crée une situation irréversible.

La pression conjointe de l'URSS et de l'Italie, et de l'Inde, sur les frontières pakistanaises s'est nettement accrue en 1984. Il semble que les autorités pakistanaises, pour ne pas aggraver la tension, aient volontairement minimisé la gravité des pontonnements soviétiques sur la frontière, qui ne sont plus de simples raids d'avertissement mais de véritables opérations militaires entraînant des dizaines de morts. Dans le même temps, en septembre, les incidents de frontière se multipliaient au Cachemire : Islamabad est persuadé qu'il y a là coordination entre Soviétiques et Indiens.

La mort d'Indira Gandhi a apporté un répit. M. Rajiv Gandhi a besoin d'un certain délai pour reprendre en main l'Etat, et on ne sait encore s'il adoptera la stratégie de sa mère en jouant l'escalade extérieure pour assurer son pouvoir intérieur. Sur le plan diplomatique, il n'y a, cependant, guère à attendre : l'URSS peut, à la rigueur, accepter de garantir les frontières pakistanaises en échange d'un abandon de la résistance, donc d'une consolidation du régime de Kaboul, mais elle considère l'inclusion de l'Afghanistan dans le camp socialiste comme un fait irréversible. Si le Pakistan lâche la proie pour l'ombre, il se retrouvera avec ce qu'il craint le plus : être pris en jeu entre deux régimes forts, Kaboul et l'Inde, dont aucun n'aura de raison de le ménager. On ne voit pas pourquoi un gouvernement afghan unifié, débarrassé de son opposition intérieure et en mal de se donner une légitimité nationale, se priverait de reprendre les revendications sur le Pakistanistan pakistanaise d'autant que les mouvements autonomistes y sont dirigés par des prossoviétiques, et que les communistes afghans sont à majorité pashtoune.

Un autre pays-clé pour la résistance afghane est l'Arabie saoudite, à la fois baillieus de fonds et détentrice d'une légitimité islamique. La politique saoudienne par rapport à la résistance afghane est cependant assez floue. Le soutien est apparemment entier. En mai 1984, le prince Salman remettait à un représentant de la résistance afghane, M. Sayyaf, un chèque de 10 millions de dollars, en assurant que l'aide financière ne passerait plus par le gouvernement pakistanaise, mais se ferait directement. Ce faisant, les Saoudiens reconnaissent M. Sayyaf comme seul interlocuteur ; or non seulement il représente fort peu de combattants, mais son personnage n'a pas été éprouvé par les autres chefs islamistes. Cet argent injecté massivement hors des partis les plus structurés a pour effet d'accroître les tendances clientélistes inhérentes à la société afghane et de favoriser les éléments les plus opportunistes.

Il ne faut pas surestimer, dans la politique saoudienne, le facteur idéologique. Le soutien à M. Sayyaf s'explique plus par un jeu de relations personnelles que par des choix idéologiques. Les milieux fondamentalistes de l'Arabie saoudite et du Golfe ne constituent pas un parti, encore moins une organisation aux ramifications internationales ; il s'agit d'un courant d'opinion aux tendances très variées, allant d'un conservatisme soutenu sans faille la famille régnante à des courants plus radicaux. En même temps, des partis comme ceux de M. Khalaf et de M. Rabbani, très modérés au sein de la résistance afghane, sont nés de la mouvance fondamentaliste, qui ne saurait les rejeter.

Clientélisme et unité

Un dernier pays pourrait parer une percée diplomatique de la résistance : les Etats-Unis. Mais, entre que ce pays a une réputation de plus compromettant qu'utile, la nécessité de voir la résistance se développer sur le plan politique — parce que la dimension politique est fondamentale dans toute guerre de guérilla — n'est tout simplement pas perçue à Washington. Les Américains s'intéressent aux combats d'un point de vue technique, et on peut penser qu'ils s'efforcent d'aider la résistance. Ils s'intéressent aussi à tout ce qui peut embarrasser les Soviétiques sur le plan diplomatique, mais ils semblent difficilement admettre qu'une guerre de guérilla se gagne autant par la mise en place d'une structure politique capable d'encadrer la population que par les combats sur le terrain.

De plus, le département d'Etat est nettement en retrait par rapport au Pentagone sur le soutien à la résistance afghane et rejoint les vues des officiels pakistanaise : assurer un soutien discret, mais éviter toute escalade qui mettrait en danger le Pakistan, car les Américains n'ont ni les moyens ni l'envie de se trouver impliqués directement dans un conflit régional. La mort d'Indira Gandhi enfila, occasion unique pour les Américains de renouer des contacts avec le nouveau gouvernement indien, ne les incite nullement à accroître leur engagement.

En dépit de ces facteurs négatifs, la résistance afghane pourrait-elle (*) Chargé de cours à l'Institut national des langues orientales.

parvenir à une unification, même partielle ?

On a beaucoup écrit sur l'absence d'unité : la multiplicité des partis correspond à la fois à des options politiques différentes, à la segmentation traditionnelle de la société afghane en tribus, et à des rivalités de personnes. Cette difficulté à poser en termes politiques les problèmes de l'heure ne sont pas l'apanage de la résistance ; l'ancien régime a connu, comme le gouvernement communiste actuel, la réaction des partis politiques à des clientèles rivales dont le but est moins de réaliser un projet de société que d'articuler son groupe de solidarité sur un appareil d'Etat dont ce n'est pas le but.

Plus que les options idéologiques, c'est ce clientélisme qui explique les rivalités entre les deux tendances du Parti communiste (le Khalaf et le Faricham). Les éléments les plus politisés de la résistance sont obligés de respecter ce rapport traditionnel à la politique s'ils ne veulent pas faire comme le Parti communiste (Khalaf) au temps des présidents Taraki et Amin : se couper brutalement de la société civile. Ainsi, tous les chefs de parti se doivent de tenir une sorte de cour, de recevoir chaque commandant qui vient de l'intérieur et de partager leur table avec toute personne ayant un semblant d'importance.

Les jeunes intellectuels militants, comme le commandant Massoud, l'ancien chef de la résistance, ont une très présente même chez des chefs aussi politiques que Rabbani, mais eux-mêmes, dans leur région, sont bien obligés de respecter les mêmes constantes sociologiques, au moment surtout où le régime de Kaboul joue sur la frustration des nobles traditionnels face à la montée des militants islamistes. Il n'y aura donc jamais d'organisation de type légitime dans la résistance afghane, mais l'unification passe par la mise en place d'un appareil politique plus moderne. Cette tendance est à l'œuvre dans les partis comme le Jamiat ou comme le Hezb de Younouss Khalaf, même si tous deux manquent cruellement de cadres intellectuels.

Une tendance très nette en ce sens est à l'œuvre entre les partis les plus efficaces sur le terrain, en particulier ceux de M. Rabbani (dont fait partie le commandant Massoud, au Fardh), Khalaf (dont fait partie Abdul Haq, le meilleur commandant de la région de Kaboul) et le Harakat-e Islami du Sheykh Mohseni, parti chiite très actif contre les Soviétiques. Une telle alliance serait à la fois militaire et représentative aussi bien des populations pashtounes que tadjik ou ouzbek, sunnites et chiites du Nord comme du Sud. Pour qu'elle voit le jour, il faudrait cependant le soutien du gouvernement pakistanaise et une autre attitude de la part des Saoudiens. On a vu qu'il n'y avait aucune initiative à attendre en ce sens.

Or si les facteurs internes qui gênent une unification sont les mêmes depuis le début, les facteurs externes sont aujourd'hui déterminants, car il y a une volonté d'unification chez les principaux chefs de la résistance. Dans aucun des trois pays (Etats-Unis, Pakistan, Arabie saoudite) qui soutiennent de près la résistance afghane ne se dessine la volonté de favoriser une telle percée. Si l'Iran s'investit plus, à supposer qu'il le fasse dans le sens d'un soutien, il le fera en jouant ses cartes propres, essentiellement la minorité chiite. La Chine donne, mais se tait. En attendant la guerre continue, et pour longtemps.

Pakistan

LE RÉFÉRENDUM SUR L'ISLAMISATION : 97,7 % DE « OUI »

Islamabad (AFP, UPI, Renter, AP). — Les Pakistanais ont répondu à 97,7 % « oui » au référendum sur l'islamisation et sur la tenue d'élections législatives en même temps, ouvrant la voie au retour, très attendu, pour chaque année de mandat du chef de l'Etat, le général Zia Ul Haq — au pouvoir depuis sept ans et demi. Ce référendum a été annoncé, jeudi 20 décembre, par le président de la commission électorale, M. Sayed Ali Naqvi, qui a précisé que 62,15 % des électeurs inscrits avaient pris part à la consultation. La commission a annoncé ses résultats beaucoup plus tôt que prévu.

Certaines élections concurrentes ont eu lieu, mais la participation n'a été que de 40 %. L'opposition, réduite au sein du Mouvement pour la restauration de la démocratie, a estimé que le scrutin avait été truqué, et a déclaré une journée de protestation vendredi 21 décembre.

Le gouvernement n'est pas en part déclaré satisfait de l'issue des élections. Le général Zia Ul Haq a invité ses concitoyens à voter avec conscience, « pour la plus grande gloire de l'Islam et du Pakistan ». On estime dans les milieux informés qu'il pourrait annoncer rapidement la date des élections nationales et provinciales, devant permettre la révision constitutionnelle concernant le présidentielisme et conduire à l'instauration d'une « démocratie islamique ».

Vietnam

HANOI

NE RECONNAÎTRAIT PAS QUE M. MAI VAN HANH EST FRANÇAIS

Hanoi (AFP). — Le Vietnam se refuse à reconnaître la qualité de citoyen français à M. Mai Van Hanh, qui a été condamné à mort pour espionnage et haute trahison, le 17 décembre à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), apprend-on de bonnes sources.

L'ambassadeur de France à Hanoi est intervenu jeudi pour obtenir le droit de visite consulaire auprès de M. Hanh, et le consul général français à Ho-Chi-Minh-Ville, M. Jean-François Parot, a effectué mercredi une démarche dans le même sens. Il n'a pas été immédiatement possible de connaître les résultats de ces démarches, mais, cependant à Ho-Chi-Minh-Ville aux questions des journalistes, à la veille du verdict, le directeur du département de presse et d'information du ministère vietnamien des affaires étrangères, M. Trinh Xuan Lang, avait déclaré avec insistance que tous les prévenus étaient vietnamiens.

Il avait souligné qu'aucun document d'identification n'avait été trouvé au moment des arrestations, ajoutant que la question portant sur d'éventuelles nationalités françaises « ne s'était pas posée [au moment des interrogatoires], et qu'elle ne méritait pas de l'être ».

PAS NETTE, LA PLANÈTE !



En 200 dessins, la planète dans tous ses états...

les Pershing, les SS 20, l'Afghanistan, le Salvador, le Liban, l'Iran, etc.



EN VENTE EN LIBRAIRIE 55 F

Une co-édition La Découverte / Le Monde

A TRAVERS LE MONDE

Nigéria

● M. DIKKO DEMANDE L'ASILE POLITIQUE A LONDRES. — L'ancien ministre nigérien des transports, M. Umaru Dikko, victime d'une tentative d'enlèvement à Londres, en juillet dernier, a demandé, jeudi 20 décembre, à la Grande-Bretagne de bénéficier de l'asile politique, a indiqué le ministre britannique de l'Intérieur. Ancien « homme fort » du gouvernement civil de M. Shehu Shagari, M. Dikko est accusé par le régime militaire de Lagos d'avoir détourné d'importantes sommes d'argent à son profit. - (AFP).

Somalie

● MOGADISCIO AFFIRME AVOIR REPOUSSÉ UNE ATTAQUE ÉTHIOPIENNE. — Selon le ministère somalien de la défense, les forces armées éthiopiennes, composées de chars, d'artillerie et d'avions, ont lancé une attaque, jeudi matin 20 décembre, contre plusieurs localités somaliennes situées dans le nord-ouest du pays, notamment Awdal et Togdheer.

SELON LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT Les Soviétiques ont perdu près de dix mille hommes depuis le début de leur intervention

Washington (AFP). — Les Soviétiques perdent un nombre croissant d'avions et d'hélicoptères en Afghanistan, du fait de l'utilisation accrue de missiles antiaériens par la résistance, a indiqué à Washington, jeudi 20 décembre, un haut responsable du département d'Etat. M. Michael Armacost, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, a précisé que, selon les dernières « estimations » américaines, les pertes soviétiques d'hélicoptères et d'avions de combat avaient été, en 1984, d'un tiers supérieures à celles de 1983.

Au total, depuis l'entrée de l'armée rouge en Afghanistan en décembre 1979, l'URSS a perdu quelque six cents hélicoptères et avions de combat, a affirmé M. Armacost, dans une déclaration à la presse à l'occasion du prochain anniversaire de l'intervention soviétique dans ce pays, le 27 décembre 1979. Depuis cette date, « s'il y avait, quelque huit mille à neuf mille soldats soviétiques ont été tués en Afghanistan et environ seize mille autres blessés, ce qui témoigne, a-t-il dit, de la combativité et du « moral élevé » de la résistance. Kaboul, a-t-il ajouté, « est une ville en état de siège, et il n'est pas étonnant que la petite ambassade que nous avons toujours main-

tenue soit surnommée « Fort Apache » par nos diplomates ». L'impasse militaire reste cependant totale. « Les Soviétiques ont peut-être perdu du terrain en 1984 », mais ils ne semblent pas « prêts à rechercher une solution », a dit M. Armacost, ajoutant : « Cette année, ils ont perdu dix mille hommes leurs effectifs, portant leur contingent à cent quinze mille soldats. Ils ont modifié leur tactique et sont moins sur la défensive. »

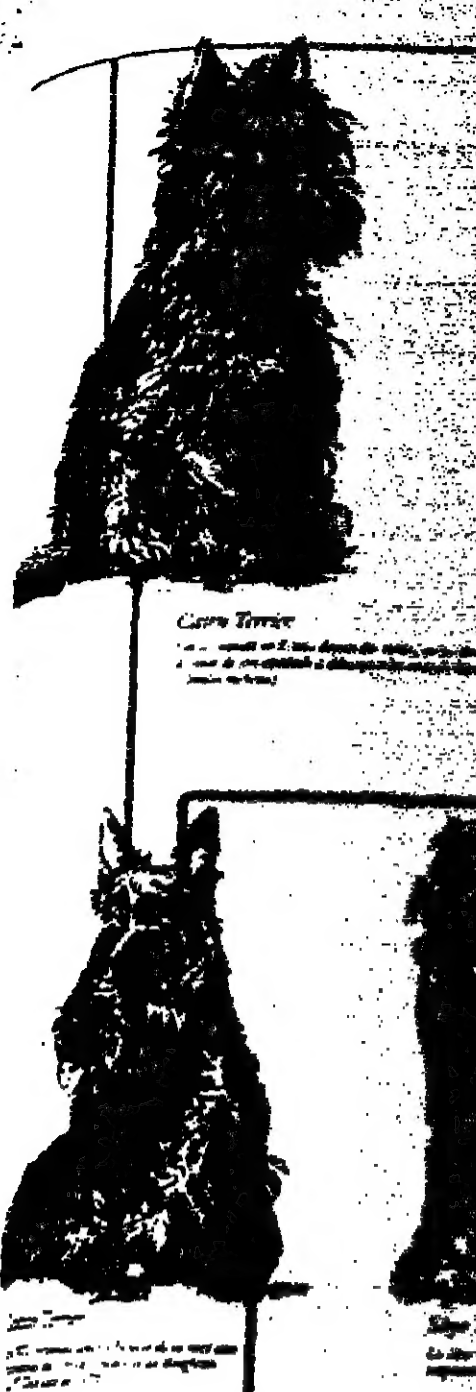
Selon M. Armacost, « la soviétisation de la société afghane se poursuit, notamment l'entraînement de jeunes Afghans en URSS ». Cette année, les Etats-Unis ont fourni 70 millions de dollars d'aide humanitaire aux réfugiés afghans au Pakistan, a indiqué d'autre part un haut fonctionnaire, se refusant à répondre aux questions sur l'assistance militaire éventuelle que fournirait le gouvernement américain à la résistance. Selon le New York Times du 28 novembre, les Etats-Unis consacraient 280 millions de dollars à leur aide clandestine à la résistance en 1983, soit deux fois plus que pendant l'exercice budgétaire précédent (le Monde du 30 novembre).

LES GRANDES DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Louis FAVOREU
Loïc PHILIP

Dans cette 3^e édition : 6 nouvelles décisions rendues entre 1979 et 1982, commentées d'une manière très précise et très complète : droit de grève, vote du budget, validation d'actes administratifs, sécurité et liberté, nationalisation, décentralisation.

3^e édition 1984
Volume broché 13 x 21
720 pages, 120 F
Collection Droit public
Sirey diffusion Dalloz
Dalloz
11 rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05



سكيا من الامن

Il est possible que le whisky arrivant sous l'étiquette d'Ecosse ne se trouve pas dans votre magasin. Dans ce cas ne perdez pas votre contenance, réclamez-le avec insistance et courtoisie. Lorsque vous aurez enfin mis la main sur une bouteille de ce délicieux 12 ans d'âge, sachez apprécier et consommer avec modération.

Jérusalem menace de rompre les pourparlers avec le Liban

Le contingent français de la FINUL en cause par des villageois du Sud du Liban

M. Goukouni Oueddeï s'oppose à la présence d'observateurs français dans le nord du pays

Vingt à trente enfants meurent quotidiennement de la rougeole dans les centres d'accueil

violenta

Un nouveau

l'usage de l'armement est
 en quelque sorte le seul sa-
 lut pour empêcher une es-
 calade des opérations sur
 le terrain. Mais est-il clair
 que le seul à avoir de
 ces armes soignées aux
 États-Unis, c'est la France
 qui ne peut pas se passer
 de son arsenal nucléaire
 et qui ne peut pas non
 plus se passer de son
 arsenal chimique ?
 Les États-Unis
 ont-ils de plus précé-
 dent le fait d'équiper
 des militaires miraculeux
 dans le monde ?
 Mais, en fait, ce sont
 les dirigeants politiques
 qui ont le droit de propos-

PIANOS BAUDE

 280 f/mois
 252 f/mois
EDIT CREG
 17 à 60 mois
 PRIMA CREDIT
 10 ANS
 av. de Wagram
 91017 PARIS
 17 / 227-88 64
 LE DIMANCHE

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
341 F	606 F	869 F	1 080 F
ÉTUDIANTS (joindre un justificatif)			
310 F	490 F	670 F	850 F

Prière de joindre le règlement à la commande (chèque bancaire ou chèque postal 3 volets).

LE MONDE-ABONNEMENTS
BP 50709
75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au journal le Monde pour

Nom Prénom

Nº Rus

Code postal..... Ville

Ci-joint mon versement.....F

Pour votre DEMENAGEMENT

ODOUL

16, rue de l'Atlas-75019 Paris **208 N-30** **Geneco**

Afrique du Sud
LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME INTERDITE

La Fédération internationale des droits de l'homme a diffusé le communiqué suivant :

Au lendemain de l'intervention
 des forces de l'ordre, engagées le
 23 octobre 1984, dans les cités
 noires de Johannesburg, mettant en
 œuvre plusieurs milliers de soldats
 et de policiers, la Fédération inter-
 nationale des droits de l'homme
 (FIDH) a présenté une demande de
 visa auprès des autorités sud-
 africaines afin d'être autorisée à ef-
 fectuer sur place une mission d'in-
 formation.

La venue de cette mission, dont était chargé M. Yves Laurin, secrétaire aux relations internationales de la FIDH, vient d'être refusée.

Rappelons que l'Afrique du Sud, avec l'URSS, la Tchécoslovaquie et la Pologne, est l'un des rares pays qui s'opposent encore à cette coutume du droit international par où

eurs universellement acceptées.

PIANOS BAUDE

 280 f/mois
 252 f/mois
EDIT CREG
 17 à 60 mois
 PRIMA CREDIT
 10 ANS
 av. de Wagram
 91017 PARIS
 17 / 227-88 64
 LE DIMANCHE

150

Le Monde

politique

Violente polémique sur la Nouvelle-Calédonie

La commission mise en place par le Sénat pour examiner le dossier calédonien a rendu publiques ses conclusions, jeudi 20 décembre. Elle estime qu'il est « temps pour le gouvernement d'abandonner l'attentisme, le laxisme et l'équivoque ». Elle ne donne qu'une idée modeste du tour qu'a pris la polémique entre la Haute Assemblée, où l'opposition est majoritaire, et le gouvernement. Les déclarations faites par M. Edgard Pisani, député général du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, de passage à Paris

jeudi 20 décembre, où il a rencontré MM. Mitterrand, Fabius et Joxe, en ont été l'occasion. A l'Antenne 2, M. Pisani a défini les trois éléments qui caractériseraient, selon lui, la seule forme d'indépendance possible : « la reconnaissance de la souveraineté calédonienne, le respect des intérêts acquis par les populations non canaques et le respect des intérêts de la France dans cette région du monde ». Il n'y aura pas d'indépendance sans référendum a précisé M. Pisani.

La polémique est orchestrée, avec une certaine violence sur le fond, par M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat. M. Pasqua, qui conteste le processus d'indépendance envisagé en déformant les déclarations de M. Pisani, envisage de saisir la Haute Cour de justice et d'y faire traduire, éventuellement, le chef de l'Etat et ses ministres.

Devant le Sénat, M. Laurent Fabius a affirmé : « Il va de soi que la légalité républicaine et la consti-

tuion devront être respectées dans les choix qui seront faits. »

A Nouméa, M. Jean-Marie Tjibaou, président du « gouvernement provisoire » canaque, s'est indigné du tour qu'a pris le débat politique en métropole.

La Nouvelle-Calédonie n'est, selon lui, que le « prétexte » d'un tel débat qui s'inscrit dans la perspective des élections législatives de 1986.

S'ADRESSANT AU CHEF DE L'ETAT ET AUX MINISTRES

M. Pasqua (RPR) brandit la menace de la Haute Cour de justice

« Quel gâchis ! » L'exclamation est revenue souvent au cours du débat sur la Nouvelle-Calédonie, jeudi 20 décembre, au Sénat. Ce constat a justifié une critique sévère de l'action - ou de l'inaction - du gouvernement de la part des élus de l'opposition, majoritaires au palais du Luxembourg. Le rapport de la commission de contrôle (lire ci-dessous) a servi de socle au réquisitoire. Tour à tour, le gouvernement s'est vu reprocher d'avoir encouragé depuis 1981 le mouvement séparatiste, d'avoir toléré des troubles de l'ordre public, de n'avoir pas assuré les conditions de la liberté de vote lors du scrutin du 18 novembre et de s'engager dans des voies contestées pour régler la question calédonienne.

Restent les solutions : les suggestions ont été en ce domaine moins nombreuses. Plus nette a été l'évocation de ce qui, selon la plupart des orateurs, serait inacceptable. Par exemple, M. Max Lejeune (gauche démocratique, Somme) reproche au Parti socialiste, qui, en métropole, dénonce le racisme, de prétendre fonder une nouvelle légitimité sur la race en Nouvelle-Calédonie. En tout état de cause, il n'y aura pas de solution possible, affirme le premier ministre, si les droits de chaque communauté ne sont pas garantis et si la légalité républicaine et la Constitution ne sont pas respectées. Et M. Joxe considère qu'aucun progrès ne sera possible s'il n'y a pas « un certain consensus ».

Rendre le gouvernement actuel seul responsable de la situation ? Certains membres de la majorité sénatoriale s'y sont refusés, par exemple : M. Jean-Marie Giraud (Rassemblement), a convenu que tout n'était pas forcément très bien avant. M. Joxe insiste en citant le rapport de la commission sénatoriale - dont l'un des auteurs est M. Giraud - dans lequel il lit « le prodigieux bon en avant » institutionnel réalisé par la loi-cadre de 1956 signée de M. Gaston Defferre et les modifications « pour le moins contestables » intervenues à partir de 1963. Mais, pour le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, il est « vain de rechercher les responsabilités ». Ce qu'il ajoute - c'est le pays qui, tout entier, n'a pas entendu les Calédoniens, lesquels, demandant aujourd'hui « justice et paix », doivent être écoutés.

M. Etienne Dailly (gauche démocratique, Seine-et-Marne) s'élève contre ce propos tendant à « donner mauvaise conscience aux Français ». Quant au maintien de l'ordre, derrière les hommages rendus à la police et à la gendarmerie se cachent autant de piques

De Dien-Bien-Phu à l'Algérie

Pour M. René Monory (Union centriste, Vienne) il faut opposer « à la logique du terrorisme et de la mitraille celle de la légitimité démocratique ». A ses yeux l'indépendance canaque ne peut apporter de solution valable. Une indépendance « à la rhodésienne » qui « risquerait

de tomber dans les aberrations de l'apartheid » n'est pas plus souhaitable, selon lui. La seule possibilité consiste en une solution française : « Nous avons le devoir d'accepter le sacrifice qu'impose la modernisation de la Nouvelle-Calédonie ». De son côté, M. Céciliani-Pavard qui revient de l'archipel avec la commission de contrôle, affirme : « Une immense majorité de Calédoniens ne souhaitent plus être gouvernés de Paris ; une immense majorité de Calédoniens souhaitent conserver des liens étroits avec la France ; une minorité souhaite l'indépendance ; une infime minorité souhaite une indépendance sans la France ». Il ne faut pas perdre la Nouvelle-Calédonie, explique M. Dailly, car, dans le cas contraire, elle perdrait aussi la Polynésie française voire d'autres DOM, comme elle a perdu l'Algérie à Dien-Bien-Phu. Pour M. Charles Pasqua, ni le président de la République ni les ministres ne sont au-dessus de la loi. Si le gouvernement persiste dans son attitude, s'il laisse bafouer la loi, s'il provoque « ainsi des événements graves », il aura à « répondre de tous ces actes devant l'histoire, mais aussi devant le peuple ». ajoute le président du groupe RPR avant de conclure : « En engageant ce débat, en versant au dossier ces pièces, nous nous préparons à enlever, si cela se révérait nécessaire, la procédure visant à saisir la Haute Cour. »

Le gouvernement n'était pas là pour l'entendre. Minuit étant passé, MM. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, Joxe, Hénru et Lemoine avaient quitté l'hémicycle. Pour eux le respect de la Constitution passait par l'acceptation de la fin de la session ordinaire d'automne à minuit. M. Pober s'est contenté d'indiquer que, pour le Sénat, la séance du 20 décembre continuait...

A. Ch.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE CONTROLE DU SÉNAT

« Attentisme, laxisme, équivoques »

Le rapport élaboré en conclusion des travaux de la commission de contrôle « de l'ensemble des services qui ont eu ou qui ont à connaître des événements intervenus depuis le 12 juillet 1983, ou susceptibles d'intervenir en Nouvelle-Calédonie et dépendances », rédigé par MM. Jean-Marie Giraud et Jean-Pierre Tizon, tous deux R.R., a été rendu public jeudi 20 décembre. Les commissaires socialistes et communistes ne l'ont pas approuvé. Déplorant la volonté de la majorité sénatoriale d'exploiter à des fins de politique intérieure les événements « et de placer le gouvernement en posture d'accusé alors qu'un consensus national est indispensable pour parvenir à un règlement définitif du problème calédonien », les commissaires socialistes se sont affirmés solidaires des choix du gouvernement. De leur côté, les élus communistes ont reconnu « certains retards du gouvernement » dont la majorité sénatoriale s'est, disent-ils, emparée pour s'opposer à « l'évolution indispensable des institutions » et pour « suggérer que le gouvernement fait fi de l'intérêt national ».

Une bonne partie de ce rapport est consacrée à l'évolution historique de la Nouvelle-Calédonie. Pour la période plus récente, ses auteurs estiment qu'« une succession d'incidents d'une gravité croissante montre bien que les autorités ont sous-estimé la situation et fait preuve d'un attentisme lourd de conséquences ». Sont cités, notamment, les incidents qui ont marqué la visite de M. Georges Lemoine en octobre dernier, les manquements au bon déroulement du scrutin du 18 novembre, les faits postérieurs à ce scrutin comme la séquestration du sous-préfet des îles Loyauté, l'occupation de Thio. « Le concept d'interposition passive s'est substitué au nécessaire rétablissement de l'ordre, seul garant des lois républicaines », affirme le rapport.

En conclusion, la commission souligne « l'importance de l'enjeu que constitue la Nouvelle-Calédonie au plan stratégique », non seulement

Perles et or



Cécile
KAILLIERS

2, rue de la Paix
261-03-29

M. Pisani : il est exclu que l'indépendance puisse être donnée en dehors d'un référendum

M. Edgard Pisani, qui s'est entretenu jeudi après-midi 20 décembre à l'Elysée avec MM. François Mitterrand et Laurent Fabius des résultats de ses premières conversations avec les dirigeants politiques de Nouvelle-Calédonie, a déclaré le soir même, au cours du journal d'Antenne 2 : « Les éléments de la solution me paraissent maintenant isolés. On est parti jusqu'à présent d'une analyse exclusivement politique du problème, et on a opposé le statut actuel à l'indépendance, comme si, pour les calédoches, les Wallisiens, les Futuniens, l'indépendance était l'incertitude, le drame, et comme si le statut était le paradis pour tous. Quand on analyse les choses avec sérénité, on constate que le statut comporte des inconvénients et que l'indépendance pourrait être définie dans des condi-

tions telles qu'elle apporte à chacun les garanties dont il a besoin. Une indépendance peut être définie de telle sorte qu'elle ne soit pas inacceptable. Il est exclu que l'indépendance puisse être donnée, si elle doit être donnée à la Nouvelle-Calédonie, en dehors d'un référendum. La Constitution est absolument formelle à cet égard. »

A propos de la composition du corps électoral qui sera appelé à participer au scrutin d'autodétermination, le député du gouvernement a indiqué : « La question qui peut être posée est simplement celle de savoir si les fonctionnaires de passage sont intéressés au destin de la Calédonie, ou si ce sont seulement ceux qui y ont une installation ou qui y sont nés, dont l'avenir est lié à la Nouvelle-Calédonie. C'est un problème qui sera étudié. Mais, pour

moi, le problème actuel est de savoir quel pourrait être le destin de la Nouvelle-Calédonie dans les deux hypothèses actuellement étudiées : le statut et l'indépendance. »

Interrogé sur les polémiques que suscite la perspective d'un tel référendum, M. Pisani a répondu avec véhémence : « Pourquoi le référendum a-t-il plus d'importance que la réalité ? Pourquoi le débat politique paraît-il plus d'importance que la réalité humaine, économique, de cette île qui vit un drame épouvantable ? Pourquoi se limite-t-on exclusivement aux aspects hexagonaux d'un débat qui, sur le territoire, est un débat charnel, humain et vrai ? Le vote pourrait-il être réservé aux seuls Canaques ? Non ! », répond M. Pisani.

La consultation pourrait-elle faire l'objet de deux votes séparés, comme l'a proposé le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin ? « C'est difficile, dit le député du gouvernement. Ayant donné la priorité au contenu et au destin de la Calédonie, je n'ai pas consacré à cet aspect du problème toute l'attention que les spécialistes du droit auraient sans doute souhaitée. Je crois qu'il faudra dédaigner du contenu que l'on peut donner à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, suivant l'une ou l'autre hypothèse, le mode de scrutin que l'on adoptera. Un scrutin exclusivement canaque n'est pas acceptable. Le scrutin pour tous ceux qui seront le jour du vote en Calédonie n'est pas acceptable non plus. C'est entre les deux qu'il faudra trouver la réponse. »

Invité à commenter l'attitude de ses interlocuteurs, M. Pisani a estimé que les dirigeants du FLNKS se montrent « très ouverts au débat » et « responsables ». En revanche, il a dit, au sujet des responsables politiques de la communauté calédoche, qu'ils refusent jusqu'à présent de négocier avec lui : « Je crains qu'il refuse tout débat en dehors de l'application du statut actuel, qu'en démontrant ils ont combattu avant qu'il ne soit adopté, ils n'aient tort. Je crains que ce ne soit pas une attitude positive pour les idées, les hommes et les intérêts qu'ils défendent. »

L'ancien ministre a conclu : « Je crois que les forces politiques métropolitaines se font des illusions lorsqu'elles croient que ce qui peut se passer en Nouvelle-Calédonie les mois prochains risque d'avoir des conséquences tout à fait décisives sur les scrutins nationaux. » M. Pisani est reparti pour Nouméa dès jeudi soir, après s'être entretenu également avec le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe.

ALAIN ROLLAT.

Un nouveau pari

(Suite de la première page.)

Il a d'ailleurs constaté que ceux-ci perdraient même davantage de souveraineté que d'indépendance. La difficulté consiste à faire preuve d'imagination pour adapter en conséquence les procédures judiciaires habituelles.

Pour autant, M. Pisani sait très bien qu'une reconnaissance purement formelle de la souveraineté canaque ne suffirait pas à débloquent la situation. C'est la raison pour laquelle il se montre réservé sur l'efficacité d'une éventuelle consultation séparée. A qui servirait une telle reconnaissance, surtout si, dans cette hypothèse, la communauté canaque se prononce dans sa majorité pour l'accession du territoire à l'indépendance, s'il n'en résultait pas une nouvelle organisation des pouvoirs locaux ?

La France garante

Le député du gouvernement est convaincu, semble-t-il, que seul un projet global peut amener les uns et les autres à essayer de coexister sur de nouvelles bases. Ainsi est-il clair pour lui qu'il ne peut y avoir de garanties canaques accordées aux calédoches sans que l'Etat français se porte garant de leur respect après des calédoches, qui, de leur côté, ne sauraient se satisfaire des engagements du FLNKS.

Afin de définir le plus précisément possible le point d'équilibre théorique du montage miraculeux auquel il pense, M. Pisani soumettra, le samedi 5 janvier, à la réflexion des dirigeants politiques de territoire un ensemble de proposi-

tions qui précisent ce que devrait être en quelque sorte l'« état futur d'achèvement » d'un tel projet. Ces propositions prendront la forme d'un document comportant tous les éléments devant entrer en ligne de compte pour l'établissement du calendrier de la préparation du scrutin d'autodétermination, le choix du mode de consultation et même la définition du texte qui devra être proposé au corps électoral. La population se prononcera donc en sachant à quel projet de société correspondrait le choix proposé.

Pour la composition du futur corps électoral, M. Pisani a constaté que, dans leurs discours privés, les dirigeants de chacune des deux principales communautés se montrent plus accommodants que dans leurs prises de position publiques. Selon M. Pisani, les dirigeants indépendantistes ne réclament pas vraiment que seuls les Canaques soient appelés à voter, ce qui laisse une place pour la participation des calédoches, tandis que certains représentants de la Communauté européenne admettent volontiers la nécessité d'exclure du scrutin les fonctionnaires résidant depuis peu de temps dans le territoire. Un compromis paraît possible.

Le rapport des suites négatives de la « table ronde » de Nainville-les-Roches (Essonne), qui avait pourtant mis en évidence en juillet 1983 des spectaculaires convergences entre les indépendantistes et leurs adversaires, incite toutefois à réserver tout pronostic sur les chances de réussite de ce nouveau pari.

ALAIN ROLLAT.

NOUVELLES BRÈVES

M. Philippe de Bourgois, qui a renoué à ses fonctions après avoir exercé pendant dix ans.

(Né le 16 janvier 1922 à Autan (Savoie-et-Loire), M. Marcel Lucotte, journaliste, a été élu conseiller municipal de sa ville natale pour la première fois en 1959. Devenu premier adjoint au maire en 1965, il est maire de cette ville depuis 1969. Membre de l'Assemblée départementale depuis 1970, il en préside la commission des finances depuis 1982. Entré au conseil régional de Bourgogne en novembre 1973, il en a exercé la présidence de 1978 à 1979 et en est, depuis 1982, premier vice-président.

Entré au Sénat en 1971, M. Marcel Lucotte, réélu en 1977, a notamment exercé les fonctions de rapporteur de la commission d'enquête sénatoriale sur la dette extérieure de la France en 1981.

Président du conseil national des économies régionales et de la productivité de 1975 à 1980, président du conseil international des économies régionales, M. Lucotte, secrétaire général adjoint du Parti républicain en 1979, est actuellement membre du bureau politique de ce parti.

Le remplacement de M. Delors à Clichy. - La commission exécutive de la fédération des

Hauts-de-Seine du Parti socialiste a décidé, jeudi 20 décembre, à l'unanimité, de proposer la candidature de M. Gilles Catoire à la mairie de Clichy. Le poste de maire est vacant depuis que M. Jacques Delors a décidé de se démettre de son mandat pour incompatibilité avec les fonctions qu'il occupera à la commission des Communautés européennes (Le Monde du 21 décembre). M. Catoire est actuellement premier adjoint.

L'informatique dans les collectivités locales. - M. Gérard Sautaud, président (PS) du conseil régional de l'Hérault, vice-président du conseil régional Languedoc-Roussillon, vient de se voir confier par le premier ministre une mission sur l'informatisation des collectivités locales. M. Fabius a situé cette étude dans le cadre de la décentralisation et des compétences nouvelles transférées aux collectivités locales. En liaison avec le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, du redéploiement industriel et du commerce extérieur, cette mission inclut également la télématique et la vidéo.

l'escargot de Noël

Il est de tous les repas de qualité. Avec d'urgence dans votre congélateur les meilleurs escargots de Paris, ceux de la...

MAISON DE L'ESCARGOT
ouvert tous les jours jusqu'à 20 heures, le dimanche 9 h à 13 h, 75, rue Fontaine, 127. 373.31.03.
OUVERT DIMANCHE 23 ET LUNDI 24 DÉCEMBRE DE 9 A 20 H ET MARDI 25 DÉCEMBRE DE 9 A 13 H

PIANOS BAUDE
LOCATION 280 f/mois
VENTE 252 f/mois
CREDIT CREG jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE GARANTIE 10 ANS
75 bis av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54
OUVERT LE DIMANCHE

AU COMITÉ CENTRAL DU RPR

M. Yvon Bourges, sénateur d'Ille-et-Vilaine, qui conduisait la commission d'enquête à Nouméa, a présenté son rapport aux membres du comité central en affirmant que le gouvernement s'appretait à commettre une « véritable trahison ».

l'aut-il rappeler au RPR que sa doctrine constante en Nouvelle-Écosse l'a conduit à séparer ses amis des actuels indépendants qui, pendant de longues

ARTS, CULTURE
Livres, cinéma, théâtre, etc.
LE 1^{er} HEBDOMADAIRE

١٥٥٠

السبيل الى الحل

Le Monde

société

OPÉRATION ANTITERRORISTE EN EUROPE

Le Libanais détenu à Lyon serait l'un des chefs des FARL

L'arrestation à Lyon, le 25 octobre, d'Abdallah Ibrahim, ressortissant libanais, pour usage de faux passeports, vient de rebondir. Policiers et magistrats sont convaincus de tenir le responsable des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL). De 1981 à 1984, ce groupe a commis six attentats, tuant deux diplomates et deux policiers.

En interpellant, le 6 août dernier à Trieste, à bord du train Orient-Express venant de Ljubljana (Yon-

goslavie) et roulant vers Paris, un jeune Libanais, voyageant avec un faux passeport marocain, des policiers italiens ignoraient peut-être qu'il venait de signer le premier acte d'une opération qui allait porter un rude coup aux Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), un groupe terroriste qui a revendiqué six attentats commis en France.

Dans les bagages de l'homme, dont l'identité véritable n'a pas encore été établie à ce jour, il se trouvait sept à huit kilos de Semtex, un puissant explosif fabriqué en Tché-

coslavie qui a déjà été utilisé à plusieurs reprises par les terroristes du Proche-Orient, notamment lors de l'attentat commis, en 1980, contre le synagoge de la rue Copernic, à Paris.

Assistés, les policiers italiens alertent leurs collègues yougoslaves. Ces derniers retrouvent la trace, dans un hôtel de Ljubljana, d'une jeune Libanaise, Daher Ferial, qui y avait séjourné avec l'homme arrêté dans le train. Au tour de la police française d'être alertée, et de retrouver peu après Daher Ferial à Paris, où elle sera désormais étroite-

ment surveillée. Surveillance fructueuse, qui va permettre d'identifier plusieurs Libanais de ses amis, et de localiser plusieurs « planques » dans la capitale et une à Lyon.

C'est en venant récupérer la caution de l'appartement qu'il a loué dans cette ville, qu'un certain Abdelkader Saadi est appréhendé à son tour, le 25 octobre, par des enquêteurs de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Il est détenteur d'un passeport algérien authentique à ce nom et porte sur lui une forte somme en devises étrangères. On découvre bientôt qu'il est aussi en possession d'un faux passeport marocain, qu'il est chrétien libanais et qu'il s'appelle en réalité Abdallah Georges Ibrahim.

Avant son arrestation, Abdallah Ibrahim menait une existence discrète dans des hôtels de catégorie moyenne. Il aurait affirmé au moment de son arrestation, qu'il était « de passage pour acheter une voiture avant de regagner la Suisse où il habite ». Présenté à M^{re} Marie Kleinmann, juge d'instruction à Lyon, il sera inculpé de « détention et usage de faux documents administratifs » et d'« association de malfaiteurs », la justice ne pouvant — du moins pour l'instant — lui reprocher autre chose.

Abdallah Ibrahim demandera le concours d'un avocat parisien, M^{re} Jean-Paul Mazurier et d'un avocat lyonnais, M^{re} Robert Boyer. M^{re} Kleinmann s'est bornée à déclarer qu'elle ne pouvait fournir « ni confirmation ni informations sur cette affaire ». Toutefois, on s'attendrait à ce que M^{re} Kleinmann soit d'ici peu dessaisie du dossier en raison des charges plus graves qui pourraient être retenues contre Abdallah Ibrahim.

La piste Bersimantov

C'est à Orie (Italie) qu'il a été opéré le mercredi 19 décembre, la troisième arrestation. Il s'agit cette fois d'une jeune chrétienne libanaise âgée de vingt-six ans, Joséphine Abdo. Son signalement a vite fait d'attirer tout particulièrement l'attention des policiers français : il correspondait de façon troublante à celui de la jeune femme qui avait tué, le 3 avril 1982, à Paris, Yacov Bersimantov, deuxième secrétaire de l'ambassade d'Israël.

Dans l'état actuel de l'enquête, c'est la personnalité d'Abdallah Georges Ibrahim qui retient en priorité l'attention des enquêteurs de la DST. Ceux-ci semblent déjà pouvoir le considérer comme l'un des principaux responsables des FARL. Il pourrait s'agir d'un dissident du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), le mouvement armé par Georges Habbache. Les commandos de la Brigade de recherches de Versailles (Vélizy) s'intéressent aussi à Ibrahim : munis d'une commission rogatoire délivrée par M. Jean-Claude Poméran, juge d'instruction à Nanterre (Hauts-de-Seine) chargé du dossier Yacov Bersimantov, ils se sont rendus à Lyon — à la grande surprise des hommes de la DST — pour entendre le Libanais dans sa cellule de la prison Saint-Paul.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND
et CLAUDE REGENT.

Condamnations

dans l'affaire des Flanades
Hector Quez et Daniel Tuillard, les deux principaux auteurs du scandale du centre commercial des Flanades à Sarcelles (Val-d'Oise), une cascade d'escroqueries qui coûta à la Caisse des dépôts et consignations plus de 8 millions de francs de fonds publics en 1975, ont été condamnés par défaut, jeudi 20 décembre à cinq et trois ans d'emprisonnement ferme, tandis que l'examen du cas du troisième principal inculpé, M. Georges Hervé, était renvoyé à plus tard.

M. Filloud condamné en appel — M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des techniques de la communication, a été condamné en appel, jeudi 20 décembre, par la cour de Lyon pour des déclarations jugées diffamatoires par quatre de ses adversaires politiques après l'attentat commis en mai 1982 contre la « mosquée » de Rouen (Orne), ville dont il était maire à l'époque. La cour a confirmé les peines (amendes et autres) infligées en juillet par le tribunal de Lyon (Le Monde du 12 juillet).

Lisez
L'Éducation

NAVETTE SPATIALE SOVIÉTIQUE CONTRE « SHUTTLE » AMÉRICAIN

La réponse du berger à la bergère...

La polémique américano-soviétique sur la militarisation de l'espace rebondit par navettes spatiales interposées. Récemment, les Soviétiques dénonçaient le caractère « ouvertement militaire » et les buts d'« espionnage » de la prochaine mission de la navette (shuttle) américaine Discovery, prévue le 23 janvier (Le Monde du 21 décembre). A ces accusations, les Américains ont aussitôt réagi. L'occasion leur en a été donnée par le nouvel essai, mercredi 19 décembre, de la petite navette spatiale que les Soviétiques développent et dont les Américains prétendent qu'elle « pourra être utilisée pour inspecter et même attaquer des satellites » non soviétiques.

Cette « réponse du berger à la bergère » intervient donc après que l'agence Tass a annoncé le lancement du satellite Cosmos-1814 qui a armé, le même jour, dans la mer Noire, l'issue d'une « descente contrôlée dans l'atmosphère ». Une opération qui semble prouver que le retour s'est fait en vol plané et tranquille.

E. G.

M. Heru : la drogue est un phénomène mineur dans les armées françaises

Pour les neuf premiers mois de l'année, selon un rapport de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (ex-Sécurité militaire), on a enregistré 1 135 cas de drogue dans les armées françaises. Environ 450 cas par an étaient décelés avant 1978. On en a compté près d'un millier en 1981 et 2 017 l'an dernier. Le rapport observe, toutefois, que ces renseignements sont incomplets et entachés d'incertitudes, dans la mesure où ne sont recensés que les seuls cas portés à la connaissance des autorités et fondés à partir des affirmations des usagers sur l'origine de leur toxicomanie.

Selon ce même rapport, la consommation des drogues dites « dures » (héroïne, notamment, et ses dérivés) est beaucoup plus fréquente que celle des drogues dites « à haut risque » (comme l'héroïne, la cocaïne ou le LSD). Ces drogues sont qualifiées de « dures » touchent néanmoins 4,3 % des intéressés. Parmi les militaires convaincus d'usage de drogue, 17 % déclarent avoir consommé à un moment ou à un autre de leur vie, et moins de 8 % au cours de leur passage sous les drapeaux. Le reste (soit 75 % des cas) se refuse à préciser le moment à partir duquel la toxicomanie est devenue, chez eux, une habitude.

Le ministre de la défense, M. Charles Heru, interrogé jeudi 20 décembre, a indiqué que « le phénomène demeure tout à fait mineur au sein des armées » et que, si la toxicomanie touche les appelés du contingent (qui sont au nombre de 329 000 environ en 1984), elle serait nulle chez les militaires de carrière et les engagés. En réalité, le commandement n'a jamais caché sa crainte des répercussions qu'aurait une consommation commune (ou partagée) entre appelés et cadres d'active, notamment les « petits gradés », sur la cohésion et la discipline dans les unités.

LE 1^{er} ESPACE QL

OUVRE A PARIS

Pour l'arrivée
des 1000 premiers QL à Paris, SINCLAIR
vient d'ouvrir le 1^{er} espace QL.

Démonstrations, séances de prise en main,
sessions développeurs, acquisition matériel :
vous pourrez tout y faire.
Le pari QL est gagné.

22 AV. HOCHÉ PARIS 8^{ème}

SINCLAIR

LA FIN DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

Sept textes définitivement adoptés

Le Parlement a voté, en fin de session extraordinaire, sept textes définitivement adoptés. Parmi eux, la loi relative à la réforme de la justice, la loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur, la loi relative à la réforme de l'enseignement secondaire, la loi relative à la réforme de l'enseignement primaire, la loi relative à la réforme de l'enseignement technique, la loi relative à la réforme de l'enseignement agricole, la loi relative à la réforme de l'enseignement artistique.

La loi relative à la réforme de la justice a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de la magistrature, la réforme de l'organisation judiciaire, la réforme de la procédure pénale, la réforme de la procédure civile, la réforme de la procédure administrative.

La loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement supérieur, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement secondaire a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement secondaire, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement primaire a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement primaire, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement technique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement technique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement agricole a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement agricole, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement artistique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement artistique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement technique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement technique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement agricole a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement agricole, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement artistique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement artistique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement technique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement technique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement agricole a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement agricole, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement artistique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement artistique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement technique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement technique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement agricole a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement agricole, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement artistique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement artistique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement technique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement technique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement agricole a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement agricole, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement artistique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement artistique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement technique a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement technique, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

La loi relative à la réforme de l'enseignement agricole a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit la création d'un conseil supérieur de l'éducation, la réforme de l'organisation de l'enseignement agricole, la réforme de la procédure d'admission, la réforme de la procédure de recrutement, la réforme de la procédure de promotion.

LA VIE FRANÇAISE

POLITIQUE

• L'échec de la modernisation.

ENTREPRISES

• Marchands d'énergie : votre industrie m'intéresse.
• Boussac : et maintenant ?

BOURSE

• CONSEILS : SCOA, la Redoute, CFAO, Sperry, ICI.
• ÉTUDE : Eurafrance, CGIP.

ARTS, CULTURE

Livres, cinéma, théâtre, expositions...

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE
Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

SOCIÉTÉ

Le plan Chevènement pour l'enseignement privé est adopté dans l'indifférence par les députés

En moins de deux minutes, un point final a été mis à une des plus importantes batailles parlementaires depuis 1981. L'Assemblée nationale, le jeudi 20 décembre, après l'échec de la commission mixte paritaire avec les sénateurs, qui avaient dans l'après-midi refusé d'en débattre en votant une motion préalable, a adopté en troisième et dernière lecture le projet de loi sur la décentralisation en matière éducative, qui confie notamment l'aspect non financier du plan Chevènement pour l'enseignement privé.

Que le ministre de l'éducation ait été seul au banc du gouvernement à cette occasion confirme que c'était bien là l'aspect essentiel de ce texte, alors qu'il contient de nombreuses dispositions ne concernant que les établissements d'enseignement public et des modifications aux lois de décentralisation n'ayant rien à voir avec l'éducation. Mais, pour tout cela, il ne s'agit que de modalités techniques, alors que, pour l'enseignement privé, le débat est essentiellement politique.

La droite, pourtant, pour cet ultime vote, avait renoncé à se battre, n'étant même pas présente dans l'hémicycle. On était bien loin de la passion qui avait régné lorsque M. Alain Savary avait tenté de faire accepter sa propre solution par les parlementaires, ou même de l'ambiance tendue qui régnait lors de la discussion en première lecture du plan de son successeur au ministère de l'éducation nationale. C'est dans l'indifférence générale qu'a été adopté un combat politique qui avait fait descendre dans les rues de

Paris près de deux millions de personnes et contribué au départ du premier chef de gouvernement de M. François Mitterrand. La droite, qui a su si habilement en tirer profit, jouera-t-elle le jeu de cet armistice scolaire ou sera-t-elle tentée de rouvrir le dossier dans les prochaines batailles électorales ? C'est bien cette dernière hypothèse qui est la plus probable.

THÉRIER BRÉNIER.

Une pause durable

Le vote par le Parlement des nouvelles dispositions concernant l'enseignement privé - soit un article de la loi de décentralisation dans le domaine de l'éducation - ne scelle peut-être pas définitivement la paix scolaire, mais il crée les conditions d'une pause durable. Après trois ans d'une querelle dont le ton a monté au point de bloquer la vie politique et les institutions l'été dernier, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a réussi à calmer le jeu.

Les dispositions « simples et pratiques » annoncées par le ministre le 29 août visaient à traiter l'enseignement privé à parité avec l'enseignement public, à mettre fin aux litiges sur le financement communal des de la loi Guernier et à adapter les relations avec l'enseignement privé aux nécessités de la décentralisation. Le ministre retenait ainsi les points d'équilibre - dérogés par le projet Savary et renoués à ses aspects conflictuels. D'autre part, M. Chevènement assurait une priorité à l'école publique.

Moderation et fermeté

En définitive, la gauche reconnaissait clairement l'existence d'un enseignement privé subventionné par l'Etat et revenait à la loi Debré de 1959 qu'elle avait combattue. Le chemin parcouru depuis 1981 a largement contribué aux évolutions constatées de part et d'autre.

Il n'était plus question de loi sur l'enseignement privé, dont les rapports avec l'Etat et les collectivités territoriales seraient réglés, à l'occasion de deux autres étapes législatives : la loi de finances et le complément à la loi de décentralisation. Tout le monde approuvait. Excepté une coïncidence du chanoine Paul Guibert, à la mi-septembre, qui déplorait une absence de contestation, les textes changeaient sans surprise. Le « projet de loi Jozé-Chevènement » sur la décentralisation était adopté au dernier conseil des ministres de septembre.

Le Parlement vient de le voter - quelque quarante-huit heures

« Un nouveau directeur pour l'Ecole nationale de la magistrature ». M. Raymond Exterier a été nommé directeur de l'Ecole nationale de la magistrature par décision prise le 19 décembre en conseil des ministres (nos dernières éditions datées 20 décembre). M. Exterier était jusqu'à présent sous-directeur des services judiciaires au ministère de la justice, chargé de la magistrature. Il remplace M. Bernard Bacou, nommé récemment premier président de la cour de Montpellier.

« Condamnation pour offense envers le président Duvalier ». M. Daniel Filipacchi, directeur de l'hebdomadaire Paris-Match, et M. Robert Serron, auteur d'un article publié le 18 mars 1983 par ce magazine, ont été condamnés, mercredi 19 décembre, chacun à 5 000 francs d'amende par la dixième chambre correctionnelle de Paris, pour « offense à un chef d'Etat étranger ». M. Jean-Claude Duvalier, président de la République de Haïti, avait été qualifié de « fou » dans cet article consacré à la visite du pape dans son pays.

Le tribunal s'est borné à constater le caractère offensant de l'expression retenue, sans se reconnaître le pouvoir de discuter la véracité des critiques formulées, dans l'article en cause, à l'encontre de l'activité politique de M. Duvalier.

après la loi de finances - dans un climat où la combativité n'a certes pas été abominée, sans pour autant empêcher le dialogue. L'étape législative, à laquelle l'opinion publique s'est relativement peu intéressée, ne marque cependant pas la fin de l'histoire - centenaire - de la querelle scolaire.

Les dispositions législatives ne sont pas aussi « simples et pratiques » qu'on le prétendait, ne serait-ce qu'en raison de l'imprécision du texte sur des points tels que la nomination des maîtres. Ce sera, il est vrai, l'objet de la phase qui s'ouvre, celle de l'élaboration des décrets d'application à propos de laquelle les responsables de l'enseignement catholique ne cachent pas leur inquiétude. Mais ils les expliquent avec autant de modération que de fermeté.

« Ces nouveaux textes législatifs, écrit le chanoine Guibert, dans le dernier numéro d'Enseignement catholique actualités, auraient pu être plus et nous condamnait par assimilation progressive. Ils auraient pu être meilleurs, plus respectueux de l'autonomie des établissements privés et des exigences d'une école de libre choix. Ces textes et les décrets engagés l'avenir : nous tenons à une concertation, inexistante avant le processus parlementaire ».

De son côté, le ministre de l'éducation nationale a, assuré qu'il y aurait concertation sur les décrets et d'abord sur le plus important d'entre eux : le décret sur la nomination des maîtres. Le retour à la loi Debré signifie, en effet, que les enseignants sont nommés par le secteur avec l'accord du chef d'établissement (et non plus par sa proposition). Or, rien n'est dit sur les conditions de l'accord, ni sur les conséquences d'un désaccord. Le ministre envisage la création d'une instance de concertation dont le but serait de déboucher dans tous les cas sur un accord du chef d'établissement. Les décrets d'application de la loi de décentralisation sont promis pour le mois de février.

Les responsables de l'enseignement catholique tiennent leurs troupes et se démarquent tout à fait de leurs « ultras » qui tentent de relancer l'agitation. « Nous ne voulons pas fêter de l'huile sur le feu, nous a déclaré le chanoine Guibert, mais si nous ne sommes pas contents, nous ferons du bruit ».

Même son de cloche du mouvement laïque qui est resté absent du débat depuis la rentrée : « Si les décrets d'application devaient conduire, pour des raisons de laxisme politique, sur le thème « pas de vague », à baisser la barre, estime M. Michel Bouchareissa, ce serait une grosse erreur ». Les laïques, affirme le secrétaire général du Comité national d'action laïque, ne se résignent pas : pour eux, le problème n'est pas réglé et ils ne désespèrent pas de réveiller un jour la conscience des Français.

L'étape présente ne serait donc qu'une accalmie dans la querelle scolaire ? Il reste qu'en renonçant à l'unification laïque du système scolaire, la gauche a pu, pour l'instant, qu'il s'agisse du projet abandonné de M. Savary ou de la loi présentée par M. Jozé et Chevènement, a tourné une page dans son histoire.

CATHERINE ARDITTI.

Unités de Pédagogie Active

COURS DE VACANCES : 3 à 6 semaines au choix du 6 juillet au 30 septembre pour entrées en 2^e - 1^{re} - Terminales - Universités - (NOEL-PAQUES).

COURS PARTICULIERS : 6^e à Terminale - math sup. - Lettres Sup. Bio.

COURS ANNUELS : 2^e à Terminales - math sup. - Lettres Sup. Bio - du lundi au vendredi de 9 h à 12 h - 14 h à 17 h.

ANGL / ALLEM / ESP / AR / HEB / LAT / GR
M. SARI - 68, avenue d'Iéna, 75016 Paris - Tél. : 720.36.30

Les nouvelles dispositions

sur que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

« Le caractère propre. - C'est l'expression la plus controversée de la querelle scolaire. Elle désigne ce qui fait la spécificité, l'originalité d'un établissement privé selon son projet éducatif. L'article premier de la loi Debré qui subsiste affirme ce « caractère propre de l'établissement ». Mais la loi Guernier obligeait, de surcroît, explicitement, les maîtres à le « respecter ». La nouvelle loi supprime cette injonction et rétablit le texte initial de la loi Debré.

« Nomination des maîtres. - Là aussi, retour à la loi Debré dans sa formulation initiale. Les maîtres du privé sont nommés « en accord avec le chef d'établissement » et non plus, comme l'indiquait la loi Guernier, « sur proposition du chef d'établissement ». M. Chevènement a expliqué aux sénateurs que la procédure prévue par la loi Debré « respecte mieux les prérogatives non maitres de l'Etat, qui résout les conflits, tout en préservant la liberté du chef d'établissement, dont l'accord sera requis ». Au demeurant, a-t-il ajouté, « je me suis en accord avec la procédure de nomination se fasse après concertation avec les personnels et chefs d'établissement ». Des textes d'application seront rédigés après qu'il

aura « été procédé aux consultations nécessaires ».

« Schémas prévisionnels : carte scolaire. - Jusqu'à présent, les établissements privés devaient, pour bénéficier d'un contrat d'association, correspondre à « un besoin scolaire reconnu ». Cette expression mal définie se bornait à constater la présence d'élèves groupés en effectifs identiques, en théorie, à ceux des classes de l'enseignement public. Désormais, pour le second degré (collèges et lycées), la conclusion des contrats est subordonnée à la « compatibilité avec l'évaluation de l'ensemble des besoins » en matière scolaire. Cette évaluation figure dans « les schémas prévisionnels, les plans régionaux et la carte des formations supérieures » qui concernent à la fois le public et le privé. Ces « schémas prévisionnels » sont définis par les régions, en concertation avec les autres collectivités locales.

« Les contrats. - Le contrat simple créé par la loi Debré pour ne pas, présumé en 1971, est maintenant dans le premier degré (écoles maternelles ou élémentaires) ; ce qui n'était pas prévu par le projet Savary, ni par le candidat François Mitterrand, ni par le projet Savary. La raison de ce maintien est due au fait que, désormais, la commune est signataire des contrats d'association, (auparavant, tout se

passait entre le préfet et l'établissement scolaire, la commune n'intervenait qu'ensuite pour verser des crédits). Le gouvernement a donc voulu laisser à l'école privée la possibilité d'un contrat simple dans lequel l'Etat intervient seul et les maîtres.

La conclusion d'un contrat d'association est subordonnée pour les écoles à l'accord de la commune. Pour le second degré, l'avis du département (collèges) ou de la région (lycées) est nécessaire.

Le contrat d'association prévoit que, lorsque le conseil d'administration de l'établissement se réunit pour examiner son budget, un représentant de la collectivité territoriale qui finance peut participer.

PHILIPPE BERNARD et CHARLES VIAL.

JUSTICE

Marcel Paul à Buchenwald

(Suite de la première page)

Il fallait aussi opérer une distinction capitale entre cette administration interne officielle et l'embryon d'une organisation clandestine qui, année après année, allait se mettre en place.

C'était bien là l'un des premiers reproches faits à M. Wetzel par ses adversaires. En disant que Marcel Paul « entra dans la direction interne du camp », ne laissait-il pas entendre qu'il avait été tout simplement un auxiliaire des SS ? C'est en tout cas ce que risquaient de comprendre ses lecteurs d'aujourd'hui. En fait, Marcel Paul, arrêté en France dès 1941, longtemps détenu dans diverses prisons, ne devait arriver à Buchenwald, après être passé par Auschwitz, que le 14 mai 1944. A cette date, les déportés n'étaient déjà plus ou moins organisés. Mais il est vrai que les Français restaient mal vus dans cette communauté, et particulièrement des autres politiques, polonais, danois et, pour leur malheur, déjà là depuis plusieurs années.

Or qu'on dit les témoins cités par les accusateurs de M. Wetzel, tous évidemment anciens déportés à Buchenwald et dont bon nombre, tels MM. Christian Pineau, Pierre Sudreau, le révérend Père Riquet, M. Claude Bourdet, constituent assurément le Gotha de la déportation française à Buchenwald ? Ils ont fait valoir que, grâce à Marcel Paul et à un autre déporté, le colonel Frédéric-Henri Marchais, l'un des adjoints de Jean Moulin, devait se constituer un comité des intérêts français, évidemment clandestin. Ils ont dit, surtout, que, au sein de ce comité, tous les mouvements de résistance de toute obédience, de la gauche à la droite, avaient leurs représentants et que, par ce biais, on fit d'abord comprendre aux autres communautés que la France n'était pas le pays vaincu de 1940, le pays de la collaboration menée

par Vichy, que la Résistance y était une réalité.

Un fédérateur

C'est là assurément une constatation historique. Il en résulte, du même coup, que Marcel Paul, s'il fut dans ce travail un fédérateur, n'était pas un homme seul.

Restait la suite de l'article de M. Wetzel : « Il dispose alors du sort - c'est-à-dire de la vie ou de la mort de nombreux camarades ». Là encore, les témoins cités par l'association Buchenwald - Dora et la FNDIR ont rappelé certaines réalités, au demeurant assez complexes. La loi du camp était ce qu'elle était. Les affectations à des postes de travail conditionnaient la vie quotidienne. Il était assurément meilleur de travailler dans une usine d'armement qu'à la carrière. Il était plus confortable de repérer des chaussettes dans le camp que de manier la pioche à l'extérieur pour des travaux de terrassement. Mais que pouvait-on faire ? Les anciens déportés le disent tous : il fallait choisir.

Ces choix furent fonction de critères. Politiques ? Au sens le plus large du mot, assurément. Autrement dit, on préservait autant que faire se pouvait ceux qui étaient considérés comme pouvant jouer un rôle dans l'après-guerre. Ce ne furent pas forcément des communistes. M. Christian Pineau, socialiste, M. Pierre Sudreau, qui devait devenir ministre du général de Gaulle en 1958, M. Claude Bourdet, en sont la preuve. Mais il y eut aussi, bien sûr, des communistes. Cela n'empêcha pas que d'autres communistes se trouvent quand même exécutés sur le chemin de Dora, commando extérieur et véritable enfer, où des hommes, quinze heures par jour, avaient à creuser une colline pour l'installation d'une usine souterraine prévue

par les nazis pour la construction des fusées V1 et V2. M. Joël Le Tac, pas communiste, assurément, lui non plus, et qui fut à Dora, en a témoigné.

Ces choix, que personne n'a jamais niés, furent difficiles. Tous les anciens de Buchenwald qui ont écrit sur le camp, de David Rousset à l'Espagnol Jorge Semprun, de l'Allemand Eugène Kogon à Paul Noiret ou l'Autrichien Hermann Langbein, en ont parlé. C'est précisément sur leurs écrits que s'appuie M. Wetzel. Mais le choix était de tous les instants. Un médecin affecté au « reviers », cette infirmerie désignée du camp, et qui disposait de cinq comprimés pour vingt malades, devait choisir lui aussi. Choisir ? Les plus faibles, les plus en danger. Sacrifier à pour autant les autres ? Le docteur Joseph Heller en avait encore les larmes aux yeux.

La question fondamentale

Cependant, M. Wetzel avait, lui aussi, ses témoins et c'était encore d'autres témoins, déportés de Buchenwald. Comme leurs camarades, car le mot lui garde son sens, ils furent unanimes à juger bien triste et bien désole le débat qui leur était imposé. Eux, n'ont pas été au fait de l'existence d'une organisation clandestine et de ses desseins. Ils ont dit des faits plus ordinaires, évoqués des souvenirs plus terre à terre. Marcel Paul, ils ne l'ont pas connu. Ils ont connu assurément son existence.

L'un d'eux, pourtant, a gardé le souvenir de s'être retrouvé en sa présence, peu avant son arrivée au camp, pour subir une sorte d'interrogatoire. On lui demanda ce qu'il avait fait dans la Résistance et que elles étaient ses origines politiques. Il a raconté qu'on lui avait conseillé de se dire proche du Parti communiste. Il s'y refusa, expliquant tout simplement qu'il venait du Parti social français (PSF), mouvement de

droite qui dirigeait avant la guerre le colonel de la Roquette. Peu de temps après, il se retrouva au block des cobayes, c'est-à-dire la baraque où s'opéraient les expériences médicales nazies et, ensuite, à Dora.

Restait la question fondamentale et qu'avait soulevée récemment à propos de ce procès M. Pierre-Henri Teitgen dans le journal Ouest-France : fallait-il que les déportés acceptent de consentir à participer, si peu que ce soit, à l'administration quotidienne du camp de concentration, à y assurer une discipline, bref, à entrer dans un engrenage qui conduisait inévitablement à se rendre responsable de différences de situation ?

Sur tous ces éléments, on a plaidé. M. Patrice Cohen-Séant, José Borden et Henri Nogues ont dénoncé en M. Wetzel « un politicien de banlieue », soutiens de la banalisation du nazisme et qui, pour être historien, doit être chargé d'une circonstance aggravante. M. Jacques Miquel, Stéphane Pevie et Bertrand Laviol ont répliqué en soutenant que leur client n'avait été ni léger, encore moins pernicieux et assurément pas un auxiliaire d'un quelconque néonazisme.

M. Jean-Claude Thiri, substitut, convient d'emblée, que les propos de M. Wetzel ont un caractère diffamatoire. Mais ces propos concernent des faits vieux de plus de dix ans et, dans ce cas, la loi sur la presse de 1881 interdit l'offre de preuves. Elle interdit même tout compte rendu. Aussi bien, pour le représentant du ministère public, si un hommage doit être rendu à tous les témoins, peu importe leur déposition. M. Wetzel est dans une situation qui ne lui permet pas de démontrer qu'il n'a pas été de mauvaise foi. Le tribunal de Versailles rendra son jugement le 17 janvier 1985.

J.-M. THEOLLEYRE.

Jouer à Dieu

persuadé qu'il fallait jouer le jeu avec un ennemi qu'il détestait et, pour se conserver une marge de manœuvre, lui fournir des victimes, et le grand résistant que fut Marcel Paul. Mais le dilemme était identique.

Et le dilemme s'est posé à d'autres. Aux médecins déportés, par exemple, qui, dans les conditions effroyables des « lazarets » ne disposaient que de très rares médicaments pour d'innombrables mourants. Ses convictions religieuses et le serment d'Hippocrate faisaient obligation à tel d'entre eux,

qui n'est pas revenu, soigner de la même façon tout malade de quels que fussent sa nationalité, son niveau culturel ou ses opinions. Pour beaucoup d'entre eux - et qui songerait à le leur reprocher ? - la solidarité entre Français jouait d'abord, lorsqu'il fallait « hospitaliser » des malades dans des lits trop rares et attribuer les précieux remèdes. Et, parmi les Français, ils sauvaient en premier ceux qui leur étaient les plus proches par le cœur et l'esprit, ceux aussi dont la compétence et la valeur personnelle étaient nécessaires à la communauté.

Ces limites. Mais les décisions de ce genre ne sont pas aussi exceptionnelles qu'on pourrait le croire. Tout médecin le sait. Tout responsable militaire ou civil, lorsqu'il doit désigner ceux dont la vie est en jeu, sait aussi que les critères sont rarement simples, et jamais absolument purs. Jouer à Dieu, c'est, normalement, impossible. S'il le faut cependant, la grandeur de notre condition est de ne jamais oublier qu'un homme égale un homme et qu'une vie égale une vie.

JEAN PLANCHAIS.

CORÉE DU S

Une période décisive

Le 21 décembre dernier, par un vote à 233 voix contre 104, l'Assemblée nationale a adopté la loi de décentralisation en matière éducative. Ce vote, qui a été l'aboutissement d'un processus complexe, marque une étape décisive dans la mise en œuvre du plan Chevènement pour l'enseignement privé. La loi, qui a été présentée par le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, a été l'objet de nombreuses discussions et débats. Elle vise à clarifier les relations entre l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement privé. La loi prévoit notamment la création de contrats d'association entre les établissements privés et les collectivités territoriales, ainsi que la mise en place de schémas prévisionnels pour l'enseignement. Ces dispositions sont destinées à améliorer la gestion de l'enseignement et à garantir la qualité de l'éducation pour tous les élèves. Le vote de la loi est considéré comme une victoire pour le gouvernement et pour le mouvement de décentralisation. Il ouvre la voie à une nouvelle phase de réformes éducatives.

Cinq raisons dans plus de

Le nom de Lucky Goldstar est connu de tous. C'est un nom qui a fait fortune dans le monde entier. Lucky Goldstar est une entreprise qui a su conquérir le marché mondial grâce à ses produits de qualité et à son service client exceptionnel. Cinq raisons expliquent le succès de Lucky Goldstar : 1. Une innovation constante. 2. Une qualité irréprochable. 3. Un service client dédié. 4. Une gamme de produits diversifiée. 5. Une présence internationale solide. Lucky Goldstar est une entreprise à suivre.

Action intégrée
La superbe coordination entre les sociétés du groupe appartenant à un large éventail de secteurs renforce les capacités de Lucky Goldstar.

Croissance rapide
Lucky Goldstar a su maintenir un rythme de croissance remarquable, il y a trente ans, à l'époque de la récession mondiale.

Plus de renseignements sur Lucky Goldstar :
Société : Lucky Goldstar International Corp.
Adresse : 8, rue de la Paix, 75002 Paris
Téléphone : 777.63.71
Téléc : LOPAR 2010

150

L'indifférence par les députés

Les députés ont été indifférents à la lecture du rapport de la Commission de la culture, de l'éducation et de la jeunesse. Ils ont préféré discuter de la loi sur la réforme de la justice.

CORÉE DU SUD

Une période décisive



Il est peu de pays dont on puisse légitimement dire, autant que pour la Corée du Sud, qu'il aborde une période décisive pour son avenir.

Sa remarquable réussite économique - en particulier le redressement d'équilibres financiers qui paraissent gravement compromis il y a quelques années à peine - laisse aujourd'hui deux problèmes en suspens.

Celui, d'abord, d'une démocratisation de la vie politique dans un pays de profonde tradition confucéenne, mais où les aspirations à une plus grande liberté d'expression comme d'action se manifestent dans les couches les plus diverses de la population.

Problème, ensuite, de l'insertion dans une communauté internationale préoccupée de voir la division entre les deux Corées, celle du Nord et celle du

Sud, subsister comme un dangereux foyer de tension en Extrême-Orient.

Sur ces deux terrains pourtant, les choses bougent depuis quelques mois. Un dialogue s'est ouvert entre Séoul et Pyongyang, visiblement encouragé à Pékin comme à Washington, et qui se poursuit en dépit des obstacles - réels - comme des aléas de parcours.

Une volonté de réforme se manifeste également autour du président Chun Doo-hwan, dont le moindre signe n'est peut-être pas le projet d'une libéralisation des textes législatifs concernant la presse. A quelques mois d'élections législatives que le pouvoir affirme vouloir honnêtes, le geste prend toute sa signification.

Tant il est vrai qu'un peu plus de démocratie peut être aussi, comme l'observent les experts, facteur de développement économique.

Le 30 novembre dernier, par un nouveau « geste de clémence », le président sud-coréen rendait à la vie publique un contingent de quatre-vingt-quatre opposants qu'il avait lui-même proscrits, avec plus de six cents autres, lors de sa prise du pouvoir, manu militari, en novembre 1980.

Quelques jours plus tôt, à Panmunjon, le long de la ligne de démarcation qui coupe la péninsule en deux moitiés fortement militarisées et antagonistes depuis 1953, des représentants civils des deux gouvernements s'étaient rencontrés. Pour la première fois depuis onze ans, les « frères ennemis » et leurs alliés respectifs semblaient décidés à négocier sérieusement. Dans une ambiance plutôt chaleureuse, en dépit d'incidents de parcours - comme celui qui s'est produit, à Panmunjon, précisément, le 23 novembre, - le dialogue vise à promouvoir les échanges économiques et la coopération humanitaire.

Vers la même époque, on annonçait que la croissance économique en Corée du Sud était semblablement en voie de ralentissement après deux années de forte expansion. L'augmentation du PNB serait, en 1984, de 7,2%. C'est nettement moins que les 9,5% de 1983, mais, par les temps qui courent, cela reste remarquable.

Ces trois faits témoignent, fût-ce sommairement, d'une situation politique, diplomatique et écono-

mique plutôt favorable au gouvernement du président Chun Doo-hwan. Quatre ans après une prise du pouvoir brutale, son régime, dont la légitimité reste contestée par une minorité, paraît pour l'essentiel solide et stabilisé. Rigoureusement encadré par les militaires (la sécurité prime tout), protégé par les Etats-Unis et animé par des technocrates, il jouit du soutien des classes moyennes et des grands milieux d'affaires. Cependant, ici et là, il doit consolider des positions que menacent diverses oppositions, des distorsions structurelles et les variations de la conjoncture.

En politique intérieure émergent quatre problèmes majeurs, tous liés à la question fondamentale de la démocratisation du régime, que le pouvoir s'est publiquement, mais vaguement, engagé à promouvoir.

En premier lieu, malgré la récente mesure de réhabilitation d'un nouveau groupe de personnalités, les plus connues et les plus populaires restent interdites de politique. Parmi elles, deux anciens candidats à la présidence de la République : MM. Kim Young-sam et Kim Dae-jong.

Deuxième problème : M. Kim Dae-jong, condamné à mort et gracié, puis exilé aux Etats-Unis il y a deux ans, a fait connaître son intention de regagner Séoul en 1985, notamment pour y œuvrer à la « restauration démocratique ». D'aucuns s'en réjouissent, beaucoup s'en inquiètent.

De septembre à novembre derniers, troisièmement, des manifestations se sont succédées sur les campus des universités les plus prestigieuses, alimentant la dynamique contestation-répression et créant un courant de solidarité étudiante dont tire profit une minorité plus ou moins radicale.

Des problèmes réels

Outre des revendications purement universitaires, les étudiants réclament les mesures démocratiques suivantes : levée de l'interdit frappant encore certains politiciens, réforme de la loi électorale, liberté de la presse, rétablissement des libertés syndicales et plus grande justice sociale. Seul un noyau dur réclame en bloc la légitimité du président.

Le régime n'est pas directement menacé par ces manifesta-

tions. Il les réprime sévèrement et parvient généralement à les circonscire aux campus. Il présente une minorité comme des agitateurs sacrifiant leurs études à la politique et faisant implicitement le jeu des communistes. Il n'a pu, cependant, empêcher que les thèmes soulevés, qui touchent à des problèmes réels, trouvent un écho dans certains secteurs d'une population par ailleurs privée de tout véritable débat politique. C'est le cas dans les milieux ouvriers soumis à des conditions très dures, comme du côté des groupes religieux progressistes et au sein d'une opposition parlementaire qui trouve là une occasion de jouer son rôle.

Cela d'autant plus que l'on se trouve - quatrième problème - à la veille d'élections législatives, prévues en février. Toutes ces questions et revendications politiques sont déjà embarrassantes et difficiles à satisfaire en temps normal. Qu'advient-il si, de surcroît, cette consultation était entachée de fraudes et de pressions, comme l'imaginent ceux qui soulignent la faible popularité du régime ? Cela risquerait d'aggraver le mécontentement,

voire de menacer la stabilité du pouvoir.

Or la marge de manœuvre répressive de celui-ci à l'intérieur paraît d'autant plus étroite que tout est fait pour rehausser à l'extérieur son image démocratique. A quatre ans des Jeux olympiques de Séoul, un regain de recours à la force ferait mauvais effet. On peut imaginer que les opposants tenteront de profiter de cette situation pour faire avancer leur cause.

Sur le plan diplomatique, le gouvernement craint précisément que le Nord ne tire avantage, dans le dialogue bilatéral, d'éventuelles difficultés et désordres politiques au Sud. Soit pour arracher des concessions dans la négociation, soit pour se persuader qu'il existe toujours, dans la partie méridionale de la péninsule, une « situation pré-révolutionnaire ». On souligne, par exemple, que la radio de Pyongyang a beaucoup utilisé les récentes manifestations estudiantines dans sa propagande contre Séoul. On rappelle l'incident fortuit, mais meurtrier, qui s'est produit fin novembre, à Panmunjon, et qui a retardé la reprise des pourparlers. On craint beaucoup que le dialogue renoué ne

soit guère pour le Nord qu'un prétexte visant à amadouer l'Occident et à isoler le Sud. On veut contrôler strictement le processus de rapprochement, d'où les mises en garde au Japon et à la France, suspects de bonnes intentions intempestives à l'égard du Nord. Bref, on reste à juste titre prudent et vigilant.

Les Jeux olympiques

Cela dit, quel plus beau cadeau politique et diplomatique Pyongyang pouvait-il faire au régime du président Chun Doo-hwan que d'accepter de négocier directement avec lui, après l'avoir traité de dictateur et d'usurpateur depuis des années ?

Par ailleurs, face au régime communiste du Nord relativement isolé et, semble-t-il, en proie à de sérieuses difficultés économiques, technologiques et financières, le Sud, qui passe pour un « modèle » de développement, n'a pas manqué ces derniers temps de réconfort diplomatique : choix de Séoul pour les Jeux asiatiques (1986) et olympiques (1988), réchauffement des relations avec le Japon, visite du président Reagan, puis du pape Jean-Paul II, attitude conciliante de la Chine populaire, apparente neutralité de l'URSS, courant de sympathie international dû aux drames du Boeing de la KAL et de Rangoun.

R.-F. PARINGAUX
(Lire la suite page 12.)

Buchenwald

Cinq raisons pour lesquelles les hommes d'affaires dans plus de 90 pays traitent avec Lucky-Goldstar

Le nom de Lucky-Goldstar devient peu à peu synonyme de confiance dans quelques-uns des secteurs d'activité les plus importants de notre époque. Voici quelques raisons pour lesquelles ceux qui font appel à Lucky-Goldstar sont de plus en plus nombreux.

Action intégrée

La superbe coordination entre les sociétés du groupe appartenant à un large éventail de secteurs renforce les capacités de Lucky-Goldstar.

Croissance saine

Lucky-Goldstar s'est développée régulièrement et de façon spectaculaire depuis sa création. Il y a trente-sept ans, même à l'époque de la récession mondiale.

Pour plus de renseignements, contactez Lucky-Goldstar International Corp.
Siège social : Attn Overseas Planning Dept
C/O Box 1899, SEOUL (KOREA)
Téléphone : 777-8097 - Téléc : LSNTLK 27286
Bureau de Paris : 9, rue du Guesclin
75015 PARIS
Téléphone : 734-52-06/83
Téléc : LGIPAR 201877F

Solidité financière

Aucun groupe commercial coréen ne peut se vanter d'une plus grande fiabilité dans ses opérations financières que Lucky-Goldstar. Et nous pouvons le prouver par des faits irréfutables.

Associations réussies

Une douzaine des plus grandes « joint-venture » de Corée sont des sociétés du groupe Lucky-Goldstar, et les associés ont des noms aussi connus que Caltex, AT and T Technologies, Siemens et Hitachi.

Le regard tourné vers l'avenir

L'investissement moyen de Lucky-Goldstar dans la recherche est de 3 % des ventes, et ce chiffre augmente régulièrement. Dans certains domaines, il atteint déjà 7 %.

Nous réussissons ensemble.
LUCKY-GOLDSTAR

Chimie □ Lucky, Ltd □ Lucky Continental Carbon □ Electricité, électronique et télécommunications □ Gold Star Co., Ltd □ Gold Star Cable □ Gold Star Tele-Electro □ Gold Star Electric □ Gold Star Instrument & Electric □ Gold Star Precision □ Shinyong Electric □ Gold Star Semiconductor □ Gold Star-Alps Electronics □ Energie et ressources □ Honam Oil Refinery □ Korea Mining & Smelting Construction et Ingénierie □ Lucky Development □ Lucky Engineering □ Assurances, titres et finance □ Lucky Securities □ Pan Korea Insurance □ Pusan Investment & Finance □ Gold Star Investment & Finance □ Commerce et distribution □ Lucky-Goldstar International □ Hae Sung □ Services d'utilité publique □ The Yonam Foundation □ The Yonam Educational Institute □ Sports □ Lucky-Goldstar Sports

Une clef pour sortir de la crise

par MICHEL FOUQUIN (*)

LE redressement économique de la Corée du Sud est aujourd'hui aussi spectaculaire que la crise avait paru grave en 1979-1980, et le pays, de nouveau, est en train de devenir un modèle de développement. Il est significatif, notamment, qu'il ait réussi à consolider sa dette par des emprunts à long terme, qui devraient le mettre à l'abri des crises que connaissent les pays d'Amérique latine.

Pourtant, il semble bien que la Corée du Sud n'ait pas été loin d'être le premier grand pays endetté à connaître une crise majeure de paiements. Au milieu des années 70, Séoul avait, en effet, entrepris un formidable effort d'industrialisation et de conquête des secteurs lourds de l'industrie (sidérurgie, pétrochimie). Le taux d'investissement devait atteindre 36 % du produit intérieur brut en 1979, taux qui n'a pu être égalé que très rarement au Japon ou dans certains pays de l'OPEP. Ce volontarisme excessif s'était soldé sur le plan intérieur par une très forte inflation, notamment une hausse importante des salaires, une perte de compétitivité des secteurs traditionnels, avant même que la crise pétrolière et la crise économique mondiale ne soient venues dans un climat économique et politique très fortement déséquilibré. Le plan de sauvetage de l'économie révèle un grand discernement dans l'analyse économique : l'ajustement n'est pas seulement macro-économique, il est aussi structurel.

La politique macro-économique mise en œuvre n'a rien de particulièrement original. Le blocage du

crédit entraîne une chute des taux d'investissement de 36 % en 1979 à 25 % du PIB en 1982. La réduction des salaires réels et les licenciements dans les secteurs les plus touchés permettent de restaurer les marges des entreprises, la dépréciation de la monnaie et l'appréciation du dollar permettent aux exportations coréennes de tirer un profit maximal de la reprise américaine. Cependant, la réussite coréenne actuelle ne saurait s'expliquer par les seuls aspects macro-économiques. Certaines études (1) ont démontré que, à structure économique constante, les pays endettés, même en cumulant les hypothèses les plus favorables, ne sauraient retrouver un sentier de croissance équilibrée (c'est-à-dire sans alourdissement de leur endettement) à long terme, compatible avec des hypothèses de croissance démographique raisonnables. Pourtant, la Corée du Sud (de même que Taiwan et Singapour) démontre aujourd'hui que l'ajustement peut être beaucoup plus rapide que prévu s'il touche aux structures productives, et notamment à la structure industrielle. L'ajustement n'aura finalement pris que deux années. Tirer les enseignements de cette réussite, qui semble durable, est probablement utile pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Consolidation et valorisation

On pouvait craindre dans un premier temps que le formidable effort d'investissement ne débouchât sur un gigantesque gâchis, comme cela arrive trop souvent dans les pays en développement. Bien au contraire, il apparaît

aujourd'hui que la période 1979-1983 aura été une phase de consolidation et de valorisation des efforts faits dans l'industrie lourde au cours de la période 1973-1979.

On a la meilleure preuve de cet effet retard lorsqu'on analyse la transformation de la structure des exportations coréennes (tableau 1). La part de l'industrie lourde est en effet passée de 35,1 % à 54,9 % des exportations de marchandises entre 1978 et 1983. L'acier et la construction navale progressent massivement, alors même que ces industries sont en crise profonde au niveau mondial, ce qui tend à montrer la vigueur de la compétitivité de ces industries.

La consolidation des acquis s'est accompagnée d'une réorientation des investissements. Tandis que, globalement, le taux d'équipement diminue, il recule plus qu'ailleurs dans les industries manufacturières (il n'y a pas non plus de créations nettes d'emplois dans l'industrie coréenne de 1979 à 1983). La majeure partie du secteur manufacturier tombe de

20 % en 1979 à 15 % en 1983, au profit du logement (qui passe de 16 % à 23 %) et des services. Mais à l'intérieur du secteur manufacturier, la part du secteur électronique (hors composants) passe de 4 % en 1973-1976 à 15 % en 1983.

En d'autres termes, la consolidation va de pair avec une transformation continue des structures productives préparant l'avenir des exportations coréennes. Après la consolidation, quelle stratégie ?

Des choix difficiles

Les choix industriels de la Corée sont malaisés pour l'avenir. Toutefois, le textile, même s'il régresse, continuera de représenter une source d'emplois importante de recettes extérieures. Ce secteur est en train de se moderniser par l'automatisation. De plus, comme le Japon, la Corée aura probablement un jour ses grands couturiers.

(*) Chef du département structures industrielles au Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

LA TRANSFORMATION DES EXPORTATIONS

	1978	1983
Industries légères (textiles, jouets, etc.)	53,6	39,6
Chimie	3,2	4,2
Acier	4,3	14,2
Navires	4,3	15,4
Électronique	8,7	32,5
Mécanique	2,9	4,4
Autres	18,6	6,2
NON MANUFACTURIÈRES	11,3	5,6
TOTAL (milliards de dollars)	12,7	23,1

(Source : Bank of Korea.)

La réussite du pays dans la construction navale - dont il détient 25 % du marché mondial - dans la sidérurgie, dans certains segments de l'électronique grand public, facilite certains choix. Il n'en va pas de même lorsqu'il s'agit d'opérer des arbitrages dans l'électronique industrielle, l'électronique grand public de haut de gamme (magnétoscopes) ou l'automobile. Les ambitions de la Corée, qui voudrait tout faire, apparaissent excessives. L'électronique, par exemple, est un secteur où la maîtrise technologique est un atout décisif. On le voit avec le Japon (2). Or la Corée manque encore cruellement de ressources pour la recherche et le développement.

Pour ce qui est de l'automobile, les choix semblent plus judicieux et marquent bien l'évolution de la stratégie coréenne. En effet, plusieurs mesures ont été prises pour accompagner le développement de cette industrie. D'une part, la fiscalité intérieure a été modifiée pour faciliter l'acquisition et l'usage des automobiles à l'intérieur du pays ; d'autre part, les firmes coréennes ont choisi de s'allier avec des firmes américaines - accord Daewoo-GM, qui de plus ouvre le marché américain à cette compagnie - ou japonaises (Hyundai-Suzuki).

La stratégie mise en œuvre dans le cas de l'automobile entre d'ailleurs dans le cadre général de l'ouverture de la Corée aux firmes et aux banques étrangères (3). Pour renforcer la concurrence interne, mais aussi et surtout pour accélérer la diffusion et l'acquisition des technologies nécessaires au développement coréen, il apparaît en effet indispensable d'établir des liens étroits avec les firmes occidentales avancées. Celles-ci, de leur côté - échaudées sans doute par l'expérience japonaise - ne sont guère enthousiastes pour livrer leur technologie sans contreparties suffisantes. D'où la préférence donnée aux opérations à capitaux mixtes (joint ventures), qui leur permettent de suivre et de contrôler l'utilisation qui est faite des technologies transférées. Ainsi les Japonais imposent-ils aux Coréens certaines restrictions quant aux réexportations, comme c'est le cas pour le Japon.

Une telle politique d'ouverture implique aussi un certain retrait de l'État dans l'orientation du pays (voir page 13 l'article de M. Judd). Il semble que la réforme du système financier doive jouer un rôle décisif. Jusqu'à présent, le système bancaire était complètement contrôlé par l'État, qui possédait ainsi un pouvoir d'orientation par les crédits à l'industrie tout à fait considérable. Les faibles taux d'intérêt consentis (4) profitaient principalement aux autres grands groupes coréens (les dix premiers groupes mobilisaient 50 % du crédit). L'ouverture du pays, qui doit permettre d'accéder aux technologies de pointe et le niveau de développement atteint par la Corée du Sud impliquant sans nul doute qu'une place beaucoup plus grande soit faite aux mécanismes du marché. C'est aussi une leçon de la crise de 1979 qui est ainsi tirée.

L'ensemble de ces considérations permettent de penser que les objectifs révisés du V^e plan, remis à jour en 1983, pour la période 1983-1986 (5,7 % de croissance, moins de 4 % d'inflation, une réduction du chômage et l'équilibre extérieur) ne paraissent pas impossibles à atteindre. Les résultats connus donneraient plutôt l'impression que la Corée fera mieux que prévu.

(1) Cf. notamment l'*Économie mondiale 1980-1990 : la fracture*, chapitre VII. Édition Economica 1984.

(2) Cf. notamment « Japon : transformations industrielles », chapitre IV dans *Économie prospective internationale*, n° 15, La Documentation française.

(3) Cette innovation montre à quel point l'expérience coréenne a pu être mal comprise, dans le sens où de nombreux économistes assimilaient cette économie à celle de Hongkong ou de Singapour, c'est-à-dire à des zones franches.

(4) Cette réforme permettrait peut-être aussi de réduire le nombre de scandales financiers qui agitent périodiquement le pays : il existe en effet un marché semi-clandestin, appelé *black market*, où les taux d'intérêt sont ceux du marché. Ainsi, les sociétés qui obtiennent des crédits à faible taux d'intérêt sur le marché officiel peuvent-elles réinvestir à taux élevés sur le *black market*.

Du dialogue avec le Nord à la démocratisation

(Suite de la page 11.)

Pour la poursuite de négociations délicates, sur une toile de fond de tension militaire, la prudence s'impose sans doute, mais le Sud ne manque pas d'atouts.

Reste l'économie, dont les performances constituent, sur grande partie, les fondements des succès politiques et diplomatiques du régime. Depuis vingt ans, elle a accumulé les succès, à quelques revers près. Très concentrée, fondée initialement sur les capacités d'une main-d'œuvre dure à la tâche et sur le développement d'industries légères tournées vers l'exportation, étoffée depuis par l'industrie lourde et l'électronique, elle a permis à une nation de 40 millions d'habitants sans ressources naturelles de devenir un « modèle » pour les pays en voie de développement.

Ce modèle n'apparaît pas aujourd'hui menacé : le plan quinquennal qui doit s'achever en 1986 prévoit une croissance moyenne supérieure à 7 %. Après la construction navale et l'acier, la Corée du Sud continue à monter avec de grandes ambitions aux créneaux de produits qui font la fortune du Japon : automobile, semi-conducteurs, électronique grand public. Tout cela impressionne. D'année en année, à Séoul et dans les campagnes, le niveau de vie progresse. On parle de la Corée du Sud comme d'un « nouveau Japon ».

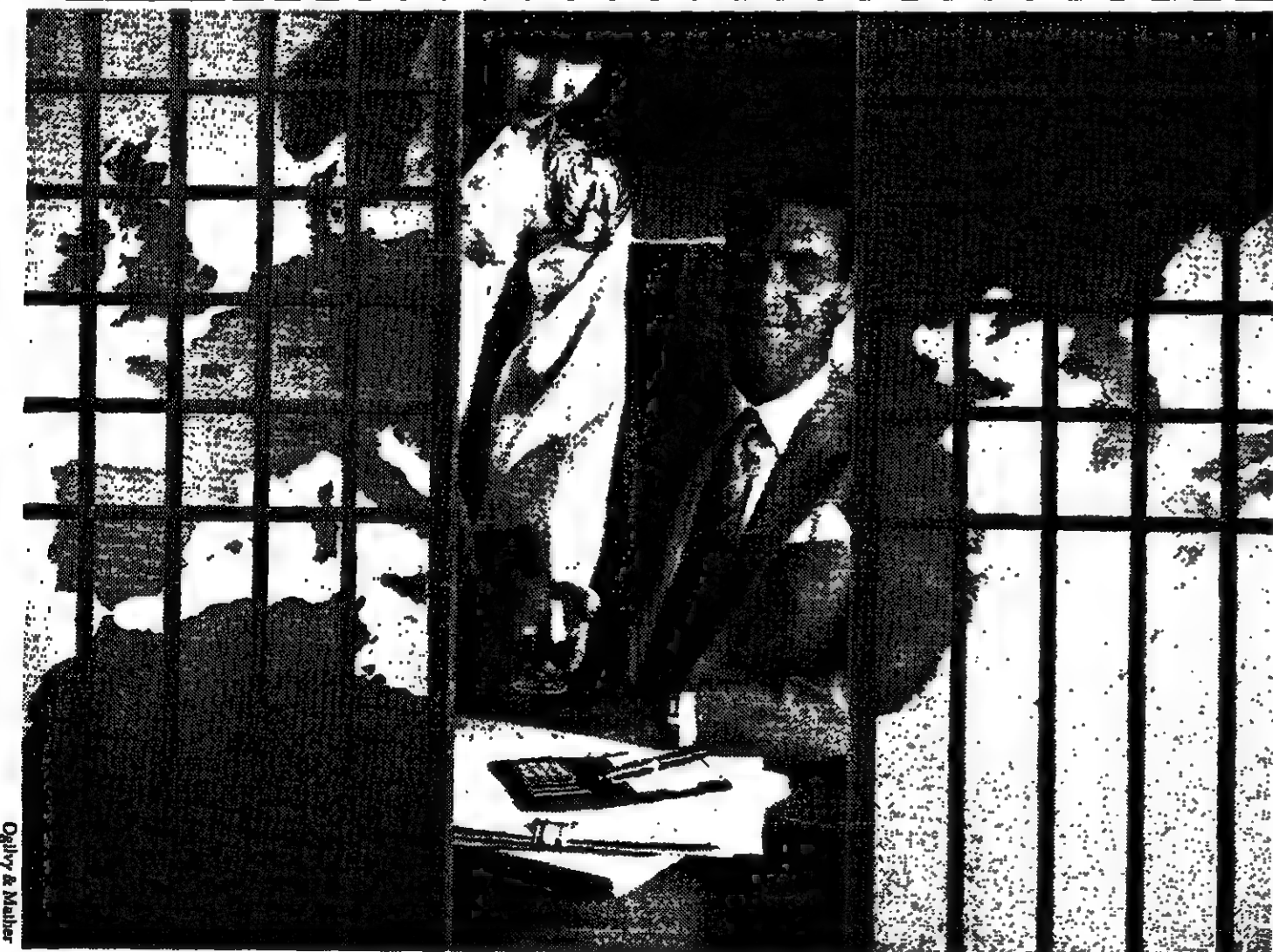
Cependant, des déséquilibres économiques, financiers et sociaux plus ou moins prononcés, parfois même structurels, ne laissent pas de préoccuper par leur persistance. Par choix politique, par volonté de réussir à toute allure et à tout prix, par la facilité du crédit et par l'imitation un peu sommaire de certains éléments du « modèle japonais », on a finalement créé en deux décennies une structure industrielle et commerciale dont le dynamisme n'a d'égal que la concentration et le

coût. D'abord la quasi-totalité de l'économie est aux mains d'une cinquantaine de grands trusts (les *chaebol*). Situation malsaine : le gouvernement, après avoir favorisé l'essor de ces monopoles, s'efforce aujourd'hui, mais sans grand succès, de réduire leur domination. Ensuite, la facture du développement se chiffre à ce jour par une dette extérieure de 42 milliards de dollars, la quatrième du monde par son importance. Certes, comme on dit, la Corée du Sud « peut payer » et son potentiel reste considérable, mais le boulet est lourd.

Un problème de la concentration trop forte s'ajoute celui de la structure financière trop faible d'une grande partie des entreprises sud-coréennes. Celui aussi d'une dépendance souvent jugée excessive (comme dans le cas de Taiwan) à l'égard du marché américain. Enfin, malgré une notable élévation du niveau de vie et le développement des classes moyennes, le succès et la compétitivité restent fondés sur des horaires longs, des conditions de travail pénibles, un contrôle gouvernemental strict des syndicats. Les bénéfices sociaux, la protection et les retraites sont faibles, voire inexistantes. Une statistique récente montrait qu'une majorité des ouvriers du textile touchaient 100 000 wons par mois, soit environ 1 000 francs. Même à Séoul, c'est bien peu.

Il y a dans tout cela, comme dans les domaines politique et diplomatique, de sérieux sujets de préoccupation qui font contrepoint aux succès. La situation a beau, dans l'ensemble, ne pas être mauvaise, le régime devra faire preuve à la fois de fermeté et d'esprit d'ouverture pour contrôler l'évolution des processus dans lesquels il se trouve engagé et éviter les dérapages.

R.-P. PARINGAUX.



Vol direct pour Séoul. Au départ de Paris, Zurich, Francfort en classe Prestige, située à l'avant du Boeing 747, là où se trouve d'habitude la 1^{re} classe, sur la plupart des compagnies aériennes.

Vous voyagez avec au plus 23 passagers. Il n'y a que 24 sièges en classe Prestige. De chaque côté de l'allée centrale, des fauteuils en cuir larges et moelleux s'espacent deux par deux.

Votre fauteuil s'incline à 38° : devant, vous disposez d'1,04 m pour étendre vos jambes et de chaque côté, l'espace encore, pour vous étirer sans gêner votre voisin.

Votre tranquillité est préservée, vous pouvez lire, écrire, penser, vous laisser bercer par la musique, regarder le film qui vous est proposé, ou dormir paisiblement.

PRESTIGE. LA CLASSE AFFAIRES KOREAN AIR. UN SERVICE ATTENTIF ET DISCRET.

Les hôtesse de la classe Prestige sont attentives à vos moindres désirs et vous servent avec délicatesse des repas et des boissons de Prestige.

Enfin, vous n'êtes pas confiné dans votre fauteuil, vous pouvez faire quelques pas pour vous détendre... jusqu'au bar réservé à la classe Prestige.

Au départ, priorité d'enregistrement des 1^{ères} Classes, avec une franchise allant jusqu'à 30 kg de bagages ; à l'arrivée, délivrance prioritaire des bagages.

KOREAN AIR

Réervations : Paris 261.51.74

PÉRIODE DÉCENNIALE

La

Une telle politique d'ouverture implique aussi un certain retrait de l'État dans l'orientation du pays (voir page 13 l'article de M. Judd). Il semble que la réforme du système financier doive jouer un rôle décisif. Jusqu'à présent, le système bancaire était complètement contrôlé par l'État, qui possédait ainsi un pouvoir d'orientation par les crédits à l'industrie tout à fait considérable. Les faibles taux d'intérêt consentis (4) profitaient principalement aux autres grands groupes coréens (les dix premiers groupes mobilisaient 50 % du crédit). L'ouverture du pays, qui doit permettre d'accéder aux technologies de pointe et le niveau de développement atteint par la Corée du Sud impliquant sans nul doute qu'une place beaucoup plus grande soit faite aux mécanismes du marché. C'est aussi une leçon de la crise de 1979 qui est ainsi tirée.

L'ensemble de ces considérations permettent de penser que les objectifs révisés du V^e plan, remis à jour en 1983, pour la période 1983-1986 (5,7 % de croissance, moins de 4 % d'inflation, une réduction du chômage et l'équilibre extérieur) ne paraissent pas impossibles à atteindre. Les résultats connus donneraient plutôt l'impression que la Corée fera mieux que prévu.

(1) Cf. notamment l'*Économie mondiale 1980-1990 : la fracture*, chapitre VII. Édition Economica 1984.

(2) Cf. notamment « Japon : transformations industrielles », chapitre IV dans *Économie prospective internationale*, n° 15, La Documentation française.

(3) Cette innovation montre à quel point l'expérience coréenne a pu être mal comprise, dans le sens où de nombreux économistes assimilaient cette économie à celle de Hongkong ou de Singapour, c'est-à-dire à des zones franches.

(4) Cette réforme permettrait peut-être aussi de réduire le nombre de scandales financiers qui agitent périodiquement le pays : il existe en effet un marché semi-clandestin, appelé *black market*, où les taux d'intérêt sont ceux du marché. Ainsi, les sociétés qui obtiennent des crédits à faible taux d'intérêt sur le marché officiel peuvent-elles réinvestir à taux élevés sur le *black market*.

Les constatés

Un problème de la concentration trop forte s'ajoute celui de la structure financière trop faible d'une grande partie des entreprises sud-coréennes. Celui aussi d'une dépendance souvent jugée excessive (comme dans le cas de Taiwan) à l'égard du marché américain. Enfin, malgré une notable élévation du niveau de vie et le développement des classes moyennes, le succès et la compétitivité restent fondés sur des horaires longs, des conditions de travail pénibles, un contrôle gouvernemental strict des syndicats. Les bénéfices sociaux, la protection et les retraites sont faibles, voire inexistantes. Une statistique récente montrait qu'une majorité des ouvriers du textile touchaient 100 000 wons par mois, soit environ 1 000 francs. Même à Séoul, c'est bien peu.

Il y a dans tout cela, comme dans les domaines politique et diplomatique, de sérieux sujets de préoccupation qui font contrepoint aux succès. La situation a beau, dans l'ensemble, ne pas être mauvaise, le régime devra faire preuve à la fois de fermeté et d'esprit d'ouverture pour contrôler l'évolution des processus dans lesquels il se trouve engagé et éviter les dérapages.

Il y a dans tout cela, comme dans les domaines politique et diplomatique, de sérieux sujets de préoccupation qui font contrepoint aux succès. La situation a beau, dans l'ensemble, ne pas être mauvaise, le régime devra faire preuve à la fois de fermeté et d'esprit d'ouverture pour contrôler l'évolution des processus dans lesquels il se trouve engagé et éviter les dérapages.

السنة الأولى

صكرا من المرحوم

CORÉE DU SUD

UNE PÉRIODE DÉCISIVE

... LE MONDE - Samedi 22 décembre 1984 - Page 13

crise

La libéralisation à l'ordre du jour

L'économie coréenne vient d'opérer en quatre ans un redressement spectaculaire. Après deux décennies de croissance accélérée, un brutal renversement de tendance était intervenu en 1979. L'assassinat de président Park, une mauvaise récolte de riz, la surchauffe de l'économie et la baisse de la productivité avaient amplifié, de l'intérieur, les effets du second choc pétrolier. En 1980, pour la première fois

depuis la fin de la guerre de Corée, le taux de croissance du PNB devenait négatif (- 6 %), le déficit de la balance des paiements se creusait (- 5 milliards de dollars), tandis que le taux annuel d'inflation bondissait jusqu'à 30 %. Le modèle coréen donnait l'impression d'avoir épuisé ses effets.

Dès 1981, pourtant, une remontée s'amorçait puis s'affirmait. En 1983, le taux de croissance du

PNB atteignait 8 % (plus de 9 % au cours du 1^{er} semestre 1984) ; le déficit courant de la balance des paiements était divisé par trois, par rapport à 1980 et le taux annuel d'inflation ramené à moins de 3 %.

L'économie coréenne, qui a réussi à absorber les chocs internes et externes, se lance aujourd'hui dans des entreprises d'avenir : qu'il s'agisse de la construction d'une nouvelle unité sidérurgique à

Kwang Yang Bay, ou de l'entrée de plusieurs groupes industriels dans des productions relevant de la technologie avancée : électronique ou génie génétique... Au cours de ces années de crise, l'économie coréenne a fait la preuve de sa flexibilité et de sa capacité d'adaptation en jouant à la fois sur l'exportation, mais également sur l'élargissement de son propre marché.

C'EST la demande intérieure qui a entraîné la croissance en 1983 ainsi qu'au début de 1984 : demande de biens durables (automobiles, électronique grand public...), de biens intermédiaires (ciment, produits sidérurgiques) et de biens non durables (textiles, produits agro-alimentaires). En 1974-1975, l'économie coréenne s'était ajustée au premier choc pétrolier par un endettement extérieur massif. En 1979-1983, l'ajustement de l'économie coréenne aux chocs internes et externes relève de procédures plus complexes, intéressant simultanément le taux de change, le volume de la masse monétaire, les restructurations industrielles, conditions du crédit, l'ouverture aux importations, les technologies et les investissements étrangers.

L'ajustement en cours s'inscrit dans une entreprise plus globale de libéralisation, mise en œuvre par les conseillers économiques dont s'est entouré le président Chun. Le premier d'entre eux, le conseiller Kim Jai-ik, a été tué en octobre 1983 en même temps que seize autres hauts personnages de l'Etat dans l'attentat de Rangoun. MM. Sakong Il, qui le remplace à la présidence, Kim Kihwan, secrétaire général du conseil de politique économique internationale, Shin Byong Hun, ministre de la planification économique, ainsi que d'autres, sont les représentants d'une nouvelle génération d'économistes, formés aux États-Unis, pour lesquels la libéralisation de l'économie est la condition de l'entrée à part entière de la Corée dans l'échange international et dans le concert des nations industrialisées.

Trois constats

La campagne de libéralisation ne procède pas d'une croyance dogmatique ; mais elle s'organise sur la base de trois grands constats.

• En vingt ans de croissance rapide, l'économie coréenne a pris de nouvelles dimensions ; elle a gagné en complexité. Sa conduite a cessé, de ce fait, de relever d'interventions brèves ou de normes trop simples. Le temps est venu de rétablir un meilleur équilibre entre grands groupes et petites et moyennes entreprises et d'orienter l'Etat vers des interventions plus subtiles d'incitation et de promotion. Libéraliser veut dire : rendre (ou donner) aux mécanismes du marché la place centrale qui leur revient.

• La vague de protectionnisme qui envahit le monde contraindrait l'économie coréenne à améliorer sa compétitivité sur les marchés internationaux. Prendre des mesures restrictives constituerait, dans ce contexte, la plus mauvaise des politiques interdisant entre autres de revendiquer la réciprocité. Le développement des échanges permettra au contraire à la Corée de survivre et de prospérer, car l'augmentation du niveau de vie de chaque Coréen dépend de la part du marché mondial que le pays, qui se sait vulnérable, saura conquérir. La libéralisation, en ouvrant l'économie à la concurrence étrangère, est la seule voie pour relever le défi de l'efficacité économique dans l'ajustement permanent.

• L'optimisme du quatrième plan (1977-1981) n'a pas empêché la crise de 1979-1980. Il s'avère que les planificateurs ne sont plus en mesure de « désigner les gagnants ». Leur rôle se limite à donner des indications sur des secteurs plus prometteurs que d'autres. Il est préférable, dans la plupart des cas, de renoncer aux objectifs quantifiés. Par contre, la planification doit se préoccuper de réforme des structures et des institutions, de remise en ordre de la structure des prix, de lutte contre l'inflation, d'aménagement d'un accès au crédit égal pour tous les partenaires, de solutions aux problèmes fonciers et aux questions posées par l'éducation, etc. La libéralisation ouvre la voie à une planification moderne jalonnant le terrain pour la construction de nouveaux avantages comparatifs (1).

Le processus de libéralisation est en cours. M. Kim Kihwan a

fait récemment le point des résultats déjà acquis (2). Le pourcentage de produits libérés (soumis aux seuls tarifs douaniers) a été porté de 67 % en 1979 à près de 85 % en juillet 1984, tandis que les tarifs douaniers eux-mêmes ont été homogénéisés et abaissés.

Un processus en cours

Le gouvernement coréen a mis fin aux taux d'intérêt préférentiels accordés aux exportations dites stratégiques, afin d'apaiser craintes et irritations des partenaires commerciaux.

La loi du 1^{er} juillet 1984 a ouvert de nouvelles activités aux investissements étrangers : l'approbation est devenue automatique dans le cas de projets d'une valeur inférieure à 1 million de dollars et impliquant une participation étrangère au capital de moins de

50 %. A partir du 1^{er} juillet 1984, l'approbation automatique des contrats de technologie est aussi devenue la règle quasi générale.

Les banques commerciales ont été complètement dénationalisées en même temps que la gamme des opérations ouvertes aux banques étrangères était élargie. De plus, à partir de 1985, les investisseurs étrangers qui le souhaitent auront la faculté d'accéder indirectement au marché des valeurs coréennes cotées en Bourse, par l'intermédiaire d'un Fonds coréen (Korean Fund) en cours de constitution. Enfin, les autorités coréennes annoncent que des mesures de libéralisation toucheraient ultérieurement les secteurs les plus sensibles, tels que celui des

par PIERRE JUDET (*)

produits agricoles et celui des services.

Telles sont les grandes lignes d'une réforme libérale dont les responsables eux-mêmes reconnaissent les difficultés de mise en œuvre. Les conseillers et ministres « libéraux » ont à surmonter des résistances multiples provenant à la fois des milieux militaires, des agriculteurs et des commerçants... appuyés par une partie de la bureaucratie et certains ministères.

De 1982 à 1984, ces oppositions ont réussi à retarder la création du Fonds coréen d'investissements aussi bien qu'à élargir la liste des activités fermées à l'in-

(*) Professeur associé à l'université des sciences sociales de Grenoble.

vestissement étranger. Le groupe Hyundai a mené une lutte de cinq années, entre 1979 et 1984, pour retarder la proposition au public d'une partie du capital de sa filiale la plus dynamique, après avoir tenté, en vain, de sous-traiter à cette opération, les départements les plus rentables de cette société (3).

On ne peut négliger l'importance ni l'efficacité de ces résistances.

On ne saurait pour autant sous-estimer la réalité d'une volonté politique affirmée qui se propose de faire franchir à la Corée - le seul qui la sépare des nations industrielles avancées (4) -.

Les libéraux, qui mettent en œuvre la réforme, savent que le seul à franchir n'est pas seulement de nature économique, car « une économie de marché » c'est

un des conseils du président qui le reconnaît - ne peut fonctionner, en l'absence de démocratisation de la vie politique (5). A l'approche des élections à l'Assemblée nationale et au moment où l'opposant Kim Dae Jung manifeste son intention de revenir au pays, la libéralisation, économique mais aussi politique, devient un des grands sujets à l'ordre du jour de la vie coréenne.

(1) Ces informations sont contenues dans les interviews de MM. Kim Jai-ik (en juillet 1983), Sakong et Kim Ki Hwan.

(2) Cf. déclaration devant l'Assemblée de l'IECOK - 16 juillet 1984 - Cf. EPB - Economic Bulletin - juillet 1984.

(3) Hyundai Engineering Corporation. Cf. Far Eastern Economic Review du 25 octobre 1984.

(4) Cf. Financial Times, supplément sur la Corée de juillet 1984.

(5) Idem.



QUAND UNE SOCIÉTÉ APPELLE DAEWOO ELLE A 70 000 RAISONS DE LE FAIRE

C'est le dynamisme et le dynamisme de nos employés qui ont permis à Daewoo de réaliser un volume de ventes consolidées de 4 milliards de dollars pour la seule année 1983.

Les sociétés respectent le talent et la créativité qui soutiennent notre compétence dans d'innombrables domaines. Du commerce à la finance, de l'électronique au bâtiment, des télécommunications aux machines lourdes, de la construction automobile à la construction navale, Daewoo est devenue l'une des multinationales les plus importantes et les plus diversifiées du monde.

Quel que soit votre projet, quelle que soit votre entreprise, lorsque vous cherchez de bons associés, cherchez d'abord des gens qui ont fait leurs preuves.

Vous en trouverez 70 000 chez Daewoo.

DAEWOO

DEPUIS TOUJOURS DES PARTENAIRES DE QUALITÉ

Daewoo France S.A.R.L.
23 Rue Linois
75015 Paris France
TEL.: 575.15.30-577.97.13
TLX.: 250837 Daewoo F.

Le Monde

culture

MUSIQUE

LA TOURNÉE AFRICAINE DE JACQUES HIGELIN

Le joueur de mots et les griots

Jacques Higelin vient d'achever un périple de deux semaines en Afrique de l'Ouest, premier dialogue musical auprès des musiciens noirs traditionnels et modernes, connus et inconnus du Zaïre, du Cameroun, du Bénin, de Côte d'Ivoire et du Sénégal, premier choc des musiques et des ritmes, des idées et des sensibilités. Grand magicien des mots, il a brusquement plongé dans des musiques qui servent de signes de reconnaissance, dans des chansons qui sont comme autant de fragments de vie.

Il y a longtemps que le chanteur est amoureux, par la blues et le jazz, des voix noires. Mais, en Afrique, il a entendu une musique plus intimement liée à la population, des sons et des mots imprégnés par des gens qui vivent vraiment ensemble, qui sont très soudés.

Au Zaïre, première étape de la tournée africaine au cours de laquelle il a donné une dizaine de concerts, Higelin a été intrigué. Comme une personne qui frappe à une porte et, quand celle-ci s'ouvre, il ne demande pas plus, il ne veut pas déranger. Il est simplement comme un étranger qui est là et que l'on juge sur ses actes, sur ce qu'il dit, ce qu'il fait. Mais il a vu très vite que le joueur de mots français et les griots africains pouvaient s'unir, qu'il n'y avait pas de barrière entre nomades de la musique, entre chroniqueurs des petites choses de la vie. On pouvait inventer ensemble au rythme de l'imagination.

Cela s'est d'abord fait au cours des concerts, quand dans le cœur d'une chanson comme *Tête en l'air* ou *Chien Tigré*, Higelin part caracolait à la rencontre des Amis, s'en va dans la salle dialoguer avec le spectateur, chanter avec lui. Le Zaïrois, le Béninois ou le Sénégalais s'est pris spontanément au jeu, a permis l'échange tant souhaité.

Cela a eu lieu ensuite lors de rencontres comme celle des Amis noirs, c'est-à-dire les élèves d'une école primaire d'un ghetto d'Abidjan. Là, dans le cœur nue et pauvre, Higelin posé son piano, a commencé à jouer les premières notes de *Nes-*

cimo, et les enfants, comme les adolescents, sont entrés dans la musique et l'histoire, et pendant une heure ils ont formé avec Higelin une seule voix.

Avec les musiciens de chaque pays visités, les dialogues se sont poursuivis sur la scène, à la fin des concerts, dans des séries de « beautés » éblouissantes. Ainsi par exemple en Côte d'Ivoire avec Mory Kanté, Guinée d'origine et héritier d'une longue tradition de griots, c'est-à-dire de musiciens, de conteurs et de chanteurs, il a gentiment et sagement communiqué bien l'histoire du pays et celle des familles. A l'âge de sept ans, Mory Kanté a appris à jouer du balafon, le vibraphone africain. Plus tard, il a utilisé la corne, une harpe à vingt et une cordes, et beaucoup d'autres instruments comme le violon, la flûte et les percussions. Comme nombre d'Africains, Mory Kanté moderne, enrichit la tradition, s'efforce d'établir un pont avec l'Occident. Depuis cinq ans, Kanté, qui a aujourd'hui trente-quatre ans, travaille avec une formation moderne (deux trompettes, un saxophone, deux percussions, un clavier, une guitare, une basse). Il a enregistré un album à Los Angeles pour Motown Records et un autre à Paris pour Sacodis. Quand Higelin l'a rencontré, Mory Kanté venait d'accomplir un de ses devoirs de griot : demander l'autorisation à son père, également griot, de partir en Europe pour quelques mois. Le voici au New-Morning, à Paris, les 21, 22 et 23 décembre.

A Dakar, juste avant le dernier concert de la tournée, Jacques Higelin a fait la connaissance d'un autre griot, sénégalais et grande vedette dans son pays : Youssou Ndiour, dont la formation (composée également de cuivres, de claviers et de guitares) développe singulièrement le rôle des percussions (quatre) et possède des danseurs d'une agilité étonnante. Aussi, en rejoignant Jacques Higelin à la fin de son spectacle au Stadium de Dakar, Youssou Ndiour et sa formation ont offert une gerbe musicale abondante au Français.

CLAUDE FLEUTER.

D'ADRIANO BANCHIERI A CLAUDE PREY

Embarquement pour Venise sur la Péniche-Opéra

Dans le paysage beau et mélancolique du canal Saint-Martin, en face du 188, quai de Jemmapes, un embarque jusqu'au 20 janvier pour un délicieux voyage à Venise. Rien de plus naturel, n'est-ce pas, avec la Péniche-Opéra ; et la première heure nous offre même une promenade en gondole jusqu'à Padoue, grâce à un moine-compositeur, Adriano Banchieri, qui, en 1623 (d'autres disent en 1605), écrivit vingt madrigaux à cinq voix « plaisants ou graves » intitulés *Barca di Venetia per Padova*. C'est le chant du cygne des « madrigals dramatiques », dont le chef-d'œuvre reste l'*Amfiparnasso* (1594) d'Orazio Vecchi, que Banchieri admirait passionnément. Ce genre vigoureux allait être pourtant submergé par le succès de l'opéra (né en 1600 avec l'*Euridyce* de Peri) et surtout par la nouvelle écriture du chant monodique accompagné.

Ces madrigaux, destinés à être chantés entre amis ou dans une noble assemblée, s'élevaient sans doute pas mis en scène à l'époque, mais c'était de vraies comédies, racontant une histoire avec des personnages caractéristiques empruntés à la commedia dell'arte. Et les chanteurs de la Péniche-Opéra réalisent un tour de force en jouant avec une fougue acrobatique, se lançant d'un bout à l'autre du bateau sur une minuscule passerelle entourée d'eau, tout en discutant avec une exactitude et un ensemble parfaits, même quand ils sont loin les uns des autres, des polyphonies aussi complexes.

Ce spectacle plein d'entrain, réalisé par Mireille Laroche avec une ingéniosité compositrice, est un kaléidoscope d'images familières et poétiques : la crèche aux poissons, les appels des gondoliers, les masques grotesques du carnaval qui crachent et s'échappent, les belles dames

coquettes, les jadis, habillés comme des Turcs, qui chantent en hébreu (comme chez Vecchi), la courtoisie accompagnée par des imitations vocales de sérénades mondolines, tout cela retrouve, avec la musique de Banchieri si subtile et pimpante, un inimitable caractère vénitien.

Mais il y a aussi des moments d'une grande poésie, lorsque, par exemple les chanteurs, étendus sur une file étroite au milieu de la lagune et démasqués, exécutent un admirable madrigal inslanolique, ou bien cette autre page représentée par un bouleversant dialogue entre deux marionnettes à la longue tige principale animée chacune par un seul bras. Un prodigieux travail d'acteurs, avant le trébuchet d'Orphée par les cinq interprètes affublés de coiffures musicales, trompettes, cor, vielle, lyre, manuscrits aux énormes notes, à la manière des hommes-orchestre. Les applaudissements crépitent, stoppés par un pauvre soldat qui vient faire la queue, est étonné raide mort le temps d'un dernier madrigal, et s'enfuit en riant sous cape.

« O comme soi »

Ces acteurs-chanteurs hors ligne, très familiers avec le style de cette musique puisqu'il s'agit de Béatrice Cramois, Sophie Boulon, Dominique Vise, Jan Honeyman et Bernard Delétré, sont accompagnés de manière ravissante par Olivier Baumont au clavier et Jonathan Cable à la viole de gambe.

Le dix-septième, nous sautons à l'an 3000 avec l'œuvre de Claude Prey, écrite spécialement pour ce spectacle et cette formation : *O comme soi*, fantasme sur Venise englobant au fond de la mer. En

vérité, la Sérénissime, malgré tarentelle et chants de gondoliers, n'est qu'un prétexte à ces grandes dérivées de l'imagination et du langage qu'affectionne ce compositeur surdoué. On a peine à suivre les aventures qu'il débauche soigneusement dans le programme, cette histoire de survivants du naufrage de la ville, dans des scaphandres et des costumes défilants (mais superbes) de Marc Boisseau, qui font l'éducation du futur doge en n'utilisant que la seule lettre O et les mots qui la contiennent.

Ce qui donne lieu à des charivaris de vocalises, de mots sans suite ou de phrases dédoublées du genre : « Stop - clache - dong - dong - dok - tor » ou bien : « Ordure O doge aux hordes autochtones... », et à de multiples facettes que les instruments s'appliquent consciencieusement à imiter.

Parfois, un vrai madrigal s'échappe, aux lignes très disjointes et individualisées, qui, miraculeusement forment un ensemble ; et la chanson de prostituée, chantée de manière impayable, à la façon de Darius, par Béatrice Cramois, est un mot savoureux. Pourtant, faute sans doute de saisir toutes les intentions de ce compositeur-protégé, on reste un peu insatisfait, surtout musicalement, après le festin que nous a proposé Banchieri. Mais ne manquez pas ce voyage de Venise à Padoue et même au fond des mers.

JACQUES LONCHAMPT.

★ 188, quai de Jemmapes, 75010 Paris, à 21 heures : les 21 et 22 décembre ; du 26 au 31 décembre (nuit musicale pour le dernier jour de l'année) : les 2, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 18, 19 et 20 janvier. (La Péniche-Opéra ne compte que cent vingt places, il est prudent de réserver par téléphone : 245-18-20). Ce spectacle sera présenté en mai sur les canaux entre Paris et Berlin, pour l'Année européenne de la musique.

La chanson du tourlourou

On part pour la guerre le fleur au fusil. Les allégories s'en donnent à cœur joie. On est dans le bleu. Le blanc, c'est l'arrivée au front. Attente mêlée d'angoisse. Le rouge enfin, c'est la guerre dans toute son horreur. Bleu, blanc, rouge, les couleurs du drapeau national, les couleurs de la vie du soldat.

Jean-Marie Sénia, le metteur en scène des *Tourlourous*, a choisi parmi des auteurs comme Drieu ou Polin trente chansons qui racontent la destinée du héros, du pioupiau - du tourlourou, - chair à canon, chair à pâté qui finira dans le fond d'une tranchée. Refrains rétro, mélodies mélancoliques et roses racontent Zizi au zoo. Des petits gars sans le sou et de grandes rouquines formant une grande et savoureuse leçon de leur pays. Il y a aussi des infirmières au grand cœur et des mères qui attendent et pleurent. Elles font du café chaud et tendent les bras quand leurs fils ont la chance de revenir du combat.

Jean-Marie Proulx et Gérard Viala, affublés de casques, de képis, de casquettes, vêtus d'uniformes épiqués ou non, de mèches, sont à eux deux tous les Français. Le premier joue sur les routeurs de sa silhouette et chante des rimes pleines de jeunesse. Le second, plus pathétique, fait saigner dans les chambrées. Ce spectacle n'est pas un tour de chant, c'est du théâtre. Avec des décors qui ressemblent à des images d'Épinal - champs de neige et champs de blé piqué de coquelicots. Il y a même un cigogne qui traverse le ciel alacien, emportant dans son bec un nouveau-né.

CAROLINE DE BARONCELLI.
★ Théâtre de Paris Saint-Jean, à Dijon, 20 h 30. Jusqu'au 1^{er} janvier 1985.

La gestuelle de Julie West

Julie West est canadienne, originaire d'Ottawa. On la découvre verte comme partenaire d'un géant noir américain, Bill T. Jones, dans des danses acrobatiques et cocasses. Devant indépendante, elle revient présenter ses propres chorégraphies.

A.B.C., création, est un solo, des improvisations sur le symbolisme de mots se référant au mouvement. Julie West y entremêle par phrases courtes une exploration de l'espace, tous en ondes des épaules et des bras, en étonnantes de pieds, extensions du corps, ponctués avec humour de poses sophistiquées. On apprécie sa souplesse, sa concentration, sa maîtrise musculaire, mais, peu à peu, on est gêné par la disparité de sa gestuelle, une manière de passer d'un exercice à l'autre sans logique interne.

Pet-pourri commencent en fin de soirée, avec des figures répétées en contrepoint par la danseuse et son partenaire Jean-Marc Colet. Les pages répondent bien aux onomatopées de la musique d'Helen Thorington. La dernière on reste au niveau de l'exercice, à l'accumulation d'un matériau intéressant et disparate inspiré du sport. La chorégraphie reste à faire.

Le film-video projeté avec musique sur scène met mieux en valeur le dynamisme de Julie West et une énergie qui rappelle Karole Arminge.

MARCELLE MICHEL.
★ Centre Georges-Pompidou, vendredi 21 décembre, 20 h 30, et samedi 22 à 18 h 30.

Changement de direction au Théâtre de Paris

Christian Le Guillochet, directeur du Lucernaire, va diriger également les deux salles du Théâtre de Paris (où sont présentés actuellement le spectacle de Zouk et *Letters Home*, avec Delphine et Coralie Seyrig) qui a dû déposer son bilan.

Catherine Salmon, qui fait partie de l'actuelle direction avec Gérard Schembri et Armand Ribaux, collabore avec Christian Le Guillochet et son administrateur, Philippe de Lauzanne.

Christian Le Guillochet est le fondateur du Lucernaire. Le petit théâtre, d'abord situé impasse d'Odessa, est devenu un complexe de salles, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, qui a reçu le titre de Centre national d'art et d'essai et est subventionné.

Le Lucernaire doit poursuivre ses activités, et le programme du Théâtre de Paris fixé pour la saison 1984-1985 doit être assuré, avec une aide du ministère de la culture. Christian Le Guillochet a signé un contrat de deux ans, renouvelable.

CINÉMA

«BAYAN KO», de Lino Brocka

Coup de feu aux Philippines

Interdit aux Philippines, son pays d'origine, *Bayan Ko* (*Mon pays*) garde, sept mois après le Festival de Cannes, les vertus didactiques et robotiques qui en faisaient déjà tout le prix. C'est un Léninisme (philosophie) brochant, si l'on veut, mais s'inscrivant dans une double tradition : hollywoodienne et nationale. Hollywoodienne, car le metteur en scène, dans un entretien cité dans le dossier de presse, se réfère spécifiquement à une tradition, celle de la Warner des années 30, rénaissant, derrière les conventions d'un genre, mélodrame ou thriller, à développer une critique de la société. Nationale, car il s'agit d'un pays, d'une culture et d'un moment d'histoire précis.

Au moment des grandes manifestations contre le président Marcos, un jeune ouvrier, Turing (Philippe Salvador), employé par un imprimeur, refuse de participer à la grève aux côtés de ses camarades de travail : sa femme attend un enfant, il doit économiser pour lui assurer les soins nécessaires. Aucun système d'assurance sociale n'existe. Le patron, compréhensif, lui explique qu'il a déjà épuisé en avances son salaire du mois. Luz, sa femme (Gina Alajar), a une hémorragie et accouche prématurément d'un bébé qui doit être mis en convalescence. La santé de l'enfant et de la mère s'améliore. Turing est prêt à le ramener à la maison.

Le drame se noue à cet instant précis, et le mélodrame concomitant. Le directeur de l'hôpital fait comprendre à Turing qu'il doit payer les soins reçus par les deux avant qu'ils puissent sortir. Turing

monte alors un coup avec des voleurs pour dévaliser son patron. L'affaire se corse, la police intervient. Le docteur Turing, qui refuse la violence - Lino Brocka a lu et relu la *Bonne Aïe de St-Jehan*, a s'en pas doutez, il l'on veut, mais s'inscrivant dans une double tradition : hollywoodienne et nationale. Hollywoodienne, car le metteur en scène, dans un entretien cité dans le dossier de presse, se réfère spécifiquement à une tradition, celle de la Warner des années 30, rénaissant, derrière les conventions d'un genre, mélodrame ou thriller, à développer une critique de la société. Nationale, car il s'agit d'un pays, d'une culture et d'un moment d'histoire précis.

Artisan plus qu'artiste, selon sa propre définition, Lino Brocka a voulu tourner jusqu'à cinq films par an, en quatre-vingt heures, le reste peut-être le dernier spécimen ou, mieux, l'ultime preuve que le métier nait d'une longue pratique et ne s'invente pas. Il faut voir *Bayan Ko* sans hésiter.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films suivants.

PETITES NOUVELLES

■ ROBERT MANUEL QUITTE LE CONSERVATOIRE. - Robert Manuel, secrétaire honoraire de la Comédie-Française, a demandé à faire valoir ses droits à la retraite comme professeur de formation individuelle au Conservatoire national supérieur d'art dramatique, à partir du 1^{er} janvier.

■ LES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ART DRAMATIQUE D'ARRAS. - Sous la direction de Thomas Goussier, une série de représentations de la *Comédie de Marivaux*, et autres « leçons », au Grand Hall, 46, rue Montorgueil, à Paris-2, du 21 décembre 1984 au 1^{er} janvier 1985, à 20 h 30, suivies à 17 heures, les 26, 27 et 28 décembre. Réservations : 274-14-67 ou 296-04-66.

■ PRÉCISION. - Contrairement à ce que nous avons indiqué (le Monde du 18 décembre), le responsable de l'exposition Gustav Mahler, qui sera présentée du 24 janvier au 31 mars au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, n'est pas M. Henry-Louis de la Grange (même s'il y a collaboré), mais M. Jean-Michel Nectoux, conservateur de la Bibliothèque nationale. L'exposition et les diverses manifestations (concerts, colloques, cours d'interprétation de Christa Ludwig) qui l'accompagneront sont le fruit d'une collaboration entre la Bibliothèque nationale, l'Association Gustav Mahler, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris et l'Institut autrichien.

CL. D.

PATRIMOINE

L'UNESCO appelle à la sauvegarde des cités de Sanaa et de Shibam

(Suite de la première page.)

« J'invite les musées, les galeries d'art, les académies et les bibliothèques, toutes les institutions intéressées par la préservation, le progrès et la diffusion de la culture, à organiser des expositions à Sanaa et à faire des dons pour sa sauvegarde et sa restauration », a notamment déclaré M. M'bow en présence des plus hauts responsables du pays et des ambassadeurs accrédités à Sanaa, notamment ceux d'Italie et de France, dont l'apport scientifique pour cette opération est important.

Le gouvernement yéménite a confié le plan de sauvegarde à un haut comité composé de personnes compétentes, comme le ministre de l'Éducation, le docteur Hussein El Amri, le cadé Ismail Al Akwa, président du département des antiquités et des bibliothèques et l'archéologue M. Youssouf Abdallah, archéologue. Mais, comme preuve de sa volonté de mener à bien l'opération malgré les difficultés d'ordre sociologique et financier, le premier ministre, M. Abdallah Abdelhamid, a été nommé à la présidence.

En effet, le plan d'action que l'UNESCO espère réaliser en cinq ans - ce qui semble bien optimiste - est estimé à quelque 300 millions de dollars. Il prévoit la préservation de la cité médiévale - mosquée, hammam, médinas (écoles, caravansérail, souks, mais aussi palais et simples maisons, toutes fort belles) - et sa réinsertion dans la vie économique et sociale contemporaine, au cours de la première année, si l'on restaure en priorité les dix monuments les plus menacés.

Ce vendredi 21 décembre, M. M'bow, accompagné de l'archéologue algérien Mounir Bouchouki, responsable de ces projets pour l'UNESCO, devait se rendre à Shibam au Sud-Yémen pour lancer un appel analogue. Cité vivante dont l'histoire remonte au troisième siècle, l'ancienne capitale du Hadramout offre aux historiens et aux urbanistes un des plus anciens et des plus parfaits exemples de plans

fondés sur le principe de construction en hauteur. Les maisons en terre de cinq ou six étages, aux fenêtres décorées de moucharabieh (bois ajouré) forment un ensemble impressionnant qui se dresse tel un phare au milieu de la plaine. La cité détruite par une crue dévastatrice et reconstruite au seizième siècle a été de nouveau dévastée par des inondations en 1976 et 1982. Le programme de restauration est estimé par l'UNESCO à quelque 100 millions de dollars.

M. M'bow a profité de la tenue de la quinzième conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique pour lancer ses deux appels. Il faut espérer que l'ISESCO (l'UNESCO islamique) et l'ALESCO (l'UNESCO de la Ligue arabe) mais aussi les riches émirats du Golfe, si indifférents habituellement aux problèmes culturels, participeront au sauvetage de ce patrimoine arabo-musulman, fleuron de la péninsule Arabique.

PAUL BALTA.

En VO : ÉLYSÉES LINCOLN - PARNASSIENS - CLUNY ÉCOLES CINÉ BEAUBOUX HALLES - UGC OPÉRA - BOITE A FILMS

SOPHIA LOREN
AIDA
RENATA TEBALDI
CLÉMENTINE HECASSI
TECHNICOLOR

ante



La tournée africaine de Jacques Higelin est un périple de deux semaines en Afrique de l'Ouest, premier dialogue musical auprès des musiciens noirs traditionnels et modernes, connus et inconnus du Zaïre, du Cameroun, du Bénin, de Côte d'Ivoire et du Sénégal, premier choc des musiques et des ritmes, des idées et des sensibilités. Grand magicien des mots, il a brusquement plongé dans des musiques qui servent de signes de reconnaissance, dans des chansons qui sont comme autant de fragments de vie.

des Jeux olympiques

Le plan de sauvegarde de la cité médiévale - mosquée, hammam, médinas (écoles, caravansérail, souks, mais aussi palais et simples maisons, toutes fort belles) - et sa réinsertion dans la vie économique et sociale contemporaine, au cours de la première année, si l'on restaure en priorité les dix monuments les plus menacés.

L'ASIE de A à Z

Ce vendredi 21 décembre, M. M'bow, accompagné de l'archéologue algérien Mounir Bouchouki, responsable de ces projets pour l'UNESCO, devait se rendre à Shibam au Sud-Yémen pour lancer un appel analogue. Cité vivante dont l'histoire remonte au troisième siècle, l'ancienne capitale du Hadramout offre aux historiens et aux urbanistes un des plus anciens et des plus parfaits exemples de plans

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

HABITS DU DEMANCHE : Quel de la gare (585-88-88), 20 h 30.
LE MALENTENDU : Théâtre 14 (545-49-77), 20 h 45.
EL PRIMER MAGISTRADO : Bastille (574-42-14), 21 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : La Tosca.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Rue de la folie Méroclaire.
CHATELAIN (727-81-15) : Théâtre Général, 20 h 30 : Une place d'amour.
ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h 30 : L'illusion.
PETIT ODÉON, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 18 h 30 : Adieu.
BEAUBOURG (277-12-33) : Dénouement : de 13 h à 19 h : Atelier de confection de jouets. - Clafout-Vieille : 12 à 22 h : nouveaux films BFI : 16 h : Encyclopédie audiovisuelle du cinéma : L. Feuillade, de G.-J. Philippe : 19 h : naissance de la nouvelle vague, de G.-J. Philippe : 17 h 30 et 20 h 30 : le cinéma classique - Dénouement : 18 h 30 et 20 h 30 : Julie Wast.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-43) : 20 h 30 : La Chèvre-Souris.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : le Chevalier à la rose : 18 h 30 : les Minutemen.
CARRÉ : SOLVIA-MONFORT (331-28-34) : solvies africaines-austriennes : 20 h 30 : Mam Dibaango (Cameroun).

Dernière le 29

TORIL

DE JACQUES GUIMET
MISE EN SCÈNE ALAIN CHAMBRON
DU 14 NOV. AU 20 DEC. A 21 h
AU THÉÂTRE ESSAÏON
118 RUE PIERRE-AU-LARD (4^e)
778.46.42

CANAL ST-MARTIN
188, quai de Jemmapes
Paris (10^e)
mètre Louis-Blanc
DU 18 DECEMBRE AU 1^{er} JANVIER
DEUX COMÉDIES
MADRIGALESQUES
« BARCA DI VENEZIA, PRADOVA »
d'Adriano Banchieri
« O COMME EAU »
de Claude Froy
Mises en scène : J. Lacroix
Réservations 245-19-20
Séat. 21 h, met. dim. 17 h.

DERNIÈRES PETIT MONTPARNAISE

MICHELLE BOUDET
la carte du tendre
"J'EN D'AMOUR ET DE LIÉTINAGE"
LE 25 MATINÉE SEULEMENT

jean-paul
farré
raconte
D'AZINCOURT
A
VERDUN
OU
LES AVATARS DE
LA BOUCHERIE
FRANÇAISE !!!
THEATRE DIVRY
DU 7 AU 27
DECEMBRE 1984
PRODUCTION
COMPAGNIE DES CLAVIERS

Les autres salles

AKRAKAS CENTER (258-97-62), 19 h 30 : Opus Anatomique.
ANTHONY-SIMONE BERNIAU (208-57-71), 20 h 30 : Le Sablier.
ARTS-HÉBERTOT (387-43-23), 18 h 30 : Une heure avec Marivani : 21 h : Donquixote.
ATELIER (606-49-34), 21 h : La Dame de mer.
ATHÉNÉE (742-67-27), salle L.-Jouvet, 20 h 30 : L'Onet, le vrai.
BASTILLE (357-42-14), 20 h et 23 h : l'île des morts. - IL 21 h : El Primer Magistrado.
BOUFFES PARISIENS (296-60-34), 21 h : J'ai deux mots à vous dire.
BOURVIL (373-47-84), 20 h : Elles nous payent d'amour.
BOUVARD & POTINIERE (261-44-66), 21 h : Théâtre de Bouvard.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revues d'actualité à l'Élysée.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-32), 20 h 30 : Retour de la villageoise.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (727-37-21), 20 h 45 : L'écadid.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 45 : Mémorial des ronds-de-cuir.
DÉCHANGERS (234-00-02), 19 h : Zaba : 21 h : Et si je me mets un peu de musique.
DOX HEURES (606-07-48), 20 h : le Quinisme : 21 h : Repas de famille.
L'ÉCUME (545-71-16), 20 h 30 : Huguio.
EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Déjà.
EPICURIE (272-23-41), 21 h : De Lauffer à Sazan.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Le Roi.
ESPACE GATTE (327-95-94), 20 h 30 : Méphisto.
ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : Misanthrope : 22 h 30 : Madras.
ESSAÏON (278-46-42), 1. 20 h 30 : Héroïsmes mon amour 83. IL 21 h : Toril.
FONTAINE (874-74-00), 20 h 15 : les Trois Femmes.
GATTE-MONTPARNAISE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Catatrice écarlate : 20 h 30 : la Légende.
21 h 30 : Orléans, le comte ?
LA BOUTÈRE (874-76-99), 20 h 30 : Orléans, le comte ?
LUCERNAIRE (544-57-34), 1. 18 h 30 : le Prophète : 20 h 15 : Ubu achabé : 22 h : Brève histoire d'un héros. - IL 18 h 30 : Biffi-Chios : 20 h 15 : Pour Thomas : 22 h 15 : Héroïsmes mon amour. Petite salle, 18 h 30 : Parous française, 21 h 30 : Je demande du bonheur : 21 h 30 : Cocktail Bloody M.
L'Y-MONTPARNAISE (327-85-61), 20 h : l'École des filles : 22 h 30 : Waiting for the Sun on the Nef des fous.
MADEIRAINE (265-07-09), 20 h 45 : Un acte difficile.
MANUFACTURE (722-09-58), 20 h 30 : les Nois d'été.
MARIE-SOUART (308-17-80), 20 h 30 : Savage Love.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Nappé : 21 h : Soixante-huit (225-30-74), 21 h : la Berce.
MATHURINS (265-00-00), - Petite salle, 21 h : L'ouï qui quel d'ouï.
MENAGERIE DE VERRE (338-33-44), 22 h 15 : L'ouï qui quel d'ouï.
MICHEL (265-33-02), 21 h 15 : On chassait au lit.
MICROPHORE (742-65-22), 20 h 30 : le Bluffeur.
MOGADOR (285-28-20), 20 h 30 : Cynisme de Berger.
MONTPARNAISE (320-49-00), Grande salle 21 h : Duo pour une soirée : Petite salle 21 h : la Carte du Tendre.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (331-11-99), 20 h 45 : l'île de Tulipante.
NOUVEAUTES (770-57-76), 20 h 30 : l'Extinction.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : la Chasse aux dragons.
PALAIS ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Dénouement.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Givron.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : l'Orphelin.
POTINIERE-MONTPARNAISE (548-92-77), 21 h : L'extinction.
PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.
RENAISSANCE (208-10-50), 21 h : Une clé pour deux.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Téléphone Méditerranée.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres fous.
TEMPLEIERS (278-91-15), 20 h 30 : la Vie d'artiste.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), IL 20 h 30 : Héroïsmes.
THÉÂTRE D'ÉDGAIR (322-11-02), 20 h 15 : les Balles-cœurs : 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 30 : Pièces détachées.
THÉÂTRE DU MUSÉE GREVIN (246-84-47), 20 h 30 : Il était trois fois.
THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : les Jongleurs.
THÉÂTRE 13 (589-16-30), 20 h 30 : l'Archipel Papon.
THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : le Malemtendu.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 20 h 30 : Dialogue d'été.
THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30), Petite salle 20 h 30 : Lettres Héroïsmes.
THÉÂTRE PARIS 12 (343-19-01), 21 h : les Misanthropes.
THÉÂTRE DE LA PLAINE (442-52-25), 20 h 30 : Chambres calmes, vue sur la mer.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : l'Ubu Roi.
THÉÂTRE DU BOND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Savamari : 21 h : Angèle, tyran de Padoue.
THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Lysistrata.
THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : les Voisins : 22 h 30 : Q.
THÉÂTRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la Lune qu'elle vient.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Calamity Jane.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
Ile 11 h 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 21 décembre

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les Temps difficiles.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Héroïsmes : 21 h 30 : Baby or not baby : 22 h 45 : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 1. 20 h 15 : Aroch : 21 h 30 : les Dénouements Loulou : 22 h 30 : les Sacré Moutons : IL 20 h 15 : Super Lascaris : 21 h 30 : Deux pour le prix d'un : 22 h 30 : L'écadid.
BOURVIL (373-47-84), 20 h : Elles nous payent d'amour, 21 h 15 : Y'en a marre, les vôtres.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.
CAFÉ D'ÉDGAIR (322-11-02), 20 h 15 : Times voilà deux bouillottes : 21 h 30 : Manganisme d'homme : 22 h 30 : Orléans de seigneur, IL 20 h 15 : Ça balance pas mal : 21 h 30 : le Chronomètre chatoillonne : 22 h 30 : Elles nous payent toutes.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'été à Orléans : 22 h 15 : Bonjour les acteurs.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je crève, mes parents meurent : 21 h 30 : Bonjour les clips.
PROLOGUE (575-33-15), 21 h 30 : Amis, amis au pays de Graciosa : 20 h : Pénitence pour l'homme solo.
SAN PIERU CORRU, 21 h 15 : Ch. Bruno.
SERVICES DES HALLES (273-37-27), 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent : 21 h 30 : Marshall nous voilà.
TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Philéas : 21 h 30 : Le cave habite au ruisseau-chambré.
VIEILLE GILDE (707-60-93), 20 h 30 : Shakespeare, l'espèce.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-94-97), 21 h : Chansons françaises.
DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.
Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
CINQ DIAMANTS (274-44-29), 21 h : Ph. Val.
FORUM DES HALLES (297-53-47), 21 h : L. Mavrel.
GYMNASIE (246-79-79), 21 h : Thierry Goldstein (542-78-41), 19 h : les Mills et une nuit.
NOUVEAUTES (770-57-76), 18 h 30 : G. Chelou.
OLYMPIA (742-35-49), 20 h 30 : Jatro.
PALAIS DES SPORTS (828-40-80), 20 h 30 : la Cirque de Moscou.
SPLENDID (208-21-93), 21 h : M. Boujard.
TH. DE PARIS (280-09-30), 21 h : Zane.
TH. DE LA PORTE DE GENTILLY (380-20-20), 21 h : B. Gay.
TROU NOIR (570-44-29), 21 h 30 : M. Monégot.
ZENITH (544-44-44), 20 h 30 : J. Hally-day.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : l'Amour.
Opéra
A DEJAZET (887-97-34), 21 h : la Téléphonie Méditerranée.
ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : Orphée aux enfers.
FENICÉ-OPÉRA (245-18-20), 21 h : Bercs di Venezia par Padoue.

Les films marginaux (*) sont interdits aux moins de 16 ans, (**) aux moins de 18 ans.

La Cinémathèque

CHATELAIN (784-24-24)
15 h : la Fée, de J. Natanson : 19 h : Soixante-dix ans d'Universal : le Bistrot du pêcheur, de B. Humbertson : 21 : Hommage à Clint Eastwood : l'Homme des hautes plaines.
BEAUBOURG (278-36-57)
15 h : Sarcot, le Tigre des sept mers, de S. Bergström : 17 h : Sur la rivière, de W. Lang : 19 h : Cinéma japonais-remonte : le Poussin-poussin, de H. Hingaki.
Les exclusivités

ALSIANO EL CONDOR (Nicaragua, v.a.), République-Cinéma, 11 (805-51-53).
AMADEUS (A. v.a.), Gammont-Hall, 1^{er} (297-49-70) : Vendôme, 2^e (742-97-52) : Saint-Germain-Hall, 3^e (613-43-20) : UGC Odéon, 4^e (225-10-30) : La Pagode, 5^e (705-12-15) : Gammont-Champs-Élysées, 6^e (329-04-67) : Ambassade, 7^e (359-19-08) : 14 Juillet-Bastille, 11^e (357-90-81) : Biarritz, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : Impérial, 3^e (742-72-52) : 14 Juillet-Bastille, 4^e (327-32-37) : Gammont-Sud, 5^e (327-84-50) : UGC Convention, 6^e (574-93-40) : Pathé Clichy, 18^e (522-60-11).
L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5^e (633-79-38) : UGC-Montpar, 6^e (561-94-85).
L'ANNÉE DES MEZURES (Fr.) : Galt-Boulevard, 2^e (233-67-06) : Marignan, 3^e (359-93-82) : Paramount Opéra, 4^e (742-56-11) : Paramount Montpar, 5^e (325-30-40).

SALLE GAVEAU (563-20-30), 20 h 30 : l'Adieu.

Opérettes

ELORADO (241-21-80), 20 h 30 : Houta Papa.
ÉLYSÉES-MONTMARTRE (252-25-15), 20 h 30 : les Mille et Une Nuits.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, Dir. R. Miti, chef de chœur : J. Jodanis, chœur de Sofia, chef de chœur : M. Vassiliou.
Théâtre de l'Épicurien, 19 h 30 : R. Lamy, J.-L. Poya, J. Frisch, J. Sachs (Montevideo, Soliste, Compère).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), 22 h 30 : Toot.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-03), 21 h 30 : M. Sany (Galt).
CHATELAIN (784-24-24), 21 h 30 : M. Sany (Galt).
CLOUTIER DES LOUBARDS (233-54-59), 21 h 30 : P. Urbain et sa Guirlande.
DÉCHANGERS (236-00-02), 22 h : M. Sany (Galt).
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Cl. Barthelemy.
ÉCUME (542-71-16), 22 h : P. Fradet, D. Thore, L. Moné.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 4 h : M. Sany (Galt).
MONTANA (548-03-08), 22 h : R. Lamy.
NEW MORNING (323-51-41), 21 h 30 : M. Kanta.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : M. Kanta.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : M. Kanta.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : M. Kanta.

Festival d'automne

Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philips (245-00-99), 20 h 30 : Alda.
Quinzaine des jeunes spectateurs
(268-96-16)
Assolvière, Théâtre de la Comédie, (566-16-16), 20 h 30 : Héroïsmes.
Ile, Théâtre des quatuors (277-47-43), 20 h 30 : l'Amour et la Vertu.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT, T.M. (606-60-44), 20 h 30 : My Fair Lady.
CHATELAIN (784-24-24), 21 h 30 : M. Sany (Galt).
LA SPÉRÈRE (806-77-96), 20 h 30 : Quel est le meilleur des quatuors (277-47-43).
SUNSET (261-46-60), 20 h 30 : Unch.
Festival d'automne
(296-12-37)
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philips (245-00-99), 20 h 30 : Alda.
Quinzaine des jeunes spectateurs
(268-96-16)
Assolvière, Théâtre de la Comédie, (566-16-16), 20 h 30 : Héroïsmes.
Ile, Théâtre des quatuors (277-47-43), 20 h 30 : l'Amour et la Vertu.

cinéma

L'ARBALETE (Fr.) : Arradon, 2^e (233-54-58) : George V, 3^e (562-41-46) : 14 Juillet-Bastille, 4^e (327-32-37) : Gammont-Sud, 5^e (327-84-50) : Pathé Clichy, 18^e (522-60-11).
ATTENTION LES DÉGATS (It. v.l.) : 2^e (274-43-50) : UGC Opéra, 3^e (10-30) : UGC Montpar, 4^e (574-94-94) : Émirage, 5^e (563-16-16) : UGC Boulevard, 6^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 7^e (336-23-44) : Montpar, 8^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 9^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 10^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 11^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 12^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 13^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 14^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 15^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 16^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 17^e (327-32-37) : M. Sany (Galt) : 18^e (327-32-37) : M. Sany (Galt).

L'ÉTAPPE DES HÉROS (A. v.a.)

Esprit Galt, 1^{er} (327-95-94).
FLEURS DE PAPIER (Indon. v.a.) : St-Amand des Arts, 6^e (326-48-18).

GREMLINS (A. v.a.) : Forum, 1^{er} (297-33-74) : Impérial, 2^e (742-72-52) : Chateaubourg, 3^e (271-32-30) : Action Rivier, 4^e (329-44-00) : UGC Danon, 5^e (225-10-30) : Paramount Odéon, 6^e (325-59-83) : UGC Normandie, 7^e (563-16-16) : Colisée, 8^e (359-29-46) : UGC Champs-Élysées, 9^e (561-94-85) : Biograph Montpar, 10^e (544-25-02) : 14 Juillet-Bastille, 11^e (357-90-81) : Biarritz, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 6^e (327-32-37) : UGC Convention, 7^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 8^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 9^e (327-32-37) : UGC Convention, 10^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 11^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 6^e (327-32-37) : UGC Convention, 7^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 8^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 9^e (327-32-37) : UGC Convention, 10^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 11^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 6^e (327-32-37) : UGC Convention, 7^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 8^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 9^e (327-32-37) : UGC Convention, 10^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 11^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 6^e (327-32-37) : UGC Convention, 7^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 8^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 9^e (327-32-37) : UGC Convention, 10^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 11^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 6^e (327-32-37) : UGC Convention, 7^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 8^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 9^e (327-32-37) : UGC Convention, 10^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 11^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 6^e (327-32-37) : UGC Convention, 7^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 8^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 9^e (327-32-37) : UGC Convention, 10^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 11^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 6^e (327-32-37) : UGC Convention, 7^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 8^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 9^e (327-32-37) : UGC Convention, 10^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 11^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 6^e (327-32-37) : UGC Convention, 7^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 8^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 9^e (327-32-37) : UGC Convention, 10^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 11^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 6^e (327-32-37) : UGC Convention, 7^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 8^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 9^e (327-32-37) : UGC Convention, 10^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 11^e (336-23-44) : Paramount Bastille, 12^e (707-28-04) : Parisienne, 13^e (525-27-06) : - V. L. Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Montpar, 3^e (359-29-46) : UGC Convention, 4^e (574-94-94) : UGC Gare de Lyon, 5^e (336-

سكنا في المنزل

SPECTACLES

COMMUNICATION

POLEMIQUE AUTOUR DU PROJET DE LOI SUR LES DROITS DES CRÉATEURS

M. Jack Lang écrit au président du Sénat

Après plusieurs semaines de travail en commission sur le projet de loi sur les droits des auteurs et droits voisins, le Sénat a décidé de reporter son examen à la session de printemps 1985. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a écrit le 18 décembre à M. Alain Poirer, président du Sénat, pour lui faire part de son «*déconvenue*» et de sa «*déception*». Dans cette lettre, le ministre rappelle les enjeux de ce projet : apporter aux créateurs et aux producteurs une sécurité financière et juridique suffisante face au développement des nouvelles techniques de diffusion.

Pour M. Jack Lang, «*ce texte de loi est attendu impatiemment par l'ensemble des artistes et des auteurs, dont la majorité se trouve dans une situation précaire et qui demandent depuis des années que soient enfin reconnus et définis clairement leurs droits*... La noblesse et la justice de cette cause ne se semblent pas souffrir les mauvaises humeurs politiques qui feraient prévaloir les intérêts particuliers contre l'intérêt général... En conclusion, le ministre estime que le report de l'examen du projet provoque «*un retard fort dommageable que les intéressés regretteront à n'en pas douter beaucoup et dont l'Assemblée que vous présidez porte la seule et entière responsabilité*».

Voici en première lecture par projet de loi, transmis en juillet au Sénat, alimente de vives polémiques entre les organisations professionnelles des producteurs de cinéma et les sociétés d'auteurs. Ces dernières estiment qu'elles ne pourront pas négocier le montant des droits d'auteur tant que ces droits seront présumés cédés par la loi aux producteurs. Ceux-ci répliquent qu'un producteur ne peut commercialiser efficacement ses œuvres dans un environnement international difficile que s'il est le seul détenteur des droits.

Autre exemple des polémiques qui secouent le milieu de l'audiovisuel, à l'occasion de l'examen de ce projet de loi : le conflit entre Canal Plus et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) (le Monde du 23 novembre) qui semble sur le point de trouver une solution. La SACD n'a pas mis à exécution sa menace d'attaquer Canal Plus en justice pour obtenir le versement d'un pourcentage des recettes de la quatrième chaîne afin de rémunérer les scénaristes. Les deux partenaires négocient actuellement un compromis associant les producteurs au règlement du problème. Peut-être un premier signe de détente...

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

TDF menace des radios locales privées de l'Ouest

Une soixantaine de radios locales privées de Bretagne, des Pays de Loire et de Basse-Normandie viennent de recevoir une «*mise en garde officielle*» de Télédiffusion de France (TDF), qui leur ordonne de réduire leur puissance d'émission, si elles ne veulent pas faire l'objet de poursuites.

Ces radios provoquent en effet, comme cela a été constaté à Paris, diverses nuisances, notamment pour la navigation aérienne, les pompiers, les SAMU, les forces de police et de gendarmerie. Ces injonctions ont été adressées à la requête de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

Dans la région parisienne - où l'autorisation a été suspendue pour six stations - après TDF 93 (la radio soutenue par le conseil général de la Seine-Saint-Denis), Radio-Liberté (la Fédération anarchiste) a accepté le principe d'une prise en charge de sa diffusion par TDF, à condition toutefois qu'elle puisse utiliser une autre fréquence que celle attribuée par la Haute Autorité, avec un autre groupement.

M. JEAN-PIERRE HOSS POURRAIT ÊTRE NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE RMC

M. Jean-Pierre Hoss, chef du service juridique et technique de l'information (SJT), pourrait être prochainement nommé directeur général de Radio-Monte-Carlo (RMC), en remplacement de M. Jean-Claude Hébert, nouveau PDG d'Antenne 2. Maître des requêtes au Conseil d'Etat, M. Hoss a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration et la mise au point de la loi sur la presse.

Cette nomination, si elle se confirme, sera précédée par la réunion, vendredi 21 décembre, du conseil d'administration de la Société financière de radiodiffusion (SOFIRAD), principal actionnaire (83,33 %) de RMC, avec la participation de Monaco (16,66 %). Le nouveau directeur général devra ensuite être nommé par un «*tribunal*» composé du président de la SOFIRAD (M. Gérard Unger, ex-directeur général adjoint de RMC), du représentant de l'Etat monégasque et du président du conseil d'administration de la station, M. César-Charles Solamito. Toutefois, le cabinet du premier ministre ne confirmerait pas la nomination de M. Hoss.

[Né le 6 juin 1946, M. Jean-Pierre Hoss est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, il a été auditeur au Conseil d'Etat en 1970. Il assure ensuite des fonctions de maître de conférences à l'Ecole nationale des ponts et chaussées et à l'université de Brasília. Il devient maître des requêtes en 1977 et occupe le poste de conseiller juridique du président de la République du Sénégal de 1979 à 1982. Depuis 1982, il est chef du service juridique et technique de l'information rattaché au premier ministre.]

«*Un nouvel hebdomadaire en Périgord* - Lancé à la mi-novembre, un nouvel hebdomadaire, le *Journal de la Dordogne*, est diffusé à Périgueux à quelque dix mille exemplaires (3,50 francs). Il est fabriqué à l'imprimerie du *Petit Bleu d'Agen*, quotidien du groupe la Dépêche du Midi. Il démonte néanmoins tout lien particulier avec le quotidien toulousain. Ses 24 pages, format tabloïd, font une large place à la vie locale et communale avec des études départementales plus synthétiques sur la vie économique, sociale, sportive et culturelle. Le rédacteur en chef, M. Christian François, est un ancien collaborateur du quotidien *Sud-Ouest*. En Périgord, cette nouvelle publication est présentée comme «*proche du PS*» : ses sept collaborateurs préfèrent affirmer une «*sensibilité de gauche*» plus large que les frontières d'un parti. - (Corresp.)

A VOIR

Nuit du court métrage sur TF 1

Après les vidéo-clips, les élections européennes et les droits de l'homme, TF 1 consacre sa «*Séance de nuit*» du 22 au 23 décembre au court métrage. La délégation à la création et au développement de TF 1, le ministère de la culture et l'Agence du court métrage ont uni leurs efforts pour faire connaître au public un type de cinéma injustement négligé par le grand écran et qui sert de banc d'essai à de jeunes réalisateurs.

Alain Souchon présentera un programme de onze courts métrages, allant du burlesque au fantastique, du grand classique (*Le Tour de René Clair*) à la recherche vidéo. Double diffusion : de 0 h 40 à 2 h 25 pour les «*couches tardes*» et de 6 h 15 à 8 h 30 pour les «*lèves tôt*». Les prochaines séances de nuit de TF 1 seront consacrées aux dix ans de la chaîne, puis au carnaval de Rio, en direct du Brésil.

La majesté la rumeur

Les rois, les reines, vous y croyez encore ? Les baptêmes avec les têtes du bœuf, les Grands plus grands que tout le monde, dont les joies et les peines font battre le cœur, les malheurs pleurer à chaudes larmes ? Non ? Eh bien regardez ce qui s'est passé.

Pour voir comment fonctionne le mythe de la royauté, s'il fait encore rêver, un jeune aristocrate non conforme aux stéréotypes (M. Denis de Kerguelay) et une équipe de télévision (Arielle Naudé, Pierre Lery et... Léon Zitronne) ont monté un énorme canular. L'histoire se passe à Cany (Mantche), un petit village comme un autre. Une drôle d'histoire.

Qui commence un matin par un entretien dans le journal local. Sous le titre «*Un événement à Cany*», on apprend qu'il se pourrait bien qu'une personnalité de renom « *fasse une apparition et décrète mais remarquez à au château (celui de M. de Kerguelay), que les membres du conseil municipal seraient invités, mais le journaliste (complice) n'en sait pas plus, le château refusant, dit-il, de parler*».

Les rumeurs vont vite, bien sûr. Si vite qu'on murmure même le nom de M. Mitterrand. Des journalistes téléphonent à l'Élysée. Un peu effrayés de voir la mayonnaise monter aussi fort, les auteurs du crime font passer un autre article dans l'hebdomadaire *la Manche Libre*, accréditant la rumeur, mais orientant l'imaginaire et les recherches ailleurs, sur une tête couronnée étrangère...

C'est alors qu'arrive en grande pompe Léon Zitronne. L'air de faire une gaffe, celui-ci lance le bruit qu'il s'agit, pas moins, pas plus, de la reine d'Angleterre, et interviewe la population aussi émue que la presse locale (qui n'est pas au courant du bluff et sombre dans le piège). On n'entrera pas dans tous les détails (les coups de téléphone à l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris, qui dément mais ne convainc personne), le mythe ne fonctionne pas, il roule, et quand le sosie de la reine arrive à Cany, personne ne voit la différence, on exulte, on applaudit, on est ému.

Ce n'est qu'au cours de la réception le soir (grand fêta, champagne, petite fous) qu'on annonce la «*supercherie*». Seaux jousers, les jous ont ri (sauf un conseiller général). Une joyeuse mise en scène de théâtre en somme, vécue comme telle. Une partie de poker, poker menteur ! Moi aussi, je suis une victime de la tâté !

CATHERINE HUMBLLOT.
«*Poker de reine*», dimanche 23 décembre, 20 h 35, FR3.

FITGYM

- Gymnastique tous niveaux
 - Musculation
 - Danse moderne
 - Danse rythmique enfants
 - Yoga, stretching
 - Boxe française
 - Boxe
 - Solarium, UVA.
- 40, avenue de la Mavéria (angle rue des Panamiers)
ANNÉCY-LE-VIEUX
Tél. : (50) 23-43-86.

PAR OU T'ES RENTRÉ, ON T'A PAS VU SORTIR (Fr.) : Richelieu, 2 (223-56-70) ; UGC Marbeuf, 2 (561-94-95).
LE PAYS OU RÈVENT LES FOURMIS VERTES (AIL, v.a.) : Gaiety, 1 (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 2 (634-25-52) ; Hautes-Seines, 6 (633-79-38) ; Pagoda, 7 (705-12-15) ; Ambassade, 8 (259-10-08) ; 14-Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (335-21-21) ; Olympia, 14 (544-43-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).
PRÉMON CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H sp.), 15 (554-46-85).
QUILOMBO (Bédouin v.a.) : Desfer, 14 (321-41-01).
RÉVEILLON CHEZ BOB (Fr.) : Forum, 1 (233-42-26) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2 (296-30-40) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount Mercury, 6 (562-75-90) ; George V, 6 (562-41-46) ; Paramount.

Les grandes reprises

ALICE DANS LES VILLES (AIL, v.a.) : 14-Juillet, 6 (326-58-00).
ASSURANCE SUR LA MORT (A, v.a.) : Action Christian, 6 (329-11-30).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ PÉRIQUE (A, v.a.) : Capit, 2 (308-11-69).
L'AVENTURE DE M^{lle} MUIR (A, v.a.) : Action Christian, 6 (329-11-30).
BARBEROUSSE (Jap, v.a.) : Saint-Lambert, 15 (332-91-68).
BARRY LYNDON (Angl, v.a.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Desfer, 14 (321-41-01).
BLAISE HUIFES (A, v.a.) : Studio Odéon, 6 (354-72-71).
BLANCHE-NEIGE (A, v.a.) : Napoléon, 17 (267-63-42).
LE BON PLAISIR (Fr.) : UGC Marbeuf, 2 (561-94-95).
LE CARROUSE D'OR (Fr.) : Radio-Louis, 5 (354-43-34) ; Studio 43, 5 (770-63-40).
LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.a.) : Napoléon, 17 (267-63-42).
LA CORDE (A, v.a.) : Radio-Louis, 5 (354-43-34).
LE CURASSÉ POTEMKINE (Rov.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).
DÉLIVRANCE (A, v.a.) (*) : Locomotive, 6 (544-57-34) ; Bolla à Film, 17 (322-44-21).
LA DIAGONALE DU POU (Fr.-A, v.a.) : Studio de la Harpe, 2 (634-25-52) ; Radios Saint-Germain, 6 (222-72-80).
LES DEUX BONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bols. A, v.a.) : Capit, 2 (308-11-69).
LES DEUX COMMANDANTS (A, v.a.) : Agnès, 18 (254-76-40).
DUEL (A, v.a.) : Ciné-Bombard, 3 (271-52-36) ; George V, 6 (562-41-46) ; Parisienne, 14 (520-30-19) ; VI, Locomotive, 6 (544-43-34).
EMMANUELLE (Fr.) (*) : Paramount City, 5 (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Radios, 16 (285-64-44).

KICALIBUR (A, v.a.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).
FAUX MOUVEMENT (AIL, v.a.) : 14-Juillet, 6 (326-58-00).
LA FEMME FLAMBE (AIL, v.a.) (*) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).
LA FLÛTE ENCHANTEE (Sodé, v.a.) : Balzac, 8 (561-10-60).
GEORGIA (A, v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66) ; Espace Galilé, 14 (227-95-94).
GUN CRAZY (A, v.a.) : Olympia Saint-Germain, 6 (223-47-23) ; Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14) ; Action Lafayette, 9 (878-80-50) ; Olympia, 14 (544-43-14).
HAMMETT (A, v.a.) : Cinéma Présent, 15 (203-02-55).
LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A, v.a.) : Timplin, 3 (272-94-56).
L'HOMME QUI VOULAIT ÊTRE ROI (A, v.a.) : Radio, 15 (554-46-85).
HOTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).
INDIA SONG (Fr.) : 14-Juillet, 6 (326-58-00).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (*) : Grand Pavois, 15 (554-46-85) ; Bolla à Film, 17 (322-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).
LA JOYEUSE PARADE (A, v.a.) : Contraste, 3 (325-78-37) ; Mado-Madon, 17 (302-44-21).
LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap, v.a.) : République Cinéma, 11 (303-51-33).
LAWRENCE D'ARABIE (A, v.a.) : Radios, 16 (288-44-44).
LILI MARLEEN (AIL, v.a.) : Rivoli, 6 (272-63-32).
LOLITA (A, v.a.) : Champe, 3 (354-51-60).
MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A, v.a.) : Action Écluse, 3 (325-72-07) ; Action Lafayette, 9 (878-80-50).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A, v.a.) : Saint-Ambroise, 11 (700-09-16) ; Napoléon, 17 (267-63-42).
MONSIEUR EXPRESS (A, v.a.) (*) : Capit, 2 (308-11-69).
NOBLESSE OBLIGE (A, v.a.) : Balzac, 8 (561-10-60).
PAIN ET CHOCOLAT (It. v.a.) : Saint-Michel, 9 (326-78-17).
PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Cinéma Présent, 15 (203-02-55).
PAS DE PRÉTEXTES POUR MAIRIE (A, v.a.) : Action Christian, 6 (329-11-30).
LE PRÉ (It. v.a.) : La Latine, 4 (278-47-86).
RASHOMON (Jap, v.a.) : St-Lambert, 15 (332-91-68).
ROBIN DES BOIS (A, v.a.) : Grand Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Odéon, 6 (325-10-30).
UGC Émirage, 6 (563-16-16) ; UGC Odéon, 15 (336-23-44) ; Miroir, 14 (539-32-53) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; Marat, 16 (651-99-75) ; Napoléon, 17 (267-63-42) ; Pathé City, 18 (322-46-01).

ROCCO ET SES FRÈRES (It. v.a.) : Champe, 3 (354-51-60).
ROSEMARY'S BABY (A, v.a.) : Radio-Louis, 5 (354-43-34).
RUE CASE-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).
LE SAING D'UN POÏÈTE (Fr.) : Septième Art Beaubourg, 6 (278-34-13).
LE SAUT DANS LE VIDE (It. v.a.) : La Latine, 4 (278-47-86).
SENNIG (A, v.a.) (*) : Timplin, 3 (272-94-56).
TCHAO PANTIN (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).
THÉORÈME (A, v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).
THE BOSS (A, v.a.) : Timplin, 3 (272-94-56).
WHISKY A GOGO (A, v.a.) : Radio-Louis, 5 (354-43-34) ; Balzac, 8 (561-10-60) ; Olympia, 14 (544-43-14).

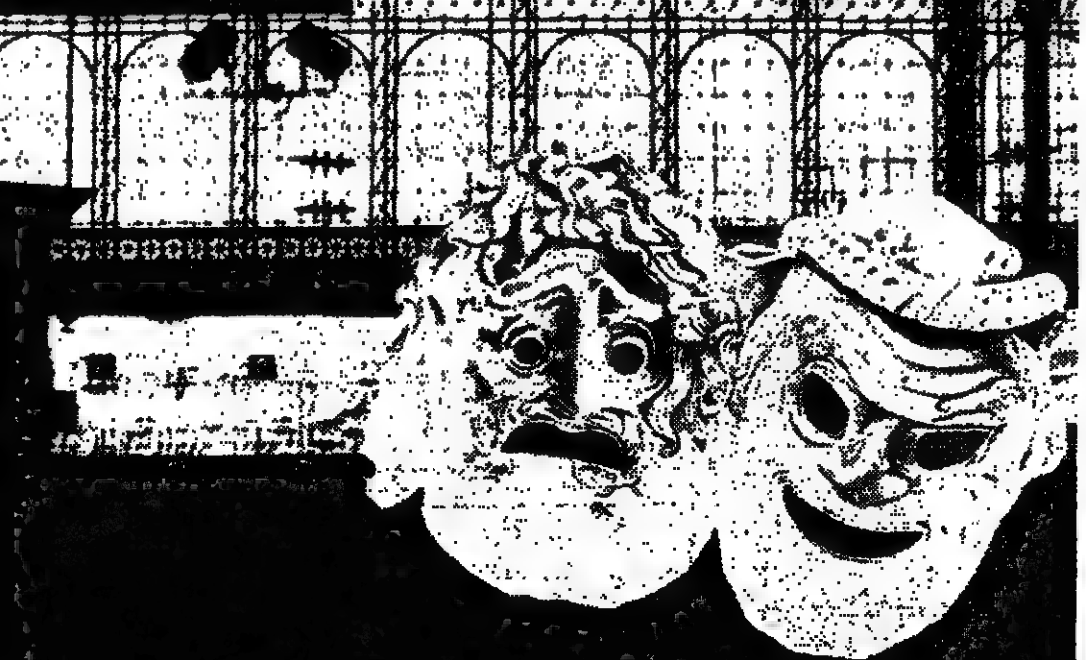
VO : COSMOS - ÉPÉE DE BOIS - RIVOLI BEAUBOURG

le Conte des Contes
de Youri NORSTEIN
«*Un des plus grands créateurs d'images de notre époque.*»
Le Monde
LA BATAILLE DE STALINGRAD • L'ATTAQUE D'ORLÉANS • LA DÉFENSE DE LA CITADELLE DE HERBORD • LA BATAILLE D'ANDALOUSIE • LE CONTE DES CONTES

Les ministères des Transports, de la Culture et la SNCF présentent

le théâtre entre en gare

9 JANVIER 1985



Gare de l'Est Hall Grandes Lignes
de 11 h à 13 h 30 et de 15 h à 19 h
Représentations gratuites

«LE MONDE» A TRAVERS LE MONDE SUR 89 FM

La journée du 24 décembre sera consacrée aux correspondants du Monde sur 89 FM, la radio locale privée parisienne à laquelle collabore notre journal. Au cours de la journée, les envoyés spéciaux permanents du Monde actuellement en poste transmettront sur l'antenne leurs messages de Noël, sous la forme de cartes postales décrivant de quelle façon la fête de la Nativité est célébrée dans les pays dont ils assurent la «*couverture*» pour notre quotidien.

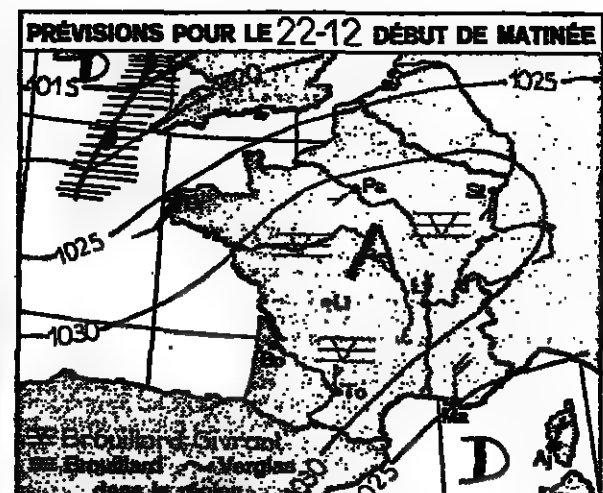
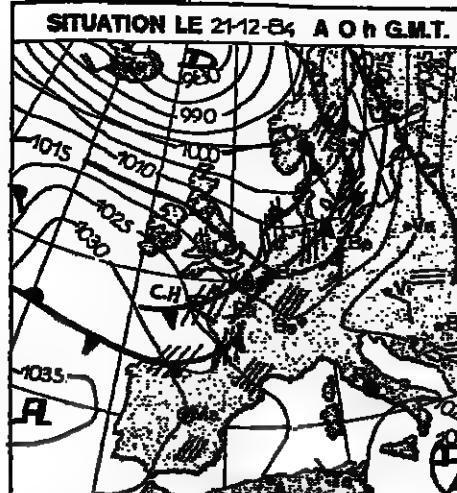
Ainsi interviendront à l'antenne nos correspondants de Belgique (Jean Watz), du Brésil (Charles Vanhecke), du Canada (Bertrand de La Grange), de Chine (Patrice de Beer), d'Espagne (Thierry Malinick), des États-Unis (Henri Pierre), de Grande-Bretagne (Francis Cornu), d'Israël (Jean-Pierre Lequellier), d'Italie (Philippe Pons), du Japon (Roland-Pierre Paringsaud), du Liban (Lucien Georges), de Suède (Alain Deboue), de Yougoslavie (Paul Yankovitch), d'URSS (Dominique Dhombrès).

[Rappelons que le Monde assure sur 89 FM, à Paris, trois productions par jour, de lundi au vendredi, toutes les 30-35-40 minutes, de 13 h 30-13 heures, 19 h 25-20 heures, avec dans ce dernier cas une émission «*Allo le Monde*».]

الاصحاح

INFORMATIONS « SERVICES »

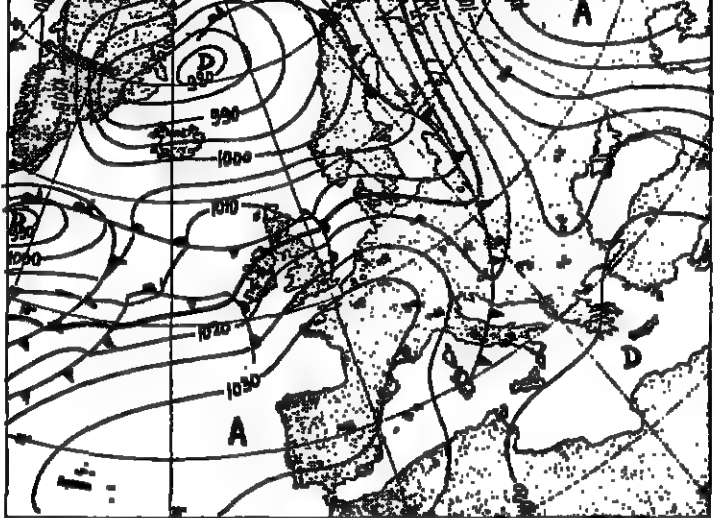
MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 21-12-84 A 0 h GMT.

PRÉVISIONS POUR LE 22-12 DÉBUT DE MATINÉE

Après le passage de la perturbation... L'air était plus frais, les températures...



PRÉVISIONS POUR LE 22 DÉCEMBRE A 0 HEURE (GMT)

La prévision atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 21 décembre, de 7 heures, de 1 023,7 millibars, soit 767,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 décembre; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 décembre):

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 20 décembre. Elles sont communiquées par l'Association des stations françaises de sports d'hiver (A.S.F.S.H.).

LES STATIONS ÉTRANGÈRES Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 23 DÉCEMBRE « Le château de Maisons-Laffitte... »

Table with 2 columns: Location and Snow Depth (cm). Rows include Savoie, Haute-Savoie, Alpes du Sud, Pyrénées, and others.

CONFÉRENCES

60, boulevard Latour-Maubourg, Henri Brumfeld, 14 h 30: « Victor Hugo, sa vie... »

NOËL

Les offices religieux

CULTE CATHOLIQUE

NOTRE-DAME DE PARIS Place du Parvis Notre-Dame 75004 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 21 h 45: Ouverture des portes, 22 h 30: Veillée liturgique...

MARDI 25 DÉCEMBRE - 10 h: Messe solennelle célébrée par le cardinal Lustiger...

BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE 34, rue du Chevalier-de-la-Barre 75018 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - A la Basilique: 21 h 45: Concert d'orgue par Daniel Roth...

MARDI 25 DÉCEMBRE - 11 h: Messe solennelle. Chants polyphoniques (Joaquin des Prés, C. Geoffroy, L. Delis, Ph. Mazé, D. Roth) et chants grégoriens...

ÉGLISE DE LA MADEIRAINE Place de la Madeleine 75006 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 18 h: Messe anticipée de Noël, 22 h 45: Grand orgue, 23 h: Veillée internationale...

MARDI 25 DÉCEMBRE - 11 h: Messe solennelle. Chants polyphoniques (Joaquin des Prés, C. Geoffroy, L. Delis, Ph. Mazé, D. Roth) et chants grégoriens...

ÉGLISE DE LA TRINITÉ 3, rue de la Trinité 75009 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 17 heures: Messe de Noël anticipée, 19 h 30: Messe pour les enfants, 23 heures: Veillée, aux grandes orgues d'Oliver Messiaen...

ÉGLISE SAINT-JEAN-DE-CHARENTAIS 96, boulevard Muret 75016 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 18 h 30: Messe de la veille de Noël, 23 h 15: Veillée (orgue), 24 heures: Messe de Minuit.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 8 h 30 et 9 h 30: Messes de l'aurore, 11 heures, 12 h 15, 18 h 30: Messes du Jour.

ÉGLISE SAINT-VINCENT-DE-PAUL Place François-Liszt 75009 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 21 h 30: Vigiles de la nuit, avec les fraternités monastiques de Jérusalem. Chants polyphoniques, textes bibliques et pièces d'orgue, 23 heures: Messe chantée de la nuit de Noël.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 8 heures: Chant des loudes de la nuit, 11 heures: Messe solennelle de Noël, 18 h 30: Vêpres.

ÉGLISE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER DES MISSIONS ÉTRANGÈRES 12, place de la Madeleine 75006 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 21 heures: Messe familiale, 23 heures: Veillée. Chants anciens et modernes. Orgue avec choral de jeunes et adultes. 24 heures: Messe solennelle. Au grand orgue, Gaston Litaize.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 9 heures: Messe chantée (latin et grégorien), 10 h 15: Messe familiale, 11 h 30: Messe solennelle, 7 h 30, 17 heures: Messes habituelles du dimanche, 18 h 15: Prière du soir solennelle.

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE Dimanche 23 décembre

Épagny, 10 h 30: vins; 14 h 30: bijoux, argenterie, linges, meubles, objets d'art, tableaux anciens; L'Isle-Adam, 11 heures: estampes modernes; 14 h 30: Extrême-Orient; 16 heures: argenterie; Provins, 14 heures: vins, bijoux, bibelots, meubles; Versailles-Chézy-Lès-Paris, 14 heures: tableaux modernes et XIXe siècle, objets d'art, meubles.

PLUS LOIN Samedi 22 décembre

Bordeaux, 10 heures et 14 h 30: numismatique; Orléans, 10 h 30: livres; 14 heures: meubles, argenterie, bibelots.

Dimanche 23 décembre Cahors, 14 heures: meubles, objets d'art, collection de médailles;

Popeo dans des extraits de l'Oratorio de Noël de J.-S. Bach; lecture des Prophètes. 24 heures: Messe avec chants polyphoniques et chants populaires de Noël.

MARDI 25 DÉCEMBRE - Messes à 8 heures, 9 h 30 (grégorien), 10 h 30 (à la crypte), 11 h 15 (avec chœurs) et 19 heures.

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin 75005 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 17 heures: Liturgie pour le tout-petit, 23 heures: Célébration de la Nativité.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 10 heures, 12 heures et 18 heures: Messes de Noël.

CHAPELLE SAINT-BERNARD DE MONTMARTRE 34, avenue de Ménilmontant 75015 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 22 heures: Célébration de Noël (ouverture des portes à 21 h 30).

MARDI 25 DÉCEMBRE - Une seule messe à 11 heures (ouverture des portes à 10 h 30).

ÉGLISE SAINT-NICOLAS - HORS-LES-MURS 15 bis, rue des Bernardins 75005 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 19 h 30: Célébration de la Nativité.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 11 heures: Messe de Noël.

ÉGLISE SAINT-NICOLAS-DU-CHAUDRONNET 23, rue des Bernardins 75005 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 22 heures: Première nocturne de l'office des matines, 23 h 15: Veillée, 24 heures: Messe de Minuit. Chants classiques et Noëls du XVIIIe siècle. Orgue.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 8 heures, 9 heures: Messes grégoriennes, 10 heures: Grand-messe, 12 h 15, 18 h 30: Messe avec orgue, 10 h 30: Grand-messe solennelle (chants, orgue), 17 heures: Vêpres solennelles. Au petit orgue, J.-P. Baston. grand orgue François Mollier. Choral de Saint-Nicolas-du-Chaudronnet.

ÉGLISE SAINT-JEAN-DE-CHARENTAIS 96, boulevard Muret 75016 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 18 h 30: Messe de la veille de Noël, 23 h 15: Veillée (orgue), 24 heures: Messe de Minuit.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 8 h 30 et 9 h 30: Messes de l'aurore, 11 heures, 12 h 15, 18 h 30: Messes du Jour.

ÉGLISE SAINT-VINCENT-DE-PAUL Place François-Liszt 75009 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 21 h 30: Vigiles de la nuit, avec les fraternités monastiques de Jérusalem. Chants polyphoniques, textes bibliques et pièces d'orgue, 23 heures: Messe chantée de la nuit de Noël.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 8 heures: Chant des loudes de la nuit, 11 heures: Messe solennelle de Noël, 18 h 30: Vêpres.

ÉGLISE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER DES MISSIONS ÉTRANGÈRES 12, place de la Madeleine 75006 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 21 heures: Messe familiale, 23 heures: Veillée. Chants anciens et modernes. Orgue avec choral de jeunes et adultes. 24 heures: Messe solennelle. Au grand orgue, Gaston Litaize.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 9 heures: Messe chantée (latin et grégorien), 10 h 15: Messe familiale, 11 h 30: Messe solennelle, 7 h 30, 17 heures: Messes habituelles du dimanche, 18 h 15: Prière du soir solennelle.

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE Dimanche 23 décembre

Épagny, 10 h 30: vins; 14 h 30: bijoux, argenterie, linges, meubles, objets d'art, tableaux anciens; L'Isle-Adam, 11 heures: estampes modernes; 14 h 30: Extrême-Orient; 16 heures: argenterie; Provins, 14 heures: vins, bijoux, bibelots, meubles; Versailles-Chézy-Lès-Paris, 14 heures: tableaux modernes et XIXe siècle, objets d'art, meubles.

PLUS LOIN Samedi 22 décembre

Bordeaux, 10 heures et 14 h 30: numismatique; Orléans, 10 h 30: livres; 14 heures: meubles, argenterie, bibelots.

Dimanche 23 décembre Cahors, 14 heures: meubles, objets d'art, collection de médailles;

Des messes spéciales sont célébrées le 24 décembre à 23 heures et le 25 décembre à 11 heures pour la communauté portugaise, et le 24 décembre à 23 heures pour la communauté espagnole.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-D'ANTIN 63, rue Cammarlin 4, rue du Havre, 75009 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - Messes anticipées à 13 h 30, 16 h 45 et 18 heures, 21 h 30: Veillée de Noël, messe de la nuit animée par la chorale Kinor.

MARDI 25 DÉCEMBRE - Messes à 9 heures, 10 heures, 11 heures, 12 h 10, 18 h 30 et 20 h 45.

ÉGLISE SAINT-LÉON 1, place du Cardinal-Amette 75015 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 18 h 30: Messe pour les enfants et les personnes âgées, 23 h 30: Veillée de Noël, chants classiques et Noëls populaires, orgue, choral; Mairie de Saint-Léon.

MARDI 25 DÉCEMBRE - Messes à 8 heures, 9 h 45, 12 h 15 et 18 heures. A 11 heures: Messe solennelle.

ÉGLISE SAINT-ANDRÉ 24 bis, rue de Leningrad 75008 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 22 h 30: Veillée réalisée par Radio-Paris-Île-de-France, avec Emmanuelle Riva, Pascale Clair, Louis Arbès, de la Comédie-Française, Pierre Lafon, le violoncelliste Jacques Wiedersheim, Claude Micolet, et Serge Campione à l'orgue. Réalisation et présentation de Denis Clair. Entrée gratuite.

La veillée sera suivie de la messe de minuit. Cette veillée sera retransmise en direct sur Radio-Paris-Île-de-France, 88,2 MHz FM le 25 décembre à 14 heures et 22 h 30.

La retransmission sera suivie de l'audition de la Messe sur le monde du Père Teilhard de Chardin, avec Jean-Claude Druon.

CULTE CATHOLIQUE DE RITE ORIENTAL

ÉGLISE SAINT-EPHREM-DES-SYRIQUES 17, rue des Carmes, 75005 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 18 h 30: Messe solennelle de la Nativité de Notre-Seigneur célébrée selon l'antique liturgie restaurée de Jérusalem-Antioche.

CULTE PROTESTANT

ÉGLISE DES ILLETTIQUES (Église réformée luthérienne) 24, rue des Archives, 75004 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 20 heures: Vigile de Noël avec célébration de la Sainte Communion, précédée à 19 heures d'un concert d'orgue par Gilles Harlé.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 11 heures: Office du jour de Noël.

ÉGLISE RÉFORMÉE DU SAINT-ESPRIT 5, rue Rogée, 75008 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 18 heures: Récital d'orgue par Kurt Luers; Noël français du XIXe siècle. Œuvres de César Franck, Alexis Chauvet, Léon Bollmann, Adolphe Marty, 18 h 30: Service liturgique. Saints Chœurs sous la direction de Denise Fauvau.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 10 h 30: Culte de Noël. Sainte Cène. Prédication du pasteur Philippe Bertrand.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ÉTOILE 54, avenue de la Grande-Armée 75017 Paris

LUNDI 24 DÉCEMBRE - 20 h 30: Veillée liturgique à la municipalité. Sainte Cène. Musique baroque instrumentale et vocale allemande, française, italienne, avec l'ensemble d'instruments anciens Almeria. Soliste: Marie-Claire Cortin. A l'orgue Françoise Rogé.

MARDI 25 DÉCEMBRE - 10 h 30: Culte avec Sainte Cène, précédé par le pasteur J. Boniol. Participation de la Chorale Hugues-Reiner.

FOIRES ET SALONS D'ANTIQUITÉ ET BROCANTE

Cannes; Charbonnières (69).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 21 décembre:

DES DÉCRETS

Portant application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires.

Pris pour l'application de l'article L. 471-3 du code du travail et relatif aux fonds salariaux.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

LES PERSPECTIVES DE L'OCDE

L'Europe au ralenti

« En 1984, la performance économique de la zone OCDE dans son ensemble a été la meilleure que l'on ait observée depuis quelques années », note l'OCDE (Organisation de coopération et de développements économiques) en introduction de son étude semestrielle. Le taux de croissance de la production (4,7 %) est le plus élevé depuis 1976. Il faut aussi remonter à huit ans pour trouver une progression des échanges mondiaux égale à 9 %. Quant au taux d'inflation (5 %), il est le plus faible depuis 1972.

Le nombre d'emplois s'est accru de cinq millions, et l'OCDE prévoit que l'expansion continuera au cours des dix-huit prochains mois dans des conditions satisfaisantes pour permettre d'éviter tout regain sensible d'inflation et d'obtenir une nouvelle création nette de quatre à cinq millions d'emplois.

Tout au beau fixe ? Non, car « la croissance est inégalement répartie », et ce qui vaut pour l'ensemble de l'OCDE ne vaut pas pour tous les pays ou groupes de pays. Ainsi, en Europe, la reprise s'opère à un rythme relativement faible et, de ce fait, la création d'emplois a été insuffisante pour empêcher le chômage de s'aggraver encore ; celui-ci atteint maintenant 11 % de la population active, taux de plus élevé de l'après-guerre.

La croissance de la demande intérieure aux Etats-Unis pourrait se stabiliser à un faible niveau (2 %). Le ralentissement de la reprise américaine va amoindrir la demande extérieure.

ÉTATS-UNIS. - Le rythme de croissance devrait se maintenir aux environs de 3 % pendant les dix-huit prochains mois, tandis que la production restera modérée en même temps que progresseront les investissements et que s'améliorera le pouvoir d'achat. Le taux de chômage passera de 7,5 % en 1984 à 7 % en 1985.

En revanche, il faut s'attendre à une aggravation du déficit de la balance des paiements qui atteindra 130 milliards de dollars en 1985 (3,5 % du FNP) et 140 milliards en 1986, pendant le premier semestre 1986.

L'évolution des taux d'intérêts demeure, pour le secrétariat de l'OCDE, « une des principales incertitudes » pour ses prévisions sur les Etats-Unis. Il souligne, en outre, que le déficit budgétaire - 175 milliards de dollars en 1984 - cumule des effets positifs - soutien de la demande notamment par l'accroissement des dépenses militaires - et négatifs, comme le maintien des taux d'intérêts élevés.

JAPON. - Avec une croissance de 5 %, le Japon se placera, en 1985, à la tête des pays de l'OCDE. Les seuls facteurs d'incertitude portent sur les chances de poursuite de l'expansion des marchés étrangers, et sur l'évolution des taux de change. Toutefois, l'excédent de la balance commerciale devrait se confirmer, passant de 42 milliards de dollars en 1984, à 55 milliards (en moyenne annuelle), au premier semestre de 1986. La balance courante, à cette même époque, serait excédentaire de plus de 48 milliards de dollars (en rythme annuel). L'inflation n'augmenterait que très légèrement en 1985 : les prix à la consommation progresseraient de 2,75 %, après 2,25 % en 1984.

L'investissement (+ 5 % en 1984) restera élevé au cours des dix-huit prochains mois, tandis que la consommation privée restera élevée (+ 4 % en moyenne par an). Le revenu disponible des ménages augmenterait encore de 6,5 % en 1985, après + 6 % en 1984.

RFA. - L'Allemagne fédérale continuera en 1985 à connaître une reprise modérée, fortement dépendante des marchés extérieurs et insuffisante pour réduire le chômage. La demande intérieure, qui restera relativement stable (+ 1,7 %), se portera sur les biens d'équipement et sur les biens de consommation.

La hausse des prix demeurera une des plus modérées des grands pays industrialisés : + 2 % en 1985, après + 2,5 % en 1984. En 1986, les réductions d'impôt envisagées pourraient accroître de 1 % le revenu disponible des ménages. Enfin, la balance commerciale devrait dégager un excédent de 27 milliards de dollars en 1985, et la balance des

opérations courantes un excédent de 7,25 milliards.

GRANDE-BRETAGNE. - La reprise de l'économie britannique observée en 1983 (+ 3,2 %) devrait se ralentir dans les dix-huit prochains mois, à cause du conflit des mineurs continué. En 1984, la perte de la production charbonnière aura réduit d'un point le taux de croissance ramené à 2 %. Le taux de chômage pourrait se stabiliser au très haut niveau où il s'est trouvé en 1984 (14,5 %). L'évolution de la grève des mineurs influera sur la balance commerciale.

Le taux d'inflation semble devoir rester proche de 5 %. Les gains moyens devant continuer de progresser au rythme de 8 % l'an. Progression qui retient l'attention des experts de l'OCDE, car des pressions à la hausse aboutiraient à une accélération de l'inflation et à une nouvelle aggravation du chômage allant au-delà des perspectives de l'organisation.

FRANCE. - La France pourrait connaître en 1985 une nouvelle baisse du taux d'inflation (+ 6,5 % après + 7,2 % en 1984), et la poursuite d'une forte reconstitution des marges bénéficiaires des entreprises, dans la mesure où les accords de salaires respectent les objectifs gouvernementaux. Mais les perspectives de croissance demeurent modestes surtout par rapport à ses autres partenaires (+ 2 % en 1985, après + 1,7 % en 1984). Par contre, la balance des paiements courants devrait continuer à s'améliorer et être excédentaire à partir de la fin de 1984 (9 à 10 milliards de francs en 1985).

Le revenu disponible devrait progresser de 7,5 % en 1985, après 7,2 % en 1984, ce qui aboutirait à une augmentation de 1 % en pouvoir d'achat.

Le taux d'investissement des entreprises, malgré un redressement en valeur nominale, resterait au faible niveau de ces deux dernières années, « en raison de la croissance réduite de la demande et des taux d'intérêts réels très élevés qui neutralisent en partie l'effet bénéfique de la reconstitution des marges de profits ».

La gestion socialiste nous condamne à une grande prudence vis-à-vis de toute relance

déclare M. Alain Juppé

« La première responsabilité de la gestion socialiste... c'est qu'elle a détérioré gravement les relations de l'économie française avec l'extérieur ; elle nous condamne à une grande prudence vis-à-vis de toute relance impulsive qui se traduirait instantanément par une flambée des importations... », a notamment déclaré M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, lors d'un colloque économique, à l'occasion d'une conférence de presse au cours de laquelle, aux côtés de M. Jacques Toubon, secrétaire général, il a présenté un document d'une trentaine de pages dressant le bilan de l'économie française « à mi-septembre ».

« La stimulation de l'activité ne pourra donc être que très adhésive », peut-on lire dans ce texte. M. Juppé estime qu'il sera opportun de relancer - un mot qu'il n'aime pas beaucoup - le bâtiment, le nombre de logements construits par an étant, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, tombé de quatre cent mille à trois cent mille environ.

Mais c'est seulement, a-t-il précisé, à partir du milieu de l'année prochaine et dans le cadre d'une campagne électorale que le RPR fera des propositions « sous leurs formes définitives ».

« Nous sommes conscients, a-t-il dit, qu'en toute hypothèse, le redressement économique et social exigera de longs et durs efforts ; mais nous sommes convaincus qu'une autre politique, fondée sur la confiance, sur l'initiative et la responsabilité des producteurs, peut donner des résultats positifs ».

Pour l'heure, le RPR estime que l'économie n'est pas véritablement assésée pour trois raisons fondamentales. La première est que « les tensions inflationnistes sont plus masquées que vraiment maîtrisées ». Se fondant en particulier sur les analyses de la Cour des comptes,

M. Juppé a dénoncé ce qu'il a appelé « les scandales du budget » : par divers artifices, on minimise un déficit qui aura en réalité atteint cette année 170,5 milliards de francs au lieu de 144,4 prévus. Il doute que l'équilibre de la Sécurité sociale, dont les comptes, officiellement, se soldent en 1984 par un excédent de 18 milliards de francs, puisse rétablir son équilibre.

L'une des « manipulations » dénoncées par M. Juppé est la suivante : les hôpitaux se voient réclamer, avant le 31 décembre, 5 milliards au titre de la taxe sur les salaires, la seule Assistance publique de Paris devant débours 1,3 milliard qu'elle devra emprunter auprès de la Caisse de dépôts et consignations, ce qui entraînera 100 millions de francs de frais financiers supplémentaires l'an prochain.

Pour M. Juppé, il ne suffit pas, pour crier victoire, de comparer le pourcentage du déficit budgétaire par rapport à la PIB (3,5 % en France) aux pourcentages du même ordre en d'autres pays. Il faut aussi constater à l'étranger, il faut ajouter que la France n'a pas « recouru aussi massivement à la création monétaire pour financer le déficit ». Et d'ajouter : « Telle est l'une des raisons pour lesquelles l'inflation de la France ne peut être considérée comme réellement jugulée ».

Le déséquilibre des finances publiques est donc le deuxième motif justifiant le scepticisme du RPR quant à l'authenticité de l'assainissement.

Le troisième est « la vulnérabilité extérieure de notre pays » qui « s'est gravement accrue ». Si la France n'avait pas été contrainte de procéder à trois dévaluations depuis l'arrivée à l'Elysée de M. Mitterrand, le cours du dollar serait aujourd'hui de 7 F (au lieu de 9,40 F environ).

M. Juppé a présenté le document du RPR comme « une opé-

ration vérité ». Sans doute M. Juppé a-t-il raison d'estimer que le chômage véritable est probablement plus élevé en France que ne le laissent entendre les chiffres officiels. Il a repris ceux que citent « certains syndicats » pour évaluer à trois millions le nombre réel des chômeurs.

Mais faut-il sans cesse condamner, comme il l'a fait, les socialistes pour avoir modifié les méthodes de comptabilisation des dossiers ? Il est vrai que la situation de l'emploi n'est améliorée qu'en apparence, si l'on soustrait des statistiques les pré-jurés non volontaires ; il est difficile, en sens inverse, de dire qu'un certain nombre de chômeurs, plus ou moins authentiques, s'inscrivent dans le seul souci de profiter des procédures d'indemnisation. Les socialistes n'ont-ils pas, sur ce point, montré un courage certain en cherchant à dépester les fraudeurs ?

Une des rares fois où M. Juppé félicite le gouvernement, c'est pour approuver la politique d'aide au textile, consistant à atténuer ou supprimer les charges sociales. Si la méthode a eu des résultats, faut-il pour autant l'approuver dans son principe ? Rien n'empêche, en effet, de la main-d'œuvre, ne soit en France et en Europe, beaucoup plus élevée que dans les pays du tiers-monde fabriquant des produits textiles. C'est donc une autre voie qu'il convient d'explorer pour accroître durablement la compétitivité de l'industrie française.

Retenons du bilan présenté par le RPR le souci, dicté par la prudence, de ne pas laisser espérer aux Français la possibilité d'un rétablissement trop rapide. N'est-ce pas d'une certaine façon reconnaître qu'une partie des critiques adressées au gouvernement actuel ne sont pas toutes justifiées ?

PAUL FABRA.

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	80,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	80,00	71,16
AUTOMOBILES	80,00	71,16
AGENDA	80,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADRÉES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

Nantes
● RESPONSABLE SERVICE METHODES RAL VM 1/RTM
● RESPONSABLE ENTRETIEN RAL VM 17 SPB

Nantes ou Compiegne
● JEUNE RESPONSABLE GESTION INDUSTRIELLE RAL VM 7/960 H
● JEUNE RESPONSABLE DE PRODUCTION RAL VM 7/960 J

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.

EGOR
 8, rue de Berni 75008 Paris
 PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
 MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISBURG LONDON AMSTERDAM TOKYO MONTREAL

JOURNALISTE
 A LA PIGE, pour travail de rédaction à partir d'enregistrements. Thèmes : affaires, économie. Références exigées. Téléphone : 808-34-80.

emplois régionaux
 LA CARRÉE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE recherche pour son service prévention candidats du sexe masculin.

INGÉNIEUR CHIMISTE
 Titulaire d'un diplôme d'ingénieur reconnu par l'Etat, en chimie organique, chimie minérale ou chimie industrielle. Les candidatures avec C.V. détaillé et copies conformes des diplômes, doivent être adressées à M. LE DIRECTEUR DE LA C.R.A.M. 21044 DIJON CEDEX. Avant le 31 décembre 1984. Date limite de réponse : 10 jours après la date de la présente annonce.

DEMANDES D'EMPLOIS
 Cherche emploi stable ou de remplacement chez un industriel ou dans le commerce. Ecrire sous le n° 759-309 M.

AGENT COMMERCIAL EN ACTIVITE
 12 ans exp., connaissance parfaite produits et fabricants régionaux. Intégrer équipe commerciale. Forte capacité de travail. Plein d'idées nouvelles. Basée Paris ou Ile-de-France. Ecrire sous le n° 759-309 M.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCART
 Ingénieur grande école. Docteur en sciences. 37 ans d'expérience. Analyse des surfaces. Cherche Poste de responsabilité industrielle et développement ou service clientèle. Ecrire sous le n° 759-309 M. ou sous le n° 759-309 M. 11, rue des Halles, 75003 Paris.

capitaux propositions commerciales
 MAGASIN DE MEUBLES MAUT DE GAMBIE Ville Est de la France. ASSOCIÉS. Pour début 1985. Personne non qualifiée d'aborder. Ecrire sous le n° 759-309 M.

formation professionnelle
 30 HEURES DE MICRO-INFORMATIQUE. CONCEPTION DE PROGRAMME BASIC. PRIZ STAGE 280 F. Tél. 824-21-23.

traduction demande
 J.H. en document de linguistique. Traduction française, arabe et russe. Téléphone : 077-69-70.

l'agenda du Monde

Bijoux
BIJOUX ANCIENS ET OCCASIONS
 AFFAIRES EXCEPTIONNELLES PERROUX, bij. des Italiens 10, rue de Valenciennes, 75001 Paris. A l'opéra : 37, av. Victor-Hugo. Ouvert dimanche 23, lundi 24.

Canapés
COURT CIRCUIT SUR CANAPÉS
 CAP, spécialiste réparé de canapés tout de gamme vous fait bénéficier de ses prix sur ses ventes collection :

En stock : 110 canapés et canapés, ainsi que les traversins et coussins de canapés, Doreux, Rubell et Louis. En car : 3 canapés et 44 coussins différents.

Toutes les possibilités existent : 3 places, 2 places, fauteuil, canapés (normaux et larges). Par exemple : un réversible canapé de 2 places vous à partir de 3.560 F, 1 canapé 3 places en cuir véritable à 8.320 F, en cuir pleine fleur à 8.550 F.

Alors contactez le site sur CAP : vous recevrez, sans aucun délai :

CAP, 37, rue de Valenciennes 75012 Paris. 307-24-01. CAP, 27, avenue de la République 75007 Paris. 555-85-22. CAP, 47, rue de la Liberté 92003 Levallois (7) 555-02-54.

Instruments de musique
PIANOS LABROSSE
 10, rue Vivienne 75002 Paris. 260-05-39. OCCASIONS - NEUFS Instruments sélectionnés. Nous conseillons les clients.

L'immobilier

appartements ventes
5^e arrdt
CENSER BEAU 2 P.
 100 m², 120 m², 150 m², 180 m², 200 m², 250 m², 300 m², 350 m², 400 m², 450 m², 500 m², 550 m², 600 m², 650 m², 700 m², 750 m², 800 m², 850 m², 900 m², 950 m², 1000 m², 1050 m², 1100 m², 1150 m², 1200 m², 1250 m², 1300 m², 1350 m², 1400 m², 1450 m², 1500 m², 1550 m², 1600 m², 1650 m², 1700 m², 1750 m², 1800 m², 1850 m², 1900 m², 1950 m², 2000 m², 2050 m², 2100 m², 2150 m², 2200 m², 2250 m², 2300 m², 2350 m², 2400 m², 2450 m², 2500 m², 2550 m², 2600 m², 2650 m², 2700 m², 2750 m², 2800 m², 2850 m², 2900 m², 2950 m², 3000 m², 3050 m², 3100 m², 3150 m², 3200 m², 3250 m², 3300 m², 3350 m², 3400 m², 3450 m², 3500 m², 3550 m², 3600 m², 3650 m², 3700 m², 3750 m², 3800 m², 3850 m², 3900 m², 3950 m², 4000 m², 4050 m², 4100 m², 4150 m², 4200 m², 4250 m², 4300 m², 4350 m², 4400 m², 4450 m², 4500 m², 4550 m², 4600 m², 4650 m², 4700 m², 4750 m², 4800 m², 4850 m², 4900 m², 4950 m², 5000 m², 5050 m², 5100 m², 5150 m², 5200 m², 5250 m², 5300 m², 5350 m², 5400 m², 5450 m², 5500 m², 5550 m², 5600 m², 5650 m², 5700 m², 5750 m², 5800 m², 5850 m², 5900 m², 5950 m², 6000 m², 6050 m², 6100 m², 6150 m², 6200 m², 6250 m², 6300 m², 6350 m², 6400 m², 6450 m², 6500 m², 6550 m², 6600 m², 6650 m², 6700 m², 6750 m², 6800 m², 6850 m², 6900 m², 6950 m², 7000 m², 7050 m², 7100 m², 7150 m², 7200 m², 7250 m², 7300 m², 7350 m², 7400 m², 7450 m², 7500 m², 7550 m², 7600 m², 7650 m², 7700 m², 7750 m², 7800 m², 7850 m², 7900 m², 7950 m², 8000 m², 8050 m², 8100 m², 8150 m², 8200 m², 8250 m², 8300 m², 8350 m², 8400 m², 8450 m², 8500 m², 8550 m², 8600 m², 8650 m², 8700 m², 8750 m², 8800 m², 8850 m², 8900 m², 8950 m², 9000 m², 9050 m², 9100 m², 9150 m², 9200 m², 9250 m², 9300 m², 9350 m², 9400 m², 9450 m², 9500 m², 9550 m², 9600 m², 9650 m², 9700 m², 9750 m², 9800 m², 9850 m², 9900 m², 9950 m², 10000 m², 10050 m², 10100 m², 10150 m², 10200 m², 10250 m², 10300 m², 10350 m², 10400 m², 10450 m², 10500 m², 10550 m², 10600 m², 10650 m², 10700 m², 10750 m², 10800 m², 10850 m², 10900 m², 10950 m², 11000 m², 11050 m², 11100 m², 11150 m², 11200 m², 11250 m², 11300 m², 11350 m², 11400 m², 11450 m², 11500 m², 11550 m², 11600 m², 11650 m², 11700 m², 11750 m², 11800 m², 11850 m², 11900 m², 11950 m², 12000 m², 12050 m², 12100 m², 12150 m², 12200 m², 12250 m², 12300 m², 12350 m², 12400 m², 12450 m², 12500 m², 12550 m², 12600 m², 12650 m², 12700 m², 12750 m², 12800 m², 12850 m², 12900 m², 12950 m², 13000 m², 13050 m², 13100 m², 13150 m², 13200 m², 13250 m², 13300 m², 13350 m², 13400 m², 13450 m², 13500 m², 13550 m², 13600 m², 13650 m², 13700 m², 13750 m², 13800 m², 13850 m², 13900 m², 13950 m², 14000 m², 14050 m², 14100 m², 14150 m², 14200 m², 14250 m², 14300 m², 14350 m², 14400 m², 14450 m², 14500 m², 14550 m², 14600 m², 14650 m², 14700 m², 14750 m², 14800 m², 14850 m², 14900 m², 14950 m², 15000 m², 15050 m², 15100 m², 15150 m², 15200 m², 15250 m², 15300 m², 15350 m², 15400 m², 15450 m², 15500 m², 15550 m², 15600 m², 15650 m², 15700 m², 15750 m², 15800 m², 15850 m², 15900 m², 15950 m², 16000 m², 16050 m², 16100 m², 16150 m², 16200 m², 16250 m², 16300 m², 16350 m², 16400 m², 16450 m², 16500 m², 16550 m², 16600 m², 16650 m², 16700 m², 16750 m², 16800 m², 16850 m², 16900 m², 16950 m², 17000 m², 17050 m², 17100 m², 17150 m², 17200 m², 17250 m², 17300 m², 17350 m², 17400 m², 17450 m², 17500 m², 17550 m², 17600 m², 17650 m², 17700 m², 17750 m², 17800 m², 17850 m², 17900 m², 17950 m², 18000 m², 18050 m², 18100 m², 18150 m², 18200 m², 18250 m², 18300 m², 18350 m², 18400 m², 18450 m², 18500 m², 18550 m², 18600 m², 18650 m², 18700 m², 18750 m², 18800 m², 18850 m², 18900 m², 18950 m², 19000 m², 19050 m², 19100 m², 19150 m², 19200 m², 19250 m², 19300 m², 19350 m², 19400 m², 19450 m², 19500 m², 19550 m², 19600 m², 19650 m², 19700 m², 19750 m², 19800 m², 19850 m², 19900 m², 19950 m², 20000 m², 20050 m², 20100 m², 20150 m², 20200 m², 20250 m², 20300 m², 20350 m², 20400 m², 20450 m², 20500 m², 20550 m², 20600 m², 20650 m², 20700 m², 20750 m², 20800 m², 20850 m², 20900 m², 20950 m², 21000 m², 21050 m², 21100 m², 21150 m², 21200 m², 21250 m², 21300 m², 21350 m², 21400 m², 21450 m², 21500 m², 21550 m², 21600 m², 21650 m², 21700 m², 21750 m², 21800 m², 21850 m², 21900 m², 21950 m², 22000 m², 22050 m², 22100 m², 22150 m², 22200 m², 22250 m², 22300 m², 22350 m², 22400 m², 22450 m², 22500 m², 22550 m², 22600 m², 22650 m², 22700 m², 22750 m², 22800 m², 22850 m², 22900 m², 22950 m², 23000 m², 23050 m², 23100 m², 23150 m², 23200 m², 23250 m², 23300 m², 23350 m², 23400 m², 23450 m², 23500 m², 23550 m², 23600 m², 23650 m², 23700 m², 23750 m², 23800 m², 23850 m², 23900 m², 23950 m², 24000 m², 24050 m², 24100 m², 24150 m², 24200 m², 24250 m², 24300 m², 24350 m², 24400 m², 24450 m², 24500 m², 24550 m², 24600 m², 24650 m², 24700 m², 24750 m², 24800 m², 24850 m², 24900 m², 24950 m², 25000 m², 25050 m², 25100 m², 25150 m², 25200 m², 25250 m², 25300 m², 25350 m², 25400 m², 25450 m², 25500 m², 25550 m², 25600 m², 25650 m², 25700 m², 25750 m², 25800 m², 25850 m², 25900 m², 25950 m², 26000 m², 26050 m², 26100 m², 26150 m², 26200 m², 26250 m², 26300 m², 26350 m², 26400 m², 26450 m², 26500 m², 26550 m², 26600 m², 26650 m², 26700 m², 26750 m², 26800 m², 26850 m², 26900 m², 26950 m², 27000 m², 27050 m², 27100 m², 27150 m², 27200 m², 27250 m², 27300 m², 27350 m², 27400 m², 27450 m², 27500 m², 27550 m², 27600 m², 27650 m², 27700 m², 27750 m², 27800 m², 27850 m², 27900 m², 27950 m², 28000 m², 28050 m², 28100 m², 28150 m², 28200 m², 28250 m², 28300 m², 28350 m², 28400 m², 28450 m², 28500 m², 28550 m², 28600 m², 28650 m², 28700 m², 28750 m², 28800 m², 28850 m², 28900 m², 28950 m², 29000 m², 29050 m², 29100 m², 29150 m², 29200 m², 29250 m², 29300 m², 29350 m², 29400 m², 29450 m², 29500 m², 29550 m², 29600 m², 29650 m², 29700 m², 29750 m², 29800 m², 29850 m², 29900 m², 29950 m², 30000 m², 30050 m², 30100 m², 30150 m², 30200 m², 30250 m², 30300 m², 30350 m², 30400 m², 30450 m², 30500 m², 30550 m², 30600 m², 30650 m², 30700 m², 30750 m², 30800 m², 30850 m², 30900 m², 30950 m², 31000 m², 31050 m², 31100

CONJONCTURE AFFAIRES

LA RÉGLEMENTATION TOUCHANT LES FONDS COLLECTÉS PAR LES CODEVI POURRAIT ÊTRE MODIFIÉE

Le montant des prêts bancaires aux entreprises financés sur les ressources des CODEVI (comptes pour le développement industriel) devrait atteindre 12 milliards de francs en 1985, indiquait-on jeudi 20 décembre au ministère de l'économie et des finances.

En 1984, les banques ont distribué environ 7 milliards de prêts bancaires aux entreprises (PBE), dont le taux est de 9,75 % pour les prêts à moins de sept ans, et de 10 % au-delà.

L'enveloppe 1985 des prêts du FIM (Fonds industriel de modernisation) serait de 8 milliards de francs, le même montant qu'en 1984, auquel s'ajoutera 1,5 milliard de report destiné aux pôles de conversion.

Pour permettre aux banques d'augmenter leur distribution de PBE en 1985, malgré le ralentissement de la collecte des CODEVI, la réglementation des fonds collectés pourrait être modifiée.

Jusqu'à présent, les banques devaient reverser 50 % de l'épargne collectée à la Caisse des dépôts et consignations, en conservant 25 % sous forme de liquidités, le solde étant affecté à la distribution des PBE.

L'année prochaine, la part de liquidités serait ramenée à 10 % et les banques pourraient donc disposer de 40 % de l'épargne recueillie pour distribuer des prêts.

Cette modification permettrait également de compenser les effets du ralentissement de l'épargne collectée par les CODEVI, dont l'encours atteint, fin octobre, quelque 62 milliards de francs. La collecte est passée en dessous de la barre des 5 % d'augmentation par mois en mars dernier, pour se stabiliser à environ 1 % ces derniers mois.

SELON SON NOUVEAU DIRECTEUR

La Chapelle-Darblay n'a perdu que 7 millions de francs depuis le mois de mai

La Chapelle-Darblay va mieux. C'est ce qu'ont affirmé les dirigeants de la société nouvelle Chapelle-Darblay, jeudi 20 décembre, à l'occasion de la pose d'une « première pierre » pour la station de désencrage des vieux papiers à l'usine de Grand-Couronne (Seine-Maritime). Selon M. Axel Ruckert, directeur d'exploitation, le déficit depuis la constitution de la nouvelle société, le 1^{er} mai 1984, est estimé à 7 millions de francs. Il était de quelque 10 millions de francs par mois lorsque La Chapelle-Darblay était sous règlement judiciaire (depuis décembre 1980). Les investissements industriels prévus, dont cette station de désencrage, sont évalués à 2,7 milliards de francs pour une production, de 240 000 tonnes de papier journal et 130 000 tonnes d'une autre sorte, le papier couché.

« L'objectif, selon M. Ruckert, n'est pas de sauvegarder un outil de production mais d'en faire un instrument compétitif sur le marché européen, voire mondial. » Les années 1985 et 1986, a encore déclaré M. Ruckert, pendant lesquelles des arrêts techniques programmés auront lieu, seront encore difficiles à passer.

Amendes

L'ancienne société Chapelle-Darblay employait 2 500 personnes environ. Après un long conflit, le gouvernement soutient la solution apportée par M. John Kila, du groupe papeterier allemand Farnoco. Le coût global de l'opération s'élève à 3,2 milliards de francs (2,3 milliards d'aides de l'Etat, 900 millions de francs d'origine bancaire). A terme, il doit rester 930 emplois sur 1 400 aujourd'hui.

Par ailleurs, la Commission européenne, qui s'est inquiétée des aides apportées par l'Etat à La Chapelle-

(1) 1 ECU = 6,5 F.

LA COMMISSION EUROPÉENNE OUVRE UNE PROCÉDURE D'INFRACTION SUR DES AIDES PUBLIQUES VERSÉES À USINOR ET SACLOR

La Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction à l'encontre de certains fonds publics versés par le gouvernement français à Usinor et Sacilor. Ces aides sont jugées contraires aux règles de la concurrence.

Elles ont été accordées aux groupes nationaux pour certaines de leurs filiales non sidérurgiques, et Bruxelles estime qu'elles couvrent des pertes pour un montant de 4,1 milliards de francs et qu'elles ont permis à Usinor et Sacilor d'acquiescer des participations dans d'autres sociétés pour 1,36 milliard de francs. Les aides d'Etat ne sont autorisées dans le secteur sidérurgique que si elles visent une restructuration et une réduction des capacités de production d'acier.

A Paris, on indique que l'Etat accorde une aide en droit de « faire son métier » et qu'un tel état de cause les règles communautaires sont respectées. Mais il est tout de même inquiétant de voir naître un contentieux sur les aides aux groupes sidérurgiques avec Bruxelles, d'une part, et avec les Pays-Bas et l'Allemagne, d'autre part. Comme la France estime qu'elle ne peut, à cause des conséquences sociales, réduire encore ses capacités et fermer des usines, les positions des uns et des autres risquent de déboucher l'an prochain, mais surtout en 1986 sur un conflit important.

M. B. Tapie reprend la distribution de Wrangler. — Dans le cadre du développement de sa branche textile, le groupe Tapie a repris la distribution de la marque Wrangler en France et annonce la prochaine arrivée du créateur Guy Paulin et de l'équipe du baron Bich. Commencée il y a un an, son activité dans le textile représente un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions de francs.

PRÉCISION. — A propos de l'accord financier franco-mexicain à trois volets (le Monde des 20 et 21 décembre), la Société générale nous précise qu'elle est chef de file dans la commande des deux porte-conteneurs aux chantiers navals de La Ciotat, avec le Crédit lyonnais, la Banque française du commerce extérieur et le Crédit national.

EXPORTEZ sans souci
VOS produits français
VOS adresses pour vos clients en U.S.A.
(sauf produits alimentaires)
Indiquez-nous vos possibilités
PULVOREX S.A.
18, bd Général-de-Gaulle
75001 PARIS



Nominations

● Aux Forges de Clabecq (Belgique), M. JEAN GANDOIS a été nommé administrateur. Il sera chargé de veiller à la restructuration de cette société privée qui fait l'objet d'aides publiques. M. Gandois, ancien PDG de Rhône-Poulenc, est déjà le délégué général du gouvernement belge auprès du groupe sidérurgique Cockerill-Sambre.

● Polygram France, M. ALAIN LEVY, trente-cinq ans, vient d'être nommé président. Cette filiale du groupe Philips est le premier producteur national de disques. Il remplace à ce poste M. Louis Hazan.

● A la SIPC, M. JACQUES COUSIN, quarante ans, devient président exécutif. Il en était jusqu'ici le directeur général. La Société internationale de promotion et de création (SIPC) assure la création, la promotion et le « marketing » des productions Daniel Hechter.

● Au Comité de développement et de promotion du textile, M. XAVIER LARÈRE, cinquante et un ans, maître des requêtes au Conseil d'Etat et ancien directeur général d'Antenne 2, a été nommé directeur général.

● A Saint-Gobain, M. ÉLISABETH ARDAILLON prend la direction de la communication du groupe. Agée de trente-quatre ans, M^{me} Ardaillon était directrice du développement chez Bernard Krief.

● A Polaroid France, M. ROBERT SALVANI, quarante et un ans, diplômé de HEC, vient d'être appelé à la direction générale. Il succède à M. Jean-Pierre Dumont, récemment nommé Managing Director European Marketing Operations et qui reste président du conseil d'administration de la société.

● A Entraprise et Progrès, M^{me} BRIGITTE CHAUMERET vient d'être nommée responsable des relations extérieures.

● Agée de vingt-deux ans, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Brigitte Chaumeret a été chargée des relations universitaires aux Editions Bordes, avant d'entrer dans le groupe SACLOR comme attachée de presse.

● Au Centre national d'études supérieures de Sécurité sociale (CNESS), M. REMY DUBOUCQ, ingénieur des affaires sociales et ancien directeur de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS), a été élu président du conseil d'administration. M. Jean Van der Meulen, représentant du CNPF, a été élu vice-président.

● A l'Observatoire de l'Énergie, M. JACQUES BLANCHARD, trente-deux ans, a été nommé secrétaire général. Polytechnicien, administrateur de l'INSEE, il remplace M. Dominique Maillard, dont il était l'adjoint depuis juillet 1982.

● A l'Union des associations françaises de relations publiques, M. GEORGES CRAPET vient d'être élu président. Cette association regroupe quinze associations régionales de relations publiques.

[Né en 1937, à Bouvraignes (Nord), licencié en lettres, M. Crapet est entré, en 1971, à la Française de Mécanique, à Douvrin (Pas-de-Calais), dont il dirige le service des relations publiques.]

● A l'UAP, M. MICHEL BERTHEZENE, qui était sous-directeur à la direction du Trésor au ministère de l'économie, des finances et du budget, va être chargé de mission auprès de la direction générale. Il suivra plus particulièrement, auprès de M. Didier Pfeiffer, directeur général, les questions d'investissements. Ancien élève de l'ENA, M. Berthezene est administrateur du Crédit commercial de France, de la Société lyonnaise de banque, de la Banque Worms et de la société Trepid.

SOCIAL

Manifestations contre la fermeture du train à feuillard de Réhon

De notre correspondant

Metz. — Deux cents sidérurgistes ont occupé, le 20 décembre, dès 8 h 30, les bureaux de Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), empêchant ainsi la tenue de la dernière réunion du comité d'établissement d'Usinor-Longwy pour 1984. Une discussion très houleuse s'est instaurée entre la direction et les syndicalistes. Ces derniers entendaient protester contre la fermeture du train à feuillard de Réhon, prévue pour le soir même. L'arrêt de cette installation, d'une capacité de production annuelle de 1 million de tonnes, intervient un an après celui de la tôle forte d'Usinor-Longwy.

Cette décision était contenue dans le plan acier 1982 et a été confirmée au printemps dernier. Elle entraîne la suppression de 362 emplois sur un effectif de 5 200 personnes à Usinor-Longwy. La majorité des salariés concernés (193) seront placés en congé de conversion, les autres étant soit mis en préretraite, soit mutés dans d'autres établissements de la sidérurgie. La CGT a une nouvelle fois dénoncé la « piégée » des contrats formation-conversion prévus par la nouvelle convention

générale de protection sociale signée en juillet 1984. La direction a, de son côté, garanti que deux offres d'emploi seraient proposées aux personnels à l'issue d'une période de formation.

Une chapelle de tristesse est tombée jeudi sur les pays haut-lorrains. « C'est comme si on avait eu un décès dans la famille », a notamment déclaré un contremaître de quarante-deux ans au moment de l'arrêt du train à feuillard. « Je suis écorché », cette phrase était sur les lèvres de nombreux sidérurgistes pour qui la fermeture de « leur » installation est un « bien triste cadeau de Noël ».

A Gandrange (Moselle), le comité d'établissement de Gandrange-Rombas a également été perturbé par 120 grévistes du service entretien qui réclamaient la suspension de la décision de supprimer 1 283 emplois dans leur service d'ici à 1987.

A Joux (Meurthe-et-Moselle), la direction d'Usinor a confirmé la fermeture du train à feuillard (108 personnes) pour vendredi 21 décembre.

JEAN-LOUIS THIS.

Les syndicats ouvriers refusent de signer l'accord sur la flexibilité

(Suite de la première page.)

Le 20 décembre, nouvelle volte-face : lors d'une réunion avec le bureau confédéral, les fédérations de FO se sont prononcées à l'unanimité contre le texte, seule le chapitre sur les mutations technologiques trouvant quelques défenseurs. « Du premier jusqu'à la fin, il y a des choses qui sont absolument inacceptables », confiait un dirigeant fédéral.

C'est théologique

Dès lors, les fédérations souhaitent que FO se prononce contre le protocole sans attendre le 11 janvier. M. Bergeron a ainsi annoncé le 21 décembre que le bureau confédéral, « unanime », recommanderait à sa commission exécutive de ne pas signer ce protocole : « On a été au bout des possibilités. Cela touche au code du travail. Nos militants n'en veulent pas. C'est théologique. Je ne peux pas passer par-dessus la tête des militants. Nous sommes une organisation démocratique ».

De fait, la décision de FO obéit à une certaine logique. M. Bergeron ne cachait pas, depuis l'origine, son scepticisme. Le récent congrès de FO avait affiché une position extrêmement ferme en notant, par exemple, à propos du travail différencié, que la protection légale, au demeurant insuffisante, était un minimum. De plus la conception même du texte entraînait FO, contre sa nature, vers une nouvelle définition du rôle du syndicalisme. Mais l'attachement du secrétaire général à une politique contractuelle, qu'il sent se dérober sous ses pas, l'incitait à la recherche du compromis.

L'opposition de la CFTC est moins surprenante, puisque, dès le 16 décembre, elle paraissait, parmi les quatre signataires potentiels, la plus réservée. M. Jean Bernard, président de la centrale chrétienne, a annoncé le 21 décembre, le refus de signer, après la réunion, la veille, d'un conseil fédéral extraordinaire, qui, par 34 voix contre zéro, a jugé le protocole « inacceptable en l'état ». Tout en estimant qu'il n'est « pas possible de se cramponner pour le principe sur toutes les situations acquises » et en reconnaissant « certains aspects positifs », comme sur les mutations, la CFTC a considéré qu'il n'y a « pas de perspective certaine d'un solide positif pour l'emploi ». Elle se déclare prête à reprendre les négociations et met en garde le gouvernement « contre toute décision de modification de la législation du travail qui serait prise sans attendre un accord entre les partenaires sociaux ».

FO et la CFTC ayant dit non, il devenait d'autant plus impossible à la CFDT de signer qu'elle avait tout le temps indiqué qu'il y aurait accord de quatre syndicats ou pas d'accord de tout. Mais là aussi les tensions internes ont abouti à précipiter les événements sans attendre la date du 26 décembre prévue pour la réponse. L'avis positif du bureau national (donné avec 22 pour, 9 contre et 3 abstentions), engagé non seulement les négociateurs mais M. Edmond Maire et l'ensemble de la commission exécutive, malgré les divergences qui ont pu s'exprimer en son sein. Or cette position a rencontré une forte opposition interne, émanant d'abord des régions (notamment Alsace, Lorraine, Bourgogne, Rhône-Alpes) mais

aussi de fédérations importantes comme la chimie, laquelle ne se caractérise pourtant pas par un désaccord avec l'orientation générale de la confédération.

Cette mort de la grève, à quel-ques mois d'un congrès confédéral qui s'annonce déjà difficile, a amené M. Maire à accélérer le mouvement en prenant une position qui traduit un réel embarras. Dans une déclaration le 21 décembre, M. Maire indique que la consultation en cours a fait ressortir « le caractère positif » des trois premiers chapitres (mutations technologiques, durée et aménagement du temps de travail, procédures de licenciement), mais aussi le caractère « inacceptable » des deux derniers chapitres (seuils et travail différencié). En conséquence, il propose à son bureau national du 26 décembre « une hypothèse conduisant à adopter les trois premiers chapitres en l'état et à proposer au CNPF de renégocier les deux derniers chapitres ». Le protocole constituant un tout, cela revient donc pour la CFDT à ne pas le signer.

Ces refus à la chaîne font penser au scénario de 1980 lorsqu'un accord avait été sur le point d'être signé sur la durée du travail. La différence est que certaines directions confédérales s'étaient alors moins engagées. En 1984, c'est bien la pression, forte, de la base qui semble avoir eu raison des velléités de signature des états-majors syndicaux. Une base qui a voulu manifester son inquiétude devant la remise en cause apparente de certains acquis sociaux au profit d'une mutation des comportements syndicaux à laquelle elle n'est sans doute pas prête. Les avancées sur la maîtrise des mutations technologiques et la durée du travail — l'annulation du temps étant lié à une réduction du nombre d'heures annuel — se trouvent balayées par un réflexe général de conservatisme. C'est le retour à la case départ.

Le triple refus du 21 décembre aura évidemment de multiples conséquences. FO, la CFDT et la CFTC en garderont un amer goût d'échec même si dans l'immédiat elles préservent leur unité. La CGT se trouvera confortée dans une hostilité qu'elle a manifestée dès le départ. Dans le même temps, elle est privée d'une cible — « les quatre signataires » — et se pourra donc plus prétendre être le seul et authentique défenseur des salariés sur le terrain syndical. Pour le CNPF c'est également un grave échec qui l'amènera à méditer sur le poids grandissant de FO, un phénomène dont il se réjouissait en 1983. Ayant donné le sentiment d'être allé jusqu'au bout des concessions, il ne peut perdre la face en acceptant une renégociation « envisagée aussi par FO », ne serait-ce que partielle. M. Chotard, ainsi mis en difficulté, ne pourra que se tourner — avec la CGC ? — vers le gouvernement. Mais celui-ci court un gros risque politique à intervenir contre l'avis de quatre syndicats sur cinq, alors que ses textes en préparation allaient moins loin que le protocole. La politique contractuelle a de nouveau du plomb dans l'aile. Chez Renault, l'accord-cadre sur l'emploi a essuyé le refus de la CGT et de la CFDT, la CGC et la CSI, décidant de signer. Les autres syndicats se concertent...

MICHEL NOBLECOURT.

OCDE

A paraître le 21 décembre 1984 :

■ PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE N° 38. Étude conjuguée des tendances et des prévisions concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements courants au cours des dix-huit prochains mois. Ces prévisions sont fondées sur l'analyse de la situation de chaque pays membre, compte tenu des incidences de l'évolution internationale sur chacun d'eux. FF85. Plusieurs titres traitant votre exemplaire ! Vous pouvez également vous abonner aux deux numéros à paraître en 1985 (N° 37 — juillet et N° 38 — décembre) : FF110. « L'OCDE » abonne quatre-vingt-quatre pays industriels et dont les analyses sont assurées dans le monde entier. La France, 21 juin 1984.

■ ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE. Études annuelles, très détaillées, pour les pays de l'OCDE, des tendances et des politiques économiques. Première étude parue dans la série 1984-1985 :

■ SUISSE, FF20. Études en préparation : Belgique-Luxembourg ; Royaume-Uni ; Yougoslavie. Abonnement à la série (20 à 24 études à paraître) : FF340.

TENDANCES DES MARCHÉS DES CAPITAUX : ■ N° 27 — MARS 1984. Étude spéciale : Les obstacles aux échanges internationaux de services financiers. Marchés internationaux des capitaux : Série rétrospective, Septembre 1984.

■ N° 28 — JUIN 1984. Étude spéciale : Les effets des nouveaux outils financiers et des nouvelles techniques d'information sur le fonctionnement des marchés des capitaux. Octobre 1984. Chaque numéro : FF40.

■ Abonnement (N° 27 et N° 28) : FF100. Il est possible de souscrire un abonnement combiné aux Tendances des Marchés des Capitaux et aux Statistiques Financières de l'OCDE — Paris (mensuelles). Abonnement 1985 : FF300.

■ ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES : SECTEUR BANCAIRE. Recensement et analyse des obstacles. Août 1984, FF80. ■ ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES : ASSURANCES. Recensement et analyse des obstacles. Février 1984, FF50.

■ LA SITUATION DES OUVRIERS AU REGARD DE L'IMPÔT ET DES TRANSFERTS SOCIAUX 1979-1983. Ce rapport est le premier d'une nouvelle série consacrée à la situation d'un ouvrier moyen au regard de l'impôt et des transferts sociaux. Il fait état des sommes payées au titre de l'impôt sur le revenu et des sommes reçues au titre des prestations familiales par les contribuables dont le revenu correspond à celui d'un ouvrier. Novembre 1984, FF140.

■ DÉPENSES FISCALES — PROBLÈMES ET PRATIQUES SUIVIES PAR LES PAYS (Australie, Autriche, Canada, France, Allemagne, Hongrie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis, Octobre 1984, FF80).

■ PRIX DE TRANSFERT ET ENTREPRISES MULTINATIONALES : TROIS ÉTUDES FISCALES. Octobre 1984, FF60.

■ INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET ENTREPRISES MULTINATIONALES. LE RÉ-EXAMEN DE 1984 DE LA DÉCLARATION ET DES DÉCISIONS DE 1976. Juillet 1984, FF32.

■ POLITIQUES À L'ÉGARD DES FUSIONS ET TENDANCES RÉCENTES DES FUSIONS. Octobre 1984, FF63.

■ POLITIQUES DE LA CONCURRENCE ET DES ÉCHANGES — LEUR INTERACTION. Octobre 1984, FF60.

■ MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE LA CONCURRENCE. Coopération internationale pour le collecte de renseignements. Mars 1984, FF80.

■ CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE : gratuit. Prière d'envoyer ce bon de commande accompagné de votre carte de visite à l'une des trois adresses suivantes : LIBRAIRIE PAYOT, 6 rue Grenus, 1211 Genève 11.

JEAN DE LAMROY, avenue du Roi 202, 1060 Bruxelles.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

socialiste nous condamne
urgence vis-à-vis de toute relance
économique M. Alain Juppé

SEES

L'immobilier

DE FOND

INVESTISSEMENT

COOPÉRATION

DEVELOPPEMENT

ÉCONOMIQUES

2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

BOURSE DE PARIS Comptant 20 DECEMBRE

Irregularité

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. Les conditions d'un référendum en Nouvelle-Calédonie.

ÉTRANGER

- 3. DIPLOMATIE
- 4. ASIE
- 5. PROCHE-ORIENT
- Israël : Jérusalem menace de rompre les pourparlers avec le Liban.
- 6. AFRIQUE
- Soudan : vingt à trente enfants meurent quotidiennement de la rougeole, dans les centres d'accueil.

POLITIQUE

- 7-8. Violente polémique sur la Nouvelle-Calédonie.
- 8. La fin de la session extraordinaire du Parlement.

SOCIÉTÉ

- 9. Une opération de police contre le terrorisme en Europe.
- 10. La loi Joxe-Chénedès est adoptée dans l'indifférence.
- 18. SPORTS

89 FM

à Paris

ABO « Le Monde »

232-14-14

vendredi 21, 19 h 25

(appels possibles dès 19 h)

Noël est-il

encore une

fête religieuse ?

ALAIN WOODROW

et CHRISTIANE CHOMBEAU

répondent aux questions

des auditeurs et des lecteurs

(débat animé par François Koch)

SUPPLÉMENT

- 11 à 14. Conté du Sud : une période délicate.

CULTURE

- 15. La tournée africaine de Jacques Higelin.
- 17. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

- 20-21. CONJONCTURE : les perspectives de l'OCDE pour l'économie européenne en 1985.
- 21. AFFAIRES.
- 22. SOCIAL.
- 22. AUTOMOBILE.
- AGRICULTURE.

RADIO-TÉLÉVISION (18)

INFORMATIONS

« SERVICES » (19) :

Les offices de Noël ; « Journal officiel » ; « Le week-end d'un chineux » ; Météorologie ; Loto ; Bulletin d'enseignement.

Amusements classés (20) ; Carnet (18) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Mots croisés (X) ; Marchés financiers (23).

L'ABBÉ PIERRE

invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

L'abbé Pierre, fondateur de l'association charitable « Les chômeurs d'Europe », sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », le dimanche 23 décembre, de 18 h à 19 h 30.

L'abbé Henri Grosjean, qui fut député de Meurthe-et-Moselle de 1945 à 1951 après avoir été sous-secrétaire de la marine et participé à la Résistance, répondra aux questions d'André Fontaine et de Robert Solé, du Monde, et de Michel Grégoire et de Jean-Vincent Hillaire, de RTL. Le débat sera dirigé par Henri Marquet.

ESPOIR VERT

« Projet de restauration des terres désertiques »

compromis par des événements et hauts techniciens

Line de l'ère, c'est déjà participer à la lutte contre le désert dans le monde.

ÉCOLOGIE - ÉNERGIE - SURVIE

À BOURGEOIS, 41400 MONTRECHARD

Tél. : (04) 82-29-08

France : 200 F

A B C D E F G

RÉUNIE A GENÈVE

La conférence de l'OPEP ajourne ses travaux jusqu'au 27 décembre sans avoir trouvé d'accord sur les prix

Genève. — Contrairement à toute attente, les treize ministres du pétrole de l'OPEP ont suspendu leur conférence pour six jours, le vendredi 21 décembre à Genève, sans être parvenus à s'entendre sur une nouvelle grille des prix. Les ministres, a annoncé M. Subroto, président de l'OPEP, reprendront leurs travaux le 27 décembre, après avoir soumis à leurs gouvernements respectifs des propositions élaborées par un comité restreint visant à établir un contrôle réel de la politique de production et de prix de chaque pays.

Alors que la plupart des observateurs attendaient que l'essentiel des débats à Genève porte sur le réajustement envisagé de la grille des prix de l'Organisation, actuellement inadaptée au marché, les treize ministres, conscients que le manque de crédibilité de l'OPEP était à l'origine de l'échec de la stratégie adoptée le 31 octobre pour défendre le prix de référence, ont, semble-t-il, consacré le plus gros de leurs discussions aux problèmes de discipline interne.

La reconduction pure et simple du dispositif adopté il y a deux mois — maintien d'un plafond de production de 16 millions de barils/jour et du prix de référence de 29 dollars par baril — assortie d'un réajustement mineur de la grille des prix relatifs, tel qu'il était envisagé, ne pouvait à l'évidence, suffire à redresser la situation. Et ce pour deux raisons : d'une part, aussi longtemps que les opérateurs anticipaient un échec et une baisse prochaine des prix, ils allaient continuer de déstocker massivement, aggravant la chute des cours, comme en témoignait d'ailleurs l'évolution des prix sur le marché libre depuis l'ouverture de la conférence ; d'autre part, les producteurs non membres de l'Organisation, notamment la Grande-Bretagne, la Norvège et l'URSS, qui tous attendaient les résultats de la conférence de Genève pour fixer leurs prix officiels, allaient être tentés de diminuer à nouveau ces prix si l'accord ne leur paraissait pas assez positif pour renverser la tendance. Plusieurs délégations, notamment celles de l'Irak, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, avaient exprimé leurs doutes sur l'efficacité de mesures jugées largement insuffisantes.

Mais l'Arabie saoudite se refusait à accepter un différend plus important des différends — écarts de prix reflétant les différences de qualité et d'éloignement des bruns — qui risquaient de gêner sa politique commerciale, tant qu'elle n'obtenait pas l'assurance que les engagements de tous les pays membres, principalement en matière de prix et de production, seraient effectivement appliqués.

Incapables de s'entendre rapidement sur une nouvelle grille de prix réellement compatible avec les réalités du marché, mais pressés par le temps, les membres de l'OPEP étaient donc tenus de trouver « autre chose », aussi spectaculaire et solennel que possible. « L'OPEP a d'abord discuté des prix (...) puis de la production. Il s'avère aujourd'hui que ces deux paramètres ne sont pas suffisants pour les manipulations de stocks et l'utilisation qui est officiellement faite des stocks détenus par les pays consommateurs montrent qu'ils ne suffisent plus pour amorcer une politique de défense des intérêts de l'Organisation. Il faut aller un peu plus loin. C'est ce que nous essayons de faire », a déclaré M. Nabi, ministre algérien de l'énergie.

Une stratégie plus crédible

Les treize ministres ont donc décidé de revenir vers leurs gouvernements pour mettre sur pied une nouvelle stratégie plus crédible. Cette nouvelle direction pourrait se traduire rapidement par la création d'un corps d'experts indépendants chargés de faire des audits dans chaque pays membre, afin de contrôler effectivement son niveau réel de production, la destination de ses ventes et le montant de celles-ci.

Un contrôle serait notamment exercé sur les différentes étapes indispensables à la conclusion des transactions. En cas d'entorse caractérisée aux règles de l'Organisation, des sanctions seraient même envisagées. La mise en place d'un tel mécanisme suppose à l'évidence l'accord de tous les États, l'idée d'un contrôle effectif au sein de l'OPEP n'étant toujours hantée jusqu'ici aux limites de la souveraineté nationale de chaque pays.

Au plus long terme, l'idée a semble-t-il été évoquée entre plusieurs États membres de l'Organisation (Arabie saoudite et Émirats arabes unis notamment) de créer un véritable organisme commun d'intervention sur le marché libre. Cet organisme, doté de fonds importants, achèterait sur le marché

De notre envoyée spéciale

« spot » (c'est-à-dire au jour le jour) et sur le marché à terme de New York les quantités nécessaires pour contrer tout dérapage des prix, un fonds de compensation permettant d'éponger les pertes momentanément encourues.

Cette initiative, qui bouleverserait le marché pétrolier si elle était appliquée, ne fera pas l'objet d'une résolution immédiate. « L'intervention sur le marché pourrait être une très bonne idée », a assuré M. Nabi, précisant toutefois : « Nous voulons d'abord faire en sorte que les décisions sur les prix ou la production soient strictement appliquées. »

Constat d'échec ou amorces d'une nouvelle étape ? Les avis étaient très partagés, à Genève, sur le sens à donner à cette décision. « L'OPEP ne rigole plus », assurait un membre de la délégation des Émirats arabes

unis. « Ils cherchent seulement à gagner du temps », assaillait, en revanche, un négociant.

L'incapacité passée de l'organisation à mettre en place un système efficace de contrôle faisait planer beaucoup de doutes sur le résultat possible de ces initiatives. Les obstacles politiques auxquelles elles ne manqueraient pas de se heurter sont très importants — entre autres le fait que deux des pays membres, l'Irak et l'Iran, sont en guerre et considèrent leurs exportations pétrolières comme des données stratégiques.

« C'est de la poudre aux yeux. L'OPEP aura réussi son coup si elle parvient à retarder au-delà du 31 décembre les décisions de la Grande-Bretagne et de la Norvège sur les prix », assurait, cynique, un négociant.

VÉRONIQUE MAURUS.

NOUVEL ATTENTAT ANTI-DRUZE DANS UN VILLAGE LIBANAIS

25 personnes tuées ou blessées

Vingt-cinq personnes ont été tuées ou blessées par l'explosion d'une voiture piégée ce vendredi matin 21 décembre, devant l'école du village druze de Ras-el-Muta (dans la montagne, à 20 km au nord-est de Beyrouth), a annoncé la radio du Parti socialiste progressiste (PSP). La voie de la montagne. Selon la radio, qui ne précise pas le nombre de tués, une charge de 200 kilos de dynamite était placée dans la voiture, de type Mercedes, garée à l'entrée de l'école.

Il s'agit du quatrième attentat en trois semaines contre des objectifs druzes au Liban. Le 29 novembre, une voiture piégée avait explosé à Aley, dans la même région, faisant quatre morts et quatorze blessés. Le 12 décembre, une autre voiture piégée avait fait deux blessés devant le quartier général druze à Beyrouth-Ouest. Le 14 décembre, enfin, des inconnus avaient ouvert le feu et tué un officier druze à Beyrouth-Ouest.

A Tripoli, l'armée libanaise s'est déployée, jeudi 20 décembre, dans la ville, remplaçant les combattants des milices et les troupes syriennes qui ont abandonné certaines de leurs positions dans la capitale du Liban du Nord. (Reuters, A.F.P.)

Le numéro de « Monde » daté 21 décembre 1984 a été tiré à 446 341 exemplaires

Un « événement important » à Moscou ?

LA 35^{ÈME} PARTIE DU CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS REPORTÉE

Moscou (AFP). — Des « raisons techniques » qui pourraient correspondre à un « événement important » de la vie politique de l'URSS ont entraîné le report au mercredi 26 décembre de la 35^{ème} partie du championnat du monde d'échecs entre les Soviétiques Anatoli Karpov et Garry Kasparov qui devait se jouer vendredi, à-t-il appris de sources autorisées.

L'arbitre principal du match, le grand-maître yougoslave Svetozar Gligoric, a indiqué en effet que cette partie ne serait disputée ni vendredi ni lundi prochain, car la salle des colonnes de la Maison des syndicats où se déroule la rencontre sera « occupée », selon l'explication que lui ont donnée les organisateurs du championnat. Les « raisons techniques » invoquées par ceux-ci pourraient correspondre à un « événement important », a-t-il estimé.

La salle des colonnes est notamment le lieu où sont exposés les dépouilles mortelles des hauts dignitaires du régime, notamment les observateurs, qui rappellent que le maréchal Dmitri Oustinov, ministre soviétique de la Défense, âgé de soixante-seize ans, n'a pas été vu en public depuis le 27 septembre dernier. Son absence prolongée est interprétée dans les milieux diplomatiques comme le signe d'une maladie grave.

en vrai bois nos éléments

Avec nos éléments (en bois) toutes les combinaisons sont possibles :

- lampes, armoires,
- bibliothèques,
- draps ou décalés,
- secrétaires, etc.

Style et contemporain, toutes essences.

CAPELOU

37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro Parmentier - Tél. 357 45 35

ESSAYEZ GRATUITEMENT UN HALOGENE CHEZ VOUS

Les lampadaires qui éclairent toute une pièce. Plus de 50 modèles. Conseil et service après-vente de qualité.

READY MADE

38-40, RUE JACOB - 75006 PARIS - TEL. 260.28.01

PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 229 F par mois.
- Vente à partir de 265,85 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés. Service après-vente garanti.

Fondateur du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Théâtre de l'Opéra.

hamm

Prix comptant : 11.950 F
Sur 84 mois - T.E.G. 21,50 % CRÉG.
Apport initial de 450 F.
Coût du crédit : 10.831,40 F.

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

A la SARL Le Monde

Les porteurs de parts de la SARL Le Monde se sont réunis le 20 décembre en assemblée générale extraordinaire. L'assemblée, convoquée pour désigner un ou plusieurs gérants, a pris acte du fait qu'aucun candidat n'était présenté pour prendre la succession d'André Laurens, gérant en exercice. Celui-ci a alors demandé sa révocation pour placer les porteurs de parts devant leurs responsabilités. L'assemblée a refusé de révoquer le gérant de la Société et les représentants de la Société des rédacteurs ont fait valoir qu'ils n'étaient pas mandatés pour se prononcer sur cette question.

Après avoir constaté qu'il n'était pas possible, par cette procédure, de conduire jusqu'à son terme la logique d'une action tendant au changement de gérant, André Laurens a donné sa démission. L'assemblée a pris acte de sa démission et l'a chargé d'assurer les affaires courantes pendant la durée de son préavis de trois mois et jusqu'à la désignation d'un nouveau gérant.

Elle a ensuite voté (600 parts contre 400, celles de la Société des rédacteurs) la résolution suivante :

« L'assemblée générale autorise le gérant en exercice à vendre les immeubles de la Société, sous réserve de l'approbation par elle des modalités et conditions de cette vente. Cette autorisation prendra effet au 31 mars 1985. À cette date, il n'existe pas d'autre moyen de faire face à la charge des engagements de trésorerie que la

gérance est autorisée à contracter. »

À l'issue de l'assemblée générale, les personnalités déléguées des parts A, à la quasi-unanimité, ont prié M. André Fontaine, rédacteur en chef, de « procéder à une mission exploratoire pour déterminer s'il pouvait se porter candidat à la gérance avant la fin de l'année 1984 ».

Les représentants de la Société des cadres du Journal Le Monde, porteurs de 5% des parts de la SARL, ont, après la clôture de l'assemblée générale tenue le 20 décembre 1984, que les associés A, à la quasi-unanimité, ont prié M. André Fontaine de procéder à une mission exploratoire pour déterminer s'il pouvait se porter candidat à la gérance avant la fin de l'année 1984.

Il s'ensuit qu'une telle initiative ait pu être prise immédiatement après la clôture de l'assemblée générale qui réunissait l'ensemble des porteurs de parts. Face à de tels procédés, ils estiment donc n'être en aucun cas liés par cette décision.

Le conseil d'administration de la Société des rédacteurs a fait savoir le 21 décembre qu'il ne considère comme démissionnaire ni assumer les responsabilités jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil, fixée en 7 janvier 1985.

Une déclaration d'André Fontaine

À l'issue de l'assemblée générale de la SARL du 20 décembre, les porteurs de parts A m'ont confié, à la quasi-unanimité, une mission d'exploration. Son objet est de déterminer si les conditions d'une nouvelle candidature de ma part peuvent être réunies. Je rappelle que, dès le départ, j'avais fait savoir que je ne me présenterais que si je parvenais à constituer une équipe composée d'un administrateur et d'un ou deux rédacteurs en chef, et que c'est le retrait in extremis de Philippe Remond, sur lequel je comptais comme administrateur, qui m'avait amené à renoncer à me porter candidat.

Dans la lettre que Philippe Remond m'a adressée et dont j'ai donné lecture à l'assemblée générale de la Société des rédacteurs du Monde du 19 décembre, il invoque, pour expliquer sa décision, l'absence, dans la rédaction, de l'« être puissant » nécessaire pour redresser la situation du journal, aux prises avec des échecs financiers dramatiques. La vote intervenu le 19 sur la confiance à André Laurens a

montré que la rédaction était profondément divisée. Il ne serait pas question pour moi de me porter candidat si je n'avais pas l'espoir que cette division, et les autres, puissent être surmontées.

Ce principe étant posé, mon intention est d'abord de déterminer avec certitude si, et par quels moyens, la possibilité existe, comme je veux le croire, de maintenir une indépendance que je ne prendrai en aucun cas la responsabilité d'aliéner. La recherche de ces moyens implique, bien entendu, des contacts de caractère informel, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, y compris avec les partenaires sociaux, et les conditions actuelles du fonctionnement de la Société des rédacteurs, principal porteur de parts du Monde, veulent celle-ci à l'impuissance et menacent notre journal de paralysie et que, comme elle est la première à le souhaiter, elles doivent donc être modifiées à brève échéance.

A. F.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL À PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique / permanence télé

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/84 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Un cadeau signé

Aldebert

Joailleur

a encore plus de valeur

Bijoux dès F. 2000.-

Le plaisir d'acheter...
Là où il y a l'accueil.

Aldebert

15, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, lg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

A la SART Le Monde

Une déclaration d'André Fontaine

1. Einleitung
 2. Grundlagen
 3. Methoden
 4. Ergebnisse
 5. Diskussion
 6. Fazit
 7. Literaturverzeichnis
 8. Anhang
 9. Index
 10. Abbildung
 11. Tabelle
 12. Formel
 13. Diagramm
 14. Skizze
 15. Zeichnung
 16. Photographie
 17. Video
 18. Audio
 19. Software
 20. Hardware
 21. Netzwerk
 22. System
 23. Prozess
 24. Struktur
 25. Organisation
 26. Management
 27. Wirtschaft
 28. Recht
 29. Politik
 30. Sozialwissenschaft
 31. Humanwissenschaft
 32. Geisteswissenschaft
 33. Wissenschaft
 34. Studium
 35. Forschung
 36. Lehre
 37. Unterricht
 38. Bildung
 39. Kultur
 40. Religion
 41. Philosophie
 42. Medizin
 43. Biologie
 44. Chemie
 45. Physik
 46. Mathematik
 47. Ingenieurwesen
 48. Architektur
 49. Design
 50. Kunst
 51. Musik
 52. Literatur
 53. Sprache
 54. Historie
 55. Geographie
 56. Umwelt
 57. Wirtschaftswissenschaften
 58. Rechtswissenschaften
 59. Politikwissenschaft
 60. Sozialwissenschaft
 61. Humanwissenschaft
 62. Geisteswissenschaft
 63. Wissenschaft
 64. Studium
 65. Forschung
 66. Lehre
 67. Unterricht
 68. Bildung
 69. Kultur
 70. Religion
 71. Philosophie
 72. Medizin
 73. Biologie
 74. Chemie
 75. Physik
 76. Mathematik
 77. Ingenieurwesen
 78. Architektur
 79. Design
 80. Kunst
 81. Musik
 82. Literatur
 83. Sprache
 84. Historie
 85. Geographie
 86. Umwelt
 87. Wirtschaftswissenschaften
 88. Rechtswissenschaften
 89. Politikwissenschaft
 90. Sozialwissenschaft
 91. Humanwissenschaft
 92. Geisteswissenschaft
 93. Wissenschaft
 94. Studium
 95. Forschung
 96. Lehre
 97. Unterricht
 98. Bildung
 99. Kultur
 100. Religion
 101. Philosophie
 102. Medizin
 103. Biologie
 104. Chemie
 105. Physik
 106. Mathematik
 107. Ingenieurwesen
 108. Architektur
 109. Design
 110. Kunst
 111. Musik
 112. Literatur
 113. Sprache
 114. Historie
 115. Geographie
 116. Umwelt
 117. Wirtschaftswissenschaften
 118. Rechtswissenschaften
 119. Politikwissenschaft
 120. Sozialwissenschaft
 121. Humanwissenschaft
 122. Geisteswissenschaft
 123. Wissenschaft
 124. Studium
 125. Forschung
 126. Lehre
 127. Unterricht
 128. Bildung
 129. Kultur
 130. Religion
 131. Philosophie
 132. Medizin
 133. Biologie
 134. Chemie
 135. Physik
 136. Mathematik
 137. Ingenieurwesen
 138. Architektur
 139. Design
 140. Kunst
 141. Musik
 142. Literatur
 143. Sprache
 144. Historie
 145. Geographie
 146. Umwelt
 147. Wirtschaftswissenschaften
 148. Rechtswissenschaften
 149. Politikwissenschaft
 150. Sozialwissenschaft
 151. Humanwissenschaft
 152. Geisteswissenschaft
 153. Wissenschaft
 154. Studium
 155. Forschung
 156. Lehre
 157. Unterricht
 158. Bildung
 159. Kultur
 160. Religion
 161. Philosophie
 162. Medizin
 163. Biologie
 164. Chemie
 165. Physik
 166. Mathematik
 167. Ingenieurwesen
 168. Architektur
 169. Design
 170. Kunst
 171. Musik
 172. Literatur
 173. Sprache
 174. Historie
 175. Geographie
 176. Umwelt
 177. Wirtschaftswissenschaften
 178. Rechtswissenschaften
 179. Politikwissenschaft
 180. Sozialwissenschaft
 181. Humanwissenschaft
 182. Geisteswissenschaft
 183. Wissenschaft
 184. Studium
 185. Forschung
 186. Lehre
 187. Unterricht
 188. Bildung
 189. Kultur
 190. Religion
 191. Philosophie
 192. Medizin
 193. Biologie
 194. Chemie
 195. Physik
 196. Mathematik
 197. Ingenieurwesen
 198. Architektur
 199. Design
 200. Kunst
 201. Musik
 202. Literatur
 203. Sprache
 204. Historie
 205. Geographie
 206. Umwelt
 207. Wirtschaftswissenschaften
 208. Rechtswissenschaften
 209. Politikwissenschaft
 210. Sozialwissenschaft
 211. Humanwissenschaft
 212. Geisteswissenschaft
 213. Wissenschaft
 214. Studium
 215. Forschung
 216. Lehre
 217. Unterricht
 218. Bildung
 219. Kultur
 220. Religion
 221. Philosophie
 222. Medizin
 223. Biologie
 224. Chemie
 225. Physik
 226. Mathematik
 227. Ingenieurwesen
 228. Architektur
 229. Design
 230. Kunst
 231. Musik
 232. Literatur
 233. Sprache
 234. Historie
 235. Geographie
 236. Umwelt
 237. Wirtschaftswissenschaften
 238. Rechtswissenschaften
 239. Politikwissenschaft
 240. Sozialwissenschaft
 241. Humanwissenschaft
 242. Geisteswissenschaft
 243. Wissenschaft
 24

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

100-443612-1

Aldebert

James M. Evans

Aldock



La neige était américaine, page 11

Soldes à Paris et à Londres, page IV

Un guidon en forêt, page XII

Les programmes commentés de radio et de télévision, pages V à IX

Supplément au n° 12411. Ne peut être vendu séparément. Samedi 22 décembre 1984.

Quatre massifs pour La Clusaz

De la « noire » à l'Étalle.

A La Clusaz, ne prononcez pas le « z », on vous cataloguerait aussitôt comme « étranger ». Si on vous interroge sur l'origine de ce nom, répondez qu'il vient de l'italien *via clusa*, un chemin resserré entre deux montagnes.

Installée à 1 040 mètres d'altitude dans le fond d'une vallée étroite que domine la puissante chaîne des Aravis, La Clusaz a découvert, il y a cinquante ans, les vertus des sports d'hiver. Mais les premiers skieurs qui fréquentèrent ses pentes, au début des années 30, durent se frotter aux « Cluses ». Certains n'hésitèrent pas alors à répandre du fumier sur les pistes et à piquer leurs champs pour éloigner les skieurs. Ces solides montagnards ont depuis longtemps rabaisé leurs fourches. Certains continuent aujourd'hui à s'occuper de leurs troupeaux tout en faisant fructifier leurs terres, dont les parcelles constructibles se vendent désormais à prix d'or : les autres exploitent des hôtels, tiennent des boutiques ou des magasins de sports, tandis que leurs enfants restés au pays sont moniteurs, pisteurs ou travaillent aux remontées mécaniques.

La principale caractéristique de ce site est l'extrême variété de pentes qui se répartissent sur quatre grands massifs : Beuregard, moyennement vallonné et parfaitement aménagé pour les débutants, l'Étalle, royaume du grand ski, l'Aiguille et enfin Balme, au fond de la vallée des Confins, univers du ski sauvage et paradis des fondeurs. Chacun d'eux a ses trésors cachés, ses pentes réservées aux initiés, ses territoires « secrets » que les plus fins skieurs ne tardent pas à découvrir.

Le massif de Beuregard, aux pentes très douces, dispose, cependant, en face nord, d'une redoutable piste noire, qui emprunte trois murs vertigineux, souvent verglassés et creusés d'une multitude de bosses qu'on se doit d'attaquer avec les carres des skis affûtés comme des rasoirs. Lorsque la neige est poudreuse, cette piste se descend sans trop de difficultés et l'on éprouve un plaisir fou à faire son sillon dans cette « noire ».

L'Aiguille (2 300 mètres) a été pendant longtemps le point culminant entre La Clusaz et un réservoir de neige légère et poudreuse, qu'on atteint après avoir franchi les crêts du Merle et du Loup. C'est depuis ces pentes que l'on découvre le vieux village de La Clusaz, ramassé autour de son clocher, et l'« explosion » immobilière moderne qui a gagné les premiers contreforts de la montagne. La Clusaz n'a cessé de grossir depuis le début des années 70, mais avec goût, en respectant le cachet originel du village.

En empruntant la combe Bordenan pour redescendre du sommet de l'Aiguille — un splendide itinéraire en hors-piste surveillé cependant attentivement par les pisteurs secouristes de la station, — on retrouve le troisième grand massif de La Clusaz, l'Étalle, qui donne lui-même accès à un vaste territoire non encore équipé, Merdassier.

Le ski sauvage en neige profonde ou de printemps est la spécialité de ce secteur, où seuls quelques anciens chalets au toit recouvert de tuiles de bois rappellent que ce lieu reçoit l'été vaches et moutons qui « emmontagent » en juin et « démontagent » en septembre.

Le massif de Balme est le plus récent territoire conquis par La Clusaz. Un peu à l'écart de la station — rarement ensablée à Noël et en janvier, — les remontées mécaniques s'élèvent dans deux des profondes combes de la chaîne des Aravis. Après la chaîne du



Mont-Blanc, puissante et majestueuse, celle des Aravis, plus modeste et moins élevée — sa plus haute cime, la Pointe-Percée, culmine à 2 750 mètres, — est l'une des plus spectaculaires des Alpes. Ce rempart finement dentelé est fermé d'immenses vagues calcaires entrecoupées d'une douzaine de combes presque toutes orientées au nord-ouest. La Clusaz n'en a prudemment équipé que deux, Balme et Torchère, mais à peu de phoque on gagne assez facilement, notamment au printemps, les combes de Bellachat, du Grand-Cret, de Paccaly ou de Tardevant.

Le guide Yves Pollet-Villard, ancien maire de La Clusaz, disparu dans une crevasse en mai 1982, lors d'une course dans le massif du Mont-Blanc, a résisté avec force aux pressions de ceux qui auraient voulu tendre des câbles de remontées mécaniques dans toutes ces combes sauvages. La chaîne des Aravis reste donc un lieu privilégié pour découvrir les plaisirs et les qualités d'une nature préservée. Ce sont les « fondeurs » qui désormais hantent ce territoire en empruntant les pistes tracées dans le fond de la vallée des Confins.

Pendant de nombreuses années, les skieurs de La Clusaz ont souffert de l'éparpillement des massifs et des différents domaines skiables de la station. Il était alors difficile, parfois téméraire, de vouloir dans la même journée aller d'un bout à l'autre du domaine sans déchausser les skis. Les liaisons routières inconfortables ne facilitaient pas non plus la tâche des skieurs. La Clusaz a vécu ainsi pendant de longues années avec des fragments de domaine skiable, jusqu'au jour où la commune, irritée par cette parcellisation insupportable, a décidé de partir à la reconquête de ses arpentés de neige. Onze sociétés de remontées mécaniques se partageaient en 1978 l'exploitation de l'accès au sommet des pistes. Progressivement la commune a installé ses propres téléskis et télé-sièges. Elle a racheté les plus petites sociétés, puis s'est attaquée au principal propriétaire de remontées mécaniques. La

manœuvre a consisté à construire des engins modernes, rapides et confortables, à proximité des appareils les plus fréquentés de la station, afin de détourner une partie de leur trafic. La bataille a duré près de cinq années. Encouragée de toutes parts, la société privée a dû enfin s'asseoir à la table de négociations et accepter son absorption, le 23 octobre 1984, au sein de la société d'aménagement touristique d'exploitation de La Clusaz, contrôlée à 78 % par la commune.

La station, dont le parc de remontées mécaniques avait beaucoup vieilli dans les années 70, s'est singulièrement rajeunie, grâce à cette petite guerre, depuis trois ans. Désormais seul maître d'œuvre de son domaine skiable La Clusaz longe sur une nouvelle liaison. Cette fois avec la station voisine, depuis toujours concurrente, du Grand-Bornand.

A La Clusaz comme au Grand-Bornand, les querelles de clocher, on connaît. Elles

ont longtemps empoisonné l'existence des « Cluses » et des « Bornandins ». Une petite montagne, le Danay, les sépare. Elle pourrait être bientôt équipée de remontées mécaniques, à condition, cependant, qu'une troisième commune, Saint-Jean-de-Sixt, le veuille bien !

Pour la première fois cet hiver, La Clusaz et Le Grand-Bornand feront un bout de piste ensemble : les possesseurs d'un forfait de remontées mécaniques d'une semaine acheté dans une des stations pourront aller skier un jour dans l'autre station : « Dans ce domaine, il faut aller lentement. Il y a des traditions, explique M. Michel Ythier, de la société d'aménagement touristique et d'exploitation de La Clusaz. En mettant en place ce premier forfait commun, nous avons voulu montrer nos intentions. Nous ouvrons une période de fiançailles avec Le Grand-Bornand avant d'assumer un vrai mariage. »

CLAUDE FRANCELON.

Pratique-descente

La Clusaz (1 050 mètres), 1 800 habitants permanents, sans oublier 600 vaches et 700 moutons, offre un domaine skiable de 400 hectares, situé entre 1 100 m et 2 600 mètres, et réparti sur quatre massifs : Beuregard, l'Étalle, l'Aiguille et Balme. En tout 47 pistes balisées, dont 4 ont un dénivelé d'au moins 1 000 mètres. Grâce au « ski-pass » Aravis, on accède désormais au domaine de la station voisine du Grand-Bornand.

navettes, gratuites pour les possesseurs du « ski-pass », assurent la liaison routière entre les deux stations. Le Grand-Bornand, ce sont 37 remontées desservant un domaine de 42 pistes entre 1 000 et 2 100 m d'altitude.

● **SKI HORS PISTE.** — Il peut se pratiquer dans des domaines surveillés, notamment ceux de la combe du Ferny (sous l'Aiguille) et de la combe de Bordenan (entre les massifs de l'Aiguille et de l'Étalle).

● **SKI DE FOND.** — Sur deux sites d'une grande beauté, le plateau des Confins, situé sous la chaîne des Aravis et le plateau de Beuregard, qui domine la station de La Clusaz. Sur le plateau des Confins (1 540 m) : 5 boucles (2 vertes, 1 bleue, 1 rouge, 1 noire). Tracées, balisées, damées et surveillées, elles sont accessibles en voiture ou en navette. L'accès en est cependant payant : participation journalière ou carte départementale de ski de fond.

Sur le plateau de Beuregard (1 690 m), que l'on atteint par téléfuniculaire, il existe 4 boucles dont le tracé n'est pas assuré en permanence.

● **KILOMÈTRE-LANCÉ.** — Catherine Breton, ancienne championne du monde du « KL », s'est installée à La Clusaz, où elle a fait aménager, dans le massif de Balme, une piste pour ce sport. Du 26 au 31 mars s'y dérouleront les finales des coupes de France et d'Europe du « KL ».

● **ÉCOLE DE SKI.** — Elle comprend 90 moniteurs et moniteurs-guides. Cours collectifs : forfait une semaine (deux heures et demi, matin ou après-midi) : 241 F pour adultes, 170 F pour enfants ; forfait une semaine (matin et après-midi) : 430 F adultes, 304 F enfants. Cours particuliers : une à deux personnes, 90 F l'heure ; 3-4 personnes, 111 F l'heure.

● **L'APRÈS-SKI.** — Une patinoire artificielle couverte de 800 mètres carrés, un cinéma de 400 places, 110 magasins, 8 restaurants d'altitude, 20 restaurants, 5 night-clubs.

● **SUR VOTRE TABLE.** — Les spécialités du terroir : la tarte maigre ou grasse fabriquée dans les Alpes ; le reblochon, fromage à pâte molle ; le chevreuil (fromage de lait de chèvre mélangé à du lait de vache), le persil des Aravis au lait de chèvre.

Les plats typiques : le metan (gros bœuf), le farçiment (gâteau cuit au bain-marie composé de pommes de terre râpées, de lard et de fruits secs accompagnés de saucisses fumées), le farçon (purée de pommes de terre, de chou et de pois secs et parfois des raisins secs et des châtaignes), les diots (saucisses cuites à l'étouffée au vin blanc).

France du bout du monde
arantit
agence nationale pour l'information touristique

SPECIAL DOM-TOM

Appelez INFO-VACANCES (1) 260 37 38
Un service permanent de conseils et d'idées
vacances en France.
Expositions, projections, documentations
jusqu'au 10 janvier de 9h30 à 18h30,
du lundi au vendredi.
8, av. de l'Opéra, Paris 1er. (Métro Palais Royal)

FAITES UNE 'DESCENTE' EN AUVERGNE!

3 STATIONS CLASSÉES, ET 10 CENTRES DE SKI DE DESCENTE
68 FOYERS DE SKI DE FOND — 3 ZONES NORDIQUES

Je souhaite recevoir la documentation suivante :

Forfaits ski	<input type="checkbox"/>	Villages de vacances	<input type="checkbox"/>
Hôtels	<input type="checkbox"/>	Foyers de ski de fond	<input type="checkbox"/>
Gîtes ruraux	<input type="checkbox"/>	Zones nordiques	<input type="checkbox"/>

NOM _____

ADRESSE _____

Coupon réponse à adresser à :

COMITÉ REGIONAL DE TOURISME "AUVERGNE"

BP 395 — 63011 CLERMONT-FERRAND CEDEX

arnet de pistes

Le ski sauvage en neige profonde ou de printemps est la spécialité de ce secteur, où seuls quelques anciens chalets au toit recouvert de tuiles de bois rappellent que ce lieu reçoit l'été vaches et moutons qui « emmontagent » en juin et « démontagent » en septembre.

Le ski sauvage en neige profonde ou de printemps est la spécialité de ce secteur, où seuls quelques anciens chalets au toit recouvert de tuiles de bois rappellent que ce lieu reçoit l'été vaches et moutons qui « emmontagent » en juin et « démontagent » en septembre.

Le ski sauvage en neige profonde ou de printemps est la spécialité de ce secteur, où seuls quelques anciens chalets au toit recouvert de tuiles de bois rappellent que ce lieu reçoit l'été vaches et moutons qui « emmontagent » en juin et « démontagent » en septembre.

150

Dans la hotte du Père Noël électronique

Paris à Londres

Le 22 décembre, à 20 heures, sur TF 1, un spécial « Salut les Micky » pour les enfants, un film le Petit Lord Fauntleroy, de Jack Gold, une fin de soirée intime avec Roger Ciccol, couronnée par une messe de minuit en Mondovision. Antenne 2, le premier épisode d'un feuilleton, Louisiane, de Philippe de Broca, un « Parlez-moi d'amour » : cocktail de films et de chansons d'avant-guerre. Et un ballet signé Roland Petit, inspiré des Quatre Saisons de Vivaldi. Sur FR 3 enfin, trois films, dont un magistral Moby Dick, de John Huston, un autre, médiocre, The Dentist, et le chef-d'œuvre de Marcel Carné, Les Enfants du paradis. Pour le reste de la semaine, voici notre sélection.

Pour lui
Le 23 décembre, à 20 heures, sur TF 1, un spécial « Salut les Micky » pour les enfants, un film le Petit Lord Fauntleroy, de Jack Gold, une fin de soirée intime avec Roger Ciccol, couronnée par une messe de minuit en Mondovision. Antenne 2, le premier épisode d'un feuilleton, Louisiane, de Philippe de Broca, un « Parlez-moi d'amour » : cocktail de films et de chansons d'avant-guerre. Et un ballet signé Roland Petit, inspiré des Quatre Saisons de Vivaldi. Sur FR 3 enfin, trois films, dont un magistral Moby Dick, de John Huston, un autre, médiocre, The Dentist, et le chef-d'œuvre de Marcel Carné, Les Enfants du paradis. Pour le reste de la semaine, voici notre sélection.

Pour la maison
Le 24 décembre, à 20 heures, sur TF 1, un spécial « Salut les Micky » pour les enfants, un film le Petit Lord Fauntleroy, de Jack Gold, une fin de soirée intime avec Roger Ciccol, couronnée par une messe de minuit en Mondovision. Antenne 2, le premier épisode d'un feuilleton, Louisiane, de Philippe de Broca, un « Parlez-moi d'amour » : cocktail de films et de chansons d'avant-guerre. Et un ballet signé Roland Petit, inspiré des Quatre Saisons de Vivaldi. Sur FR 3 enfin, trois films, dont un magistral Moby Dick, de John Huston, un autre, médiocre, The Dentist, et le chef-d'œuvre de Marcel Carné, Les Enfants du paradis. Pour le reste de la semaine, voici notre sélection.

Coups-Marchés
Le 25 décembre, à 20 heures, sur TF 1, un spécial « Salut les Micky » pour les enfants, un film le Petit Lord Fauntleroy, de Jack Gold, une fin de soirée intime avec Roger Ciccol, couronnée par une messe de minuit en Mondovision. Antenne 2, le premier épisode d'un feuilleton, Louisiane, de Philippe de Broca, un « Parlez-moi d'amour » : cocktail de films et de chansons d'avant-guerre. Et un ballet signé Roland Petit, inspiré des Quatre Saisons de Vivaldi. Sur FR 3 enfin, trois films, dont un magistral Moby Dick, de John Huston, un autre, médiocre, The Dentist, et le chef-d'œuvre de Marcel Carné, Les Enfants du paradis. Pour le reste de la semaine, voici notre sélection.

Séries, feuilletons et dramatiques

LOUISIANE, de Philippe de Broca (du 24 au 29, A2, 20 h 35).

Souvenez-vous ! Un monde sauvagement balayé par des pluies diluviennes ou par des incendies gigantesques... C'était la guerre de Sécession et ses ravages fratricides, l'esclavage des Noirs, les amours flamboyantes d'un été de glycine... c'était *Autant en emporte le vent*, le film mythique qui fit valser les imaginations de toute une génération. Eh bien « Louisiane », de Philippe de Broca, au premier coup d'œil, fait penser à cette épopée, mais ce feuilleton phare d'Antenne 2 diffusé en une semaine tourne assez rapidement à la catastrophe. L'histoire — celle de Clarence (Ian Richardson), de Virginie (Margot Kidder) et de Charles (Victor Lapoux) — tient le coup dans le roman de Maurice Denzère, mais pas à l'écran. Les raisons ? Le scénario, conçu à l'origine pour un long métrage, s'étire ici sur près de six heures. A désespérer d'être romantique, d'être amoureux ! — M. G.

CHRISTMAS CAROL, de Pierre Boutron (mardi 25, TF 1, 20 h 35).

Imaginez un soir de Noël dans une immense cité européenne, au milieu du siècle dernier : Londres, émissif dans le brouillard, sous un lourd manteau de neige. Dans cette ville industrielle, vent des millions d'âmes, voyous à casquette affamés, des riches et des miséreux... Mais c'est Christmas, et la baguette d'un magicien est capable de tout, de transformer les horribles tics de l'avarice en générosité rayonnante, par exemple. L'immense Ebenezer Scrooge, personnage moteur de *Christmas Carol*, de Pierre Boutron, inspiré d'un conte de Noël de Charles Dickens, incarné par un Michel Bouquet, virtuose dans l'art de la tragédie comédie est notre homme : sa

fortune est considérable, mais elle a ruiné son âme...

Fable fantastique, les fantômes du passé traversent le monde comme sur un tapis volant, la réalité la plus forte se mélange aux rêves les plus saugrenus. Génie onirique de l'auteur de *David Copperfield* ! C'est un spectacle de Noël, avec de beaux décors, de bons acteurs (Georges Wilson, Pierre Clementi et Michel Bouquet — toujours lui). L'esprit de Dickens est respecté, les images sont soignées, et le monde, quelques instants, est touché par la grâce divine. — M. G.

L'HÉRITAGE, de Maurice Failevic (mercredi 26, A2, 21 h 35).

Imaginez un petit coin de campagne française. Un vieux ciliataire passe l'arme à gauche, laissant en héritage une superbe vigne, mais, histoire d'embêter tout le monde, le malin a interdit d'ouvrir le testament... avant les prochaines vendanges ! A qui va revenir la vigne ? Et qui va en prendre soin en attendant ? Un suspense mené à la manière de Maurice Failevic, avec un mélange de malice jubilatoire et d'un sens aigu de l'observation. Ce pessimiste qui a de l'humour a l'art de mettre en place une situation, puis de regarder ce qui se passe. Il sait sur le vif les gestes, les sourires, les comportements, les accents. C'est un moraliste qui exerce ses dents sur la nature humaine, avec l'espoir de la corriger, mais sans se faire d'illusions. Le trait est parfois appuyé, et la fable vire à la farce, à la caricature, mais on s'amuse. Et les comédiens sont plus vrais que nature ! — C. H.

GASPARD DE LA MEJIE, de Bernard Choquet (vendredi 28, FR 3, 20 h 35).

Marins s'abstenir. Altitude : plus de 2 000 mètres au-dessus de la mer. C'est la haute montagne, les poumons sont comprimés, les jambes flagellent. Grimper tout en haut, s'arracher les muscles au contact de l'âpre paroi. Une cordée d'hommes robustes va mettre un point d'honneur à planter un

drapeau sur un sommet invaincu. Dure tâche ! Mais l'enjeu est de taille. Cette victoire — de l'homme sur l'homme — permettrait (nous dit-on) à la vallée de Vénedon, dans les Alpes, de sortir des ténébreux du Moyen Âge et d'entrer, crampons aux pieds, dans le XX^e siècle. L'homme de la situation n'est qu'un pauvre paysan. Il s'appelle Gaspard de la Meije. Son histoire est vraie, et Bernard Choquet, assisté de Bruno Gaillet et d'Isabelle Scheib, ont cru bon de la mettre en scène, à grand renfort d'images panoramiques et de musique mystique. Ce téléfilm a reçu le Grand Prix des Diabères au XV^e Festival du film alpin. C'est étrange, assez particulier.

Variétés

SYLVIE VARTAN (dimanche 23, FR 3, 18 h 40).

Une Vartan américaine à Las Vegas. Le triomphe de Sylvie, présenté par l'illustre Gene Kelly.

LES BEATLES (les 28 et 29, A2, 21 h 30).

« Les enfants du rock » parleront d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître : le temps béni des « sixties », où les quatre voyous de Liverpool émusillaient l'Europe entière : les Beatles en deux contes de Noël. Premier soir, *Yellow Submarine*, film à haute teneur psychédélique, suivi d'un documentaire de FAB Four, sur la légende de la Beatlemania. Deuxième soir, le concert de Shea Stadium à New-York en 1965 en clôture tragique des années 1965-1970, époque de la séparation. Triste sera notre âme !

POKER DE REINE (dimanche 23, FR 3, 20 h 35).

Connaissez-vous voix plus « autorisée » que celle de Léon Zitrone pour conter les aventures majestueuses de nos majestés ? Il sait si bien les enterrer qu'on peut imaginer qu'il saura les ressusciter. Chose faite : à partir d'archives de l'INA ou de Gaumont, notre Léon Zitrone (national et international) se lance à corps perdu dans ce conte de fées. Le philosophe François Chatelet analysera parallèlement cette mythologie pour minette, tandis qu'un photographe de l'agence Gamma, spécialisé dans la « prise » d'altesses, bavardera sur les têtes couronnées. — M. G.

HISTOIRE DU RIRE (les 21, 22, 25, 26, 27 et 28, TF 1, vers 22 heures).

D'Adam et Eve à nos jours, en passant par Aristophane, le « non-sense », les Marx Brothers, Buster Keaton, Chaplin et Jacques Tati... l'histoire du rire, concoctée par Daniel Costello. Une série irrégulière, mais quel plaisir de revoir des extraits de films, de réécouter des sketches de nos chers grands comiques. On s'esclaffe de bon cœur. — A. Rd.

Cinéma

ANNA CHRISTIE (dimanche 23, FR 3, 22 h 30).

Le premier film parlant de Garbo. *MOBY DICK* (lundi 24, FR 3, 20 h 50).

L'adaptation géniale du grand roman cyclique de Herman Melville.

LE CIRQUE (mardi 25, A2, 16 h 10).

Tendresse et solitude de Charlot vagabond.

LE MAGICIEN D'OZ (mardi 25, FR 3, 20 h 35).

Onirisme hollywoodien, nains et magiciens, et Judy Garland. Fée !

LES ENFANTS DU PARADIS (lundi 24, FR 3, 23 h 20).

Chef-d'œuvre du réalisme poétique de Marcel Carné. Avec des dialogues de Prévert. Grande distribution d'acteurs : Arletty, inoubliable.

MORT A VENISE (mercredi 26, FR 3, 22 h 40).

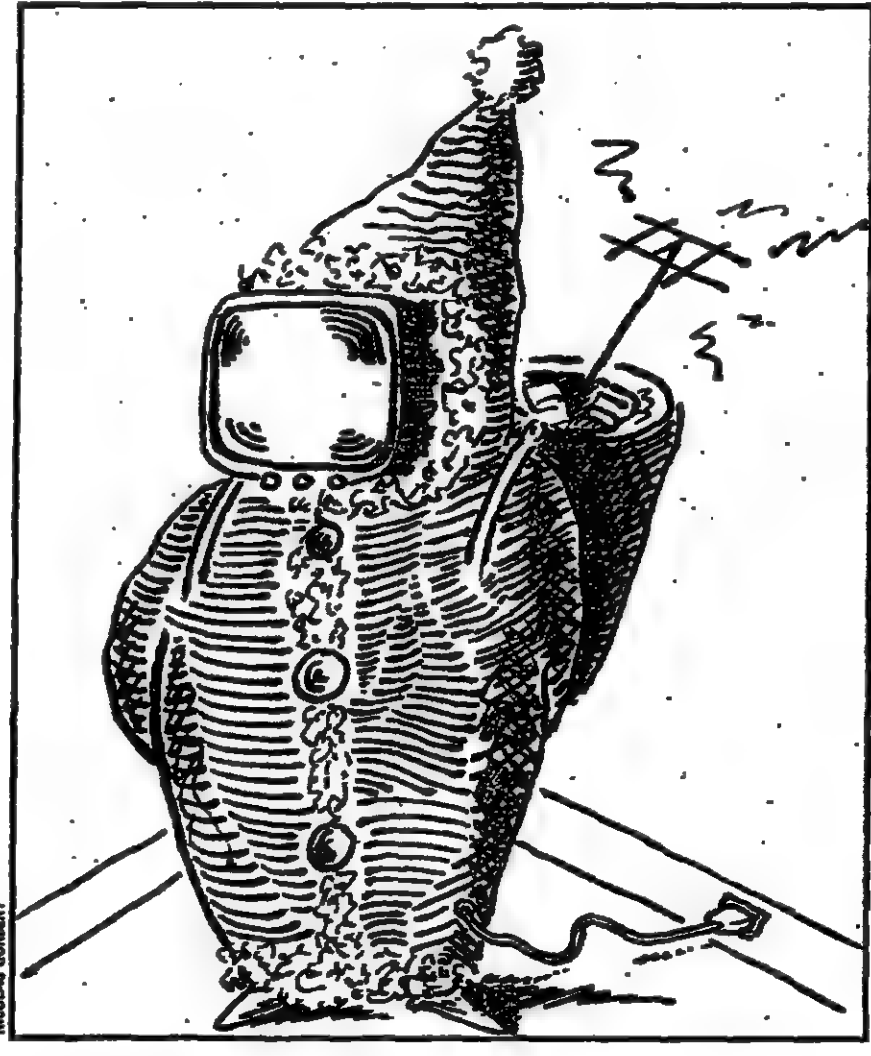
L'évocation du destin tragique d'un compositeur autrichien (Gustav Mahler) somptueusement mis en scène par Luchino Visconti.

UN CHIEN ANDALOU (vendredi 28, FR 3, 22 h 40).

L'intrusion du cinéma dans l'univers surréaliste. Le premier film — dur — du metteur en scène de *Belle de jour*.

DEUX ADAPTATIONS DE GEORGE SAND : les *Maîtres sonneurs* (jeudi 27, TF 1, 16 h 30) ; *François le Champi* (vendredi 28, TF 1, 16 h 25).

Deux contes berrichons, inspirés de l'auteur de *la Petite Fille de la Vallée*.



Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

DIMANCHE 23 DÉCEMBRE

West Side Story ■
Film américain de Robert Wise et Jérôme Robbins (1961) avec N. Wood, R. Beymer. TF 1, 20 h 35 (145 mn).

Roméo et Juliette dans un bas quartier de New-York où les rivalités raciales opposent les « vrais Américains » aux Portoricains. Gangs d'adolescents et tueur de vivre. Cette version cinématographique d'une comédie musicale au succès retentissant, a fait un tabac grâce à la mise en scène de Robert Wise (l'espace urbain) et à la chorégraphie de Jérôme Robbins. Cinéma grand format qui ne convient pas au petit écran. Mais il y a Natalie Wood.

Anna Christie ■
Film européen de Jacques Feyder (1930). avec G. Garbo, T. Shall (version allemande sous-titrée N.). FR 3, 22 h 30 (185 mn).

Le premier film parlant de Garbo (prostituée qui veut se régénérer — d'après une pièce d'Eugène O'Neill) fut réalisé par Clarence Brown. Pour l'Europe, Feyder tourne une version suédoise et une version allemande, celle que « la Divine » préférait. La voilà. Et sa voix.

LUNDI 24 DÉCEMBRE

Les Disparus de Saint-Agil ■
Film français de Christian-Jaque (1938), avec E. von Stroheim, S. Grave (N.). TF 1, 18 h 30 (100 mn).

Trois collègues à l'imagination vive et le mystère d'une comédie policière d'après Pierre Véry. L'esprit d'enfance, des vedettes, une réalisation soignée.

Le Petit Lord Fauntleroy ■
Film anglais de Jack Gold (1980) avec R. Schroder, A. Guinness. TF 1, 21 h 45 (110 mn).

Mélancolie, charité paternaliste, camouflage social de l'époque victorienne : un roman anglais pour enfants de France Hoxson Burnett. Avec Guinness.

contemple aidé, le jeune cabotin culotté jouant le « petit lord ».

Moby Dick ■ ■
Film américain de John Huston (1954), avec G. Peck, R. Basehart. FR 3, 20 h 50 (96 mn).

Années 1840. Le capitaine d'un baleinier entraîne son navire et ses matelots à travers les océans, à la poursuite d'une baleine blanche mythique. Adaptation géniale du roman d'Herman Melville, sommet de tous les thèmes huxtoniens : l'inventeur, l'obstination, l'échec.

The Dentist ■
Film de Leslie Pearce. FR 3, 22 h 40 (40 mn).

Les Enfants du paradis ■ ■
Film français de Marcel Carné (1945-1944), avec Arletty, J.-L. Barrault (N.). FR 3, 23 h 40 (185 mn).

Le boulevard du Temple et ses théâtres à l'époque romantique. Une femme au nom de fleur (Arletty-Gérance, quelle merveille !) sera le désir de quatre hommes. Deux époques, plus de trois heures d'un spectacle fabuleux, émouvant, triomphe du réalisme poétique de Carné et des dialogues de Prévert. Avec des acteurs passionnés.

MARDI 25 DÉCEMBRE

Peau d'âne ■
Film français de Jacques Demy (1970), avec G. Denève, J. Perrin. A2, 13 h 45 (90 mn).

Enchantement décoratif et sentimental d'un conte de Perrault, remanié par Jacques Demy. Un monde de rêves pour tous les âges.

Le Cirque ■ ■
Film français de Charles Chaplin (1928), avec Charles Chaplin, M. Kennedy (must. N.). A2, 16 h 10 (70 mn).

L'amour impossible d'un vagabond — devenu artiste de cirque — pour une écuyère. Le film démarre

en course-poursuite et retrouve ensuite la sensibilité, le bouleversant tendresse des œuvres dramatiques où Charlot affronte la solitude.

Diva ■
Film français de Jean-Jacques Bèze (1980) avec W. Wiggins-Fernandez, F. André. A2, 21 h 35 (115 mn).

Un jeune postier méridional, une chanteuse noire d'opéra, des trusies et des tuteurs. Le produit mode, superhit d'une saison. Un réalisateur mégalomane, un phénomène sociologique. Il faut avoir vu...

Le Magicien d'Oz ■
Film américain de Victor Fleming (1939), avec J. Garland, F. Morgan (N. et couleurs). FR 3, 20 h 35 (197 mn).

Voyage onirique dans un pays habité par des nains et sur lequel un magicien règne. Charnes hollywoodiens d'une filière où Judy Garland adolescente chante et fascine.

MERCREDI 26 DÉCEMBRE

Mort à Venise ■ ■
Film italien de Luchino Visconti (1971), avec D. Bogardi, B. Andrews. FR 3, 22 h 40 (115 mn).

Un compositeur allemand, vieux et malade, s'égare d'un bel adolescent rencontré dans un palace de Lido de Venise. La reconstruction historique, comme toujours chez Visconti, est superbe. Mais ce film, tiré d'un roman de Thomas Mann, est une douloureuse méditation sur la création artistique face à l'effacement de la jeunesse juste avant la mort. Visconti, Dirk Bogardi, la musique de Mahler. On appelle cela un chef-d'œuvre.

JEUDI 27 DÉCEMBRE

Les Uns et les autres ■
Film français de Claude Lelouch (1981), avec R. Hossein, N. Garcia. TF 1, 20 h 35 (180 mn).

De 1936 à 1980, l'influence des événements historiques sur le destinée de quatre familles : une russe,

une française (juive), une allemande, une américaine. Version cinéma de la série télévisée diffusée à l'automne 1983. Intrigues entrecroisées, mythologies sociales, passions et émotions. Le talent et la sincérité de Lelouch dans le mélodrame.

Signé Furax ■
Film français de Marc Simonon (1980), avec B. Haller, J.-P. Derras. A2, 21 h 35 (90 mn).

Parodie de Pantomas d'après un feuilleton radiophonique et un roman de Pierre Dac et Francis Blanche. C'est raté. La réalisation passe à côté de l'absurdité qu'appelle cette histoire loufoque.

VENREDI 28 DÉCEMBRE

Casse-tête chinois pour le judoka ■
Film franco-italo-allemand de Maurice Labro (1987) avec M. Briand, M. Tolo. A2, 14 h 50 (105 mn).

Aventures, espionnage, danger atomique et petit jeune. Un sous-produit lamentable. A ignorer.

Le Chien andalou ■
Film français de Luis Buñuel (1928) avec P. Batcheff, S. Mareuil (must. N.). FR 3, 22 h 40 (20 mn).

Court métrage surréaliste (sans chien, andalou ou pas !) auquel participe Salvador Dalí. Associations d'images dérangeantes (toi l'œil coupé par une lame de rasoir) pour exprimer l'oppression sociale et religieuse empêchant l'amour fou.

Le Sous-Marin jaune ■
Film anglais de George Dunning (1968), avec les voix des Beatles. A2, 21 h 30, (90 mn).

Des hippies luttent contre un méchant peuple et font triompher la joie de vivre et la musique. Film d'animation 16, par le graphisme et la couleur, au style psychédélique, au pop art fin années 60. On y trouve un peu de l'humour dévastateur des Marx Brothers, on y entend les chansons des Beatles.



Soap... quelle soupe

On est au quatrième épisode de cette série américaine présentée comme le *rac plus ultra* du comique. Groucho Marx n'aurait pas fait mieux ! Le mélo serait infernal et dérangeant ! En réalité, c'est du sous-comique, américain moyen. L'histoire ? Celle de deux familles — les Tates et les Campbells — qui ne cessent de se disputer dans les cuisines. Il y a Jessica, la quarantaine blonde et minaudante, son mari, qui essaie de se débarrasser d'une maîtresse envahissante (sa secrétaire évidemment), il y a le grand-père qui ne sait pas que

la dernière guerre mondiale est terminée ; de l'autre côté, Mary, la sœur de Jessica, se fait bien du souci parce que son fils voudrait devenir... une fille. Son autre fils est un voyou, et il y a des règlements de comptes dans l'air. Qui couche avec qui ? C'est du boulevard de base, avec des dialogues débiles. Et ce côté stéréotypé des séries américaines doublées avec les mêmes voix que Dallas. La série fait vingt-cinq épisodes.

CATHERINE HUMBLLOT.

Les films

UN TUEUR DANS LA VILLE. — Film américain d'A. Mastroianni (1982), avec P. King, E. Kemp. Diff. le 22 à 9 h, le 23 à 10 h 25.

Un assassin signe ses crimes avec une paire de menottes. Une femme médium desine ses présentiments. Film policier au suspense ingénieux, mais avec scènes de violence et de torture.

L'AMOUR NU. — Film français de Yannick Bellon (1981), avec M. Jobert, J.-M. Folon. Diff. le 22 à 10 h 35, le 27 à 15 h 15.

A partir d'informations sur la guérison du cancer du sein, une histoire d'amour un peu trop romanesque concernant la hantise de la mutilation chez une femme. Marié, Jobert joue avec beaucoup de sensibilité.

A NOS AMOURS. — Film français de M. Piatet (1983), avec S. Bonnaire, M. Piatet. Diff. le 22 à 0 h 35.

Une adolescente découvre l'amour et la sexualité. Vivant dans une famille dénuée, elle entretient un rapport de tendresse avec son père. Chez Piatet, le cinéma c'est la vie. Un film admirable, prix Dailuc 1983.

TENDRES COUSINES. — Film français de D. Hamilton (1980) avec C. Rouvel, T. Yvini. Diff. le 22 à 2 h 10, le 26 à 0 h 10, le 28 à 0 h 30.

Un garçon de quinze ans au milieu des femmes, à la veille de la guerre de 1939. Ebats érotiques, flou artistique des images d'un photographe et cinéaste échoués.

SOUS LES VERROUS. — Film américain de J. Parrot (1931), avec L. Laurel et Hardy (N). Diff. le 22 à 5 h 20, le 28 à 16 h 30.

Le premier long métrage de Laurel et Hardy. Prison, évasion, déguisement, re-prison. Une comédie burlesque au scénario décapant, avec quelques sketches très drôles.

LES BABAS COOLS. — Film français de F. Leterrier (1981), avec C. Clavier, A.M. Chazal. Diff. le 23 à 11 h, le 27 à 14 h.

Un jeune cadre cherche le bonheur dans une communauté de hippies prolongée. Comédie satirique plutôt fade.

LA LUNE DANS LE CAMIVAU. — Film français de J.-J. Beineix (1983), avec G. Depardieu, N. Kinski. Diff. le 23 à 20 h 30, le 27 à 22 h 10, le 28 à 2 h.

Un quartier sordide, la rencontre d'un dockeur, qui veut venger sa sœur violée, et d'une créature de rêve, venue du monde chic. Un roman de David Goodis transformé en visions délirantes. Mise en scène aux excès somptueux, étouffant les acteurs. Beineix est, pourtant, un cinéaste doué.

LE PÈRE NOËL EST UN ORDURE. — Film français de Jean-Marie Poiré (1982), avec Anémone, T. Lhermitte. Diff. le 23 à 22 h 50, le 24 à 9 h.

Une nuit de Noël dingue avec des personnages dingues. Pur et irrésistible comique de naïf-théâtre.

L'IRRÉSISTIBLE JACKY CHAN. — Film chinois de Lo Wei (1983), avec J. Chan.

La version complète, remaniée et terminée selon le projet original, après des années de travail, d'un conte d'Andersen adapté par Jacques Prévert : *la Bergère et le Ramoneur*. La technique et le graphisme des dessins animés de Paul Grimault s'allient superbement au réalisme poétique.

Diff. le 23 à 0 h 15, le 26 à 22 h.

Produit karaté du cinéma de Hongkong avec une vedette du genre qui garde, dans ses rôles, son nom de comédien. Détails.

AUTOPSIE D'UN MEURTRE. — Film américain d'Otto Preminger (1958), avec J. Stewart, L. Brannick (N). Diff. le 24 à 3 h 25, le 25 à 0 h, le 27 à 10 h 20.

Un avocat lutte obstinément pour faire apparaître la vérité dans un procès pour meurtre. Drame passionnant sur les ambiguïtés de la justice et les faiblesses de la nature humaine. Rigueur morale du style.

LA GUERRE DU FEU. — Film franco-américano-canadien de J.-J. Annaud (1981), avec E. McGill, R. Dawn Chong. Diff. le 24 à 21 h 20.

A l'âge de pierre, la recherche du feu par les membres d'une tribu qui savent l'entretenir mais non l'allumer. D'après un roman de J.H. Roary, un film à gros budget, très spectaculaire, qui fait admirablement comprendre la préhistoire et l'évolution d'une humanité primitive.

FAMILY ROCK. — Film français de José Pinheiro (1982), avec C. Malavoy, S. Order. Diff. le 25 à 21 h 55, le 27 à 14 h, le 28 à 9 h.

Un couple et leurs deux enfants sur les routes de France avec un vieil autocar et un manager forain. Comédie poétique : l'errance, les illusions, la foi en la vie des marginaux. Sympathique.

LA REVANCHE. — Film français de P. Lary (1981), avec A. Girardot. Diff. le 27 à 20 h 30.

Trois femmes (dont celle d'un commissaire) bricolent un hold-up afin de prouver qu'elles dament le pion aux hommes. Humour et fantaisie.

LE RETOUR DE DON CAMILLO. — Film franco-italien de J. Duvivier (1952), avec Fernandel, G. Carli. Diff. le 28 à 22 h.

Deuxième manche de la partie engagée par le curé de choc d'un village italien contre le maire communiste. Deux seconds populaires, une savoureuse comédie qui se termine... en chronique néo-réaliste.

LES ABEILLES SAUVAGES. — Film américain de B. Geller (1977), avec B. Johnson, M. Parks. Diff. le 22 à 23 h, le 28 à 4 h 15.

Un essaim d'abeilles meurtrières menace la Nouvelle-Orléans, au moment du carnaval. Ce film fantastique repose sur une ingénieuse invention jusqu'à la fin et n'emploie pas les effets d'horreur habituels.

LE ROI ET L'OISEAU. — Film français d'animation de P. Grimault (1980). Diff. le 24 à 20 h 30, le 25 à 20 h 30, le 27 à 9 h.

La version complète, remaniée et terminée selon le projet original, après des années de travail, d'un conte d'Andersen adapté par Jacques Prévert : *la Bergère et le Ramoneur*. La technique et le graphisme des dessins animés de Paul Grimault s'allient superbement au réalisme poétique.

1

2

3

PÉRIPHÉRIE

Samedi

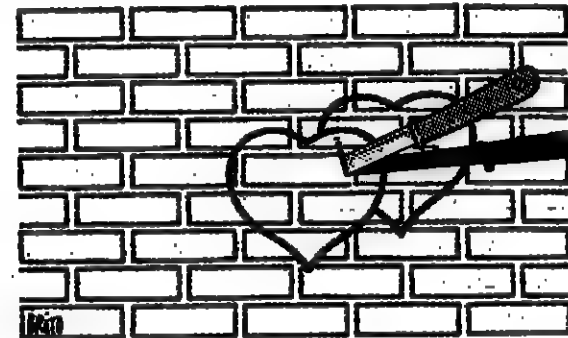
22 décembre

- 8.30 Journal.
- 10.00 Reprise : cérémonie d'ouverture des JO 1984 à Los Angeles.
- 12.00 Bonjour, bon appétit : foie de canard chaud aux raisins.
- 12.30 Amuse-gueule.
- 13.00 Journal.
- 13.35 La Séquence du spectateur.
- 14.05 Dessin animé : Capitaine Caverno.
- 14.20 Série : Pour l'amour du risque.
- 15.15 Destination Noël.
- 16.35 Casques et bottes de cuir. Magazine du cheval.
- 16.50 La Une en fête.
- 17.05 Série : La cloche tibétaine.
- 18.05 Trente millions d'amis.
- 18.30 Auto-moto.
- 19.05 D'accord pas d'accord (INC).
- 19.15 Émissions régionales.
- 19.40 Cocoricocoboy.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Tirage du Loto.
- 20.35 Au théâtre ce soir : K.M.X. Labrador. De Jacques Deval, d'après M. Reed. Réal. G. Folgas. Mise en scène J.-L. Moreau. Avec Y. Varco, H. Faurier... L'histoire d'un jeune Anglais, sorti de Robinson Crusoe des glaces, et de son valet de chambre esquimaux, dont la solitude est brusquement troublée par l'intrusion d'une jeune aventurière et de son fiancé. Une comédie.
- 22.25 Histoire du rire : le grand rire. Série de six émissions de Daniel Costello. De Némorin à Hara-Kiri en passant par Rabelais et Coluche. (Lire notre sélection.)
- 23.10 La Une en fête.
- 23.20 Journal.
- 23.40 Ouvert la nuit. Alfred Hitchcock présente... « Fidele mort ». Exotisme nuit : Une nuit à l'île Maurice.
- 0.40 La Nuit du court métrage. Émission de TF1, du ministère de la culture, avec la collaboration de l'Agence du court métrage. Oras courts métrages à découvrir. Des talents, peut-être ! Une petite nuit blanche qui s'achèvera à 3 h du matin.

Dimanche

23 décembre

- 6.15 Reprise : la Nuit du court métrage.
- 8.30 Journal.
- 9.00 Émission islamique.
- 9.15 A Bible ouverte.
- 9.30 Source de vie.
- 10.00 Prédications protestantes : sans domicile fixe (sans travail, sans ressource, sans logement, comment faire face à la vie ?)
- 10.30 Le jour du Seigneur. Troisième et dernier volet d'une réflexion sur la souffrance.
- 11.00 Messe célébrée à l'église Saint-Ephrem des Syriens de Paris. Homélie sur le thème de la maternité.
- 12.02 Midi presse. Émission de Pierre-Luc Séguillon.
- 12.30 Télé-foot.
- 13.00 Journal.
- 13.35 Téléfilm : le Voyage des innocents. D'après M. Twain, réal. L. Salce, avec D.-O. Stien, A. Farrel, B. More...
- 14.55 La Une en fête.
- 15.05 Sports dimanche.
- 17.00 Les animaux du monde. La véritable histoire de Jane et de ses amis les chimpanzés.
- 18.00 Série : Alambic et Torpédo.
- 18.05 Magazine : Sept sur sept. Présenté cette semaine par Jean Lami.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Cinéma : West Side Story. Film de Robert Wise et Jérôme Robbins.
- 23.00 Sports dimanche soir.
- 23.45 Journal.



Lundi

24 décembre

- 6.15 Journal.
- 8.30 Journal.
- 9.00 Émission islamique.
- 9.15 A Bible ouverte.
- 9.30 Source de vie.
- 10.00 Prédications protestantes : sans domicile fixe (sans travail, sans ressource, sans logement, comment faire face à la vie ?)
- 10.30 Le jour du Seigneur. Troisième et dernier volet d'une réflexion sur la souffrance.
- 11.00 Messe célébrée à l'église Saint-Ephrem des Syriens de Paris. Homélie sur le thème de la maternité.
- 12.02 Midi presse. Émission de Pierre-Luc Séguillon.
- 12.30 Télé-foot.
- 13.00 Journal.
- 13.35 Téléfilm : le Voyage des innocents. D'après M. Twain, réal. L. Salce, avec D.-O. Stien, A. Farrel, B. More...
- 14.55 La Une en fête.
- 15.05 Sports dimanche.
- 17.00 Les animaux du monde. La véritable histoire de Jane et de ses amis les chimpanzés.
- 18.00 Série : Alambic et Torpédo.
- 18.05 Magazine : Sept sur sept. Présenté cette semaine par Jean Lami.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Cinéma : West Side Story. Film de Robert Wise et Jérôme Robbins.
- 23.00 Sports dimanche soir.
- 23.45 Journal.

1501

150

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 22 DÉCEMBRE 1984 VII

Dimanche
23 décembre

Lundi
24 décembre

11.15 TF1 Vision plus.
11.45 La Une chez vous.
12.00 Dessin animé : Tom et Jerry.
12.30 La semaine enchantée de Chantal Goya.
13.00 Journal.
13.50 A pleine vie.
Série : La petite maison dans la prairie ; 14.45 Accroche-cœur ; 15.05 Destination Noël (des invités, des dessins animés, un conte et un feuilleton).
16.30 Cinéma : les Disparus de Saint-Agil
Film de Christian-Jaque.
18.10 Le village dans les nuages.
Un nouveau dessin animé fait son apparition : Draky la vampire.
18.30 Série : Danse avec moi.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Cocomococincomico.
20.00 Journal.
20.35 Spécial joyeux Noël : Salut les Mickey.
Une émission proposée par Ch. Izard et Walt Disney Productions.
Pour la dernière de Salut les Mickey, Christophe Izard a choisi de faire évoluer tous ses personnages sur la planète de la musique. Autour de Marlene Jobert, l'horrible Silencio, savant fou, Collaro, Enrico Macias... et bien sûr des dessins animés.
21.45 Cinéma : le Petit Lord Fauntleroy.
Film de Jack Gold.
23.25 Noël vagabond (et à 1 h).
Émission de R. Gicquel et M. Sora.
Une veille en deux parties - avant et après la messe de minuit - proposée par Roger Gicquel et Monica Sora, où se rencontrent divertissements et réflexion, artistes confirmés et inconnus de talent.
0.00 Messe de la nativité.
Célébrée en Mondovision près d'un lieu où les hommes se sont entre-tués il y a quarante ans : en l'église Saint-Pierre de Bastogne (Arlonnes belges). Prédicateur : Mgr J.-B. Murry.



Mardi
25 décembre

8.30 Dessin animé : Tom et Jerry.
9.00 Foi et tradition des chrétiens orthodoxes.
9.30 Orthodoxes.
10.00 Eurovision : Présence protestante.
Culte de Noël, transmis en direct depuis l'église réformée du Mazet-Saint-Voy (Haute-Savoie), préd. pasteur Marc Blanzat.
Le jour du Seigneur.
Messe en Eurovision depuis l'abbaye d'Év-Calot (Tarn), prés. F. Thierry Pastorin.
11.00 Bénédiction et message de Noël du pape Jean-Paul II, en mondovision depuis Rome.
12.00 La semaine enchantée de Chantal Goya.
13.00 Journal.
13.50 Série : La petite maison dans la prairie
14.45 Destination Noël.
(Lire notre sélection.)
16.25 Téléfilm : Le Voyage au bout du monde.
Les plongées de l'équipe du commandant Cousteau.
18.10 Le village dans les nuages.
18.30 Série : Danse avec moi.
19.15 Variété : le Belle vie.
19.40 Cocomococincomico.
20.00 Journal.
20.35 Téléfilm : Christmas Carol
De P. Bostrom, d'après Ch. Dickens. Avec M. Bouquet, L. Malidor, G. Wilson.
(Lire notre sélection.)
22.05 Histoire du rire : Le Voyage au bout du monde.
Série de six émissions de Daniel Costelle.
(Lire notre sélection.)
23.00 Portrait : Stéphane Grappelli.
Émission de Jean-Christophe Avery.
Un spécial Grappelli enregistré en juillet 1984.
23.45 Journal.
0.05 Vivre en poésie.

Mercredi
26 décembre

11.30 TF1 Vision plus.
12.00 Dessin animé : Tom et Jerry.
12.30 La semaine enchantée de Chantal Goya.
13.00 Journal.
13.40 Dessin animé.
13.50 Série : La petite maison dans la prairie.
14.45 Destination Noël.
18.15 Un éléphant de trains miniatures.
Émission de C. Lamming et G. Grod.
Des premiers jouets, gros trains roulant à la vapeur à même le plancher, aux petits trains à clef ou électriques jusqu'à ceux d'aujourd'hui, de plus en plus perfectionnés, toute l'histoire d'un jeu qui passionne les enfants autant que leurs pères.
17.10 Des jouets par milliers.
Une émission spéciale de variétés conçue par les enfants, avec Billy, le groupe Abracadabra, Salut les Mickey, et des gagnants.
18.10 Le village dans les nuages.
18.30 Série : Danse avec moi.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Cocomococincomico.
19.53 Tirage du Tac-o-tac.
20.00 Journal.
20.35 Tirage du Loto.
20.40 Feuilletton : Dalles.
J. R. court au chevet de Sue Ellen, hospitalisée à la suite d'un léger accident.
Histoire du rire : L'âge d'or du rire.
Série de six émissions de Daniel Costelle.
(Lire notre sélection.)
22.30 Variétés : Dix bougies pour la Une, vous avez aimé...
Par M. et G. Carpentier.
Numéro un : Les grands enfants. 1^{er} janvier 1975, 1^{er} janvier 1985. TF1 a dix ans, une fête anniversaire qui se prolongera tout au long de l'année. On trouvera une sélection des meilleures émissions, manière de rendre hommage à leurs auteurs. Aujourd'hui : Les grands enfants ; l'émotion à succès créée par une bande de joyeux copains, Jean Yanne, Jean-Marc Thibault, Roger Pierre, Sophie Desmarets, Francis Blanche, Jacqueline Mallan...
23.45 Journal.
0.05 Vivre en poésie.
Hommage à l'auteur de « Plume », Henri Michaux, l'un des plus grands poètes de ce siècle, grand voyageur et homme des territoires imaginaires.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE
1

ANTENNE
2

FRANCE
RÉGIONS
3

PÉRIPHÉRIE

12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilletton : Les amours des années 50.
13.45 Aujourd'hui la vie.
Ils racontent nos souvenirs : R. Joly, T. Romain, The Star Sisters, H. Vilard et les succès d'autrefois.
Téléfilm : Pour l'amour de Benji.
De Joe Camp.
Les aventures et mésaventures de Benji, jeune chien, qui voyage des États-Unis en Grèce.
16.20 Reprise : Le grand raid.
17.15 Dessin animé.
17.30 Récré A 2.
Pochette ; Tcheco et Grégo ; Latulu et Liréli ; Pac Man ; Image imagine ; Téléchat.
18.30 C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Feuilletton : Louisiane.
D'après M. Denzière, réal. P. de Broca. Avec M. Kidder, I. Charlesson, V. Lanoux, A. Ferréol...
(Lire notre sélection.)
21.30 Parlez-moi d'amour.
De C.-J. Philippe. L'amour en films et en chansons.
Le plaisir de revoir des extraits de la Belle et le Bête, des Enfants du paradis, des Visiteurs du soir... et de découvrir douze très belles chansons de Trénet, Chevalier, Brassens, Piaf, Brel...
22.55 Danse : Les Quatre Saisons
Ballet de Roland Petit sur une musique de Vivaldi. Avec le Ballet national de Marseille, et D. Khalilou, D. Gault, L. Bonino, J.-P. Aviotte, J.-C. Gil.
La place Saint-Marc de Venise en septembre 1984 transformée en une immense scène. Le schéma Festival de Vivaldi s'ouvre sur une création de Roland Petit et de ses jeunes danseurs sur le thème des Quatre Saisons. Un Vivaldi sublimé par la danse.
23.55 Journal.

10.30 Antiope.
12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilletton : Les amours des années 50.
13.45 Cinéma : Peau d'âne.
Film de Jacques Demy.
15.15 SVP Disney.
16.10 Cinéma : le Cirque.
Film de Charlie Chaplin.
17.20 Récré A 2.
Pochette ; Les Schtroumpfs ; Latulu et Liréli ; Image imagine ; Téléchat.
18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Feuilletton : Louisiane.
D'après M. Denzière, réal. P. de Broca. Avec M. Kidder, I. Charlesson, V. Lanoux, A. Ferréol...
(Lire notre sélection.)
21.35 Cinéma : Diva
Film de Jean-Jacques Beineix.
23.20 Journal.
23.35 Bonsoir les clips.

10.30 Antiope.
12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilletton : Les amours des années 50.
13.45 Dessins animés : Wattoo-Wattoo ; X'Or.
14.15 Récré A 2.
Les Schtroumpfs ; Le vol du dragon ; Marabout ficelle ; Latulu et Liréli ; Pac Man ; L'arbre de Noël de l'Elysée ; Les petites canailles...
16.45 Micro-Kid.
Les aventures de l'aventure.
Record au lac Salé (record de vitesse automobile).
18.00 Platine 45.
Galaxy, Johnny Hallyday, les Aphrodite Child, Billy Ocean, The Nighty Nats, Yves Martin, John Wait.
C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Feuilletton : Louisiane.
D'après M. Denzière, réal. P. de Broca, avec M. Kidder, I. Charlesson, V. Lanoux...
(Lire notre sélection.)
21.35 Téléfilm : l'Héritage.
Réal. M. Fallevie. Avec F. Ledoux, J.-P. Bagot...
(Lire notre sélection.)
22.55 Journal.
23.10 Bonsoir les clips.

14.30 Émissions pour les jeunes.
17.00 Émissions régionales.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.
20.05 Les petits papiers de Noël.
20.35 La séance de Noël.
Émission de Gérard Jourdain et Eddy Mitchell, présentée par Jane Birkin.
Actualités de Noël, générique spécial Noël ; Tex Avery ; présentation du premier film ; à 22 h 25, présentation du deuxième film ; Tex Avery ; réclames de l'époque ; attraction : à 23 h 15, présentation du troisième film.
20.50 Premier film : Moby Dick.
Film de John Huston.
21.10 Deuxième film : The Dentist.
Court métrage de Leslie Pearce.
23.25 Journal.
23.40 Cinéma : les Enfants du paradis.
Film de Marcel Carné.
2.50 Divertissement : Fat's blues ou les confidences d'un dinosaure.
Série de R. Mille, réal. : M. Tournier.
2.55 Prélude à la nuit.
« A la venue de Noël », de Claude Balbastre interprétée par Christian Robert à l'orgue.

14.30 Émissions pour les jeunes.
17.00 Émissions régionales.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.
20.05 Les petits papiers de Noël.
20.35 Cinéma : le Magicien d'Oz.
Film de Victor Fleming.
Variétés : Macadam.
Un soir de Noël ça peut être ça, de P. Denol, Ch. Ratelin. Réal. J. Cornet. Avec Popock, Christian Mery, Richard Martin, Carlos...
Un comédien s'arrête sur le port de Marseille. La radio diffuse un pot-pourri des chansons de Carlos, deux hommes se séparent, le premier entame une interminable course, le second part à la recherche d'un théâtre.
22.10 Journal.
23.35 Sol : Comment raconter des choses.
Spectacle du comique canadien Marc Favreau, dit Sol.
Cadavres extras : l'Image égarée.
De G. Fabre, réal. E. Legrand.
A partir d'une photo mystérieuse, une jeune femme se trouve confrontée à des situations inextricables... le court métrage rappelle Blow-up d'Antonioni.
0.15 Divertissement : Fat's blues ou les confidences d'un dinosaure.
Rester gros, un acte de résistance...
0.20 Prélude à la nuit.
Concert à l'église Saint-Eustache : « Quam Dilecta » et « Chœur final », de Rameau.

14.30 Émissions pour les jeunes.
17.00 Émissions régionales.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.
20.05 Les petits papiers de Noël.
20.35 Théâtre : Désiré.
Comédie en trois actes de Sacha Guitry, mise en scène Jean-Claude Brialy, avec Marie-José Nat, Bernadette Lafont...
C'est l'histoire, selon Sacha Guitry, d'un homme dont le physique, l'assurance et la profession, précisément héréditaires, ne sont pas tout à fait en accord avec ses goûts et sa mentalité. Fils, petit-fils, arrière-petit-fils de domestiques, il éprouve à obéir une véritable volupté... Mais il aime en réalité surtout ses patronnes, d'où une comédie-bouffe.
22.15 Journal.
22.35 Ciné-passion.
Émission de Marie-Christine Barreault.
22.40 Cinéma : Mort à Venise.
Film de Luchino Visconti.
0.35 Cadavres extras : Coup de fil.
D'Olivier Bourbeillon, réal. Maurice Fasquel.
Une maison tranquille dans la nuit. Un père et son fils regardent une enquête à la télé. Une fiction absurde, joliment réalisée.
0.50 Divertissement : Fat's Blues ou les confidences d'un dinosaure.
Prélude à la nuit.
Chanson d'Anton Dvorak, interprétée par Les douze violons de France.

● RTL 19 h 55, Mille, film de Roy Hill ; 22 h 15, RTL sur son 30 et 1 ; 22 h 20, Parlez-moi d'amour ; 23 h 50, Messe de minuit.
● TMC 20 h 05, la Chambre des dames ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h 05, les Aventures de Tom Pouce, de George Pal ; 22 h 40, Show ; Sylvie Vartan en Amérique ; 23 h 40, Monte-Carlo magazine ; 23 h 55, Messe de minuit, célébrée par le pape Jean-Paul II.
● RTB 20 h 10, Variétés ; le Ballet national polonais Slask ; 21 h 05, Téléfilm : l'Oiseau bleu ; 22 h 35, Face au public : Angelo Branduardi ; 23 h 35, Chœurs de Noël ; 23 h 50, Messe de minuit.
● RTB-TÉLÉ 2 20 h 10, Le temps retrouvé ; 20 h 40, Chansons souvenirs ; 21 h 30, L'Étoile d'or : finale romande ; 20 h 45, téléfilm : le Quatrième Roi, de P. von Gunten ; 21 h 30, Musiques en fête ; 23 h 15, Vêpres protestantes ; 21 h, Messe de minuit.

● RTL 20 h, Festival du cirque à Monte-Carlo ; 20 h 55, RTL sur son 30 et 1 ; 21 h, les Girls, film de G. Cukor ; 23 h, Bécassins touché ; Oh, la joie de lire.
● TMC 20 h, Grande cirque ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, Sentimentalement votre, film de Carol Reed ; 22 h 40, Monte-Carlo magazine ; 22 h 55, Clip n'roll.
● RTB 20 h 5, Feuilletton : Clémence Aletti ; 21 h 10, Vive la science : sucre et chocolat ; 22 h, Arts magazine.
● RTB-TÉLÉ 2 20 h, Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens ; 21 h, Il était une fois Hollywood, de Jack Haley Jr.
● TSR 20 h, L'Étoile d'or : finale suisse ; 21 h 30, Don Quichotte, ballet en trois actes sur une chorégraphie de Mikhaïl Baryshnikov ; 22 h 55, Contes et légendes, de Fribourg.

● RTL 20 h, La croisière s'amuse ; 20 h 55, RTL sur son 30 et 1 ; 21 h, Alamo, film de J. Wayne ; 0 h 25, La joie de lire.
● TMC 20 h, Série : L'homme de Suze ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, Document : Le temps d'une République ; 22 h 40, Monte-Carlo magazine ; 22 h 55, Sports.
● RTB 20 h, Face au public : Roland Magdane ; 21 h 05, Série : les Rues de San-Francisco ; 21 h 55, Documentaire : l'Afrique au cœur ; 22 h 55, Un autre regard.
● RTB-TÉLÉ 2 20 h, Document : Portrait de Jacky Jckx ; 21 h, Duran Duran.
● TSR 20 h 05, la caméra invisible en balade ; 20 h 35, Série : Chateaufort ; 21 h 25, l'Opéra des gueux, opéra-ballade.

Le prochain week-end

PÉRIPHÉRIE

14.30 Émissions pour les jeunes.
17.00 Émissions régionales.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.
20.05 Les petits papiers de Noël.
20.35 Cinéma 16 : le Cour dans les nuages.
De R. Coutureau et F. Dupont-Midy. Avec F. Giorgetti, L. Duhal-
leau, G. Staquet.
Antoine Duhalieu tient avec sa mère une modeste épicerie
sur la grand-place d'Arras. Il a deux obsessions : trouver la
femme de sa vie et agrandir le magasin. Un quiproquo va
le mener en présence d'une ravissante jeune femme. Une comé-
die sur le bonheur.
22.05 Journal.
22.30 Divertissement : les cadavres exquis boiront le vin nou-
veau.
De Ch. de Chalonge. Avec V. Bergerot, M. Jacquemont,
P.-O. Scotta, G. Chaillon, L. Melet.
Anna se trouve enfermée par hasard une nuit au Centre
Pompidou. Elle y rencontre quatre individus étranges -
Breston, Miro, Desnos, Rimbaud - qui l'emmènent dans le
monde des images. Un essai qui se veut un hommage au surré-
alisme : un prétexte à visiter Beaubourg, finalement
ennuyeux tant l'approche se veut « culturelle ».
23.20 Cadavres extras : Train 8014, quai 2.
De T. Petit et M. Debbez.
Étrange mission : un homme risque tout pour un individu
qu'il ne connaît pas...
23.36 Divertissement : Fat's blues, ou les confidences d'un
dinosaure.
Série de R. Mille et M. Tournaire.
23.40 Prélude à la nuit.
Variations sur un thème slave de Bohoslav Martinu
interprétés par Ina Jossi, violoncelle, et François Kerdou-
cuff, piano.

12.30 Antiope.
12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal.
13.30 Feuilletton : Les amours des années 50.
13.45 Aujourd'hui la vie.
Valeur refuge : le passé.
14.50 Cinéma : Casse-tête chinois pour le judoka.
Film de Maurice Labro.
16.30 Auteurs-enfants de la télé.
de C. Villers, réal. P. de Broca.
La télévision revue et corrigée par nos chères têtes blondes.
On peut faire confiance à Claude Villers : les dix jeunes de sept à douze ans qu'il a interrogés sauront dire ce qu'ils pensent.
(Lire notre sélection.)
17.30 Réoré A 2.
Poésie : L'or des lutins ; L'été et L'été ; Image imagée ; Les matras de l'univers ; T'échât.
18.30 C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bourard.
20.00 Journal.
20.35 Feuilletton : Louisiane.
D'après M. Demazure, réal. P. de Broca.
(Lire notre sélection.)
SPECIAL BEATLES
21.30 Cinéma : Yellow Submarine (le
Sous-marin jaune), film de George Dunning.
23.00 John, Paul, George et Ringo : le légende.
1^{re} partie : 1960-1965.
(Lire notre sélection.)

14.30 Emissions pour les jeunes.
17.00 **Télévision régionale.**
Programme autonome des douze régions.
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.
20.05 Les petits papiers de Noël.
20.30 D'accord, pas d'accord (INC).
20.35 **Téléfilm :** Gaspard de la Meije,
de Bernard Choquet, avec R. Jendry, J.-B. Grilleud, P. Demarée...
(Lire notre sélection.)
22.15 **Journal.**
22.40 **Cinéma : Un chien andalou.**
Film de Luis Buñuel.
22.55 Cadavres exquis : Dédalles,
de J.-M. Dubois. Réal. A. Delcroix.
*Des cavaliers, des jeunes filles montées d'arcs et de flèches,
un homme en tenue de cross. Bataille des nerfs.*
23.10 **Diversissement :** Far's blues, ou les confessions d'un
dinozsaure.
Série de R. Mille et M. Tournier.
23.15 **Musical.**
*Sonate n° 5 pour deux violons de Jean-Marie Leclair interpré-
tée par Itzhak Perlman et Pinchas Zukerman, solistes.*



- **RTL** 20 h, *Chronique des nombres* 30; 20 h 55, *RTL sur son 30 et 1* : 21 h, *Série* : 21 h 30, *Numéro 10*, magazine du football ; 22 h 30, *Deuxième série* : 22 h 55, *Passé*.
- **TMC** 20 h, *Variétés* : 21 h, *C'est assez chaud* ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, *Dynastie* ; 22 h, *Les Amants de Véronne*, film d'A. Cayatte.
- **RTS** 20 h, *A suivre* ; 21 h 5, *Ciné-club* : *Toutte une nuit*, film de Chantal Ackerman.
- **RTS-TÉLÉ** 20 h 25 h, *Billet de faveur* : la Coquine, d'A. Roussin ; 22 h 10, *Basket-ball*.
- **TSR** 20 h 30, la caméra invisible en bulgare ; 20 h 35, *Spécial cinéma* : *Le Gout du Jolien*, film d'E. Molinaro ; 20 h 40, *gros plans* sur Jean Poirot ; 20 h 45, *cinéma* : *Le film* de John Kapralny ; 23 h 25, *Journal* ; 23 h 40, *Comet et le monde* d'Fribourg.

9.35 Informations et météo; 9.40 Récré A 2; 10.10 Les cheveux au tiercé; 10.40 Gym tonique; 11.15 Dinmanche Martin (Entre les artistes); 12.40 Journal; 13.15 Dinmanche Martin (Entre les artistes); 14.15 Les 100 ans de la radio; 15.15 L'école des Jans; 16.00 Dessin animé; 16.15 The Saturday Show; 17.00 Série: L'homme de la nuit; 18.00 Stade 2 (à partir de 20 h 20); 19.00 Série: L'Age vertueux; 20.00 Journal.

20.40 Jeu: Le grand raid.

21.40 Variétés: la nuit étoilée.

Cela ou profil de l'enfance malheureuse, avec D. Guichard et L. de Siza, M.-P. Balle...

22.35 Journal.

23.10 Bonssoir les citos.

10.00 Musique; 13.00 Magazine 94; 14.30 Émissions pour les jeunes; 18.35 J'arrive; 19.30 RFO Hebdo; 20.00 Fragile Rock.

20.35 Opéra-comique: le Barbier de Séville.
Opéra-comique en deux actes de Rossini d'après la comédie de Beaumarchais, livret de Sterbini. Avec E. Poldos, M. Mady, R. Cunibelli... et le Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs du Festival d'Aix-en-Provence, dir. G.-L. Gelineau.

23.00 Journal

23.25 Spécial cinéma de minute.

23.30 Premier film: The Last Flight.
De William Dieterle.

0.45 Deuxième film: The Scarlet Dawn.
De William Dieterle.

1.40 Troisième film: High Green Wall.
De Nicholas Ray.

2.05 Quatrième film: Bang You're Dead.
D'Alfred Hitchcock.

2.30 Cinquième film: Saw the Whole Thing.
D'Alfred Hitchcock.

3.20 Sixième film: Carmen Jones.
D'Otto Preussinger.

5.05

Le come back de José

Radio France-Inter, Pierre-
Thérèse captera le haut de Noël (de
10 heures à 1 heure) du même
dans une forme des environs de
Vendôme (fran, en compagnie
de Mrs Marcelline, mère de deux
enfants qui dirige une exploitation
d'agriculture. La personnalité se
à l'auteur communique sa
cette personne doivent donner
à cette veillée traditionnelle une
forme particulière. Après le
messe de minuit, retransmise
directement de l'église d'Eucharest (Mayenne), France-Inter offre à
son auditeur pour Lionel Hampton
et son grand orchestre de
sept-sept musiciens à l'Hotel
Vendôme de la rue du Vieux-
Paris et aujourd'hui (de 10
heures à onze ans.

Radio-France

Informations toutes les demi-
heures de 4 h à 9 h et 5
h 30 à 13 heures, 20 h 45
à 23 heures, 23 h 30 à
6 heures 30 et 2 h 30. A
la présence de Mgr Laro-
que, le mardi 25 décembre
de 19 h 30 à 21 h 30.

Parmi les magazines, signalons :

- **Carnet-Jour**, le magazine de politique et de culture internationale, lundi 24, au prix de 1 franc.
- **Le Monde**, le 24, au prix de 1 franc.
- **Le Monde**, le 25, au prix de 1 franc.
- **Le Monde**, le 26, au prix de 1 franc.
- **Le Monde**, le 27, au prix de 1 franc.
- **Le Monde**, le 28, au prix de 1 franc.

échecs

N° 1104

Des épines

(Olympiades de Salonic, 1984)

Blancs : LJUBOVIC

Noirs : BELIAVSKY (URSS)

Partie française

1. d4 2. d5 3. c3 4. e3 5. f3 6. g3 7. h3 8. a3 9. b3 10. c4 11. d4 12. e4 13. f4 14. g4 15. h4 16. a4 17. b4 18. c5 19. d5 20. e5 21. f5 22. g5 23. h5 24. a5 25. b5 26. c6 27. d6 28. e6 29. f6 30. g6 31. h6 32. a6 33. b6 34. c7 35. d7 36. e7 37. f7 38. g7 39. h7 40. a7 41. b7 42. c8 43. d8 44. e8 45. f8 46. g8 47. h8 48. a8 49. b8 50. c9 51. d9 52. e9 53. f9 54. g9 55. h9 56. a9 57. b9 58. c10 59. d10 60. e10 61. f10 62. g10 63. h10 64. a10 65. b10 66. c11 67. d11 68. e11 69. f11 70. g11 71. h11 72. a11 73. b11 74. c12 75. d12 76. e12 77. f12 78. g12 79. h12 80. a12 81. b12 82. c13 83. d13 84. e13 85. f13 86. g13 87. h13 88. a13 89. b13 90. c14 91. d14 92. e14 93. f14 94. g14 95. h14 96. a14 97. b14 98. c15 99. d15 100. e15 101. f15 102. g15 103. h15 104. a15 105. b15 106. c16 107. d16 108. e16 109. f16 110. g16 111. h16 112. a16 113. b16 114. c17 115. d17 116. e17 117. f17 118. g17 119. h17 120. a17 121. b17 122. c18 123. d18 124. e18 125. f18 126. g18 127. h18 128. a18 129. b18 130. c19 131. d19 132. e19 133. f19 134. g19 135. h19 136. a19 137. b19 138. c20 139. d20 140. e20 141. f20 142. g20 143. h20 144. a20 145. b20 146. c21 147. d21 148. e21 149. f21 150. g21 151. h21 152. a21 153. b21 154. c22 155. d22 156. e22 157. f22 158. g22 159. h22 160. a22 161. b22 162. c23 163. d23 164. e23 165. f23 166. g23 167. h23 168. a23 169. b23 170. c24 171. d24 172. e24 173. f24 174. g24 175. h24 176. a24 177. b24 178. c25 179. d25 180. e25 181. f25 182. g25 183. h25 184. a25 185. b25 186. c26 187. d26 188. e26 189. f26 190. g26 191. h26 192. a26 193. b26 194. c27 195. d27 196. e27 197. f27 198. g27 199. h27 200. a27 201. b27 202. c28 203. d28 204. e28 205. f28 206. g28 207. h28 208. a28 209. b28 210. c29 211. d29 212. e29 213. f29 214. g29 215. h29 216. a29 217. b29 218. c30 219. d30 220. e30 221. f30 222. g30 223. h30 224. a30 225. b30 226. c31 227. d31 228. e31 229. f31 230. g31 231. h31 232. a31 233. b31 234. c32 235. d32 236. e32 237. f32 238. g32 239. h32 240. a32 241. b32 242. c33 243. d33 244. e33 245. f33 246. g33 247. h33 248. a33 249. b33 250. c34 251. d34 252. e34 253. f34 254. g34 255. h34 256. a34 257. b34 258. c35 259. d35 260. e35 261. f35 262. g35 263. h35 264. a35 265. b35 266. c36 267. d36 268. e36 269. f36 270. g36 271. h36 272. a36 273. b36 274. c37 275. d37 276. e37 277. f37 278. g37 279. h37 280. a37 281. b37 282. c38 283. d38 284. e38 285. f38 286. g38 287. h38 288. a38 289. b38 290. c39 291. d39 292. e39 293. f39 294. g39 295. h39 296. a39 297. b39 298. c40 299. d40 300. e40 301. f40 302. g40 303. h40 304. a40 305. b40 306. c41 307. d41 308. e41 309. f41 310. g41 311. h41 312. a41 313. b41 314. c42 315. d42 316. e42 317. f42 318. g42 319. h42 320. a42 321. b42 322. c43 323. d43 324. e43 325. f43 326. g43 327. h43 328. a43 329. b43 330. c44 331. d44 332. e44 333. f44 334. g44 335. h44 336. a44 337. b44 338. c45 339. d45 340. e45 341. f45 342. g45 343. h45 344. a45 345. b45 346. c46 347. d46 348. e46 349. f46 350. g46 351. h46 352. a46 353. b46 354. c47 355. d47 356. e47 357. f47 358. g47 359. h47 360. a47 361. b47 362. c48 363. d48 364. e48 365. f48 366. g48 367. h48 368. a48 369. b48 370. c49 371. d49 372. e49 373. f49 374. g49 375. h49 376. a49 377. b49 378. c50 379. d50 380. e50 381. f50 382. g50 383. h50 384. a50 385. b50 386. c51 387. d51 388. e51 389. f51 390. g51 391. h51 392. a51 393. b51 394. c52 395. d52 396. e52 397. f52 398. g52 399. h52 400. a52 401. b52 402. c53 403. d53 404. e53 405. f53 406. g53 407. h53 408. a53 409. b53 410. c54 411. d54 412. e54 413. f54 414. g54 415. h54 416. a54 417. b54 418. c55 419. d55 420. e55 421. f55 422. g55 423. h55 424. a55 425. b55 426. c56 427. d56 428. e56 429. f56 430. g56 431. h56 432. a56 433. b56 434. c57 435. d57 436. e57 437. f57 438. g57 439. h57 440. a57 441. b57 442. c58 443. d58 444. e58 445. f58 446. g58 447. h58 448. a58 449. b58 450. c59 451. d59 452. e59 453. f59 454. g59 455. h59 456. a59 457. b59 458. c60 459. d60 460. e60 461. f60 462. g60 463. h60 464. a60 465. b60 466. c61 467. d61 468. e61 469. f61 470. g61 471. h61 472. a61 473. b61 474. c62 475. d62 476. e62 477. f62 478. g62 479. h62 480. a62 481. b62 482. c63 483. d63 484. e63 485. f63 486. g63 487. h63 488. a63 489. b63 490. c64 491. d64 492. e64 493. f64 494. g64 495. h64 496. a64 497. b64 498. c65 499. d65 500. e65 501. f65 502. g65 503. h65 504. a65 505. b65 506. c66 507. d66 508. e66 509. f66 510. g66 511. h66 512. a66 513. b66 514. c67 515. d67 516. e67 517. f67 518. g67 519. h67 520. a67 521. b67 522. c68 523. d68 524. e68 525. f68 526. g68 527. h68 528. a68 529. b68 530. c69 531. d69 532. e69 533. f69 534. g69 535. h69 536. a69 537. b69 538. c70 539. d70 540. e70 541. f70 542. g70 543. h70 544. a70 545. b70 546. c71 547. d71 548. e71 549. f71 550. g71 551. h71 552. a71 553. b71 554. c72 555. d72 556. e72 557. f72 558. g72 559. h72 560. a72 561. b72 562. c73 563. d73 564. e73 565. f73 566. g73 567. h73 568. a73 569. b73 570. c74 571. d74 572. e74 573. f74 574. g74 575. h74 576. a74 577. b74 578. c75 579. d75 580. e75 581. f75 582. g75 583. h75 584. a75 585. b75 586. c76 587. d76 588. e76 589. f76 590. g76 591. h76 592. a76 593. b76 594. c77 595. d77 596. e77 597. f77 598. g77 599. h77 600. a77 601. b77 602. c78 603. d78 604. e78 605. f78 606. g78 607. h78 608. a78 609. b78 610. c79 611. d79 612. e79 613. f79 614. g79 615. h79 616. a79 617. b79 618. c80 619. d80 620. e80 621. f80 622. g80 623. h80 624. a80 625. b80 626. c81 627. d81 628. e81 629. f81 630. g81 631. h81 632. a81 633. b81 634. c82 635. d82 636. e82 637. f82 638. g82 639. h82 640. a82 641. b82 642. c83 643. d83 644. e83 645. f83 646. g83 647. h83 648. a83 649. b83 650. c84 651. d84 652. e84 653. f84 654. g84 655. h84 656. a84 657. b84 658. c85 659. d85 660. e85 661. f85 662. g85 663. h85 664. a85 665. b85 666. c86 667. d86 668. e86 669. f86 670. g86 671. h86 672. a86 673. b86 674. c87 675. d87 676. e87 677. f87 678. g87 679. h87 680. a87 681. b87 682. c88 683. d88 684. e88 685. f88 686. g88 687. h88 688. a88 689. b88 690. c89 691. d89 692. e89 693. f89 694. g89 695. h89 696. a89 697. b89 698. c90 699. d90 700. e90 701. f90 702. g90 703. h90 704. a90 705. b90 706. c91 707. d91 708. e91 709. f91 710. g91 711. h91 712. a91 713. b91 714. c92 715. d92 716. e92 717. f92 718. g92 719. h92 720. a92 721. b92 722. c93 723. d93 724. e93 725. f93 726. g93 727. h93 728. a93 729. b93 730. c94 731. d94 732. e94 733. f94 734. g94 735. h94 736. a94 737. b94 738. c95 739. d95 740. e95 741. f95 742. g95 743. h95 744. a95 745. b95 746. c96 747. d96 748. e96 749. f96 750. g96 751. h96 752. a96 753. b96 754. c97 755. d97 756. e97 757. f97 758. g97 759. h97 760. a97 761. b97 762. c98 763. d98 764. e98 765. f98 766. g98 767. h98 768. a98 769. b98 770. c99 771. d99 772. e99 773. f99 774. g99 775. h99 776. a99 777. b99 778. c100 779. d100 780. e100 781. f100 782. g100 783. h100 784. a100 785. b100 786. c101 787. d101 788. e101 789. f101 790. g101 791. h101 792. a101 793. b101 794. c102 795. d102 796. e102 797. f102 798. g102 799. h102 800. a102 801. b102 802. c103 803. d103 804. e103 805. f103 806. g103 807. h103 808. a103 809. b103 810. c104 811. d104 812. e104 813. f104 814. g104 815. h104 816. a104 817. b104 818. c105 819. d105 820. e105 821. f105 822. g105 823. h105 824. a105 825. b105 826. c106 827. d106 828. e106 829. f106 830. g106 831. h106 832. a106 833. b106 834. c107 835. d107 836. e107 837. f107 838. g107 839. h107 840. a107 841. b107 842. c108 843. d108 844. e108 845. f108 846. g108 847. h108 848. a108 849. b108 850. c109 851. d109 852. e109 853. f109 854. g109 855. h109 856. a109 857. b109 858. c110 859. d110 860. e110 861. f110 862. g110 863. h110 864. a110 865. b110 866. c111 867. d111 868. e111 869. f111 870. g111 871. h111 872. a111 873. b111 874. c112 875. d112 876. e112 877. f112 878. g112 879. h112 880. a112 881. b112 882. c113 883. d113 884. e113 885. f113 886. g113 887. h113 888. a113 889. b113 890. c114 891. d114 892. e114 893. f114 894. g114 895. h114 896. a114 897. b114 898. c115 899. d115 900. e115 901. f115 902. g115 903. h115 904. a115 905. b115 906. c116 907. d116 908. e116 909. f116 910. g116 911. h116 912. a116 913. b116 914. c117 915. d117 916. e117 917. f117 918. g117 919. h117 920. a117 921. b117 922. c118 923. d118 924. e118 925. f118 926. g118 927. h118 928. a118 929. b118 930. c119 931. d119 932. e119 933. f119 934. g119 935. h119 936. a119 937. b119 938. c120 939. d120 940. e120 941. f120 942. g120 943. h120 944. a120 945. b120 946. c121 947. d121 948. e121 949. f121 950. g121 951. h121 952. a121 953. b121 954. c122 955. d122 956. e122 957. f122 958. g122 959. h122 960. a122 961. b122 962. c123 963. d123 964. e123 965. f123 966. g123 967. h123 968. a123 969. b123 970. c124 971. d124 972. e124 973. f124 974. g124 975. h124 976. a124 977. b124 978. c125 979. d125 980. e125 981. f125 982. g125 983. h125 984. a125 985. b125 986. c126 987. d126 988. e126 989. f126 990. g126 991. h126 992. a126 993. b126 994. c127 995. d127 996. e127 997. f127 998. g127 999. h127 1000. a127 1001. b127 1002. c128 1003. d128 1004. e128 1005. f128 1006. g128 1007. h128 1008. a128 1009. b128 1010. c129 1011. d129 1012. e129 1013. f129 1014. g129 1015. h129 1016. a129 1017. b129 1018. c130 1019. d130 1020. e130 1021. f130 1022. g130 1023. h130 1024. a130 1025. b130 1026. c131 1027. d131 1028. e131 1029. f131 1030. g131 1031. h131 1032. a131 1033. b131 1034. c132 1035. d132 1036. e132 1037. f132 1038. g132 1039. h132 1040. a132 1041. b132 1042. c133 1043. d133 1044. e133 1045. f133 1046. g133 1047. h133 1048. a133 1049. b133 1050. c134 1051. d134 1052. e134 1053. f134 1054. g134 1055. h134 1056. a134 1057. b134 1058. c135 1059. d135 1060. e135 1061. f135 1062. g135 1063. h135 1064. a135 1065. b135 1066. c136 1067. d136 1068. e136 1069. f136 1070. g136 1071. h136 1072. a136 1073. b136 1074. c137 1075. d137 1076. e137 1077. f137 1078. g137 1079. h137 1080. a137 1081. b137 1082. c138 1083. d138 1084. e138 1085. f138 1086. g138 1087. h138 1088. a138 1089. b138 1090. c139 1091. d139 1092. e139 1093. f139 1094. g139 1095. h139 1096. a139 1097. b139 1098. c140 1099. d140 1100. e140 1101. f140 1102. g140 1103. h140 1104. a140 1105. b140 1106. c141 1107. d141 1108. e141 1109. f141 1110. g141 1111. h141 1112. a141 1113. b141 1114. c142 1115. d142 1116. e142 1117. f142 1118. g142 1119. h142 1120. a142 1121. b142 1122. c143 1123. d143 1124. e143 1125. f143 1126. g143 1127. h143 1128. a143 1129. b143 1130. c144 1131. d144 1132. e144 1133. f144 1134. g144 1135. h144 1136. a144 1137. b144 1138. c145 1139. d145 1140. e145 1141. f145 1142. g145 1143. h145 1144. a145 1145. b145 1146. c146 1147. d146 1148. e146 1149. f146 1150. g146 1151. h146 1152. a146 1153. b146 1154. c147 1155. d147 1156. e147 1157. f147 1158. g147 1159. h147 1160. a147 1161. b147 1162. c148 1163. d148 1164. e148 1165. f148 1166. g148 1167. h148 1168. a148 1169. b148 1170. c149 1171. d149 1172. e149 1173. f149 1174. g149 1175. h149 1176. a149 1177. b149 1178. c150 1179. d150 1180. e150 1181. f150 1182. g150 1183. h150 1184. a150 1185. b150 1186. c151 1187. d151 1188. e151 1189. f151 1190. g151 1191. h151 1192. a151 1193. b151 1194. c152 1195. d152 1196. e152 1197. f152 1198. g152 1199. h152 1200. a152 1201. b152 1202. c153 1203. d153 1204. e153 1205. f153 1206. g153 1207. h153 1208. a153 1209. b153 1210. c154 1211. d154 1212. e154 1213. f154 1214. g154 1215. h154 1216. a154 1217. b154 1218. c155 1219. d155 1220. e155 1221. f155 1222. g155 1223. h155 1224. a155 1225. b155 1226. c156 1227. d156 1228. e156 1229. f156 1230. g156 1231. h156 1232. a156 1233. b156 1234. c157 1235. d157 1236. e157 1237. f157 1238. g157 1239. h157 1240. a157 1241. b157 1242. c158 1243. d158 1244. e158 1245. f158 1246. g158 1247. h158 1248. a158 1249. b158 1250. c159 1251. d159 1252. e159 1253. f159 1254. g159 1255. h159 1256. a159 1257. b159 1258. c160 1259. d160 1260. e160 1261. f160 1262. g160 1263. h160 1264. a160 1265. b160 1266. c161 1267. d161 1268. e161 1269. f161 1270. g161 1271. h161 1272. a161 1273. b161 1274. c162 1275. d162 1276. e162 1277. f162 1278. g162 1279. h162 1280. a162 1281. b162 1282. c163 1283. d163 1284. e163 1285. f163 1286. g163 1287. h163 1288. a163 1289. b163 1290. c164 1291. d164 1292. e164 1293. f164 1294. g164 1295. h164 1296. a164 1297. b164 1298. c165 1299. d165 1300. e165 1301. f165 1302. g165 1303. h165 1304. a165 1305. b165 1306. c166 1307. d166 1308. e166 1309. f166 1310. g166 1311. h166 1312. a166 1313. b166 1314. c167 1315. d167 1316. e167 1317. f167 1318. g167 1319. h167 1320. a167 1321. b167 1322. c168 1323. d168 1324. e168 1325. f168 1326. g168 1327. h168 1328. a168 1329. b168 1330. c169 1331. d169 1332. e169 1333. f169 1334. g169 1335. h169 1336. a169 1337. b169 1338. c170 1339. d170 1340. e170 1341. f170 1342. g170 1343. h170 1344. a170 1345. b170 1346. c171 1347. d171 1348. e171 1349. f171 1350. g171 1351. h171 1352. a171 1353. b171 1354. c172 1355. d172 1356. e172 1357. f172 1358. g172 1359. h172 1360. a172 1361. b172 1362. c173 1363. d173 1364. e173 1365. f173 1366. g173 1367. h173 1368. a173 1369. b173 1370. c174 1371. d174 1372. e174 1373. f174 1374. g174 1375. h174 1376. a174 1377. b174 1378. c175 1379. d175 1380. e175 1381. f175 1382. g175 1383. h175 1384. a175 1385. b175 1386. c176 1387. d176 1388. e176 13

150

FÊTES

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 22 DÉCEMBRE 1984 XI

Partir

Escales de fin d'année

Sur les rives du Bosphore

Commencer la nouvelle année avec le trésor du palais de Topkapı, la Mosquée Bleue, le Grand Bazar, Sainte-Sophie et le Bosphore. Un réveillon à Istanbul. Départ le 29 décembre : 3 190 F. A moins que vous ne préfériez Florence (2 950 F) ou Dublin (3 190 F).

* Média France, 31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : (1) 261-56-56.

Noël cistercien et réveillon médiéval

Messe de minuit à l'abbaye cistercienne de Chaux. Plus deux villes d'art et des vins célèbres : Dijon et Beaune. Déguster gastronomiquement à l'Ermitage de Corton et dégustation à Nuits-Saint-Georges. En TGV et en autocar. Logement à l'Hôtel de la Cloche, 24 et 25 décembre : 2 590 F tout compris.

Au château de La Chapelle Bellon, un réveillon médiéval avec pages, troubadours, jongleurs et musiciens. Dégustation aux châteaux de Basulieu et des Reaux. Deux nuits à Loudun. En autocar de Paris, du 30 décembre au 1^{er} janvier : 2 940 F.

* Le monde et son histoire, 82, rue Talbot, 75009 Paris. Tél. : (1) 526-26-77.

Nouvel An au château

En Alsace, au château d'Isenbourg, dans les salles voûtées du treizième siècle, dîner de gala aux chandeliers (880 F). Réservation au (89) 48-63-53.

Au château de Divonne, le réveillon, la chambre, le petit déjeuner et le déjeuner pour 1000 F. Tél. : (50) 20-00-32.

Au château-hôtel d'Esclimont, à 40 kilomètres de Paris, un réveillon aux bougies avec menu gastronomique et animation musicale : 480 F. Tél. : (37) 31-15-15.

Enfin, un week-end de détente et de remise en forme au

Novotel château de Maffliers, à 25 kilomètres de Paris, qui vous offre son parc de 32 hectares, sa salle de gymnastique et sa piscine. Hébergement, petit déjeuner et deux repas : 385 F. par personne.

* Résister : (6) 677-27-27. ou Novotel (3) 473-93-05.

Trains de fêtes

Pour le Nouvel An : deux jours en Alsace (départ le 31 décembre, 1450 F) ou quatre jours aux Pays-Bas (départ le 30 décembre, 2755 F). A noter également un week-end à Chambray (820 F), le Carnaval de Nice (31 janvier, 2215 F), celui de Venise (15 février, 2540 F) ou celui de Cologne (15 février, 2100 F).

Et pour les sportifs, une escapade à Dublin, le 28 février, à l'occasion du match de rugby tripartite France, dans le cadre du Tournoi des cinq nations (2420 F). En train, bateau et autocar. On peut également aller en avion, avec Nouvelles Frontières (2 890 F). Tél. : (1) 273-25-25 ou 306-41-10.

* Renseignements et inscriptions dans les agences Tourisme SNCF, les gares SNCF de Paris et les gares RER.

Vienne

A Vienne avec ses vases, sa grande roue, ses églises baroques, ses pâtisseries, ses magasins, son école espagnole d'équitation et son bal de l'Empereur. Pour le réveillon du Nouvel An. Du 29 décembre au 2 janvier : 6 950 F.

Où à Berlin-Est avec « la IX^e » de Beethoven dans la grande salle du palais de la République. Du 29 décembre au 1^{er} janvier : 4 220 F.

Dans un autre genre, tout le charme de l'hiver nordique avec un réveillon traditionnel finnois, à Tampere. En prime : le « rita de l'éclair fondu » pour connaître les secrets de votre avenir... Du 29 décembre au 2 janvier : 4 820 F.

* Renseignements et inscriptions : CGIT Leprieux, 8, rue de Sèze, 75009 Paris. Tél. : (1) 265-10-10 ou 2, square de l'Opéra, 75009 Paris. Tél. : (1) 742-43-50.

Gastronomie

Week-ends gourmands

Offrir un week-end, c'est le titre d'un petit guide des vieilles demeures hôtelières, signé de Philippe Couderc (Flammarion éditeur). Certaines font partie de la chaîne inégale des Relais et Châteaux. Les autres... Aussi bien l'auteur remarque que, « hors cas d'exception, la « vie de château » passe rarement par une table exceptionnelle ». Seules ces rares exceptions trouveraient donc place en cette rubrique. Mais ce n'est occasion d'en faire souvenir quelques-unes au lecteur.

Tel ce Château de la Corniche (à Rolleboise - tél. 093-21-24) qui, en cet automne, peut être pour le Parisien un but de week-end. La cuisine y est bonne (et le pain est « maison »), un bon pain et un bon point !). Ou encore cette Tour du Roy (à Vervins - tél. 98-00-11), où M^{me} Desvignes cuisine, « comme l'oiseau chante », les spécialités régionales notamment.

La Bretagne particulièrement est terre de châteaux, manoirs et autres domaines où l'on reçoit - en les faisant payer, bien sûr ! - des hôtes révoquant de plus en plus de plus en plus et dont le raffinement est terminé d'élégante façon.

Passons à la Charente et au Château de Nieul (« Nieul l'Espoir », comme romancé une artiste connue ?) où, là encore, une cuisinière est aussi merveilleuse hôte et où le farci charentais, la salade aux sommités d'orties, les huîtres de Marennes sont « en situation ».

J'ai souvent signalé ces hauts lieux du charme provincial, du confort et du calme, que sont : A Cordes (Tarn), Le Grand Ecuier (tél. 56-01-03) où Yves Thuriès mérite largement ses étoiles (au Michelin comme au Bottin Gourmand). A Champagnac-de-Belair

(Dordogne), Le Moulin du Roc (tél. 54-80-36) où, là encore œuvre une grande cuisinière, Solange Gardillou. A Saint-Romain-de-Lerps (Ardèche), Le Château du Besset (tél. 44-41-63), le plus merveilleusement restauré et meublé peut-être, et dont la cuisine se partage entre le folklore (ah ! mes bonnes crêques vivaraises !) et l'élégance classique allégée.

Pour arriver à la Côte, on passera peut-être par Les Baux. Couderc considère Baumanière comme un château et, en tout cas, c'est bien la vie de château que l'on y mène. A défaut, on lira et relira Baumanière chez vous (Plon éditeur), signé de Raymond Thuillier et Jean-André Chariol, son petit-fils et successeur au « piano ». Et la lecture de ces recettes faciles et merveilleuses ne peut que donner envie de faire le détour par Les Baux (tél. 97-33-07). Il n'est pas besoin de parler du merveilleux Hôtel du Cap d'Antibes (bd Kennedy - tél. 61-39-01), mais Couderc aurait pu, lui, signaler le Grand Hôtel du Cap de Saint-Jean-Cap-Ferrat (tél. 01-04-54), qui s'affirme de plus en plus et dont le raffinement est terminé d'élégante façon.

Lorsque j'aurai cité La Chèvre d'Or (à Eze-Village - tél. 41-12-21), qui était « médiéval look » bien avant que le cher M. Ingold ne l'anime, j'aurai fait le tour de mes « favoris ».

Il vous restera, à vous, de faire celui de Paris. Car l'auteur a trouvé - et qui s'y attendrait ? - des hôtels parisiens (connus surtout des étrangers) du côté de la rue Cassette, de la rue Christine, de la rue Jacob. On ne connaît jamais bien son Paris !

LA REYNIÈRE.

Rive gauche

L'Alsace à Paris!

9, place St-André-des-Arts, 6^e

325-88-36 - Ouvert T.L.J.

DEJEUNERS, DINERS, SOUPERS

Grillades - Croustilles

Poissons - Coquillages

Réveillons

NOËL et SAINT-SYLVESTRE

300 F.T.C. avec champagne.

Rive droite

AUX ROSES DE BLIDA

Sur commande spécialités pieds-noirs

COCAS, MOUNAS

SOUVEREASSE, COUSCOUS

PAELLA, PASTILLA, TAGINE

A emporter ou livré à domicile

dans Paris à partir de 200 F.

29, rue de Chaulieu, 75017 PARIS

622-43-86

Ouvert le dimanche matin.

LE MODULE
à MONTMARTRE
Le plateau de fruits de mer,
charcuterie, spécialités de cuisine marseillaise, d'inspiration méditerranéenne, d'inspiration...
106, BOULEVARD DU MONTMARTRE, MÉTRO VAVIN. Tél. : 335-20-18
TOUS LES JOURS. SERVICE PERMANENT DE MIDI A TROIS HEURES DU MATIN.

le soufflé
POUR VOS INVITATIONS
Seigneurie française
et une soufflée.
35, rue de MONTMARTRE
(près de la place Vendôme)
24^e ANNÉE
Réservation : 200-27-18
Fermé le dimanche.

GRAND REVEILLON "ÉVASION"
Le lundi 31 décembre à partir de 21h30
Le mardi 1^{er} janvier à partir de 12h30
UNE NUIT DE REVE
ET DE BONHEUR
AU BOUT DU MONDE !
pour 1000 F avec
dîner, boisson, spectacles
et service compris.
DANS LE GRAND ORCHESTRE
RÉSERVATION EXCLUSIVE : J.C. PAULARD - TÉL. CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS 6 : 562.05.67

Robert Courtine
La vie parisienne
Cafés et restaurants
des Boulevards
1814-1914
Le Cadrans bleu, le café de Paris, le Café anglais,
Drouant, Frascati... Toute une époque revit, où
la gaieté s'alliait à une gourmandise raffinée.
PERRIN

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES AUBERGE DE RIQUERH, 12, r. de St-Maurice (9 ^e), 770-62-39. AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, P. 225-01-10. F. sam.-dim. BOURGUIGNONNES CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 380-05-46/144. F. sam., dim. Cuisines bourguignonnes. BRETONNES TY COZ, 35, r. St-Georges, 878-42-95. F. dim., lundi. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS. FONDUES - RACLETTE LES MISS Spécialités et carte 26, rue Legendre, Paris (17 ^e) T.L.J. réservation - 763-14-19. FRANÇAISES TRADITIONNELLES L'AUBERGE DES DEUX SIGNES 46, rue Galande (5 ^e). F. dim. 325-46-56-00-46 Menu : 170 F (vin, café, l.c. à déjeuner) Parking : rue Lagrange. RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I ^{er} , 723-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. F. samedi, dimanche.	LE SYBARITE 6, r. du Sabot, P. 223-21-56. F. dim. Nécessite St-Sylvestre 425 F net. GRATINS LE FULLMAN, 8, rue de Beaupré, 1 ^{er} . 260-99-59. Menu 100 F, carte (cassette poires). Fermé dim. LYONNAISES LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 325-77-66. Allez aux fourneaux. REUNIONNAISES ILE DE LA RÉUNION, 233-30-95. F. dim., 119, r. St-Honoré, 1 ^{er} . R. dim. SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, rue de Vienna, 523-23-62. Croustilles 72 F. Cofit 72 F. SUD-OUEST LA LANDAISE A PARIS, 260-20-19. 48, rue de Verneuil, P. F. dim. Quart. Bas-Solfèbre. Rep. aff. 100 F. LE REPAIR DE CARTOUCHE 700-25-56, 6, boulevard des Filles- du-Calvaire (11 ^e). Fermé sam., dim. L'OIE CENDRÉE, 51, rue Labrousse, 13 ^e . 331-91-91. F. dim., lundi. CONIFTS, FOIE GRAS. POISSONS DE RIVIERE ATHANOR 344-49-15, 4, r. Crenatier, 12 ^e . 344-49-15 à 24 h, sauf dim. et lundi. CLAVECIN : musique baroque.	FRUITS DE MER ET POISSONS LE LOUIS XIV 8, bd Saint-Denis, 10 ^e . 208-56-56. Déj., dîners, soupers après minuit. Service jusqu'à 1 h de nuit. Huîtres, crustacés, caviar, gibiers. Parking privé assuré par voiturier. Ouvert pour les fêtes. DESSIER, spécialiste de l'Andrie, 9, place Perrière, 227-52-14. T.L.J. HUITRES, CRUSTACÉS, POISSONS. TOUR D'ARGENT, 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 33-32. HUITRES, poissons, grillades. Jusqu'à 1 h 15 de nuit. Service jusqu'à 1 h de nuit. Air conditionné. Petite prix. TOUR DE LYON, 1, rue de Lyon (12 ^e), face à la gare. 343-88-30. Poissons, grillades. Bœuf d'hiver réfrigéré. ORPHE 1, rue d'Artois, 256-31-39. F. sam. midi et dim. BOULABASSE. BRESILIENNES GUY 6, rue Mabillon, 6 ^e . 354-87-61 DINER BRESILIEN et ARGENTIN le 31 décembre, à 450 F CHINOISES-THAÏLANDAISES CHEZ DIEP 22, rue de Poitiers, P. 256-23-96 Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées et gastronomie chinoise-vietnamienne. F. sam. midi.	DANOISES ET SCANDINAVES 10, r. des Champs-Élysées, 359-30-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son apéritif-juke. ESPAGNOLES EL PICADOR, 80, boulevard des Beaumonts, 387-28-87. F. dim.-mardi. Réservation St-Sylvestre 380 F.T.C. ETHIOPIENNES ENTOTO 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Dorowant, Beyeayemont av. l'Indjara. INDIENNES VISHNOU 10, r. Voltaire & Danton, 357-56-24, 56-46. TANDOORI. F. dim. et lundi midi 359-46-40, 359-36-72. TANDOORI. ASHOKA, 5, rue D-Jacqueminaire- Clemenceau, 15 ^e . F. dim. et lundi midi. 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI. INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJA, 15, r. J.-Chaplin (6 ^e). Café. MONTMARTRE-BASPAUL-GRÉA F. lundi. 325-12-84. Métro Vavin. Spéc. TANDOORI. MAHARAJA, 72, bd St-Germain, 354-36-07. F. jeudi. M ^{me} Mambert. Spécialités BIRIANI. KISMET, 17, rue Darcey. M ^{me} Pl. Clichy. 12 h 30 à 2 h mat. 387-83-35.	ITALIENNES L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 13 ^e . 589-08-15. F. dim., lundi. EMILIE ROMAGNE. DINEZ A ROME CE SOIR 354-16-71 IL DELFINO, 74, quai des Orfèvres, 29, pl. Dauphine (pâtes fraîches maison). MAROCAINES AISSA Fils, 5, rue Ste-Beuve, 548-07-22. 20 h à 0 h 15. Couscous. Pastilla, Tagine, F. dim.-lan. Réa. à part. 17 h. L'ÉTOILE MAROCAINE, 730-54-45, 56, r. Gallée, 8 ^e . Couscous, tagines, pastilla. Broch. Méchoni au feu de bois. Cadre raffiné de haute tradition. PMR 180 F. PORTUGAISES SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1 ^{er} (Châtelet), 236-70-71. Serv. J. 24 h. F. dim. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 84. VIENTNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. TAN DINH, 60, rue de Verneuil, 7 ^e . Fabuleuse carte des vins 600 grande crus, dont 160 POMEROI. Tél. : 544-04-84. F. dim. Service jusqu'à 23 h 15.
---	---	---	--	---

Un guidon en forêt

Nous irons dans les bois à vélo.

« **A**TTENTION à la branche ! » Le revêtement parfait de la piste cyclable ferait oublier que l'on se trouve en plein cœur de la forêt. Au sens le plus strict du terme, puisque c'est à travers taillis et futaies que nous pédalons en suivant un étroit ruban d'asphalte : le réseau cycliste de la forêt de Rambouillet. Du goudron dans le sous-bois ? Ecologistes, rassurez-vous, les gens de l'Office national des forêts ont bien fait les choses, car là où passe la piste un sentier existait déjà, mais réservé, dans la plupart des cas, aux seuls piétons ou cavaliers. Il a suffi de l'enrober, sans fossé ni talus, et cela donne une piste juste assez large pour que deux vélos se croisent. D'ailleurs, c'est maintenant l'automne, et les feuilles mortes recouvrent presque entièrement le goudron, au point que, dans les virages, il faut se méfier de ne pas se retrouver, soudain, au milieu des champignons !

Le ruban d'asphalte serpente dans la forêt, épouse les creux et les bosses, se glisse au fond de vallées secrètes, puis domine un étang au bord duquel on donnerait bien un rendez-vous romantique. Parfois, pourtant, il trace une franche saignée dans la forêt ; alors, sur le grand plateau et le petit pignon, on fonce comme sur un tapis. Silence. Juste le chuintement des feuilles mortes sous les pneus, le cliquetis humide de la roue libre : un peu la même impression que sur une piste de ski de fond bien damée. D'autres fois, la piste fait place à une route ouverte à la circulation. Il n'y a jamais beaucoup de voitures, mais, quand on sort du taillis, le contraste est saisissant. Il n'y a plus alors qu'à consulter la carte pour se composer son propre itinéraire sauvage. La n° 402 au 25 000^e de l'IGN couvre toute la forêt de Rambouillet. Le réseau cycliste y apparaît sous la forme d'un pointillé de petits cercles bleus, et le moindre sentier y figure. Achetez un jour pour assouvir des fantasmes d'explorateur, la boussole pourrait bien rendre cette fois de grands services. Car, aux croisements de quatre, cinq ou six pistes, il n'est



l'œil aux aguets. Pour surprendre le vol lourd d'une perdrix qui traverse la piste ou l'éclair d'un oiseau à plumage jauneverd et à tête rouge — un pivot — qui s'enfuit en poussant un ricanement cocasse.

Vous avez l'eau à la bouche, mais vous ne possédez pas de vélo ? Qu'à cela ne tienne : vous en trouverez à louer en gare de Rambouillet, beaux et pas chers. Au choix, des vélos traditionnels, avec ou sans dé-

culatation, mais peu fréquentées quand même.

Vous n'avez donc que l'embaras du choix. A titre d'exemple, voici un itinéraire de 55 kilomètres, qu'un débutant peut couvrir sans peine en une journée. Partant de la maison forestière de la Grille de Versailles, au nord de Rambouillet, longer la D 936 (piste cyclable) jusqu'à la route de Vau-Larcher, qui débouche en face du terrain militaire. On traverse ainsi le bois de Gaze-

ran, jusqu'au carrefour des Chartreux. Par une route un peu plus fréquentée, on rejoint alors Poigny-la-Forêt pour retrouver la véritable piste cyclable : attention de ne pas tourner en rond une fois traversé le village, car la route qui mène à la piste est signalée par le panneau « voie sans issue » ; mais cela ne s'adresse qu'aux voitures. La piste vous mènera en douceur au carrefour de Pecqueuse, où un panneau signale le tracé de l'itinéraire jusqu'à

la maison forestière des Grands Coins. Vous quittez ici la piste cyclable, et le mieux à faire est de vous diriger vers les Petits Coins par la route goudronnée, puis vers le carrefour des Gravières. Là, vous traversez la D 936 et empruntez le mauvais sentier qui se trouve exactement en face de vous. Même par temps de pluie, il reste praticable. Il débouche sur la D 61, que vous suivez jusqu'à trouver, 200 mètres plus loin et à gauche, la piste. Le ruban d'asphalte serpente alors

jusqu'à Montfort-l'Amaury, jolie petite ville bourgeoise, avec ruines de château et ruelles pavées. Si vous avez quitté Rambouillet dans la matinée, c'est l'heure du déjeuner : nous vous signalons le restaurant en face de l'église, très correct. Mais si vous préférez le pique-nique, arrêtez-vous 3 kilomètres avant Montfort-l'Amaury, au point de vue de l'étang de la Porte-Baudet : c'est l'un des plus beaux coins de toute la forêt.

Pour revenir à Rambouillet, reprenez la piste déjà parcourue le matin, du moins le tronçon Montfort-l'Amaury-Gautier. Vous trouverez ensuite une piste droite, très roulante, jusqu'à la ville. Et la prochaine fois vous pourrez aussi bien traverser le parc animalier des Yvelines, ou encore rejoindre la vallée de Chevreuse, à moins de pousser jusqu'au Meuse et à Gambaiseul, dans le lointain ouest de la forêt.

DOMINIQUE LE BRUN

Louer...

Pour louer un vélo, s'adresser à la gare SNCF de Rambouillet. Deux types de bicyclettes sont proposés :

— Le modèle « randonneur » à 10 vitesses, cadre homme ou mixte : 25 F la demi-journée, et 30 F la journée.

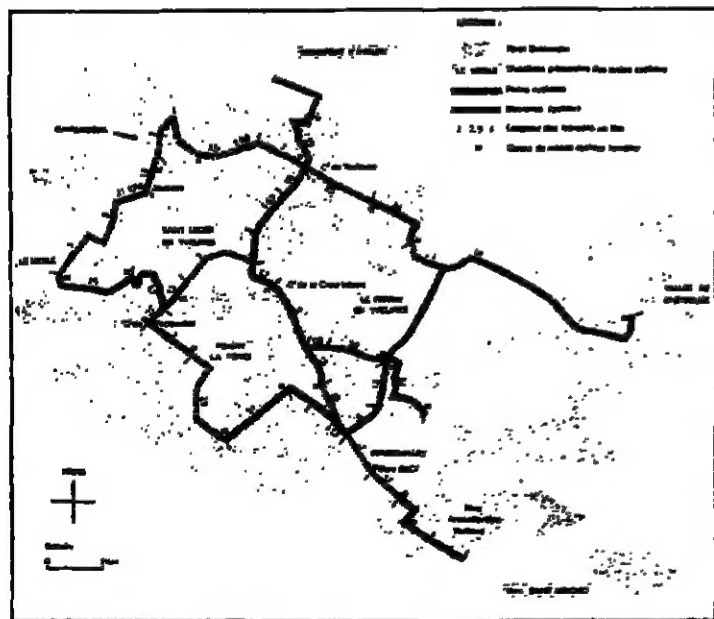
— Le modèle « traditionnel » à cadre mixte, avec ou sans dérailleur : 16 F la demi-journée, et 22 F la journée.

Des tarifs dégressifs sont prévus pour les locations de plus de trois jours.

On vous demandera une pièce d'identité et le dépôt d'une caution de 180 F, sauf si vous présentez une carte de crédit. La location se paye à la restitution du vélo, celle-ci pouvant éventuellement se faire dans une autre gare que celle de départ.

Etant donnée l'affluence, en week-end, il est préférable de réserver, dès le milieu de la semaine, en téléphonant à la gare de Rambouillet (483-84-45).

Pour éviter les embouteillages et les difficultés de stationnement aux alentours de la gare de Rambouillet, venir en chemin de fer n'est pas une mauvaise idée. De nombreux trains mettent Rambouillet à une demi-heure de Paris-Montparnasse.



pas toujours évident de choisir la bonne route. D'autre part, à bicyclette, apprécier la distance parcourue est beaucoup plus hasardeux qu'à pied. Pour s'orienter à coup sûr, il existe cependant un repère aussi infailible que les plaques des rues en ville : ce sont les numéros des parcelles d'exploitation forestière. Ils sont apposés en lettres noires sur placard blanc sur le tronc d'un arbre bien en vue au bord des chemins, et la carte les mentionne en gros chiffres verts.

Une fois résolu le problème de l'orientation, vous voilà chez vous. Prêt à filer nez au vent et

raillieur, ou bien de véritables cyclo-randonneurs à dix vitesses, avec guidon de course et freins à double poignée. Ces derniers sont à peine plus chers, ne vous en privez pas. En effet, sur certaines pistes mal carrossées, disposer d'un petit plateau et d'un grand pignon permet de passer tout en économisant ses forces. Car la forêt de Rambouillet est grande. Selon les cartes affichées par l'ONF, il existe 50 kilomètres de véritable pistes cyclables forestières, reliées entre elles par 30 kilomètres « d'itinéraires cyclistes », petites routes ouvertes à la cir-

culatation, mais peu fréquentées quand même. Vous n'avez donc que l'embaras du choix. A titre d'exemple, voici un itinéraire de 55 kilomètres, qu'un débutant peut couvrir sans peine en une journée. Partant de la maison forestière de la Grille de Versailles, au nord de Rambouillet, longer la D 936 (piste cyclable) jusqu'à la route de Vau-Larcher, qui débouche en face du terrain militaire. On traverse ainsi le bois de Gaze-

France-Tropiques

Vers « nos » bouts du monde.

Il ne suffit pas de boucler ses valises et d'avoir un billet d'avion en poche pour s'envoler vers « l'île de l'éternel printemps ». Des Canaries turbutants peuvent en décider autrement. Pour ce touriste idéal prêt à partir en Nouvelle-Calédonie (onze jours à partir de 13 580 francs), la déception est profonde. Adieu legon bleu, barrière de corail et paroi Pas de visite à la cathédrale Saint-Joseph, construite par les déportés de la Commune, ni d'excursion à la baie des Tortues. Ce voyageur avait cru, comme tout le monde, à la campagne de publicité patronnée par le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM : « L'hiver à la source-France du Pacifique-Nouvelle-Calédonie » (le Monde daté 16-17 septembre). Peut-être espère-t-il toujours gagner l'hémisphère sud. Le village du Club Méditerranée (onze jours, pension complète : 19 750 francs), est encore ouvert, « pour l'instant », précise un responsable parisien. C'est la moindre des choses après la nomination de M. Gilbert Trépano, PDG du Club, auprès de M. Laurent Fabius.

Les troubles de Nouvelle-Calédonie portant naturellement un coup sévère au développement du tourisme dans l'île. Et cela à un moment où, selon l'Agence nationale pour l'information touristique, « la Nouvelle-Calédonie était en train de décoller, avec notamment l'ouverture d'hôtels de brousse et de gîtes mélanésiens ». Les chiffres parlent. Au cours des neuf premiers mois de 1984, 88 705 visiteurs sont arrivés à Nouméa (contre 64 909 pendant la même période en 1983). Le coefficient d'occupation des chambres dans les équipements touristiques a été, toujours pendant les neuf premiers mois de l'année, de 63,7 % en 1984 (contre 53,9 % sur douze mois en 1983). En 1984, ce sont les Australiens qui ont été les plus nombreux, suivis par les Français, les Japonais et les Néozélandais.

La France du bout du monde n'a pas de chance. Son développement touristique est bien sûr, avant tout, par un cyclone ou par une situation politique difficile. A ces « désagréments » s'ajoute une organisation des transports aériens contestés par de nombreux voyageurs et qui a eu pour conséquence d'augmenter, par exemple, de 50 % en trois ans le prix d'un vol vacances pour la Guadeloupe (le Monde du 13 septembre). Bref, le tourisme dans les DOM-TOM balance entre le tourisme de luxe et le tourisme de masse. Les pouvoirs publics n'ont toujours pas fait leur choix. Des tarifs préférentiels pour les vacanciers ? Quelle serait alors la réaction des Guadeloupéens, des Réunionnais ou des Martiniquais qui travaillent en métropole et qui ne

comprendraient pas que ces tarifs ne leur soient pas également appliqués ? La Polynésie, la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique possèdent un hébergement et des équipements sportifs qui les placent parmi les destinations très compétitives. Mais loin et cher. Huit jours à Tahiti à partir de 12 400 F. Dix jours à Saint-Denis à partir de 6 588 F (village vacances). Huit jours à Pointe-à-Pitre à partir de 7 300 F (studio). Huit jours à Fort-de-France à partir de 7 300 F (studio). Les DOM-TOM proposent aujourd'hui près de 11 000 chambres. Du village vacances à l'hôtel quatre étoiles. Les Américains sont les plus nombreux en Polynésie. Les Canadiens font un « boom » à Saint-Pierre-et-Miquelon, où ils représentent 80 % des touristes. Les cousins d'Amérique fréquentent en effet assiduellement cette terre du bout du monde pour perfectionner leur français. A 7 000 kilomètres de la métropole, entre le Suriname à l'ouest et le Brésil au sud et à l'est, le Guyane est un département français. 618 chambres attendent les voyageurs. On chasse les papillons, on descend les fleuves et on visite, bien sûr, le bagne. Neuf jours à partir de 8 260 F. Et puis, au cœur du Pacifique, les 17 chambres de Wallis-et-Futuna. Pas de ligne directe depuis Paris. Escala obli-

La succes

La succes...
La succes...
La succes...

Le débat sur la



La rec

Les conféd

Les conféd...
Les conféd...
Les conféd...

Carte

